



Croissance : l'inquiétude

■ En France, l'Insee prévoit un net ralentissement au début de 1999

■ En Allemagne, la croissance serait réduite à 1,7 %

■ Dans « Le Monde », M. Strauss-Kahn réaffirme sa confiance

■ La Bourse de Paris et la Banque de France se préparent au passage à l'euro

Lire pages 7, 18 et 19



Le mythe Pollock

Le Musée d'art moderne de New York consacre une vaste rétrospective à l'artiste américain, comprenant l'ensemble des « peintures coulées » autour desquelles s'est construit le mythe de Pollock.

p. 29

Mne des hôpitaux de proximité

330 opérations de restructuration hospitalière sont en cours dans toute la France et soulèvent de vives polémiques sur le terrain.

p. 13

Rwanda: et l'ONU?

Le sénateur belge Alain Destexhe estime dans un point de vue qu'une enquête au sein de l'ONU s'impose, afin de rétablir les faits se rapportant au génocide du Rwanda, mais aussi pour l'avenir de l'ONU.

p. 16

L'art de la table

Un grèbelet en porcelaine, un rond de serviette à plumes ou en acier, les styles et les matières se mélangent. Le salon Recevoir s'est achevé le 14 décembre au Carrousel du Louvre à Paris: tour de table.

p. 27

La Corse s'inquiète

Alors que la population trouve que l'enquête sur la mort du préfet Ennac piétre, l'annulation probable des élections territoriales de mars 1998 inquiète la droite et la gauche corse.

p. 9

Allemagne, 3 DM; Antilles-Guyane, 9 F; Arabie, 20 ATS; Belgique, 40 F; Canada, 2,55 \$ CAN; Côte d'Ivoire, 350 F CFA; Danemark, 16 KRD; Espagne, 225 PTA; Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 200 Dr; Irlande, 1,40 £; Italie, 2000 L; Luxembourg, 40 FL; Maroc, 10 DH; Mexique, 14 KRM; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 200 Esc; République tchèque, 100 Kč; Espagne, 165 Ptas; France, 7,50 F; Grèce, 200 Dr; Italie, 2000 L; Japon, 100 ¥; Royaume-Uni, 1 £; Suisse, 2,50 S; USA, 1,13 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147 - 1219 - 7,50 F



L'Irak sous les bombes, Bill Clinton en péril

● La Chambre des représentants s'apprête à voter la mise en accusation du président américain ● Le Sénat devra ensuite se prononcer sur la destitution de Bill Clinton ● Américains et Britanniques poursuivent d'intenses bombardements ● L'opération « Renard du désert » unit les pays arabes dans la réprobation et divise les gouvernements européens

A DEUX reprises, le territoire irakien a été, dans la nuit de jeudi 17 à vendredi 18 décembre, la cible de nouveaux bombardements américains. Washington et Londres n'ont pas révélé leurs cibles, mais, selon les sources officielles irakiennes, ils ont touché, entre autres, un hôpital et une maternité et ont fait « d'énormes dégâts » ainsi que des victimes. Les chasseurs-bombardiers américains ont mené au total plus de 200 sorties contre « des objectifs militaires sélectionnés », selon une source militaire américaine.

L'offensive américaine a suscité de vives protestations dans les mondes arabe et musulman, à quelques jours du début, prévu le 19 décembre, du mois de jeûne du ramadan. La Russie a rappelé pour « consultations » et pour une durée indéterminée ses ambassadeurs à Washington et Londres, pour protester contre les frappes. Le président russe, Boris Eltsine, s'est dit « indigné » par ces bombarde-



● A Washington, l'impeachment est en route p. 2
● L'avis de trois spécialistes sur la crise p. 2
● Richard Butler, le « cow-boy » du désarmement p. 3
● A l'ONU, un scénario de sortie de crise p. 3
● En France, le PS demande l'arrêt des frappes p. 4

● En Russie, deux ambassadeurs sont rappelés p. 4
● En Irak, une situation alimentaire de survie p. 4
● Reportages : désarroi des musulmans de France p. 10
● Enquête : le sanctuaire du Kurdistan irakien p. 14
● Notre éditorial : « M. Butler doit partir » p. 17

Le cheval est le meilleur ami de l'homme Tiberi

ILS SONT DEUX, costauds et courts sur pattes, débordants de gentillesse et toujours prêts à rendre service, comme tous leurs congénères. Deux ardennais, peut-être lointains descendants de ceux qui, selon la légende, ramenèrent en France les débris de l'armée napoléonienne après la retraite de Russie: parmi tous les chevaux de l'empereur, ils auraient été les seuls à supporter jusqu'au bout le froid et les privations. Nantis de ces lettres de noblesse historiques, nos deux ardennais devaient être présentés à la France, vendredi 18 décembre, par le maire de Paris en personne, Jean Tiberi (RPR): désormais, ils participent à la « gestion écologique » du bois de Vincennes.

Débardage des troncs, hersage des pistes cavalières, labourage de parcelles... Les deux chevaux de trait se substitueront en partie aux tracteurs. Au bout d'un an, la mairie décidera s'il convient ou non de renforcer cet embryon de cavalerie. Si la logique économique n'est pas à l'origine de l'expérience, celle-ci ne devrait pas entraîner de coûts supplémentaires.

Ce nouvel épisode du « verdissement » de Jean Tiberi, face à la pression de la gauche rurale et des associations, s'inscrit dans un mou-

vement plus large: partout dans l'Hexagone, le cheval revient dans la vie quotidienne. Les anciens chevaux de labour, comme les ardennais, voient s'ouvrir un nouvel horizon, au grand soulagement des Haras nationaux, très ancienne administration de tutelle de l'élevage du cheval en France (Le Monde du 24 juillet 1996). Avec la mécanisation des campagnes, le patrimoine génétique des boulangers, perchons et autres comtois n'a été sauvé qu'en transformant ces vieux compagnons de l'homme en animaux de boucherie. Aujourd'hui, un peu partout, ils retrouvent leur vocation première.

Dans les forêts pour le débardage; dans les campagnes pour les petits travaux agricoles, mais aussi dans les villes. A Rambouillet (Yvelines), le service du nettoyage est équipé de voitures hippomobiles. A Compiègne (Oise), pendant la belle saison, les touristes peuvent faire le tour du château et de son parc en char à bancs, renouant avec un loisir introduit par Napoléon III. Ce retour du cheval prend toutes les formes. De l'Alsace à la Provence, des gardes à cheval surveillent désormais les forêts, pour faire de la prévention contre les incendies. Les gendarmes sont aussi remontés en

selle pour patrouiller dans les massifs forestiers. La police, elle, veille à cheval sur la tranquillité des promeneurs du parc de La Courneuve (Seine-Saint-Denis). On ne compte plus les villes où le cliquement des sabots sur le pavé annonce, comme autrefois, l'arrivée de gardiens de l'ordre montés. Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine) recrute, via les petites annonces de la presse équestre, un cavalier-emploi jeune pour sa « brigade de surveillance équestre des espaces verts ». Dans certaines banlieues difficiles, les chevaux sont un efficace outil d'insertion.

La montée des préoccupations écologiques, la prise de conscience des bénéfices, en termes d'image, qu'apporte le cheval, rejoignent parfois le simple bon sens: sa monture offre à son cavalier un poste d'observation surélevé. En terrain boisé ou accidenté, le cheval est un véhicule à la fois propre, silencieux et rapide. Dernière initiative recensée: l'arrivée au château de Versailles, annoncée pour le printemps 1999, d'attelages qui promèneront les visiteurs dans des véhicules conformes à la majesté du cadre.

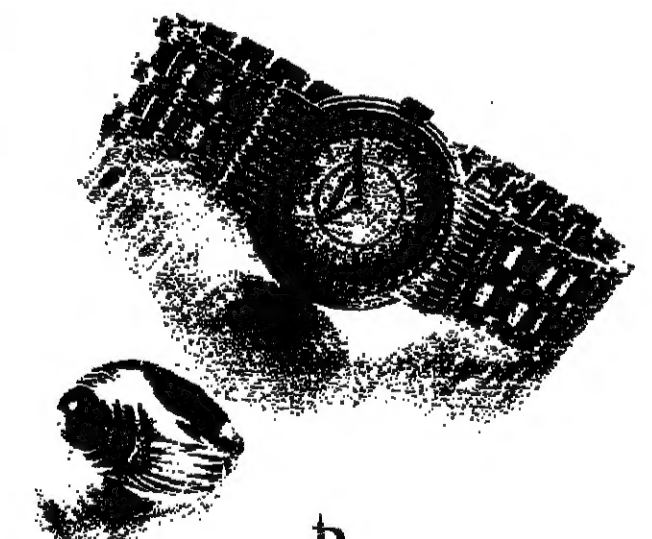
Jean-Louis Andréani

Pinochet: retour à la case départ

UN TRIBUNAL de cinq juges de la Chambre des Lords a décidé à l'unanimité, jeudi 17 décembre, de réexaminer la question de l'immunité de l'ancien dictateur chilien, arrêté il y a deux mois à Londres. Les Lords ont cassé le jugement de cinq de leurs pairs, qui avait été suivi d'un feu vert du gouvernement britannique à l'engagement d'une procédure d'extradition. Le prétexte invoqué est le possible « parti pris » de l'un d'entre eux, Lord Hoffmann, qui n'avait pas fait état des relations qu'il entretenait avec Amnesty International. Le réexamen du cas Pinochet devrait avoir lieu « aussi vite que possible », a indiqué le président du comité d'appel des Lords, Lord Browne-Wilkinson, le 18 janvier 1999, probablement.

Lire page 5

OUVERTURES EXCEPTIONNELLES



B
BOUCHERON
PARIS

26, place Vendôme : 19, 21, 22, 23 Décembre de 10h30 à 20h30
78, rue des Saints Pères : 20, 21 Décembre
Galeries Lafayette Haussmann :
13 et 20 Décembre de 10h à 19h
nocturnes 18, 19, 21, 22, 23, 30 Décembre
Cannes - 17, La Croisette : 21, 28 Décembre

Lionel Jospin, la gauche au singulier

DE COUPS de vent en coups de froid, de métaphores météorologiques en images médicales, la gauche « plurielle » - selon le sympathique label habilement déposé par les communicants de Lionel Jospin pour désigner la coalition gouvernementale - serait au bord du gouffre. A l'approche des élections européennes, certains, comme les Verts, ont retrouvé un brin d'audace et des manières plutôt brouillonnes. Pour la première fois depuis l'arrivée du chef du Parti socialiste à Matignon, les cinq partis de gauche n'affronteront pas les urnes de concert et doivent retrouver, chacun pour soi, un verbe identitaire. Ce tumulte ferait presque oublier que, derrière cette apparente cacophonie, M. Jospin est en passe de devenir ce que François Mitterrand n'avait jamais réussi à être complètement: le seul chef de toute la gauche française.

A quatre ans normalement, deux ans peut-être, de la prochaine échéance présidentielle, le premier ministre s'est imposé comme le candidat évident de toute la gauche. Le sujet, bien sûr, est tabou: Alain Bocquet l'a appris à ses dépens, qui s'est vu séchement reprocher d'évoquer publiquement une « stratégie présidentielle ». Du

coup de téléphone de M. Jospin au président du groupe communiste on avait retenu l'agacement du premier ministre. Ne faut-il pas plutôt y lire l'allégeance du plus rebelle des dirigeants communistes au candidat de 2002 ?

« Moi, vous savez, mon objectif est clair: je veux que Lionel Jospin gagne la prochaine élection présidentielle », a renchéri Daniel Cohn-Bendit, dans son discours d'investiture devant les Verts, le 14 novembre. Sur les écologistes et les communistes, M. Jospin a déjà imposé son ombre d'homme d'Etat. Les radicaux et les « Citoyens » de Jean-Pierre Chevènement, en faisant liste commune avec le PS, pour les premiers, ou en envisageant purement et simplement de ne pas se présenter aux élections européennes, pour les seconds, ont déjà signé leur reddition.

Parce qu'il n'est lié par aucune solidarité gouvernementale et qu'il veut glaner sur les terres socialistes, M. Cohn-Bendit peut bien user sa verve soixante-huitarde pour dénoncer à tout-va.

Ariane Chemin

Lire la suite page 17

Le nouveau visage de « L'Humanité »



CLAUDE CABANES

L'HUMANITÉ changera de peau en mars. Le Parti communiste, dont elle est le journal, en a approuvé la nouvelle formule. Elaborée par le concepteur graphique Claude Maggiori, présentée aux dirigeants du PCF par Claude Cabanes, directeur de la rédaction, cette nouvelle formule est celle de « la dernière chance » pour un quotidien qui affronte de graves difficultés financières.

Lire page 20

International	2	Tableau de bord	22
France	7	Aujourd'hui	25
Société	10	Météorologie, jeux	28
Régions	13	Culture	29
Horizons	14	Guide culturel	31
Entreprises	18	Monde	32
Communication	21	Abonnements	32
Cartes	21	Radio-Télévision	33

INTERNATIONAL

LE MONDE / SAMEDI 19 DÉCEMBRE 1998

IRAK - ÉTATS-UNIS Pour la deuxième fois, dans la nuit de jeudi 17 à vendredi 18 décembre, l'Irak a été la cible des frappes aériennes américaines, assistées par des Torna-

do britanniques. ● DES BOMBARDIERS B-52 de l'US Air Force ont été envoyés de leur base de Diego Garcia, dans l'océan Indien, pour participer à ce nouveau raid. Les avions

sont rentrés à bon port, selon les Américains. ● LE BILAN de la première journée de frappe aurait été de 25 morts et de 75 blessés, selon l'agence de presse officielle ira-

kienne INA, qui ajoute qu'un hôpital et une maternité ont été touchés provoquant « d'énormes dégâts ». ● LE DÉBAT sur la mise en accusation de Bill Clinton devait commen-

cer vendredi à la Chambre des représentants américaine. Le vote devrait avoir lieu samedi. (Lire aussi notre éditorial page 17 et le site internet : www.lemonde.fr)

Menacé de destitution, Bill Clinton poursuit son offensive contre l'Irak

Bagdad a été la cible d'une deuxième vague de bombardements américains et britanniques dans la nuit de jeudi 17 au vendredi 18 décembre. A Washington, le président américain n'aura bénéficié que d'un répit d'une journée dans l'affaire Lewinsky

POUR LA DEUXIÈME FOIS, dans la nuit de jeudi 17 à vendredi 18 décembre, l'Irak a été la cible des frappes aériennes américaines et britanniques, quelques heures tout juste avant que la Chambre des représentants ne commence à Washington le débat sur la mise en accusation du président Bill Clinton dans l'affaire dite du Monticagate. Dominée par les républicains, la Chambre devait voter samedi, au grand dam des démocrates qui accusent la majorité de porter un mauvais coup au président au beau milieu des opérations militaires en Irak.

Cinq missiles au moins se sont abattus sur Bagdad, vendredi aux premières heures du jour. De fortes explosions suivies des tirs de la DCA irakienne ont sporadiquement secoué la capitale irakienne, sans que des indications soient données, sur place, sur les sites touchés. Les sirènes annonçant la fin de la dernière alerte ont retenti au milieu

de la matinée. Aucune explosion n'était survenue, l'alerte étant manifestement déclenchée par le passage d'avions d'observation venus mesurer les dégâts. En début de soirée, cinq missiles s'étaient déjà abattus dans un quartier résidentiel du centre ville. Selon l'agence de presse officielle irakienne INA, un hôpital et une maternité avaient notamment été touchés subissant « d'énormes dégâts », et des victimes sont à déplorer. Officiellement, l'Irak annonce 25 morts et 75 blessés.

Des bombardiers B-52 de l'US Air Force ont été envoyés de leur base de Diego Garcia, dans l'océan Indien, pour participer à ce nouveau raid. Des chasseurs-bombardiers embarqués à bord du porte-avions USS Enterprise ont de leur côté mené plus de 200 sorties contre « des objectifs militaires sélectionnés ». « Toutes les cibles ont été atteintes et nos pilotes sont rentrés sains et saufs », a assuré un officier de l'En-

terprise. Dans la salle de réunions des pilotes, un grand tableau accroché au mur et portant la mention « Mission : Kill Saddam » (mission : tuer Saddam) donnait un aperçu de l'ambiance à bord.

AVANT LE RAMADAN

Le conseiller du président Bill Clinton pour les affaires de sécurité nationale, Sandy Berger, avait précisé jeudi, à Washington, que les premières frappes aériennes décidées dans la nuit de mercredi à jeudi avaient provoqué des « dégâts significatifs » aux capacités irakiennes de production d'armes de destruction massive, ainsi qu'à des « cibles militaires ».

L'ambassadeur irakien auprès des Nations unies, Nizar Hamdoun, a rejeté ces déclarations, affirmant que les frappes aériennes des États-Unis et de la Grande-Bretagne ont uniquement pour objectif d'« affaiblir » le gouvernement de Bagdad pour le renverser.

Alors que l'administration américaine a décidé de fermer de nombreuses ambassades en Afrique, de peur de représailles, Washington est resté évasif quant à la poursuite des bombardements. M. Berger a refusé d'indiquer combien de temps durerait l'opération « Renard du désert », déclarant simplement que les

frappes se poursuivraient « jusqu'à ce que nos militaires considèrent qu'ils ont atteint » leurs objectifs. Le début du mois de jeûne du ramadan, samedi 19 décembre, pose pourtant problème. « Je pense et j'espère que nous pourrions observer » cette période de « vénération » pour le monde musulman, a ainsi expli-

qué John Warner, le président de la Commission des forces armées du Sénat après un entretien à huis clos au Pentagone.

Un deuxième porte-avions américain, le Carl Vinson, est cependant attendu vendredi dans le Golfe, ce qui doublera le nombre des appareils susceptibles de conduire les frappes. Six bâtiments dotés de missiles de croisière Tomahawk accompagnent le Carl Vinson. A Bagdad, le responsable du programme « Pétrole contre nourriture », Hans von Sponeck, a annoncé vendredi matin l'évacuation de la quasi-totalité du personnel humanitaire présent à Bagdad. « Le secrétaire général a pensé qu'il était dans leur meilleur intérêt de déménager en attendant les prochains développements », a-t-il expliqué, en précisant que les frappes aériennes américano-britanniques avaient touché des bâtiments proches de l'Hôtel Canal, quartier général de l'ONU. (AFP, Reuters.)

Les premières cibles des frappes aériennes

Selon le Pentagone, les premières frappes aériennes, dans la nuit du mercredi 16 au jeudi 17 décembre, se sont traduites par le tir de 280 missiles de croisière Tomahawk (dont 200 à partir de navires de guerre, les autres étant depuis des bombardiers B-52 venus de Diego Garcia, en océan Indien), contre une cinquantaine de cibles en Irak. Les objectifs ont été des sites de lancement de missiles, des centres de commandement et de contrôle, le QG du renseignement et des services de sécurité irakiens, des garnisons de la Garde républicaine, des stations-radars, des pistes d'aviation et des batteries de défense antiaérienne.

Selon Bagdad, qui ajoute à cette liste la résidence de la fille de Saddam Hussein, une usine d'explosifs, un centre de formation de mécaniciens et des ateliers d'automobiles, ces raids ont fait 25 morts et 75 blessés.

La Chambre des représentants devrait voter, samedi, la mise en accusation de Bill Clinton

WASHINGTON
de notre correspondant
L'offensive militaire lancée contre l'Irak, mercredi 16 décembre, n'a valu à Bill Clinton qu'un sursis de vingt-quatre heures. Malgré les objections des démocrates, la Chambre des représentants sortante a été convoquée, vendredi 18 décembre, pour débattre de la mise en accusation du président des États-Unis. Si les parlementaires votaient (à la majorité simple) l'impeachment, le procès en vue de sa destitution au Sénat devrait débuter dès le mois de janvier. Les débats à la Chambre des représentants devraient durer dix-huit heures, et le vote devrait intervenir samedi.

Jeudi, les députés se sont contentés de voter une simple motion de soutien aux « boys ». Les républicains n'ont pas voulu laisser à Bill Clinton le moindre répit ou la moindre chance de rebondir avant de débattre de son sort. Plusieurs d'entre eux l'ont violemment attaqué dans la journée de jeudi pour avoir lancé l'opération « Renard du désert » dans le contexte actuel.

Ainsi, les Américains suivent les deux drames qui s'entremêlent aujourd'hui : la guerre que mène Bill Clinton contre l'Irak et celle que poursuit la majorité républicaine du Congrès pour se débarrasser du président. D'un côté, celui-ci se défend pour sauver sa carrière ; de l'autre, le commandant en chef lance ses missiles contre Saddam Hussein en affirmant qu'il n'y a aucune connexion entre les deux.

M. Clinton s'est attaché, jeudi, à démentir les accusations d'élus républicains selon lesquelles il aurait

pris sa décision de frapper l'Irak afin de retarder la procédure de mise en accusation, prévue à l'origine pour jeudi. Ainsi, le quotidien de droite Washington Times a fait un parallèle avec la situation actuelle et le film *Wag the Dog*, qui décrit un président déclenchant une guerre pour sauver sa carrière. « J'ai agi pour le bien du pays, je ne pense pas que quelqu'un de sérieux puisse croire qu'un président pourrait faire une chose pareille », a-t-il affirmé en réponse au chef de la majorité républicaine au Sénat, Trent Lott. Bill Clinton a obtenu le soutien de républicains respectés comme le secrétaire à la défense, William Cohen. Et nombre d'ana-

lystes affirment catégoriquement qu'il n'avait pas le choix, et qu'il ne pouvait agir plus tard.

DÉFECTIONS EN SÈNE

Cela étant, les coups pleuvent de toutes parts sur le président américain comme les missiles sur son homologue irakien. Alors qu'il aurait pu espérer bénéficier d'une sorte de trêve pendant les bombardements, c'est l'inverse qui est en train de se produire. Les défections de républicains modérés sur lesquels il comptait se sont multipliées. Et l'on assiste à un déferlement de mépris et de haine d'autant plus surprenant qu'il s'adresse à celui qui demeure le

commandant en chef, un titre qu'affectionnent particulièrement les présidents américains.

Ainsi, le nouveau chef des républicains à la Chambre, Bob Livingston, a rejeté toute idée d'un report de plus d'une journée du débat sur l'impeachment. Il a provoqué la colère des démocrates, qui exigent que l'on laisse le président travailler alors que les « boys » risquent leur vie. « Ce serait une grave erreur que d'aller vers ce vote, alors que notre nation est engagée dans une action militaire. Je ne peux pas comprendre que nous puissions avoir un tel débat », s'est exclamé un élu démocrate. Peine perdue.

C'est dans ce contexte que Bob

Livingston a été contraint, jeudi, de reconnaître qu'il avait eu des relations extraconjugales à plusieurs reprises. Il n'est pas le premier des accusés républicains à se faire épingle par la police des mœurs. Le précédent, Henry Hyde, président de la commission judiciaire qui a mené l'enquête de la Chambre des représentants contre Bill Clinton, ayant reconnu « une indiscretion de jeunesse », alors qu'il était quadragénaire.

Tous les arguments semblent désormais bons pour abattre le président, et M. Livingston affirme que, lui, n'a pas entretenu de relations avec une subordonnée. D'autres élus républicains mettent

en doute la capacité, voire le droit de M. Clinton de gouverner en période de crise. Ils soutiennent, face aux démocrates, que c'est tout particulièrement parce que la situation est grave que Bill Clinton doit partir.

Ces tensions partisans sont telles qu'elles ont conduit l'ancien proche conseiller de Ronald Reagan, Kenneth Duberstein, à comparer la situation actuelle à celle de Beyrouth en 1980. Dans ce contexte, l'affirmation par Bill Clinton de son intention de « mener cette mission jusqu'au bout » sonne étrangement optimiste.

Patrice de Beer

Que visent les États-Unis dans leur nouvelle offensive en Irak ?

RICHARD HAASS
Brooklin Institution.
Ancien conseiller du président Bush pour le Proche-Orient

1 Peut-on sérieusement considérer que le président Clinton a décidé de bombarder l'Irak en priorité pour des raisons de politique intérieure et pour retarder la procédure d'impeachment ?

■ Je ne connais pas les motivations de Bill Clinton mais les États-Unis avaient plus de raisons que nécessaires pour attaquer Saddam, qui porte à 100 % la responsabilité de la situation. On aurait d'ailleurs dû attaquer il y a des mois, quand le gouvernement en a eu la possibilité. Certains estiment que nous avons manqué une excellente occasion. La leçon qu'il faut en tirer, c'est de ne pas la rater à nouveau.

2 Depuis un mois et jusqu'à l'annonce officielle des bombardements, Bill Clinton et la secrétaire d'État américaine Madeleine Albright ont multiplié les références au renversement du régime irakien dans leurs interventions. Les bombardements s'inscrivent-ils dans cette optique précise ? Plus généralement, les Américains ont-ils une « stratégie irakienne » clairement définie ?

■ Le but de ces bombardements est de convaincre les irakiens, y compris les militaires, qu'ils paient un prix énorme pour le maintien au pouvoir de Saddam. Un objectif secondaire est de stimuler les oppositions internes. Ce qui m'inquiète, c'est que le niveau des bombardements est trop modeste pour parvenir à ces résultats. Les bombardements pourraient créer un contexte favorable au renforcement de l'opposition à Saddam. Mais il faudrait des bombardements plus ambitieux, sans limitation de durée. Pourtant, je ne vois pas la nécessité d'envoyer des troupes sur le terrain, une telle décision ne serait pas soutenue par l'opinion américaine.

3 Les États-Unis sont-ils, comme en 1990-1991, confrontés à l'absence d'alternative politique à Saddam Hussein, ou jouent-ils aujourd'hui sérieusement la carte de l'opposition ?

■ L'opposition manque de crédibilité. Elle est divisée et doit être renforcée politiquement. La constitution d'une opposition crédible est une œuvre de longue haleine. Pour le moment, la seule option crédible serait quelqu'un - que nous ne connaissons pas - qui serait issu des milieux militaires ou de sécurité. Nous devons tout faire pour stimuler cette solution. De toute manière, cette personne n'aura jamais une position aussi forte que celle de Saddam. Mais en soi, se débarrasser de Saddam n'est pas la solution, ce n'est que le commencement de la solution.

GHASSAN SALAMÉ
Directeur d'études au CNRS
spécialiste du Proche-Orient
Professeur à l'IEP-Paris

■ Je ne doute pas que le moment a été choisi dans ce cadre-là, que les considérations de politique intérieure ont été déterminantes. Pour le principe de la frappe, paradoxalement, la situation est plus compliquée : le président lui-même n'est pas un va-t-en-guerre et a joué lors des crises de février et novembre un rôle modérateur, mais il y a des courants différents au sein de l'administration.

■ Les États-Unis ont une stratégie de prééminence militaire durable dans une zone qui contient les deux tiers des réserves mondiales prouvées de pétrole. Aujourd'hui, les Américains peuvent être accusés, comme le régime irakien, d'ignorer le droit international et les résolutions du Conseil de sécurité. La nature des frappes est fondamentalement punitive, même si les États-Unis espèrent qu'elles produiront une éventuelle rébellion au sein de la population. Mais chat échaudé ne se lance pas dans une telle entreprise. La population est tellement diminuée par les sanctions qu'elle porte plutôt sa colère contre elles.

■ La cause de l'opposition irakienne était beaucoup plus solide en 1991 qu'aujourd'hui. Saddam Hussein était, aux yeux de sa population, l'auteur indiscutable de la faute qui avait entraîné la guerre du Golfe. Huit ans plus tard, l'échec de l'opposition au Sud, les guerres intérieures au Kurdistan, ont démonté l'opposition, qui s'est encore plus démontée par les révélations sur la manipulation de plusieurs groupes en son sein par la CIA. La vraie chance de l'opposition irakienne a été manquée en 1991.

DOMINIQUE MOÏSI
Directeur adjoint
de l'Institut français
des relations internationales

■ Non, même sans affaire Lewinsky, Clinton aurait bombardé l'Irak. A la limite le calendrier de l'Islam et celui de l'impeachment se sont renforcés l'un l'autre. On assiste à une frustration américaine consécutive des événements de février et novembre. On dit souvent qu'il faut montrer sa force pour ne pas l'utiliser. Là, c'est l'inverse : utiliser la force pour maintenir la crédibilité de la diplomatie.

■ Non. Il y a une contradiction entre la fin qu'ils visent - le renversement de Saddam - et leurs moyens : s'en tenir aux seuls bombardements. Le calcul américain est que l'on va détruire à ce point le potentiel de sécurité de Saddam Hussein qu'il deviendra vulnérable de l'intérieur. On espère que de tout cela sorte quelque chose de positif. A priori, de simples bombardements ne feront pas tomber le régime. Mais ils peuvent indirectement conduire à sa perte s'ils affaiblissent sérieusement. Quant à une intervention terrestre, elle n'est pas envisageable, surtout dans le contexte actuel de la politique intérieure américaine.

■ Le vrai dilemme des Américains est : comment se débarrasser de Saddam sans risque de démembrer l'Irak ? L'opposition actuelle n'est pas crédible. Pourtant, on ne peut pas exclure que les Américains disposent d'une alternative à Saddam. Officiellement, ils le nient, mais sans convaincre. Peut-être ont-ils l'homme qui pourrait se substituer à Saddam. Si c'est le cas, il ne peuvent pas le dire, parce qu'aujourd'hui tout homme politique irakien qui apparaîtrait comme « l'homme des Américains » serait discrédité au départ. Il ne pourrait émerger qu'après la chute du dictateur.

VACHERON CONSTANTIN
Genève, depuis 1755



En vente chez les distributeurs agréés :

Paris : CHRONOPASSION - DUBAIL - LÉON - Paris 8^e - DUBAIL
(06) Cannes - FERRET - (06) Nice - FERRET - (13) Marseille - PROJO
(69) Lyon - J.L. MAIER - Informations au 01 42 18 54 16

Dr. J. A. L. S. D.



Richard Butler, « cow-boy » du désarmement

SYDNEY
de notre envoyée spéciale
Les Russes exigent sa tête et les Américains louent son travail « remarquable ». Auteur du rapport

PORTRAIT

Le chef de l'Unscm est contesté, mais toujours soutenu par les Etats-Unis

qui a justifié pour les Etats-Unis la décision d'ordonner des frappes militaires sur l'Irak, l'Australien Richard Butler se retrouve sur des charbons ardents. A cinquante-six ans, le chef de la Commission spéciale des Nations unies (Unscm) chargée du désarmement de l'Irak est accusé depuis longtemps déjà, et pas seulement par les autorités de Bagdad, de faire le jeu des Américains.

Originaire de Sydney, il est parvenu à ce poste exposé après une solide carrière de diplomate, en dépit d'une verve peu diplomatique. Son franc-parler a souvent glissé jusqu'à la gaffe. Affirmer dans un entretien que « l'Irak a suffisamment d'armes pour détruire Tel-Aviv » n'est sans doute pas le meilleur moyen de ramener la sérénité au Proche-Orient. Le « langage sale », selon l'expression du New York Times, fait définitivement partie d'une « personnalité » jugée « abrasive » par la presse australienne.

Certains de ses anciens collègues des affaires étrangères australiennes le surnomment par dérision le « prince de la paix » et parlent de « diplomatie de cow-boy » à propos de ses manières tranchantes, même si ces mêmes détracteurs ne mettent pas en doute ses capacités et la sincérité de son intérêt pour les causes du désarmement.

C'est en effet sur ce dossier qu'il a bâti une carrière commencée en

1965. Après son premier poste à l'Agence internationale à l'énergie atomique (AIEA), à Vienne, il est nommé aux Nations unies, au début des années 70. De 1983 à 1988, il est nommé à Genève, comme « ambassadeur » auprès de la Commission sur le désarmement. Cette promotion, attribuée à ses affinités avec le Parti travailliste, le propulse au premier plan. Ses « services rendus pour la paix et le désarmement international » lui valent l'ordre australien du Mérite, en 1988. C'est tout dire.

« Depuis, il est en première ligne et il adore cela », explique un ancien collaborateur, qui souligne que, fort d'une grande confiance en soi et d'un ego non négligeable, Richard Butler, peu enclin à l'arrogance. Après un séjour écourté comme ambassadeur en Thaïlande, il est nommé chef de la délégation australienne à l'ONU de 1992 à 1997.

« BÊTE NOIRE » DE BAGDAD

Au cours de ce mandat, alors que l'Australie jouait un rôle important dans l'élaboration du Traité d'arrêt définitif des essais nucléaires (CTBT), les « gesticulations » de l'ambassadeur australien Richard Butler, et l'« agitation dans les couloirs de l'ONU » créée autour de la reprise des essais nucléaires français lui apportèrent beaucoup de notoriété... et de rancœur française. Richard Butler fut ainsi à l'origine de la motion votée par les Nations unies condamnant les essais nucléaires.

L'Australie brigait alors l'un des sièges d'observateur au Conseil de sécurité de l'ONU - qu'elle n'obtint pas, malgré une très active campagne de lobbying. En revanche, M. Butler quitta les affaires étrangères australiennes au terme de son mandat d'ambassadeur et fut nommé, en juin 1997, à la tête de l'Unscm. Les Irakiens, mécontents de son prédécesseur, le

Suédois Rolf Ekeus, se félicitèrent de ce changement... pendant trois mois. En octobre, le premier rapport signé de M. Butler, énumérant les nombreux manquements irakiens, mit fin à l'entente cordiale. Les échanges acides devaient désormais se multiplier et en particulier avec le ministre Tarek Aziz. « Bête noire » de la presse officielle irakienne, soutenu invariablement par les Etats-Unis, M. Butler est devenu un temps remarquable un sujet de polémique jusqu'au cœur des Nations unies.

Florence de Changy

Un scénario optimiste : après les frappes, la levée contrôlée de l'embargo

LARGEMENT critiquées par la communauté internationale, les frappes américano-britanniques pourraient paradoxalement, à moyen terme, avoir pour conséquence une amélioration du sort de la population irakienne. Si, comme le proclament les responsables américains, « les bombes sont plus efficaces que les inspecteurs » pour débarrasser l'Irak de ses armes de destruction massive, « il serait ensuite logique pour Washington de clore les dossiers de ces armes », estime un diplomate à l'ONU. La clôture de ces dossiers pourrait se traduire par des mesures d'allègement de l'embargo sur le pétrole, décrété contre l'Irak au lendemain de son invasion du Koweït.

Les tenants de ce scénario optimiste font remarquer que depuis la dernière crise, d'août à novembre, il est évident que Washington ne s'intéresse plus au désarmement de l'Irak, mais à la prévention de son éventuel réarmement. « Les Américains savent mieux que quiconque que ce qui reste des armes de destruction massive en Irak est négligeable, surtout en comparaison avec les voisins de ce pays », explique un diplomate occidental.

D'ailleurs, plusieurs inspecteurs de l'Unscm, la commission chargée du désarmement, affirment

depuis déjà longtemps avoir pratiquement démantelé les armes prohibées dans ce pays. Washington pourrait, dit-on, « à la fin de son opération militaire, accepter, comme le proposent la France et la Russie, de fermer un par un les dossiers du désarmement, tout en exigeant l'application d'un régime strict de contrôle à long terme de l'industrie d'armement » - un système déjà largement en place. Cela permettrait la levée éventuelle de l'embargo sur le pétrole, assortie d'un contrôle des revenus pétroliers de ce pays. Un tel règlement pourrait inclure, note un diplomate à New York, « une clause prescrivant le remboursement des dettes extérieures de Bagdad » qui pourrait, ajoute-t-il, « tempérer quelque peu la colère de Moscou », à qui Bagdad doit plus de 7 milliards de dollars.

UNE NOUVELLE UNSCM

Quant à l'Unscm, on annonce sa fin depuis le début des frappes aériennes. Il n'est cependant pas évident que la Commission spéciale chargée du désarmement soit prête à rendre l'âme, ni que son chef, Richard Butler, soit disposé à partir sans se battre. Il a beau être dénoncé en public par les représentants russes et chinois, il continue de bénéficier du soutien affiché de Washington

et de Londres. Parlant aux journalistes à New York, M. Butler a exclu, jeudi 17 décembre, de démissionner.

Le ministre russe des affaires étrangères, Igor Ivanov, a demandé, jeudi, la démission de Richard Butler. Mais, lors de la réunion du Conseil de sécurité le même jour, le représentant russe ne l'a pas exigée. La destitution de M. Butler n'impliquerait de toute façon pas la fin de l'Unscm. Publiquement, les responsables américains affirment qu'ils disposent de moyens de renseignement suffisants pour « surveiller » le programme d'armement irakien, et le détruire militairement « si nécessaire ». En privé, pourtant, ils admettent l'inefficacité des opérations militaires pour exercer un contrôle réel sur l'industrie d'armement irakienne ; selon tous les experts, ce contrôle nécessite « la présence de caméras et d'inspecteurs ».

Selon certains diplomates, on peut envisager « une nouvelle Unscm, restructurée et avec un mandat différent ». Cette deuxième Unscm pourrait être créée par une résolution qui, tout en « allégeant l'embargo, sans lever le régime de sanctions », pourrait aussi donner une nouvelle responsabilité à la Commission.

Afsané Bassir Pour

Si mon Longchamp a des roulettes, c'est pour mieux s'envoler.

SAC À ROULETTES PERROQUET

LONGCHAMP
PARIS 1948

La question des armes chimiques et biologiques

LES INSPECTEURS de la Commission spéciale sur le désarmement de l'Irak (Unscm) estiment avoir pratiquement démantelé les armes de destruction massive de l'Irak, mais ils soupçonnent Bagdad de conserver suffisamment de moyens pour produire des armes chimiques et biologiques.

Dans le domaine des armes nucléaires, d'abord, l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA), de Vienne, considère que l'Irak n'a plus de capacités nucléaires. Elle « n'a trouvé aucune indication que l'Irak soit parvenu à produire des armes nucléaires » ni que « l'Irak ait conservé la capacité matérielle de produire du matériel utilisable pour des armes nucléaires, ou encore qu'il en ait obtenu clandestinement ».

Dans les domaines balistique, chimique et biologique, l'Unscm indique avoir mis au jour l'existence d'un programme d'armes chimiques, de capacités de production du gaz neurotoxique VX, et de production locale de propulseurs de missiles. Au total, les inspecteurs auraient détruit 40 000 armes chimiques, 700 tonnes de matériaux chimiques divers, un centre de production du bacille de charbon (anthrax) et des missiles.

Ainsi, depuis 1991, l'Unscm a détruit 48 missiles balistiques à longue portée ; 14 ogives classiques ; 6 lanceurs de missiles ; 28 lanceurs fixes opérationnels ;

32 lanceurs fixes (en construction) ; 30 ogives chimiques de missiles ; 38 537 munitions chimiques remplies et vides ; 690 tonnes d'agents chimiques ; plus de 3 000 tonnes de « précurseurs » chimiques ; 426 outillages de production d'armes chimiques ; 91 pièces d'instruments analytiques ; le site d'al-Hakam, principal lieu de production d'armes biologiques, et, enfin, divers équipements ou matériels suspects de contribuer à la production d'armes biologiques.

Pour autant, en ce qui concerne les armes restantes, les inspecteurs de l'Unscm ne sont toujours pas certains de la destruction de tous les missiles d'une portée supérieure à 150 kilomètres. Leurs principales préoccupations concernent les armes chimiques et biologiques. Ils soupçonnent Bagdad d'avoir réussi à équiper des missiles avec du gaz VX avant la guerre du Golfe - ce que l'Irak dément. Ils estiment que Bagdad ne dit pas la vérité quand il prétend n'avoir pas produit plus de 3,9 tonnes de VX. La documentation fournie par l'Irak sur la production, la militarisation et la destruction unilatérale des armes biologiques n'est pas considérée comme crédible par l'Unscm, qui l'estime invérifiable. Il s'agit notamment d'ogives adaptées aux missiles al Hussein et de milieux de culture qui permettent de développer des agents toxiques. - (AFP)

Plusieurs dirigeants de partis politiques français dénoncent l'intervention américaine

responsables de plusieurs partis ont condamné les frappes, en soulignant que seule l'ONU a le pouvoir de décider du recours à la force.

que, « une fois de plus, la responsabilité incombe clairement » à M. Hussein, tout en distinguant le régime de Bagdad de « la population qui souffre et qui va souffrir ».

Les dirigeants de plusieurs partis français se sont exprimés plus vivement. Une délégation du PS a reçu des membres des Etats-Unis, où elle a demandé *l'arrêt immédiat des frappes*. François Hollande a souligné que « l'ONU est la seule autorité pouvant décider d'un recours à la force ». Environ deux cents personnes ont manifesté devant l'ambassade, à l'initiative du Parti communiste rejoint par les principales forces syndicales et d'extrême gauche.

« *On a dit que la France parle d'une voix forte* », a déclaré, de son côté, Valéry Giscard d'Estaing.

Convaincue qu'il serait présomptueux de prendre seule une initiative, la France consulte. Un cadre adéquat aurait pu être

Le ministre canadien, Jean Chrétien, a déclaré que les bombardements ne toucheraient que des cibles militaires. Il a déploré l'escalade de la violence et a jugé que c'était « Saddam Hussein qui a initié la violence ». Il a déclaré que l'origine de la violence est « l'origine » en ne « respectant pas les principes des Nations unies ». « C'est un défi au monde », a-t-il estimé. - (AFP)

(...) le bombardement barbare sur la république d'Irak ». Les députés appellent également « à un réexamen sérieux des relations avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'OTAN » et demandent au gouvernement d'augmenter sensiblement les crédits militaires prévus dans le budget 1999.

La classe politique russe a été unanime à condamner l'opération américaine et britannique. Les parlementaires de la Douma ont adopté par 394 pour, une contre et deux abstentions un texte qualifiant de « terrorisme international

ce texte. Le gouvernement d'Evgueni Primakov avait cependant finalement réussi à convaincre les partis d'accepter une ratification en janvier 1999. Le Parti communiste a fait, jeudi, marche arrière, estimant qu'une ratification serait « un non-sens » après « l'agression améri-

Depuis février, l'Irak est autorisé à vendre pour 5,2 milliards de dollars de pétrole. Cette augmentation considérable, qui devait lui donner les moyens d'acheter des pièces de rechange pour réparer des infrastructures en désuétude, a été déjà torpillée par la chute des prix du pétrole. Elle est aujourd'hui entièrement remise en cause aux dépens de la population irakienne.

François Bonnet

SEOUL. L'armée sud-coréenne a coulé, vendredi 18 décembre, un sous-marin espion nord-coréen dans les eaux territoriales sud-coréennes au cours d'un échange de tirs, ont annoncé des porte-parole militaires à Séoul. L'incident a eu lieu à l'anse entre les garde-côtes et l'équipage — au moins quatre hommes — du submersible de poche de 10 tonnes qui tentait de franchir la ligne de démarcation. Les forces sud-coréennes ont décrété l'alerte maximum dans le sud du pays. Le submersible avait été repéré à 2 km au large du port de Yosu (sud), jeudi, à 23 h 15 local. Immédiatement, des avions PC-3 chargés de la lutte contre les sous-marins, des hélicoptères et des vedettes ont été lancés à sa poursuite. Après une chasse de 700 km, les soldats sud-coréens ont tenté d'intercepter le bâtiment. Ses occupants ont ouvert le feu, contraignant un bâtiment sud-coréen à tirer au canon, coulant le sous-marin, vendredi à 05 h 57. Le corps d'un homme-grenouille nord-coréen tué a été repêché. Les autres occupants du sous-marin ont probablement péri. A Washington, un porte-parole du Conseil national de sécurité a qualifié l'intrusion du sous-marin d'*"affaire très grave"*. (APR AR)

DJAKARTA. Plus de 60 personnes ont été blessées - dont 6 par balles - jeudi 17 novembre, dans le centre de la capitale indonésienne, lorsque l'armée a, une nouvelle fois, ouvert le feu et utilisé les gaz lacrymogènes pour disperser des milliers de manifestants exigeant des réformes démocratiques et la fin de la répression. Les forces de l'ordre ont d'abord essayé de repousser à coups de matraque un groupe de manifestants qui étaient parvenus à passer les barrières bloquant l'accès au Parlement avant d'ouvrir le feu. Elles ont ensuite employé les gaz lacrymogènes puis tiré des coups de semonce en l'air avant d'ouvrir directement le feu sur les manifestants qui les affrontaient à coup de bâton et en jetant des pierres. Les manifestants, répondant à l'appel des principales organisations étudiantes, portaient des banderoles et placards dénonçant « le militarisme » et critiquant le président Habibie, successeur du dictateur démis Suharto. - (AFP)

OTAGADOUGOU. Le sommet de l'organe central de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) sur les conflits régionaux s'est achevé dans la nuit du jeudi 12 au vendredi 13 décembre par une déclaration d'un prochain anfriche à Lusaka pour finaliser un cessez-le-feu en République démocratique du Congo. «*Nous sommes prêts à négocier le cessez-le-feu avec ceux qui font la guerre*», a affirmé le chef de la branche politique des rebelles, Ernest Wamba dia Wamba. Jusqu'à jeudi soir, les rebelles, qui marquent des points sur le plan militaire dans l'est du pays, n'acceptaient pas le principe d'un cessez-le-feu avant des négociations directes avec l'ancien-Désiré Kabila. - (AFP)

CONAKRY. Le président guinéen, le général Lansana Conté, a été réélu au premier tour de l'élection du 14 décembre avec 56,12 % des suffrages exprimés, selon des résultats officiels du scrutin diffusés jeudi 17 décembre. L'opposition conteste la validité de ces résultats. Conakry, où les magasins et les marchés sont restés fermés jeudi, est quadrillé par un important dispositif militaire et policier pour empêcher toute tentative de troubles, tandis que les frontières terrestres avec le pays voisin, le Sénégal, sont fermées. Un des opposants au général Conté, Alpha Condé (16,58 % des voix), a présenté mardi, à une arresté mardi dans l'extrême est de la Guinée, et a tenté de voler lui-même le pays pour se réfugier en Côte d'Ivoire... (AFP)

BERLIN. Le ministre allemand de l'environnement a ouvert des négociations avec la France et la Grande-Bretagne en vue d'un arrêt du retraitement des déchets allemands chez ses deux partenaires, rapporte la *Berliner Zeitung* du vendredi 18 décembre. Des rencontres entre hauts fonctionnaires du ministère et représentants de la société britannique de retraitement BNFL, de l'ambassade de Grande-Bretagne et de l'autorité de surveillance du nucléaire, ont eu lieu à Bonn en début de semaine, et jeudi à Berlin avec des représentants de la Direction française de la sûreté des installations nucléaires (DSIN). Le ministre de l'environnement aurait proposé aux Britanniques et aux Français le respect par les groupes énergétiques allemands de leurs engagements contractuels avec la BNFL et la Cogema française. Mais au lieu d'être retirés, les déchets nucléaires allemands seraient stockés par les deux sociétés pendant le temps nécessaire à leur retraitement. Toujours selon la *Berliner Zeitung*, le ministre entend par ailleurs proposer à la Cogema de lui confier le conditionnement des déchets en vue de leur stockage définitif. Le ministre résoudrait ainsi l'épineuse question d'éventuels dédommagements. (AFP)

DÉPÊCHES
CONGO : les tirs et les pillages opérés par de jeunes appelés de Brazzaville, Jeudi 17 décembre, dans certains quartiers de la capitale, Brazzaville, ont semé la panique parmi la population, selon des témoins. Des policiers armés et en uniforme ont été aperçus dans le Congo. L'un des chefs de l'opposition, afin d'y pourchasser des recrus, lui avaient pillé des habitations et pris le contrôle de véhicules. Ces incidents font suite aux affrontements du week-end dernier entre l'Armée et les forces loyales à l'ancien premier ministre, Bernard Kolelas, et au président d'écuse Pascal Lissouba, au sud de Brazzaville. » (Reu-

■ **INDE :** au moins 6 personnes ont été tuées et 5 autres blessées dans l'explosion, vendredi 18 décembre, d'une voiture piégée à Guwahati, capitale de l'état d'Assam, dans l'extrême nord-est de l'Inde, a indiqué la police. La voiture a explosé près des bureaux fortement gardés du chef du gouvernement de l'Assam, Etat où des violences séparatistes ont fait quelque 10 000 morts au cours des dix dernières années. — (APF)

■ **KOSOVO :** la police serbe a ouvert une enquête après la mort, lundi 14 décembre au Kosovo, de trois Français, membres du personnel de l'ambassade de France à Belgrade. Le numéro deux de la représentation diplomatique française, Gérard Fauveau, ainsi que deux autres personnes, ont été tués dans une collision non loin de Pristina.

La décision de affaire Pinochet

Le président

Rigoberta Menchu

La décision des Lords renvoie l'affaire Pinochet à son point de départ

Les magistrats britanniques devraient se prononcer le 18 janvier

La Chambre des Lords a décidé, jeudi 17 décembre, de réexaminer la question de l'immunité de l'ancien dictateur arrêté, il y a deux mois, à Londres. Les Lords ont cas-

sé le jugement annoncé le 25 novembre par cinq de leurs pairs, au prétexte du possible « parti pris » de l'un d'entre eux, Lord Hoffmann, lié à Amnesty International.

LONDRES

de notre correspondant
« Je suis convaincu que le jugement précédent est nul et non avenue et dès lors il convient de le casser. » Lord Brown-Wilkinson, le président des cinq juges Lords cachait mal son embarras en annonçant en fin de matinée leur décision de casser la décision prise le 29 novembre par leurs pairs de l'instance judiciaire britannique suprême refusant l'immunité à Augusto Pinochet.

Il n'aura fallu que cinq minutes aux cinq magistrats réunis dans la salle de séances en forme de chapelle pour se ranger à l'unanimité aux arguments des avocats de l'ancien dictateur dénonçant la partialité du juge Hoffmann. Ce dernier faisait partie de l'assemblée qui, par trois voix contre deux, avait rejeté l'immunité du général put-schiste, arrêté le 16 octobre à Londres. Selon les juges Lords, leur collègue âgé de soixante-quatre ans, spécialiste du droit commercial, s'est « disqualifié » en omettant de mentionner sa longue association avec l'organisation de défense des droits de l'homme, Amnesty International. Non seulement Lord Hoffmann est directeur de l'association caritative d'Amnesty chargée des collectes de fonds, mais son épouse, Gillian, fait partie du personnel administratif de l'association depuis 1977. Son objectivité était dès lors en cause.

La prochaine étape, vraisemblablement le 18 janvier, prendra l'allure d'un quatuor ou double pour le général Pinochet, âgé de quatre-vingt-trois ans. Les juges Lords peuvent entériner le jugement du 25 novembre, et dans ce cas, ce sera à nouveau au ministre de l'Inté-

rieur, Jack Straw, de statuer sur la demande d'extradition de l'Espagne. Le ministre devrait dans ce cas réitérer sa décision du 11 décembre autorisant la procédure d'extradition. Un verdict contraire mettrait fin aux ennuis du sénateur à vie chilien avec la justice internationale; il serait alors libre de rentrer au Chili.

Plusieurs facteurs expliquent ce nouveau verdict et ce coup de théâtre. La chambre d'appel est composée de douze magistrats appartenant à l'élite judiciaire désignée par le Lord chancelier, l'équivalent du ministre de la justice, dont le choix se garde de toute considération politique ou partisane. A ce groupe s'ajoute une réserve de six juges, eux-mêmes anciens chanceliers ou Lords ayant atteint l'âge de la retraite, fixé à soixante-cinq ans, mais siégeant toujours à la chambre haute en qualité de membres à vie. Comme dix juges-Lords ont déjà été mêlés au dossier Pinochet, il en reste seulement huit en réserve pour constituer le nouveau comité d'appel.

UN RÔLE CONSTITUTIONNEL

Si les attendus de la décision de ces derniers seront rendus publics prochainement, le professeur Joe Jacob, de la London School of Economics, estime que ce jugement est intimement lié aux fondements de la loi anglaise. « Notre droit, explique-t-il, est jurisprudentiel, c'est-à-dire fait par les juges. Le code judiciaire est constitué pour l'essentiel par la somme des décisions prises par les cours supérieures. D'où l'importance de pareils attendus. On ne lésine donc pas sur l'indépendance de la magistrature. »

Par ailleurs, à ce droit commun

s'est ajoutée la loi communautaire européenne qui, de toute manière, prime sur le droit britannique. « Même s'il avait perdu son appel devant la Cour des droits de l'homme de Strasbourg, Pinochet n'aurait eu aucun mal à démontrer que ses droits fondamentaux avaient été bafoués, ce qui dans son cas particulier aurait été un comble », ajoute notre interlocuteur. Enfin, la Chambre des Lords joue de plus en plus un rôle constitutionnel; comme le souligne David Robertson, professeur de droit à l'université d'Oxford, « cette décision marque une nouvelle étape de la justice britannique. Notre Cour supérieure est en train de devenir une cour suprême à l'américaine chargée de dossiers politiques complexes ».

En dépit de toutes les dénégations officielles, l'affaire est particulièrement embarrassante pour la justice et, au-delà, pour le gouvernement britannique. C'est la première fois depuis 1823 que les magistrats exerçant les fonctions judiciaires de la haute assemblée vont à l'encontre de l'une de leurs propres décisions. A l'époque, le premier arrêt de la cour d'appel suprême concernant un litige terrien avait été entériné en deuxième lecture.

Par ailleurs, les juges-Lords étaient parfaitement au courant des activités de Lord Hoffmann puisque même le bureau d'avocats représentant le général Pinochet avait versé un millier de livres à son œuvre caritative d'Amnesty. La débâcle éclabousse indirectement Tony Blair par le truchement du Lord chancelier, Lord Irvine, qui passe pour son éminence grise.

Marc Roche

Le président chilien exprime son impatience

SANTIAGO

de notre envoyé spécial
Une « victoire historique » de Pinochet, pavoise à la Une de son édition du jeudi 17 décembre. La Hora, l'un des deux quotidiens du soir de Santiago, quelques heures après la décision des juges Lords britanniques d'annuler le rejet, prononcé par leurs pairs, de l'immunité souveraine à laquelle prétend l'ancien dictateur du Chili. Mais l'effervescence des médias et des états-majors politiques contraste avec l'indifférence apparente de la majorité de la population. Ni attroupements, ni manifestations populaires d'aucun bord : la capitale chilienne a accueilli le nouveau rebondissement judiciaire dans le silence de la rue.

Le président chilien Eduardo Frei s'est fait l'écho du sentiment de lassitude qui domine chez ses compatriotes. Il a ainsi déclaré : « Il ne nous paraît pas raisonnable qu'après deux mois d'agitation et de commotions au Chili, en Grande-Bretagne et en Espagne, nous nous retrouvions au point de départ. Il nous paraît logique que l'on mette fin à cette situation, que l'on permette au sénateur Pinochet de rentrer au Chili et aux Chiliens de régler leurs propres affaires. »

ENTRE L'EUPHORIE ET LA DÉPRESSION

« Le pays, a-t-il souligné, doit se concentrer sur sa vie quotidienne, car nous sommes fatigués de vivre entre l'euphorie et la dépression, en fonction de résultats qui se sont révélés surprenants et changeants. »

Tout en se félicitant du verdict, « source d'espérance

susceptible de corriger une situation vexatoire et injuste », le général Ricardo Izundeta, commandant en chef de l'armée de terre, a affirmé pour sa part que l'armée chilienne ne se tiendra pas pour satisfaite tant que le général Pinochet ne sera pas de retour au Chili.

Même au siège de la Fondation Pinochet, l'ambiance est loin d'être triomphale. Le secrétaire exécutif, le général de réserve Luis Cortes Villa, a invité les partisans du sénateur à vie à célébrer l'événement avec « calme, prudence et sans allégresse débordante ». Dans le camp des victimes de l'ancien régime, la déception s'est exprimée diversement, selon la liberté de manoeuvre de ses porte-parole. « La raison reste, en dépit de tout, de notre côté », a proclamé, visiblement dépitée, Viviana Diaz, la vice-présidente de l'Association des familles des détenus disparus.

Fils d'Orlando Letelier - l'ancien ministre des affaires étrangères du gouvernement Allende assassiné en 1976 à Washington, sur ordre de la police politique de Pinochet - Juan Pablo Letelier, député du Parti socialiste (allié à la démocratie chrétienne d'Eduardo Frei au sein de la coalition Concertación), s'est efforcé non sans mal de ménager la solidarité gouvernementale. « La position de notre parti, a-t-il indiqué, est bien connue : les dictateurs n'ont pas le droit de se promener de par le monde s'ils sont responsables de crimes contre l'humanité. De toute façon, peu importe ce que pensent les Chiliens, puisque d'autres se chargent [de Pinochet]. »

Jean-Jacques Sévilla

Rigoberta Menchu réfute les critiques contre son livre

« JE DÉFENDRAI le livre jusqu'à la mort, parce que c'est l'histoire de ma famille », a déclaré, jeudi 17 décembre, la Guatemaltèque Rigoberta Menchu. Prix Nobel de la paix 1992, accusée par un anthropologue américain d'avoir inventé purement et simplement plusieurs passages de son autobiographie.

Dans un long article à la « Une », le New York Times du mardi 15 décembre, citant les conclusions de Robert Stolt, écrit que M^{me} Menchu n'a pas été « témoin direct » de ce qu'elle raconte dans *Ma Rigoberta Menchu*, publié pour la première fois en espagnol en 1983, et déjà traduit dans une douzaine de langues.

Selon le journal, Stolt a interrogé plus de 120 personnes pendant dix ans, et conteste plusieurs épisodes évoqués par M^{me} Menchu dans son livre, notamment lorsqu'elle parle de son petit frère mort de faim. Pour Stolt, ce petit

frère « n'a jamais existé ». Un reporter du New York Times a de son côté réalisé plusieurs entretiens avec des parents et des voisins de Rigoberta dans le village de San Miguel Uspantan (nord du Guatemala), et notamment une religieuse belge qui l'a connue petite et qui dément plusieurs passages du livre.

« PURE INVENTION »

Les personnes interrogées reconnaissent que « plusieurs des épisodes évoqués par Rigoberta sont soit pure invention, soit sérieusement exagérés ». Par exemple, elle affirme dans son livre n'avoir jamais été à l'école, alors qu'elle a reçu une bourse d'études et a été « l'élève de collèges privés tenus par des religieuses catholiques » de l'ordre de la Sainte Famille.

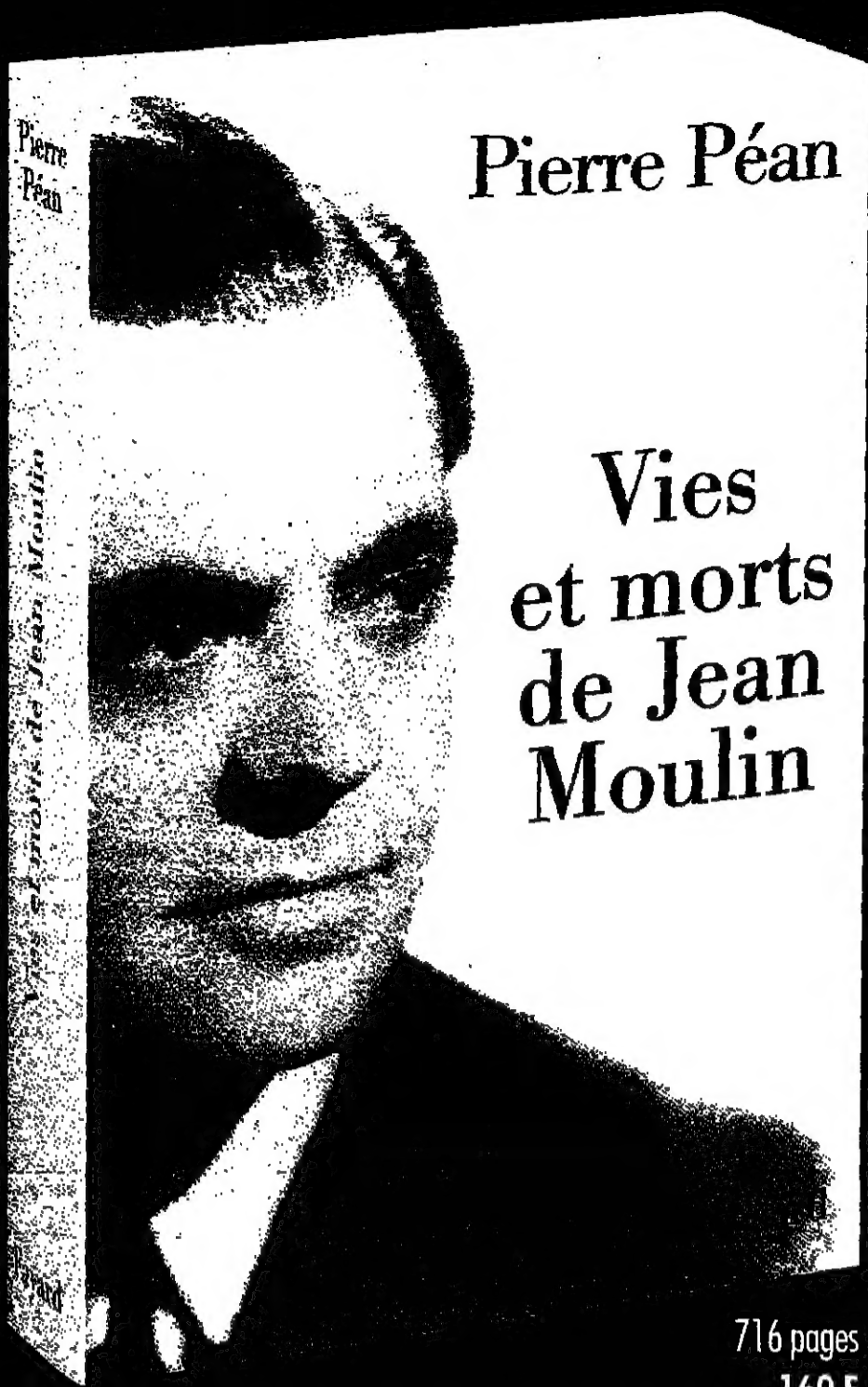
L'autobiographie de Rigoberta Menchu, éditée par Elisabeth Burgos, avait révélé au grand public la violence subie par les populations

indigènes du Guatemala pendant les pires moments de la guerre civile dans ce pays. Rigoberta Menchu était alors devenue le symbole des peuples indigènes du monde entier et, neuf ans après la publication du livre, elle recevait le prix Nobel de la paix.

Le secrétaire du comité norvégien du prix Nobel de la paix, Geir Lundestad, a déclaré mercredi à Oslo « qu'il n'était pas question de retirer » son prix à Rigoberta Menchu, à la suite des critiques entourant son autobiographie, qui « n'a été qu'un des éléments pris en considération pour l'attribution du prix Nobel ».

« Je me suis déjà exprimé souvent à ce sujet, et il est faux de dire que [l'autobiographie] est à la base de sa récompense », a ajouté le secrétaire du comité Nobel, selon lequel « de nombreux experts » avaient examiné les mérites et la vie de Rigoberta Menchu avant la prise de décision. - (AP, AFP)

PIERRE PÉAN



Pierre Péan

Vies et morts de Jean Moulin

716 pages

160 F

L'ouvrage de Pierre Péan constitue un maître-livre, et l'honnête homme dérouté par les polémiques trouvera dans cette somme l'ensemble des réponses aux questions qu'il se pose sur "l'inconnu du Panthéon".

Olivier Wieviorka, Libération

De Gaulle, les communistes, les femmes, Caluire...
Un livre événement !

L'Express

C'est le portrait saisissant, minutieux jusque dans le récit d'une vie privée fort romantique, du préfet Jean Moulin, enfant gâté de la bourgeoisie radicale, dilettante avant de devenir homme de pouvoir et héros.

Jean-François Bège, Sud-Ouest dimanche

FAYARD

Le Parlement européen manifeste sa défiance à la Commission pour les irrégularités de sa gestion

Deux motions de censure seront débattues en janvier

Réuni en plénière à Strasbourg, le Parlement européen a voté jeudi 17 décembre contre la décharge demandée par la Commission de

Bruxelles pour l'exercice budgétaire 1996. Une majorité d'eurodéputés entendaient ainsi marquer leur mécontentement sur la manière dont

l'exécutif bruxellois gère les irrégularités qui ont été reprochées à certains de ses services. Deux motions de censure ont été déposées.

STRASBOURG
(Union européenne)
de notre correspondant

Manifestant sa mauvaise humeur pour la gestion par la Commission des irrégularités qui lui sont reprochées dans le fonctionnement de certains de ses services, le Parlement européen a refusé, jeudi 17 décembre, de lui donner quibus pour le budget 1996. Deux motions de censure aux objectifs opposés seront débattues lors de sa prochaine session de l'Assemblée, à la mi-janvier prochain. La première a été déposée par le groupe socialiste, la seconde par les libéraux.

Celle de Pauline Green (travailleuse britannique), présidente des socialistes européens, a pour but de renouveler la confiance à l'exécutif communautaire présidé par le démocrate-chrétien luxembourgeois Jacques Santer. Celle d'Hervé Fabre-Aubrespy, au nom du groupe Europe des nations, souhaite le renvoi de l'équipe bruxelloise en place.

La majorité des eurodéputés, 270 contre 225 et 23 abstentions, a voté contre le quibus (= décharge) à la Commission pour sa gestion financière en 1996. Les révélations successives sur les fraudes et les irrégularités dans les programmes gérés par Bruxelles ont conduit l'Assemblée de l'Union à vouloir

montrer à l'opinion publique qu'elle était vigilante et soucieuse de la bonne utilisation des deniers publics.

Comme à son habitude, le Parlement n'est pas allé au bout de sa logique et a pris prétexte de l'exécution du budget de l'exercice concerné pour se donner bonne conscience. Une grande majorité de la droite, une partie des libéraux, les Verts, les communistes et les sociaux-démocrates allemands ont succombé à la tentation. Les

autres élus socialistes ont, eux, dénoncé le complot de la droite contre les commissaires socialistes qui sont le plus souvent cités, notamment Edith Cresson, dans les « affaires » bruxelloises.

La maladresse de la Commission a ajouté à la confusion générale. A la veille du scrutin, elle a publié un communiqué dans lequel elle réclamait une motion de censure si l'Assemblée devait refuser la « décharge ». Cette pression n'a eu pour effet, de l'avis de tous, que de

faire basculer les Indécis dans le camp de ceux qui voulaient lancer un sérieux avertissement à la Commission Santer sans pour autant considérer qu'il s'agissait d'un vote de défiance à son égard.

C'est en tout cas ce qu'a expliqué le plus sérieusement du monde le Belge Wilfried Martens, président du groupe démocrate-chrétien, qui a déclaré, de surcroît, que sa formation gardait sa « pleine confiance » à M. Santer. M. Green, pas moins sérieusement, a déposé sa motion de censure en annonçant d'ores et déjà que les socialistes ne voteraient pas pour renouveler, ainsi, sa confiance à la Commission actuelle. En d'autres termes, le but est de transformer le vote sur la censure en motion de confiance.

Au bout du compte, on voit mal comment les deux textes en présence pourraient recueillir les 314 suffrages requis pour renverser le collège bruxellois. Les socialistes et les démocrates-chrétiens réunissent à eux seuls 415 sièges sur 626 au total. En tout cas, la sérénité affichée par Erkki Liikanen, commissaire chargé des affaires budgétaires, à l'issue du scrutin indiquait que l'affaire est entendue pour Bruxelles.

Marcel Scotto

L'Islande dévoile ses gènes

Le Parlement cède pour douze ans le fichier médical national à un groupe industriel américain

REYKJAVIK
de notre correspondant

Le Parlement islandais, l'Althing, après trente-neuf heures de débats houleux, a voté jeudi 17 décembre le projet de loi accordant à la société américaine DeCode Genetics l'utilisation exclusive pendant douze ans du fichier médical de l'ensemble de la population du pays à des fins de recherche génétique (Le Monde du 18 décembre). Les conservateurs et les centristes de la coalition au pouvoir ont servi les rangs autour du premier ministre, David Oddsson, défenseur et parrain du projet. Tous les partis d'opposition, mais pour des raisons différentes, ont voté contre la loi.

Durant les dernières semaines de débats, de nouveaux clivages sont apparus, se substituant à la traditionnelle division droite-gauche, tandis que les professions de santé manifestaient leur méfiance et que la communauté scientifique internationale exprimait ses doutes. Les partisans d'un rôle croissant du privé dans le domaine de la santé se sont retrouvés dans les deux camps. Un fichier centralisé financé par une compagnie étrangère qui promet d'investir massivement dans la recherche : les libéraux, sous la houlette du premier ministre, exultent.

L'Etat fera des économies et touchera les dividendes des avancées scientifiques promises sur les pathologies héréditaires. Mais c'est au nom du libéralisme également que des ennemis du projet critiquent le monopole d'une firme unique, une absence de concurrence peu stimulante et aussi dommageable à la société DeCode elle-même qu'à ses concurrents.

Les professions médicales sont elles aussi divisées. Les infirmières, au nom de l'emploi et de la revalorisation des salaires, sont favorables à la loi. DeCode Genetics embauche à tout-va. Mais les chercheurs qui, dans des laboratoires rivaux, poursuivent depuis des années à l'aide de maigres subventions des recherches sur les hérédités des maladies sont tristes, quant à eux, par l'impulsion de DeCode qui, sans avoir fait ses preuves, empoche la mise.

ENTRÉES AU SECRÉT MÉDICAL

Ceux qui cultivent le rêve prométhéen de voler aux dieux le secret des gènes sont également partagés. Pour les partisans les plus décidés de DeCode, on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs, et les progrès dans le domaine de la recherche génétique se feront au moyen de données généalogiques, et donc au prix d'entrées au secret médical. Pour Einar Arnason, fils de l'ancien ministre de la Santé et animateur de l'association Manvernd, le sauve-qui-peut devant le fichier sera tel que les Islandais risquent d'être moins bien soignés, car ils dissimuleront leurs maladies héréditaires et demanderont de ne pas figurer au fichier central, de crainte de faire du tort à leurs enfants.

La loi accorde à une société privée l'utilisation exclusive du fichier médical de toute une population. Mais comment la loi sera-t-elle appliquée si 70 % des professionnels de santé y sont hostiles ? « Nous avons perdu une bataille », confie Rafi Tulinius, longtemp directeur de l'Institut du cancer, mais le vainqueur est loin d'avoir gagné la partie.

Erich Inciyan

Gérard Lemaquis

500 000 toxicomanes sont infectés par le virus de l'hépatite C dans l'Union européenne

« **MALGRÉ** les efforts accrus de répression, l'approvisionnement en stupéfiants continue d'augmenter » dans l'Union européenne, selon le troisième rapport annuel de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT), qui a été rendu public jeudi 17 décembre, en Autriche. Le cannabis reste la drogue illicite la plus couramment consommée sur le territoire des quinze, à l'indiqué l'Agence communautaire de Lisbonne. Avec des différences notables : 22 % des adultes déclarent avoir déjà fumé du haschisch au Royaume-Uni, contre 16 % en France et 5 % dans la Belgique flamande. Pour le cannabis comme pour les autres produits illicites, la proportion de consommateurs est plus élevée chez les jeunes Européens : l'usage du cannabis varie de 3 % à 4 % (Finlande et Portugal) à environ 40 % (Irlande

et Royaume-Uni) chez les quinze-seize ans. Sur la liste des drogues les plus utilisées, les amphétamines arrivent en deuxième place dans la majorité des pays membres. Entre 2 % et 13 % des quinze-seize ans disent avoir consommé de telles drogues de synthèse. Les pourcentages sont particulièrement élevés au Royaume-Uni (16 % des jeunes de seize à vingt-neuf ans). En comparaison, les usagers de cocaïne (de 1 % à 3 % des adultes) et d'héroïne (0,2 % des adultes) sont peu nombreux. La encore, la géographie est contrastée. Dans les pays d'Europe méridionale et occidentale, la consommation d'héroïne et de autres opiacés représente la grande majorité des demandes de traitements ouverts aux toxicodépendants. En Finlande et en Suède, c'est l'usage des amphétamines par voie intraveineuse qui constitue le problème principal.

Bien que les décès liés à l'ecstasy aient été « **fortement médiatisés** », ils restent relativement « **très peu nombreux** ». Les risques de mortalité chez les toxicomanes s'injectent des opiacés sont de vingt à trente fois plus élevés que dans la population générale du même âge.

STABILITÉ DES PRIX

Alors que la prévalence du VIH est demeurée « **stable ou décroissante** » dans tous les pays de l'Union, « **on estime à 500 000 le nombre d'usagers de drogues par voie intraveineuse infectés par l'hépatite C** ». Cette ampleur des infections par l'hépatite C « **pourrait avoir, dans le futur, un impact important sur les besoins de prise en charge sanitaire** », souligne le rapport.

Les prix des stupéfiants ont connu une re-

lative stabilité sur le marché européen. Ceux du cannabis et de la cocaïne n'ont guère évolué dans la plupart des pays, alors que les prix de l'héroïne ont continué à beaucoup varier d'une région ou d'une ville à l'autre. Quant aux amphétamines et à l'ecstasy, leurs prix ont diminué, ce qui tend à indiquer un accroissement de l'offre de ces produits.

Observant enfin les dépenses publiques en matière de répression, de traitement sanitaire et de prévention, le rapport note que la France, les Pays-Bas et le Royaume-Uni ont consacré un « **budget drogue** » similaire, soit nettement moins important qu'aux Etats-Unis. A hauteur de près de 80 % (contre 93 % aux Etats-Unis), l'essentiel de cet effort a porté sur la répression.

Débâcle de la francophonie dans les instances onusiennes

GENÈVE
de notre correspondant

Dire que la langue française bat de l'aile en « **Onusie** » équivaut à se placer bien au-dessous de la réalité.

Si de nombreux diplomates et fonctionnaires internationaux d'origine américaine et africaine sont soucieux de la défense de la langue française à l'Organisation des Nations unies, on ne peut que constater le nombre important de personnalités françaises ou belges ou originaires de pays où le français était traditionnellement enseigné qui ne s'expriment à la tribune des Nations unies que dans un anglais souvent médiocre, quand ce n'est pas en français.

Ainsi, c'est surtout la langue anglaise qui a force de loi au palais des Nations de Genève, bien que cette dernière soit clairement francophone. Pour ne citer qu'un exemple, l'un des plus hauts fonctionnaires internationaux, citoyen français de surcroît, Michel Camdessus, directeur général du Fonds monétaire international (FMI), a prononcé son discours très attendu en anglais (par ailleurs excellent) lors de sa récente intervention au conseil économique et social de l'ONU.

Sur les cent cinquante et une missions permanentes auprès de l'ONU à Genève, quatre-vingt-huit utilisent l'anglais comme langue de travail et de relations publiques, quarante-trois seulement les français et une vingtaine peuvent s'exprimer dans les deux langues. On compte, dans cette même ville, quarante-quatre porte-parole représentant dix-

sept organismes spécialisés (Bureau international du travail, Organisation mondiale de la santé, Organisation internationale du travail, etc.) qui participent aux rencontres bihebdomadaires avec la presse internationale organisées par les services de l'information de l'ONU.

Tous s'expriment plus ou moins en anglais, 65 % d'entre eux préfèrent utiliser cette langue et 35 % seulement celle de Molière. Or ce n'est pas la langue de Dickens ou d'Edgar Poe qui est devenue la langue obligée : c'est plutôt un succédané de l'anglais. En outre, les rapports et autres documents de travail de l'ONU ne sont trop souvent disponibles qu'en anglais et introuvables en français.

PLURILINGUISME MILITANT

Lors d'un récent symposium à Genève sur le « **plurilinguisme dans les organisations internationales** », M. Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général de la Francophonie et ancien secrétaire général de l'ONU, avait déclaré : « **Etre francophone, c'est militer au-delà de la défense de la langue française pour la tolérance, pour le respect des diversités linguistiques et culturelles, pour la préservation d'une civilisation plurielle. En un mot, pour un nouvel humanisme.** (...) **Je suis convaincu que, tout comme la démocratie à l'intérieur des Etats s'appuie sur les pluralismes, la démocratie entre les Etats doit s'appuyer sur les plurilinguismes.** Le plurilinguisme, c'est également le moyen de promouvoir une véritable culture de paix. »

Isabelle Vichniac

Le premier ministre japonais s'efforce de fédérer les conservateurs

M. Obuchi est en train de reconstituer le vieux Parti libéral-démocrate

TOKYO
de notre correspondant

Le premier ministre Keizo Obuchi n'est pas charismatique. Tout en grisaille, des cheveux au complet, il lit laborieusement des discours plats préparés à l'avance et son fléau peut passer pour de l'indécision. En presque six mois au pouvoir, il n'en a pas moins tenu ses engagements : mettre en place un plan de sauvetage des banques engouffrées sous les dettes et présenter un plan de relance de l'économie qui sera approuvé par la Diète avant la fin de la session extraordinaire fin décembre.

Bien que son taux de popularité demeure bas, M. Obuchi affiche une belle confiance, écrit récemment l'*Asahi shimbun*. Non seulement parce qu'il a tenu les promesses faites à son arrivée au pouvoir fin juillet mais aussi parce qu'il a mis sans fanfare à son crédit un certain nombre de succès.

La réconciliation « **historique** » entre la Corée du Sud et le Japon lors de la visite à Tokyo du président sud-coréen Kim Dae-jung est un événement d'une grande portée pour la région.

M. Obuchi a, en outre, su tenir tête au président chinois Jiang Zemin, venu au Japon en novembre avec des exigences « **hégémoniques** » (exacuses écrites pour le passé expansionniste nippon et question de Taiwan). Une fermeté qui a été bien perçue dans l'archipel et même, pour une fois, à l'étranger.

Le premier ministre fait enfin la démonstration de ses capacités dans son domaine d'excellence : la manœuvre politique.

Profitant de la confusion de l'opposition non communiste et de la chute de popularité de sa principale

figure, le président du Parti démocrate Naoto Kan, qui a piétiné géré un scandale d'alkôve, M. Obuchi est en train de reconstituer le vieux Parti libéral-démocrate (PLD). Une formation d'origine qui rappelle un peu, avec ses clans, ses clientèles et son aptitude au « **transformisme** », feu la Démocratie chrétienne italienne.

DOUBLE ALLIANCE

Le PLD a été au pouvoir sans discontinuer jusqu'en 1993 et y est revenu après un très bref passage dans l'opposition mais sur une base plus instable car il a perdu la majorité au Sénat. Grâce à une double alliance avec, d'une part, le parti centriste Komei (dans la mouvance de la puissante secte bouddhiste Soka gakkai) et, d'autre part, le parti libéral (PL), plus à droite, formé de transfuges libéraux-démocrates, M. Obuchi est en train de s'assurer une majorité de gouvernement dans les deux chambres. Ce qu'il n'avait pas lorsqu'il est arrivé au pouvoir.

L'affaiblissement du PLD fut à l'origine des tergiversations de plusieurs semaines sur l'adoption du plan de sauvetage des banques. En vue de la session parlementaire extraordinaire qui examine le budget supplémentaire destiné à financer le plan de relance, le premier ministre s'est assuré du soutien des centristes du Komei en ayant accepté de faire figurer dans ce plan la proposition - jugée saugrenue par la plupart des commentateurs - visant à instaurer un système de coupons d'achat. Le budget supplémentaire sera ainsi voté sans problème.

L'alliance avec le Komei, qui n'a guère arrêté sa stratégie, sera dans un premier temps ponctuelle. Le

PLD a besoin du parti bouddhiste car l'alliance de gouvernement qu'il est en train de conclure avec le PL ne lui assurera pas la majorité au sénat. Avant la fin de l'année, ou au plus tard en janvier, M. Obuchi manœuvrera son gouvernement pour y faire entrer un ou deux libéraux. Ce cabinet de coalition marquera en fait le retour dans le giron libéral-démocrate d'une partie des députés qui avaient fait scission du parti gouvernemental en 1993, à la suite de Ichiro Ozawa, actuel président du PL.

« BAROUD D'HONNEUR »

« **Bon retour à la maison**, M. Ozawa », titrait, acerbe, l'*Asahi Shimbun* lorsque, fin novembre, l'alliance PLD-PL devint certaine. Comme toute alliance, celle-ci est dictée par les intérêts bien compris des deux partis. Le PLD a besoin d'une base parlementaire stable. Le PL, de son côté, est un parti de perdants. M. Ozawa et ses compères, qui s'étaient présentés, il y a cinq ans, comme de fervents réformistes, en dépit d'antécédents qui ne les prédisposaient pourtant guère à cette tâche, ont failli. Et plus gravement, M. Ozawa s'est avéré un piètre stratège : le parti hétéroclite qu'il créa, en 1994, sous le nom de Nouveau Parti du progrès a volé en éclats au début de l'année. Dernier « **carré** » des troupes d'Ichiro Ozawa, le PL risquait fort l'élimination pure et simple aux prochaines élections. Allié au PLD (la « **maison mère** » en quelque sorte), il a plus de chance de conserver des sièges.

Quels seront les effets de l'alliance PLD-PL ? Les conditions mises par ce dernier à son entrée dans le gouvernement relèvent du

« **baroud d'honneur** » plus que de la détermination politique : faisant peu de cas du verdict des électeurs aux sénatoriales de juillet, les libéraux passent avec armes et bagages de l'opposition au camp gouvernemental après l'avoir quitté avec éclat. Ils doivent donc au moins avoir l'air d'imposer des conditions. Toute la question est de savoir si M. Obuchi passera outre ou utilisera cette pression pour imposer le gel de la TVA (demandé par le PL) afin d'essayer de dissiper la crise de confiance qui est au cœur des difficultés du Japon.

Le regroupement des conservateurs permettra en tout cas à M. Obuchi de faire adopter par la Diète les nouvelles orientations de l'alliance militaire avec les Etats-Unis. Le PL, partisan d'« **un droit à l'autodéfense collective** » pour le Japon - ce qui suppose une réinterprétation de la Constitution -, est favorable aux nouvelles dispositions du pacte américano-nippon élargissant le périmètre de défense du Japon et qui sont rejetées par l'opposition.

L'alliance PLD-PL réunissant deux partis qui partagent les mêmes orientations politiques et reposent sur le même électorat, paraît des plus naturelles. Mais concédée au sommet par M. Obuchi et Ozawa, elle suscite des trahissements au sein du PLD : certains voient dans le vote face de M. Ozawa une tentative d'infiltration afin d'accentuer les divisions internes du parti gouvernemental en renforçant sa droite. Et si cela était le cas, la manœuvre de M. Obuchi pourrait se retourner contre lui.

Philippe Pons

lande dévoile
ses gènes

FRANCE

LE MONDE / SAMEDI 19 DÉCEMBRE 1998

CONJONCTURE L'Insee a publié, vendredi 18 décembre, ses prévisions économiques pour le premier semestre de 1999. Elles suggèrent que l'économie est engagée dans une

phase de ralentissement marqué. Le PIB ne progresserait que de 1,8 % en rythme annualisé au cours de cette période, alors que le gouvernement a retenu une hypothèse de 2,7 % pour

le budget de 1999. ● DOMINIQUE STRAUSS-KAHN reste, cependant, confiant. Dans une déclaration au Monde, il fait valoir que « la France connaît la croissance la plus forte

des pays du G7 ». ● MICHEL SAPIN, qui fut ministre de l'économie et des finances en 1992-93, revient, dans un entretien au Monde, sur la grande erreur de prévision économique

commise à cette époque. Il fait valoir que la parole du patron de Bercy est fortement contrainte, mais estime que les conjonctures de 1992 et de 1998 ne sont pas du tout comparables.

Selon l'Insee, la croissance ralentirait fortement au début de 1999

En rythme annualisé, l'activité ne progresserait que de 1,8 % au premier semestre. En Allemagne, l'institut IFO s'attend à seulement 1,7 % de croissance en 1999. Ces évaluations pessimistes se fondent sur les effets prévisibles de la crise financière mondiale

DOMINIQUE STRAUSS-KAHN est en passe de perdre son pari sur la croissance... Dans la note de conjoncture qu'il publie, vendredi 18 décembre, l'Insee ne dit pas les choses de manière aussi abrupte, mais c'est bien ce qui transparaît de ses prévisions : l'hypothèse de 2,7 % de croissance, qui a servi de base à l'élaboration du projet de loi de finances pour 1999, a peu de chances de se vérifier.

Manifestant une prudence inhabituelle, l'Insee n'écrit certes pas que la croissance de l'économie française risque, en réalité, de passer sous la barre de 2 % de croissance, en rythme annualisé, au cours du premier semestre de 1999. Il suffit, pourtant, de se référer

aux tableaux chiffrés que l'institut présente pour arriver à ce résultat. Après une bonne année 1998, qui devrait se solder par une hausse de 3,1 % du produit intérieur brut (PIB), soit exactement ce que le gouvernement avait prévu, l'activité devrait fortement déceler. La hausse du PIB ne serait que de 0,3 % au premier trimestre de 1999 puis 0,6 % au deuxième. Le calcul est donc simple à faire : au cours du prochain semestre, la croissance serait seulement de 1,8 % en rythme annualisé.

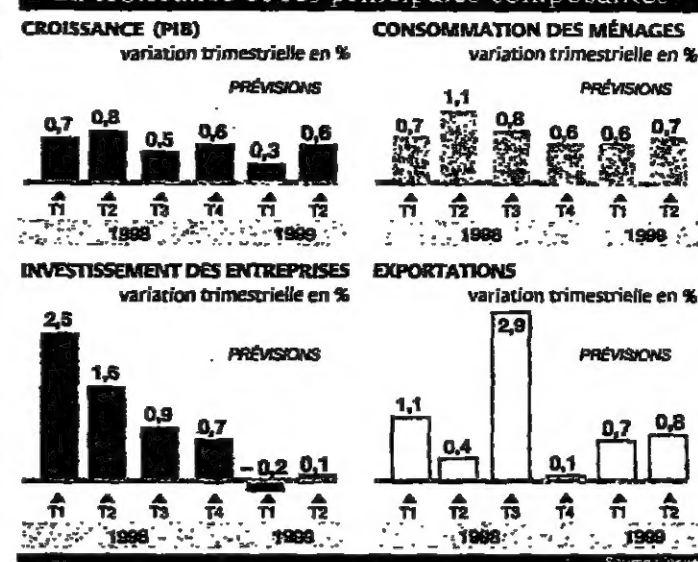
Même si la prévision de l'Insee porte seulement sur le prochain semestre, elle autorise une seconde déduction : l'« acquis » de croissance constaté à la fin du

mois de juin 1999 (c'est-à-dire la croissance qui serait constatée fin 1999 si, par hypothèse conventionnelle, la croissance était nulle au second semestre) serait seulement de 1,7 %. Autrement dit, il faudrait que la hausse du PIB dépasse 1,2 % au troisième puis au quatrième trimestre – ce qui apparaît improbable – pour que l'objectif du gouvernement soit tenu. Si la croissance était à chaque fois de 0,8 % – ce qui constituerait déjà un rebond –, la croissance en fin d'année ne serait que de 2,3 %.

LA CONSOMMATION RESTE ÉLEVÉE

Cette annonce, peu optimiste, ne constitue, toutefois, qu'une demi-surprise car depuis plusieurs mois tous les grands instituts français ont révisé à la baisse leurs prévisions pour 1999, et M. Strauss-Kahn, lui-même, a récemment changé de ton, admettant que le taux de 2,7 % n'est plus une « prévision », mais seulement une « cible ». Les statistiques publiées par l'institut permettent d'identifier les enchaînements économiques de ce ralentissement. A l'origine, il y a le tassement de la demande mondiale, consécutif à la crise de ces derniers mois : l'« acquis » de hausse pour les exportations françaises devrait être seulement de 2,9 % en juin 1999, contre 6,8 % sur l'ensemble de 1998 et 12,6 % en 1997. C'est donc là la première raison du ralentissement : la courroie d'entraînement que constitue la

La croissance et ses principales composantes



demande externe ne fonctionne plus, ou presque.

Par effet de contagion, les grandes entreprises, notamment industrielles, très implantées sur les marchés étrangers, vont aussi en souffrir. L'Insee prévoit ainsi que la production manufacturière devrait stagner au premier semestre. Pour la même raison, l'investissement des entreprises devrait être quasi nul au cours des six prochains mois.

L'emploi, lui-même, serait atteint. Les effectifs dans l'industrie recommenceraient ainsi à baisser

(de 0,3 %), contribuant par conséquent à ralentir la progression de l'emploi total : seulement 90 000 emplois seraient créés, au cours de ce premier semestre, dans le secteur marchand non agricole, contre 290 000 sur l'ensemble de l'année 1998. Enfin, en bout de chaîne, le chômage en porterait, lui aussi, la trace. Après une période de forte baisse, le taux de chômage resterait presque stable, à 11,4 % en juin 1999 contre 11,5 % en décembre 1998.

Toute l'économie serait donc contaminée par ce virus de la

crise, sauf la consommation qui résisterait mieux que prévu. Même si, du fait de la moindre progression de l'emploi et donc d'une hausse plus modérée du pouvoir d'achat des ménages, sa progression ralentirait, les ménages resteraient plutôt confiants, l'« acquis » pour la consommation atteignant 2,2 % à la fin juin contre 3,6 % sur l'ensemble de 1998.

L'Insee fait donc comprendre que M. Strauss-Kahn risque fort de rater la « cible » qu'il s'est fixée. Mais la manquera-t-il de beaucoup ? A ce tableau plutôt pessimiste, l'institut apporte une ultime touche, qui ne l'est pas. Non seulement il souligne que le moteur essentiel de la croissance que constitue la consommation ne ralentit que modérément mais de plus, il suggère que dès la fin du semestre sous revue, les perspectives pourraient s'améliorer.

« Après avoir nettement fléchi en début d'année, dit-il, la croissance du PIB réaccélérait au printemps ».

L. M.

Dominique Strauss-Kahn reste confiant

Interrogé par Le Monde, Dominique Strauss-Kahn relève que « 1998 sera la meilleure année de la décennie » pour la croissance. Les créations d'emplois et le pouvoir d'achat devraient également atteindre un « niveau record ». Selon le ministre de l'économie et des finances, c'est la preuve que « face à la crise extérieure de l'automne, la politique économique française a bien réagi ». Pour 1999, il admet que la France pâtit d'un « net ralentissement industriel », mais après un creux au premier trimestre, l'activité au deuxième trimestre « reviendra dans la norme ». Si, ensuite, dit-il, « l'activité reste sur cette pente, il est raisonnable de penser qu'en 1999 la France connaîtra la croissance la plus forte des pays du G7. Elle sera supérieure à la moyenne européenne ». Il attendra donc « la prochaine réunion de la commission des comptes à la fin du premier trimestre » pour décider ou non de modifier la prévision du gouvernement, car il est aujourd'hui « trop tôt » pour le faire. En tout état de cause, il estime qu'une correction de croissance de 0,1 ou 0,2 point serait « sans influence sur les finances publiques, compte tenu de l'importance des revenus de 1998 et de la très bonne tenue de la consommation ».

Le FMI révisé une ultime fois ses prévisions à la baisse

Les perspectives de croissance pour l'Allemagne et l'Italie diminuent nettement

LE FOND monétaire international (FMI) s'apprête à publier, le 21 décembre, une ultime révision de ses prévisions de croissance pour l'année 1999. Les derniers chiffres encore confidentiels, la vigueur de l'Union européenne devrait faiblir de 0,4 % et être ramenée à 2,2 %, les onze pays de la zone euro subissant une révision du même ordre, à 2,4 %. Avec 2,6 % de croissance prévue pour l'année prochaine (en baisse de 0,1 % par rapport aux précédentes prévisions), la France se situe dans le peloton de tête européen.

Selon les experts du FMI, la croissance du Royaume-Uni, qui ne fait pas partie de la zone euro, est la seule à passer au-dessous de la barre des 1 %, à 0,9 % contre une précédente évaluation de 1,2 %. L'Europe subit le « trou d'air » de l'été, provoqué par la dévaluation du rouble et le coup de tabac essuyé par le Brésil. C'est à ces événements que se réfère le FMI pour justifier la révision de ses prévisions qui « prennent en compte le fait que l'impact de l'environnement international est moins bon en raison des chocs financiers ».

IMPACT DE LA CRISE ASIATIQUE

Mais c'est l'Allemagne et l'Italie qui font les frais de cette nouvelle évaluation de l'institution. Les deux pays voient leurs perspectives de croissance diminuées de 0,5 %, à 2 %. Les experts du FMI ne sont pourtant pas aussi pessimistes que certains conjoncturistes allemands. Se

démarrant de ses confrères, l'institut IFO, l'un des six grands conjoncturistes allemands, a indiqué, jeudi 17 décembre, à Munich qu'il s'attend à seulement 1,7 % de croissance, en 1999, contre 2,8 % en 1998. Fin octobre encore, dans leur traditionnel rapport d'automne, les six instituts allemands avaient pronostiqué une croissance de 2,3 % en 1999. Il y a seulement quinze jours, le gouvernement allemand avait indiqué qu'il tablait sur une croissance de 2 % en 1999. Les experts de la Deutsche Bank parient de leur côté sur 1,6 %.

Selon le chef économiste de l'institut, Willi Leibfried, plusieurs indicateurs l'ont convaincu de réviser à la baisse ses prévisions. La propagation de la crise asiatique au Brésil et à la Russie commencent à avoir des répercussions sur le reste de l'économie mondiale, notamment sur les États-Unis et l'Europe et réduisent le volume des échanges internationaux. Pour les experts de l'IFO, l'économie allemande a perdu de sa vigueur au second semestre de cette année, en raison de la dévaluation du rouble et de la demande adressée à l'Allemagne en provenance des pays en crise. Au troisième trimestre 1998, la baisse du taux de croissance des exportations a été partiellement compensée par la forte dynamique des investissements intérieurs. La baisse du taux d'utilisation des capacités de production en septembre (86,7 %) semble indiquer que les entreprises commencent à revoir leur programme d'investisse-

ment en 1999. Si la croissance de la production allemande devait se limiter à 0,5 % en 1999, IFO table sur une poursuite d'un niveau satisfaisant de la demande intérieure (2 %) ou plutôt sur la consommation privée, comme le précise la direction de la prévision française (DPF) dans son rapport de conjoncture internationale, également rendu public jeudi.

INCERTITUDE

Celle-ci, précise la DPF, devrait en effet profiter des créations d'emplois acquises, de l'accélération des rémunérations salariales, des diminutions d'impôts sur le revenu prévues par le nouveau gouvernement et, enfin, du maintien de l'inflation à un bas niveau, malgré la hausse des taxes sur l'énergie mise en place par le nouveau gouvernement. Si, pour la DPF, l'inflation devrait rester sur un rythme inférieur à 1 % dans l'hypothèse d'une stabilité des prix du pétrole fin 1998 et en 1999, l'IFO chiffre à 1,9 % la hausse du coût de la vie en 1999 contre 0,9 % cette année.

Instruits par l'expérience, les conjoncturistes lient désormais leur prévision à l'évolution de l'environnement international. En présentant sa dernière livraison, l'IFO a tenu à souligner qu'une incertitude persistait en raison des « risques économiques extérieurs et des problèmes en suspens au niveau de la politique économique » du gouvernement allemand.

Babette Stern

Michel Sapin, secrétaire national du PS, chargé des affaires économiques

« Les ministres qui oublient le poids de leur parole sont vite oubliés »

« Vous avez été ministre de l'économie et des finances. La dernière grande erreur de prévision, en France, a eu lieu à cette époque : à l'été 1992, vous avez dessiné le projet de loi de finances pour 1993 sur l'hypothèse d'une croissance de 2,6 %, alors qu'on a finalement connu une récession de 1,3 %. Comment pouvez-vous se tromper à ce point-là ? »

« La vérité, c'est qu'à cette époque tout le monde s'est trompé. Il y avait eu une forte croissance au dernier trimestre de 1991 et au premier trimestre de 1992. Et le sentiment général qui dominait, c'est que la croissance était sur une phase ascendante. Nous avons donc arrêté, en août 1992, cette prévision de 2,6 % de croissance pour 1993. Et, sur le moment, ce chiffre n'a pas suscité la moindre controverse. »

« Sur le moment, non... Mais très vite, au début de l'automne 1992, certains économistes ont commencé à parler de la possibilité d'une récession. »

« Oui, parce qu'à la fin de cet été, après avoir arrêté nos prévisions, nous avons connu de fortes turbulences. Celles liées à l'opposition du Danemark à la monnaie unique, au débat suscité, en France, par l'annonce du référendum sur le traité de Maastricht. Le climat a changé, nous avons connu des tensions monétaires croissantes et les taux d'intérêt ont été poussés à la hausse. Avec le recul, nous avons donc compris que, malgré le petit rebond de l'hiver précédent, nous étions, en fait,

sur une pente de croissance descendante. »

« Mais, envers et contre tout, vous n'avez pas voulu changer votre prévision de croissance. »

« Si, dès septembre 1992, j'ai souhaité que nous révisions légèrement à la baisse notre prévision, de 0,2 point, mais je n'ai pu convaincre le gouvernement de le faire. »

« Seulement de 0,2 point ? »

« C'était effectivement peu, mais cela permettait de montrer que nous entrions dans une phase plus restrictive. »

« Vous n'avez admis vous être trompé qu'en décembre 1992, alors que la récession était déjà engagée. Pourquoi avoir attendu si longtemps ? »

« Il y a une première raison, c'est que la parole d'un ministre des finances a un très grand poids et peut évidemment influencer sur la réalité. En l'occurrence, cela pouvait renforcer encore plus le pessimisme ambiant. Mais il y a une seconde raison : au cours de cet hiver 1992-1993, la bataille stratégique que nous menions contre les opposants au traité de Maastricht, contre les partisans de la dévaluation, était beaucoup moins celle de la croissance que celle de la monnaie unique. Si je puis dire, le débat sur la croissance était second. »

« Avez-vous le sentiment que, pour 1999, le gouvernement s'apprête à commettre également une erreur de prévision ? »

« Les situations ne sont pas comparables. Les taux d'intérêt

sont très bas : à la veille du lancement de l'euro, la sécurité monétaire est absolue. De surcroît, ma conviction, c'est que nous sommes entrés dans un cycle long de croissance. Nous ne sommes donc pas du tout dans la même problématique qu'en 1992, qui, elle, était dramatique. »

« La plupart des experts sont pourtant d'accord pour admettre que la prévision de 2,7 % avancée par Bercy pour 1999 n'est plus crédible. »

« Je l'ai relevé. Mais j'ai aussi entendu que le propos officiel avait légèrement évolué, puisque, à propos de ce chiffre, on a d'abord parlé de « prévision », puis d'« objectif », et enfin de « cible ». Mais honnêtement, il faut dédramatiser tout cela. A deux ou trois décimales de point de croissance, quelle est la différence ? Le seul problème qui importe est de trouver le bon réglage économique qui assure un soutien à la demande intérieure : ainsi que le bon réglage pour que la demande étrangère reparte. »

« Dominique Strauss-Kahn a donc raison... de persister dans l'erreur ! »

« Il a raison de persister dans la sagesse, car, je vous l'ai dit, la parole d'un ministre des finances pèse d'un poids particulier sur la vie économique. Les ministres qui l'oublient – nous en avons connu – sont assez vite... oubliés par l'Histoire ! »

Propos recueillis par Laurent Mauduit

Il faut peu de vacances aux Suisses. Pourquoi ?

Vous le savez tout de suite en feuilletant notre nouveau catalogue d'hiver. Vous découvrez la magie d'un monde alpestre naturellement reposant. Ski, snowboard, luge, fitness et vacances en famille : la Suisse a tout à vous offrir. A des

prix surprenants. N'hésitez pas à appeler Suisse Tourisme pour demander le catalogue d'hiver : 01 41 51 65 51. Vous pouvez aussi taper www.suissevacances.ch ou 3615 Suisse. Enfin les vacances. A vous la Suisse.



« National Hebdo » et « Présent » refusent de désavouer M. Mégret

Jean-Marie Le Pen. Présent a adopté un profil bas en refusant de choisir entre les deux camps qui s'affrontent. De même que Minute.

Christiane Chambeaux

Jean-Marie Le Chevallier est soupçonné de « complicité de délit d'avantage ». Député PS, M. Gaïa est aussi mis en cause

DÉMENTI FORMEL

Questionné par les policiers le 14 décembre, M. Gala a apporté un démenti formel aux déclarations de M. Catalano, tout en reconnaissant avoir eu plusieurs entretiens téléphoniques avec lui, peut-être l'attribution du marché des cantines. L'én socialiste - qui n'était pas membre de la commission d'appels d'offres - juge en tout cas sa mise en cause « totalement dénuée » et assure avoir « souhaité qu'Eurest soit réinduit pour pouvoir attaquer avec le FN », évoquant notamment l'embauche, par cette société, des fils de deux adjoints au maire, ainsi que la subvention accordée au bateau Ville-de-Toulon, « engagé sous les couleurs du FN dans le Tour de France à la voile ».

Lors du vote de la commission d'appels d'offres, les quatre élus du FN s'étaient divisés entre Burest et la SGR : les deux élus de l'opposition (un RPR et un PS) s'étaient prononcés, eux, en faveur de la SGR. Cette société - dont le dirigeant a lui aussi été mis en examen - a rappelé, jeudi, que le tribunal administratif avait jugé régulière l'attribution du marché des camions. « Je suis seréin comme tous ceux qui sont mis en examen, a déclaré M. Le Chevalier. Comme M. Dumas, ils n'ont pas trop à s'inquiéter ».

Hervé Gattegno
(avec José Lenzini à Toulon)

REC Computer Systems
Une division de Packard Bell REC.
BP 3507 - 49033 Angers - Fax 02 41 22 36 16
www.nectirect-europe.com

NEC

Du même auteur : *Bach en son temps*, 660 pages, 150 F

Un livre qui enrichit notre amour déjà immodéré pour Bach; belle performance.

Une somme essentielle et unique en langue française, à dévorer puis à méditer.

Michèle Frêche, *La Spoir*

Musique
chez
FAYARD

Le PS entend

1. **Il primo** è quello che si chiama "a
 2. **Il secondo** è quello che si chiama "a
 3. **Il terzo** è quello che si chiama "a
 4. **Il quarto** è quello che si chiama "a
 5. **Il quinto** è quello che si chiama "a
 6. **Il sesto** è quello che si chiama "a
 7. **Il settimo** è quello che si chiama "a
 8. **Il ottavo** è quello che si chiama "a
 9. **Il nono** è quello che si chiama "a
 10. **Il decimo** è quello che si chiama "a

M. Séguin veut ex

BATON
 Le ministre de l'Intérieur, M. L. B. a été reçu par le ministre de la Justice, M. L. B. à l'occasion de la remise de la croix de la Légion d'honneur à M. L. B. Le ministre de l'Intérieur a été reçu par le ministre de la Justice à l'occasion de la remise de la croix de la Légion d'honneur à M. L. B. Le ministre de l'Intérieur a été reçu par le ministre de la Justice à l'occasion de la remise de la croix de la Légion d'honneur à M. L. B.

La perspective de nouvelles élections inquiète la droite et la gauche corses

L'opinion insulaire entre doute et exaspération face aux pouvoirs publics

Alors que l'enquête sur l'assassinat du préfet Erignac, le 6 février, donne aux Corses le sentiment de piétiner, la probable annulation des

élections des 15 et 22 mars inquiète la droite - qui craint la mise en cause de sa gestion passée, à travers les inspections administratives - et

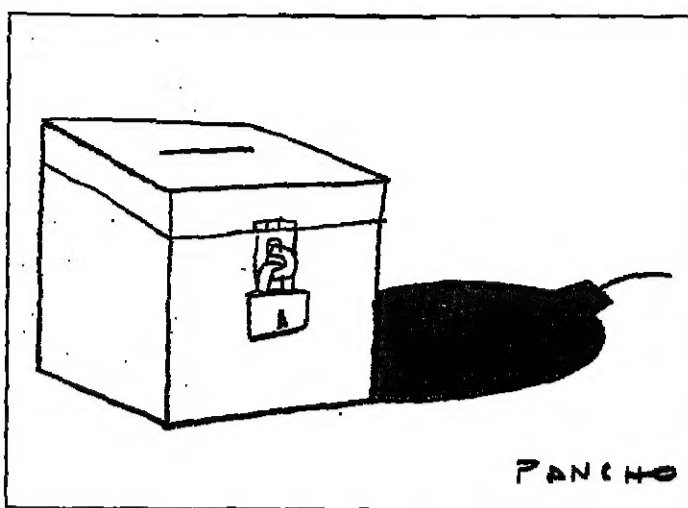
la gauche - qui redoute de devoir répondre des lenteurs de la police et des mécontentements provoqués par l'action des pouvoirs publics.

BASTIA

de notre correspondant
Quelques jours après l'assassinat de Claude Erignac, le 6 février, plus de 40 000 personnes, répondant à l'appel du collectif de femmes « Manifeste pour la vie », avaient défilé silencieusement dans les villes de Corse pour dire leur indignation et réclamer l'instauration de l'état de droit dans l'île. Aujourd'hui, le sentiment dominant est l'exaspération.

Les premières conclusions des inspections générales ou des enquêtes particulières, diligentées, depuis le printemps, dans les secteurs sensibles de la banque, de l'administration publique, des grandes entreprises privées ou des établissements consulaires, ont souvent permis de mettre en exergue les graves dysfonctionnements de la société insulaire. Au fil des mois, cependant, une sorte de frustration s'est installée dans l'opinion. La conviction que toute la chaîne des responsabilités n'était pas exploitée, notamment par l'absence de mise en cause de représentants de l'Etat dans les « affaires », a nourri petit à petit le doute sur l'efficacité de l'action publique.

Faute d'informations fondées, l'opinion se persuade de rumeurs construites sur les seules faces visibles des investigations policières. Confrontant souvent les simples auditions de témoins avec les interpellations de suspects, les chiffres s'ajoutent aux chiffres, pour conclure à l'affirmation qu'il y aurait eu 5 000 auditions, comme l'affirmait l'écrivain Gabriel-Xavier Cullio dans *Le Monde* du 16 décembre. Le fait est que, pour



PANCHINO

L'heure, aucune mise en examen au chef d'assassinat ou de complicité n'a été ordonnée. Plusieurs dizaines de personnes ont été placées en détention provisoire, puis discrètement libérées.

MALENTENDUS

La première piste explorée par les magistrats antiterroristes visait des agriculteurs, connus pour leur militantisme nationaliste et dont les dossiers financiers d'exploitation pouvaient prêter à interrogation. Au fil des mois, tous ont été relâchés. La deuxième voie d'investigation visait les vendeurs et utilisateurs d'appareils informatiques. Par ce biais, les enquêteurs souhaitaient pouvoir localiser les éditeurs de communiqués de revendications émanant d'organisations clandestines. Là encore, les perquisitions, saisies de matériels, examens scientifiques, gardes à

vue à Paris et libérations discrètes ont amené l'opinion insulaire à conclure à un échec. La troisième piste, dite des « intellectuels », tend à identifier les rédacteurs de communiqués impliquant les assassins du préfet Erignac. Là aussi, les libérations se succèdent et nourrissent le doute du public.

Le malentendu s'enfonce des misères quotidiennes du quotidien soumis à une banale procédure de redressement fiscal, à un simple contrôle d'application des réglementations d'hygiène et de sécurité dans les entreprises, à un examen des prix pratiqués, etc. : tout ce qui constitue le fonctionnement normal d'une société est alors mis sur le compte d'une interprétation sévère, voire abusive, des règles de l'Etat de droit.

Ajoutant au trouble de l'opinion, la forte probabilité de l'annulation des élections territo-

riales de mars 1998 (*Le Monde* du 16 décembre), sur le recours d'Edmond Simeoni, chef des autonomistes, fait craindre à la droite et à la gauche un retour prématuré aux urnes.

Divisée en mars, la droite avait conclu laborieusement une union pour l'élection de l'exécutif, afin de conserver le pouvoir à ce niveau et au sein de l'Assemblée de Corse. Elle y était parvenue en raison de l'échec de la liste conduite par M. Simeoni, dont tout laissait croire que, si elle avait pu participer au second tour de scrutin, le 22 mars, elle se serait rapprochée de la liste d'union de la gauche inspirée par Emile Zuccarelli.

Aujourd'hui, les rapports de forces sont différents et les stratégies d'alliance répondent moins à d'éventuels accords de partis qu'à des conséquences conjoncturelles de la situation d'ensemble de la Corse. La gauche, parce qu'elle est au gouvernement, aura à justifier le piétinement de l'enquête sur la mort du préfet Erignac et les difficultés à établir un climat local de confiance dans les institutions. La droite, parce que les « affaires » en cours développent une suspicion - souvent relayée par les services de l'Etat - au sujet de sa gestion passée, devra déployer de gros efforts pour reconquérir un électeur sérieusement ébranlé. Il se peut que les nationalistes, bien que radicalement divisés en deux blocs, soient les moins mal placés pour tirer profit des atermoiements ou des échecs des uns et des autres.

Michel Codacci

Un millier de postiers FO rejoignent l'UNSA

L'Union nationale des syndicats autonomes accueille les transfuges de Force ouvrière venus d'Ile-de-France et de Bretagne

A PARIS, dans le V^e arrondissement, les postiers vont changer d'étiquette syndicale : 48 des 50 membres de la section Force ouvrière de Paris-5 Mouffetard, majoritaire, ont démissionné pour rejoindre l'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA), devenue depuis un an le réceptacle naturel des transfuges de FO. Pour l'heure, ce sont au total un peu plus de 1 000 adhérents (sur les 36 000 que compte la fédération des PTT, dont environ 10 000 retraités), venant pour la plupart des régions Ile-de-France et Bretagne, qui ont décidé de quitter la centrale de Marc Blondel.

Désormais, le scénario est bien rodé. Réunis à Paris, une soixantaine de responsables syndicaux ont été accueillis, jeudi 17 décembre, par Alain Olive, secrétaire général de l'UNSA, et Jean-Paul Roux, son alter ego de la FEN, en présence de Jacques Mairé et Jean Grosset, ex-FO-Paris, de Christine Morelle, ex-FO-impôts, de Luc Martin-Chauffier, ex-FO-banque, etc.

A FO-PTT, fédération pourtant dans l'opposition à Marc Blondel, la crise couve depuis six mois et s'est accélérée il y a six semaines, quand son secrétaire général, Jacques Lemerrier, a décidé de se séparer de ses trois principaux adjoints (*Le Monde* daté 1^{er}-2 novembre). Pour M. Lemerrier, il s'agissait, en leur « coupant l'herbe

sous le pied », de prendre de vitesse ses lieutenants qu'il soupçonnait d'organiser un départ groupé vers l'UNSA. Principal allié de M. Mairé en 1996, quand celui-ci a essayé, vainement, de disputer le poste de numéro un de FO à M. Blondel, M. Lemerrier s'est, en revanche, éloigné de ses ex-amis dès lors qu'ils ont choisi de quitter la confédération. « Mon combat a toujours été à l'intérieur de FO », précise-t-il.

DEUX NOUVELLES FÉDÉRATIONS

Les partants vont s'organiser en deux fédérations distinctes des activités postales et des activités de télécommunications, au sein de l'UNSA. Ils se présenteront sous ce nouveau sigle, aux élections professionnelles qui se tiendront en 2000, à La Poste et à France Télécom, dans un paysage syndical déjà fortement émetté.

Dans l'état actuel des forces, FO est la deuxième organisation à La Poste, avec 19,63 % des voix, et la quatrième à France Télécom, avec 14,6 %. Regrettant le départ de militants avec lesquels « il était d'accord sur l'essentiel », M. Lemerrier s'interroge sur « la pertinence d'une telle action ». Parmi les syndicats réformistes, le marché est déjà occupé par FO et la CFDT ; c'est au niveau du symbole que c'est plus étonnant, constate-t-il.

Alain Beuve-Méry

Une très large majorité du Sénat adopte la révision constitutionnelle

LE SÉNAT a adopté le projet de loi de révision constitutionnelle préalable au traité d'Amsterdam, jeudi 17 décembre, dans les mêmes termes que l'Assemblée nationale (*Le Monde* du 18 décembre), ce qui ouvre la voie à la réunion du Congrès, à Versailles, probablement le 18 janvier. Le texte a été adopté par 240 voix contre 34. Au groupe RPR, 66 sénateurs (sur 99) ont voté pour, 15 ont voté contre (parmi lesquels Charles Pasqua, Paul Masson, Christian de La Malène, Charles Ceccaldi-Raynaud et Adrien Gouteyron), 2 se sont abstenus (Jean Chérioux, Philippe Marini) et 16 n'ont pas pris part au vote. Au groupe socialiste, 75 sénateurs (sur 78) ont voté pour, Jean-Luc Mélenchon a voté contre. Au groupe de l'Union centriste, 49 sénateurs (sur 52) ont voté pour. Chez les Républicains et Indépendants, il y a eu 37 voix pour (sur 47). Le groupe communiste a voté contre, seuls Jack Rallit et Paul Vergès n'ont pas pris part au vote. Au Rassemblement démocratique et social européen, 10 sénateurs (sur 22) ont voté pour.

DÉPÊCHES

■ RHÔNE-ALPES : l'élection du nouveau président de la région Rhône-Alpes, consécutive à l'annulation de celle de Charles Millon, a été fixée au 7 janvier, lors d'une réunion entre le doyen d'âge, Pierre Gascon (DL), et les présidents de groupes du conseil régional, jeudi 17 décembre. L'UDF Anne-Marie Comparini, qui a fait acte de candidature, a appelé, jeudi, tous les « élus républicains du champ démocratique » à élire « un exécutif de droite républicaine ». « A situation exceptionnelle, réponse exceptionnelle », a ajouté M^{me} Comparini.

■ RETRAITES : les députés ont rétabli, mercredi 16 décembre, lors de l'adoption en deuxième lecture du projet de budget pour 1999, le gel à 20 000 francs, à partir de l'an 2000, du plafond de l'abattement de 10 % dont bénéficient les retraités. La réforme engagée par le gouvernement d'Alain Juppé prévoyait de ramener ce plafond à 12 000 francs en 2001.

Michel Noblecourt

Le PS entend associer ses militants à la réflexion sur l'Europe

LE PARTI SOCIALISTE donne le coup d'envoi, vendredi 18 décembre, à la préparation de sa convention Nation-Europe, prévue pour le 27 mars 1999. L'importance de ce rendez-vous, où ils choisiront leur liste de tête pour les élections européennes, est aussi soulignée par un changement de méthode. Au lieu d'élaborer un texte au sommet et de le faire débattre ensuite, comme pour la dernière convention sur l'Europe, le parti se propose de réunir les militants et les trois organisations sous l'autorité de Lionel Jospin en 1996, la démarche est inversée. Les trois animateurs - Pervenche Berès, Alain Bergougnoux et Pierre Guindon - adressent aux militants un document qui, en seize questions, « précise les enjeux et les termes du débat ».

Les fédérations et les sections en débattent avant de retourner, début février, leurs contributions, à partir desquelles sera élaboré un projet de texte national, soumis ensuite, fin février, au vote des militants. Publié dans *L'Hebdo des socialistes* du 18 décembre, le document se divise en six parties : « La nation,

l'Etat et la République » ; « La France dans l'Europe économique et sociale » ; « La libre circulation des personnes et des cultures » ; « L'étalement » ; « Quelle puissance européenne et quel rôle pour la France ? » ; « Quelles institutions politiques pour quelle Europe et quelles conséquences pour la nation ? », une septième partie étant laissée aux libres apports des militants.

FÉDÉRATION D'ETATS-NATIONS

Les termes du débat reprennent certains idées du PS, qui avait déjà opté, lors de sa convention sur la mondialisation et l'Europe en avril 1996, pour une « Fédération d'Etats-nations », et testent des sujets qui devraient être repris dans le Manifeste du Parti des socialistes européens pour les élections du 13 juin 1999. Ce manifeste, préparé par Henri Nallet et le Britannique Robin Cook, devrait être achevé le 7 janvier, avant d'être adopté à la fin du même mois.

« Comment pouvons-nous définir le sentiment national aujourd'hui ? »,

interrogent M^{me} Berès, M. Bergougnoux et M. Guindon, avant d'ouvrir des pistes sur les transferts de souveraineté à consentir, les rapports entre les collectivités locales, les Etats et l'Union européenne, ou encore la mise en œuvre d'un « fédéralisme original ». Rouvrant de fait le débat sur les conditions posées par le PS à la mise en œuvre de l'euro, le document interroge sur le renforcement de « l'Euro II » face à la Banque centrale européenne, une « interprétation souple » du pacte de stabilité « prenant en compte la conjoncture, la composition des budgets publics de chaque Etat », la relance des grands travaux préconisés par Jacques Delors dans son Livre blanc de 1993, ou l'instauration d'une taxe européenne sur les mouvements de capitaux.

Sur le volet social, enfin, les rapporteurs relancent le débat sur la coordination des politiques nationales de l'emploi, avec éventuellement des « objectifs plus contraignants », ou sur la généralisation, déjà adoptée sur le principe par le PS,

de « certains standards sociaux minima », comme le salaire minimum ou même le revenu minimum d'existence.

M^{me} Berès, M. Bergougnoux et M. Guindon ouvrent aussi de nouveaux chantiers, comme sur le budget européen : « Faut-il de véritables actions communes en matière d'emploi, financées par des ressources communautaires supplémentaires ? Faut-il, par exemple, créer un impôt européen sur les sources d'énergie polluantes ? Faut-il lever de grands emprunts ? ». L'instauration d'une « justice européenne », le choix d'une politique d'immigration « européenne », la mise en œuvre d'une politique européenne « des industries et de la création culturelle » sont également proposés au débat. Les rapporteurs se demandent également, à propos de la démocratisation des institutions européennes, s'il faut reprendre le projet, « au besoin amendé », de réforme du mode de scrutin européen.

Michel Noblecourt

M. Séguin veut exporter L'Alliance à l'échelle européenne

BONN

Serait-il prononcé à l'amiable, le divorce est consommé. Au moment où Charles Pasqua défendait « à titre personnel », jeudi 17 décembre au Sénat, une exception d'irrecevabilité contre la réforme constitutionnelle préalable à la ratification du traité d'Amsterdam, Philippe Séguin s'envolait pour Bonn, afin d'y rencontrer successivement l'ancien chancelier Helmut Kohl et le nouveau président de la CDU, Wolfgang Schäuble.

Les deux héritiers de la lutte anti-Maastricht de 1992 sont désormais séparés. Deux jours auparavant, le président du RPR avait pris la peine de se rendre devant les sénateurs gaullistes, parmi lesquels M. Pasqua, pour tenter de convaincre, une fois encore, ce dernier qu'« on ne se déjuge pas » en votant pour Amsterdam après avoir refusé Maastricht. Jeudi, l'ancien conseiller politique du RPR a répondu indirectement à son ancien complice, ainsi qu'au président de la République, en interpellant Pierre Moscovici, ministre (PS) délégué aux affaires européennes : « Au nom de qui êtes-vous venu nous proposer de passer la République française au compte des pertes et profits de l'Union européenne ? ».

M. Séguin en était alors à relever un autre défi, celui de modifier l'Europe de l'intérieur. Le contexte n'est pas favorable : les socialistes ou les sociaux-démocrates gouvernent dans onze pays sur quinze, et dans deux autres, la Belgique et les Pays-Bas, ils

sont associés aux coalitions au pouvoir. « Maintenant, il faut faire de la politique », en conclut M. Séguin, en ajoutant que « le Parlement européen sera moins que jamais un club, mais un lieu de pouvoir ».

Le RPR veut donc convaincre ses « partis frères ou cousins » de transformer radicalement le Parti populaire européen, auquel adhèrent les centristes, mais non les gaullistes français, ou, à tout le moins, de bâtir une « coalition » des droites européennes.

PREMIER ENCOURAGEMENT

M. Séguin s'est donné trois mois pour tenter de construire cette sorte d'« Alliance » à l'échelle européenne. Vendredi, à Strasbourg, il devait ainsi s'entretenir avec le Belge Wilfried Maertens, puis, mardi à Madrid, avec José María Aznar. Fin janvier, il sera présent à Istanbul à une rencontre, plus large, de l'Union démocratique européenne.

Jeudi, à Bonn, M. Séguin a reçu un premier encouragement. Après avoir salué en lui « un grand politique », le président de la CDU, M. Schäuble, a expliqué, devant la presse française, que « des notions telles que le fédéralisme ou l'attachement à l'intégration européenne ont des significations différentes en France, en Grande-Bretagne et en Allemagne » et qu'il en découle souvent « des conflits à caractère académique ».

Jean-Louis Saux

RÉVOLUTION TECHNOLOGIQUE

L'ORÉAL

PROGRESS

HOMME

Traitement anti-chute au 2,4 DPO®

DIMINUE LA CHUTE DES CHEVEUX : en 6 semaines, 2 hommes sur 3 ont constaté son efficacité.*

*Etude européenne réalisée sur 394 hommes.

SOCIÉTÉ

LE MONDE / SAMEDI 19 DÉCEMBRE 1998

RELIGIONS LA « nuit de doute » devait commencer vendredi soir 18 décembre à la Grande Mosquée de Paris où, après l'apparition de la nouvelle lune, théologiens et sa-

vants devaient déterminer le moment exact du début du ramadan, samedi 19. ● **POUR L'ENSEMBLE** du monde musulman, ce mois sacré de jeûne et de prières s'ouvre dans un

climat de désarroi provoqué par les bombardements en Irak. En France, il va mobiliser des jeunes de plus en plus nombreux acquis à l'islam, grâce notamment à une nouvelle généra-

tion de responsables qui insistent sur la formation religieuse et civique, et sur l'engagement social. ● **L'EXEMPLE** des jeunes associations de l'agglomération de Lyon illustre

cette mutation de l'islam de France. ● **LARBI KECHAT**, recteur de la mosquée de la rue de Tanger, s'explique sur les enjeux spirituels et communautaires de ce ramadan 1998.

Le ramadan mobilise de plus en plus de jeunes musulmans

Le mois sacré de jeûne et de prières doit s'ouvrir samedi 19 décembre, dans un climat de désarroi provoqué par les bombardements en Irak. Forte de ses associations locales, la communauté musulmane dispose en France de nouveaux atouts pour hâter sa reconnaissance

ILS S'APPELLENT Tariq Ramadan, universitaire de Genève, ou Sobel Bencheikh, mufti de Marseille, mais aussi, pour les moins « médiatisés », Fouad Imrara à Paris, Yamine Makri à Lyon, Farid Abdelkrim à Nantes, Ali Rahni à Roubaix, etc. Ce sont des noms parmi d'autres qui symbolisent l'émergence d'une nouvelle génération de leaders musulmans. Ils jouissent d'un charisme auprès des jeunes, préfèrent les réseaux interassociatifs aux organisations officielles, affirment que la « représentativité » de l'islam - qui préoccupe tant les pouvoirs publics - n'est pas une priorité et que sa reconnaissance passe d'abord par un enracinement local, une formation civique et religieuse, un partenariat avec les forces laïques ou confessionnelles et un engagement social.

Les querelles de représentativité autour de la Mosquée de Paris et des fédérations rivales (Union des organisations islamiques de France, Fédération nationale des musulmans de France, etc.) ont épuisé la communauté. Les jeunes se disent fatigués par les querelles de boutiquier, le jeu des ambassadeurs arabes, les « fédéraux » qui gèrent quelques mosquées, les « affairistes » qui se partagent le marché de la viande *halal*, les imams autodésignés et autres in-

tellectuels qui ne pratiquent pas, mais parlent au nom de l'islam. Ils se méfient de tout ce qui vient d'« en haut », notamment des efforts d'organisation de la communauté menés par les gouvernements de gauche comme de droite.

« Nous sommes nés à l'islam dans les combats pour l'Afghanistan ou la Palestine, dans les polémiques autour du voile islamique ou du livre de Rushdie », dit Abdelaziz Chaambi, l'un des fondateurs, en 1988, de l'Union des jeunes musulmans de Lyon. A l'époque, les jeunes désertent les salles de prière, fréquentées par des « pères » soucieux de maintenir la tradition, mais impuissants à la transmettre. Les étudiants arrivés du Maghreb ou du Moyen-Orient pratiquent, mais restent à distance des jeunes de banlieue. Aujourd'hui, dans les mosquées de Vénissieux ou Vaux-en-Velin, comme à Nîmes, Montpellier ou dans l'agglomération de Lille, les jeunes des cités sont majoritaires ou presque.

Ces nouveaux « cadres » s'identifient à une génération qui a accédé à l'islam dans un contexte de « diabolisation ». De refuge identitaire, l'islam est devenu un mode de vie indissociable de l'environnement du jeune musulman, de ses questions sur la vie, la mort,



son insertion professionnelle et sa place, désormais revendiquée, de « citoyen français de confession musulmane ». Savoir si on est « d'abord français » ou « d'abord musulman » est aujourd'hui « un faux problème », souligne Tariq Ramadan. « Mon père posait des rails pour la SNCF. Il a fini comme invalide, est mort en France. Et on me demande de m'intégrer ? Mais je me sens pleinement français », dit Farid Abdelkrim, trente et un ans, président des jeunes musulmans de France.

Elles portent sur la spiritualité musulmane, mais aussi sur la compatibilité de l'islam avec la laïcité, sur le sida, sur la responsabilité politique ou le cadre de vie. « Nous sommes face à des jeunes qui veulent comprendre et prier, mais ne savent pas s'y prendre », souligne Yamine Makri, trente-cinq ans, cofondatrice de l'Union des jeunes musulmans. Nous sommes si-

superficiels que beaucoup de jeunes sont encore vulnérables aux discours confus de beaux prédicateurs. L'exemple d'un Khaled Kelkal, réfugié dans l'islamisme violent, reste dans les esprits. Le danger serait plutôt aujourd'hui dans l'islam « piétiste » de quelques tarika (confréries) soufies, l'islam « frileux » qui cache ses pratiques, l'islam de rejet de la société, centré sur la famille et la spiritualité.

MATURITÉ

De jeunes éditeurs musulmans, des imams, des conférenciers tentent de combler le handicap. Les plus sollicités sont Hassan Iqouissen dans le Nord, Larbi Kechat (voir entretien ci-contre), recteur de la mosquée de la rue de Tanger à Paris, ou, dans la région lyonnaise, Mohammed Mirza, imam de Décines, ou des convertis comme Didier Ali Bourg ou Obaydallah Gloton. Ils font étudier l'histoire, la jurisprudence, commentent des versets du Coran ou autres textes, mais, ajoute Tariq Ramadan, toujours « en les replaçant dans le contexte que vit le jeune musulman ». Fouad Imrara, trente-quatre ans, titulaire d'un DEUG d'arabe à la Sorbonne, se dit frappé par la « maturité » et la motivation des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans, qui ont plus facilement accès aux conférences, aux livres ou aux cassettes vidéo.

La spiritualité, c'est la « pompe à essence », mais ces nouveaux responsables musulmans mettent l'accent aussi sur l'engagement social. « On ne peut pas se dire bon musulman et accepter que des jeunes dans la cité soient en train de se défoncer ou de brûler une moto », dit Yamine Makri. A Vaux-en-Velin, l'Organisation pour le développement des cultures (ODC) distribue des colis-repas pour quatre cents familles. D'autres font du soutien scolaire, accompagnent des familles, organisent des sorties ou des tournées sportives, suscitent des groupes de musique (M.A.T. à Strasbourg) ou de théâtre (comme la troupe *État des lieux* à Nantes). Les fêtes religieuses deviennent des fêtes de quartier.

Cette nouvelle génération ne force plus tête baissée dans les pièges politiques tendus par le manque de lieux de culte ou de formation. Des signes de dégel apparaissent avec des municipalités ou des représentants politiques. A Nantes, en 1997, en présence de 1 500 jeunes, s'est tenue une réunion entre le collectif jeunes musulmans de France, des élus, des enseignants, des policiers, sur les questions liées à la délinquance. A Lyon, les associations ont discuté avec les autorités pour éviter le renouvellement des incidents de la Part-Dieu à la fin du dernier ramadan.

Mais trop de portes restent fermées. La médiation demeure devant des associations qui investissent à la fois le champ social et religieux. Les efforts sont aussi au ministère de la Justice, à Lyon par exemple, pour obtenir des numéros ou des visiteurs de prisons, se heurtent encore à des refus. Le combat pour la reconnaissance n'est pas gagné, mais, comme dit Farid Abdelkrim, « quand on commence à vivre ensemble, on s'aperçoit que l'islam n'est pas forcément incompatible avec les lois de la République et que la République n'est pas forcément antimusulmane ».

H. T.

TROIS QUESTIONS À...

LARBI KECHAT

1 **Larbi Kechat**, recteur de la mosquée Adda'wa (Paris-19^e), vous êtes l'un des orateurs préférés des jeunes musulmans. Quelle signification leur donnez-vous du ramadan ?

On réduit le ramadan à quelques pratiques d'abstinence. Abstinence de manger, de boire, de fumer, abstinence de relations sexuelles de l'aube au coucher du soleil. Mais cette réalité sociologique ne correspond pas au sens profond du mois de jeûne. Le ramadan ne se confond pas avec des interdits. Il suppose une autre façon de penser, de sentir et d'agir. Il est l'occasion d'un double mouvement d'attachement et de détachement. Détachement de tout ce qui déplaît à Dieu et nuit à la « cité » des hommes. Attachement à tout ce qui rend possible la proximité de Dieu et la solidarité avec les hommes. Je demande donc aux jeunes de vivre doublement ce mois sacré : d'un point de vue vertical, comme une sorte d'élan vers Dieu, par la méditation du Coran et la pratique du jeûne. Mais vivre aussi un élan vers la société par le respect et la solidarité.

2 **A ceux qui, musulmans et non-musulmans, confondent islam et violence, le ramadan peut-il servir à changer le jugement ?**

La société française doit faire un effort pour comprendre l'autre, non à partir de ses préjugés ou stéréotypes, mais d'une compréhension de l'intérieur de l'islam et de la pratique des musulmans.

Le musulman doit à son tour s'ouvrir à l'autre, lui permettre d'observer de plus près ses pratiques, l'aider à comprendre cette double dimension spirituelle et sociale de sa foi. Dans notre quartier parisien, le ramadan sera encore l'occasion de rencontres régulières entre les musulmans qui font le jeûne et les autres habitants, croyants ou non, qui ne jeûnent pas.

3 **COMMENT** réagissez-vous aux bombardements en Irak à la veille de cette période religieuse ?

C'est une sorte de profanation d'un mois béni, l'expression d'un mépris profond à l'égard de la population musulmane du monde entier. J'y vois une absence de sens du sacré qui peut faire de l'homme un tyran. Les musulmans se trouvent une fois de plus méprisés, piétinés. Ceux de France se tournent vers les autorités de leur pays, et de toute l'Europe, pour qu'elles ne laissent pas le champ libre à des puissances qui ne sont plus capables de voir à travers le visage de l'homme la création de Dieu.

Propos recueillis par Henri Tincq

AUTOFORMATION

Avec des partenaires locaux aussi divers que les Fédérations des œuvres laïques (FOL) ou les Églises, ces associations mettent d'abord l'accent sur l'« autoformation ». Faute d'établissements privés impossibles à financer, elles organisent des cercles de spiritualité ou d'étude de textes sacrés ou des cycles de conférences, déclarations des mosquées, lieux traditionnels de prière et d'études. Ces séances se tiennent le plus souvent dans des salles prêtées par des municipalités, des paroisses catho-

Révolution de palais au Conseil représentatif des musulmans de France

La relance du Conseil représentatif des musulmans de France, créé en 1995, a donné lieu à des affrontements à la tête de la communauté. Présidé par le recteur de la Mosquée de Paris, Daïl Boubakeur, le Conseil représentatif avait pratiquement cessé toute activité fédérative. En octobre, Hamlaoui Mekachera, ancien délégué interministériel à l'intégration, ancien président du Conseil national des Français musulmans, et Kamel Kabtane, secrétaire général de la mosquée de Lyon, en ont réuni les principaux membres et évincé son président Daïl Boubakeur. Ce dernier a lancé, samedi 5 décembre, une contre-offensive et réuni sept cents responsables proches de la Mosquée de Paris. MM. Mekachera et Kabtane ont bouclé cette séance qui a abouti à la désignation d'un nouveau bureau, présidé par... Daïl Boubakeur, secondé par un secrétaire général, Djelloul Seddik, son plus proche collaborateur à la Mosquée.

A Lyon, « catéchèse » musulmane et « engagement » citoyen

LYON
de notre envoyé spécial
Elles s'appellent Nadia, Fathia, Magda, Yamina, Neska, Zahra. Toutes françaises et musulmanes, membres de l'association Jeunesse musulmane française (JMF) de

REPORTAGE

« Ce n'est tout de même pas la famine. C'est la purification »

Pierre-Bénite (Rhône). Elles ne

sont pas volées et se disent prêtes à entrer dans le mois sacré : « Le ramadan, c'est tout de même pas la famine. C'est la purification ».

« Toutes ces histoires de Prophète, pour moi c'étaient les contes d'Andersen », sourit Magda. Leur initiation fut d'abord familiale et elles peinent encore à distinguer entre la tradition et la religion. D'où leur entrée dans cette association où Selim Issop, d'origine réunionnaise, leur sert à la fois de grand-frère, d'éducateur et de prédicateur lors des prières du vendredi. Il leur parle de l'histoire, du

droit musulman et traduit les exégèses. Il leur fournit les « fondements » pour les aider à répondre aux questions de l'environnement qui fait d'elles des « sœurs » ou des « saintes ». Ou des « végétariennes », parce qu'à la cantine elles ne prennent jamais de viande, par respect des interdits alimentaires.

C'est le climat de « liberté » qu'elles apprécient le plus dans cette « catéchèse ». « Nos parents ne vivaient leur islam qu'à la maison, comme un *edil*, comme le rêve d'un retour au pays d'origine. Aujourd'hui, nous vivons notre islam sans tabou et naturellement », dit Nadia. Volées ou non volées. « Notre rôle n'est pas de leur dire : vous portez le hijab ou on vous met à la porte de l'association », dit Selim Issop. Il est de leur donner les éléments d'un choix. Elles n'excluent pas de le porter un jour, mais n'aiment pas ces réunions de « sœurs » volées où elles se sentent comme des « intruses ». Elles sont totalement étrangères tant à l'islamisme qu'à cet islam « à la carte » qui cumule les cinq prières de la journée ou « *bricolé* » le ramadan.

JMF est une association qui « monte » à Pierre-Bénite. Le maître vient de lui confier la direction d'une sous-commission municipale où Selim Issop côtoie le directeur de l'OPAC, le commissaire de police, les responsables des transports. Elle est en lien avec les maisons de quartier, la commission H.2V Jeunesse, la MJC, les foyers de sans-abri, réalise un journal local et vient de réunir cinq cents personnes sur la laïcité avec Michel Mortneau, se-

crétaire national de la Ligue de l'enseignement.

D'autres associations lyonnaises - comme l'Aube à Vénissieux, Clarat dans le huitième arrondissement, Jeune action Gerland, Jeunes banlieues en mouvement à Décines, etc. - tentent de marier la formation religieuse et l'« engagement citoyen ». Cette double inspiration était déjà à la fondation, en 1988, de l'Union des jeunes musulmans, rue Notre-Dame à Lyon, près du centre-ville où la librairie Tawhid (Unité) ne désemplit pas. Entre les piles de cassettes audio ou vidéo, les rayons sont garnis de livres en français d'initiation à l'islam. Règles et rites spirituels du jeûne (Yacoub Roty), l'islam expliqué aux enfants (Ghulam Sarwan), l'invocation de Dieu (Cheikh Saïdek Charaf), sont quelques-uns des titres les plus demandés. Sans compter les jeux éducatifs ou les alphabets arabes. Les fournitures sont la dizaine de petits échantillons musulmans ou des maisons, telles que Soudan ou Albin Michel.

« Neuf livres sur dix n'étaient pas il y a dix ans, souligne le responsable des ventes. Il n'y avait que des ouvrages soufis, de très haute spiritualité, ou des livres d'érudition, mais rien à la portée du jeune des banlieues ou même de l'étudiant ». La librairie Tawhid, essaimée à Paris, à Montpellier, à Orange, à Saint-Étienne, etc., l'UJM pousse ses murs, ouvre des espaces de conférence, des bibliothèques, des vidéos et ne cesse d'ouvrir jusqu'à dans les pays francophones, comme la Côte d'Ivoire ou le Sénégal.

H. T.

A Barbès, rue Myrha, à quelques heures du début du « mois sacré »

Un avion qui décolle, une rangée de missiles en gros plan, un ambassadeur irakien assailli par une armée de journalistes. Sur l'écran de télévision installé à l'entrée d'un café de la rue Myrha, dans le dix-huitième arrondissement de Paris, les images sont en noir et blanc et les commentaires en arabe.

En attendant l'heure de la prière, une dizaine d'Algériens suivent attentivement les dernières nouvelles de la chaîne d'information continue Alin, dans une salle réduite au silence par les bombardements américains.

« C'est pas normal, commente enfin Hamidou, le patron du café. Les bombes, elles tombent toujours sur les innocents, sur un peuple à moitié mort à cause de l'embargo, et jamais sur le gouvernement irakien. On sait bien que Saddam est un criminel. Mais c'est toujours son peuple qui paye. » « L'Irak fait partie du monde musulman, et même quand il a tort, on voudrait qu'il ait raison, ajoute un client. Mais cette histoire ne tient pas debout. Les États-Unis se sont mis à dos toute la communauté musulmane parce que Bill Clinton avait un problème avec Monica Lewinsky et qu'il a préféré attirer l'atten-

tion sur l'Irak. » Autour des tasses de thé, tous sont du même avis. « L'Amérique gouverne le monde, résume Hamed, trente-six ans. Elle met le monde à ses pieds, surtout les pays arabes. »

SIMPLES FIDÈLES

Vers 18 h 30, le café se vide brusquement. A quelques mètres, sur le même trottoir, des dizaines d'hommes de tous les âges franchissent les uns après les autres la porte ouverte d'un local anonyme, où ils se déchaussent à l'abri des regards. Rien n'indique ici la présence d'une mosquée, à l'exception d'une double rangée de barrières empêchant tout stationnement devant la devanture métallique du lieu de culte. « Nous sommes de simples fidèles, précise Benali, un Algérien de cinquante ans. Des musulmans tolérants, des normaux, pas des islamistes ou des intégristes. »

Vingt minutes plus tard, les croyants ressortent en petits groupes, certains finissant de laver leurs souliers dans la rue.

Entre les bombardements sur l'Irak et les massacres en Algérie, les préparatifs du ramadan donnent au moins une occasion de se ré-

joindre à la communauté musulmane de Barbès. « Le ramadan, c'est la tolérance absolue, explique un fidèle. C'est le mois sacré des musulmans, l'occasion de faire la fête, de se regrouper, de manger ensemble, de savoir ce que c'est que la vie. » De faire une pause « entre deux rounds », comme l'explique Mohamed, un intellectuel algérien exilé en France, pour qui les bombes qui pleuvent sur Bagdad sont un « nouvel épisode d'un combat sans repos ». « Bombarder l'Irak pendant le mois sacré, ça ne va que renforcer la solidarité internationale vis-à-vis du peuple irakien », prévient-il.

A l'armement d'une communauté « blessée, blessée, meurtrie dans sa chair » par la guerre civile en Algérie, s'ajoute désormais la consternation devant « l'esquive machiavélique de Clinton », les « frappes chirurgicales qui ne font tomber que sur les civils » ou l'insistance des États-Unis à abattre « l'émergence d'un leader dans les pays arabes ». Des considérations que Mohamed entend reléguer « au second plan » pendant un mois.

Alexandre Garcia

Le « polici
défense deva

avant tu

Il avait tué un enfant tsigane lors d'un contrôle à la frontière

jeudi 17 et vendredi 18 décembre, devant la cour d'assises des Alpes-Maritimes pour « coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort ».

sans intention de la donner». En août 1995, il avait tué un enfant tsigane en tirant sur une voiture qui tentait de pénétrer en France.

congès-maladie, est très bien noté par sa biéharçaise, qui le juge « apte à des charges supérieures ».

Ce professionnel compétent est aussi un père de famille « adoré de ses trois filles », un ami apprécié de son entourage. Un exploitant agricole à la retraite, maire de Breil-sur-Roya pendant dix-neuf ans, affirme que « jamais [il] n'a eu à commettre de quelque chose de désagréable à son encontre ». Christian Carencio est pompier volontaire, il participe activement à l'Estocada, une grande reconstitution historique annuelle à Breil-sur-Roya. « C'est un homme très sympathique, attaché aux valeurs traditionnelles, sentimental et très audacieux », dit l'expert psychologue. « Un homme estimé et aimé de tous, un homme des vallées, paisible comme ces vallées, précise l'enquêteur de personnalité. Le dernier à qui cette histoire aurait dû arriver. »

Tessé dans le box, l'accusé, le cheveu grisonnant soigneusement peigné, ne dorme pas l'apparence d'un « cow-boy » exoté de la gâchette. Lympathique, il parle peu d'une voix faible, gardant sagement les mains posées l'une sur l'autre devant lui en répondant aux questions.

« J'AI LE PAIR »

« Quand j'ai vu arriver les deux véhicules, j'ai pensé qu'ils allaient s'arrêter au barrage, raconte-t-il. Ils ils ont été accéléré brusquement, je les ai presque vu arriver sur moi. J'ai eu un mouvement de recul et j'ai tiré une première fois. J'ai remarqué que mon arme était vide. C'est au moment où j'ai tiré. Quand il était à ma perpendicularité, j'ai tiré une dernière fois. Mais je n'ai pas tiré la quatrième balle, qui était engagée, car je n'en voyais pas l'utilité. La voiture s'éloignait. »

Christian Carasso affirme avoir agi en légitime défense : « J'ai eu peur, et la peur conditionne le réflexe ». Au cours de l'instruction, il avait d'ailleurs bénéficié d'un non-lieu, le juge estimant que les conditions de l'intervention de l'accusé et de son collègue « avaient répondu aux règles habituelles d'un contrôle policier sur la voie publique ». La chambre d'accusation en a jugé autrement : « L'acte de Christian Carasso n'est pas celui d'un homme qui, blessé mortellement le petit Todor, avait été effectué alors que le véhicule dans lequel se trouvait l'enfant « avait légèrement dépassé le fonctionnaire », qui dès lors n'était plus en état de légitime défense. Les débats devant la cour d'assises n'auront pas permis d'établir ce point.

Acacio Pereira

LE TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE LILLE a condamné, jeudi 17 décembre, Harlem Désir à dix-huit mois de prison avec sursis et 30 000 francs d'amende. L'ancien président de SOS-Racisme avait comparu le 5 novembre pour recel d'abus de confiance sous forme de salaires fictifs versés par l'Association régionale pour la formation et l'emploi des jeunes (Arfem, basée à Lille) en 1980 et 1987. Embauche en tant que « formateur permanent », il avait perçu un salaire mensuel brut de 10 500 francs. Hayne Bouadioua, l'ancienne vice-présidente de SOS-Racisme, qui lui avait succédé à ce poste de formateur entre 1988 et 1992, a été condamnée à la même peine. Les anciens président et directeur de l'Arfem, Jean-Claude Prouv et Patrick Declercq, poursuivis pour abus de confiance, ont été respectivement condamnés à dix-huit mois avec sursis et 30 000 francs d'amende et quinze mois avec sursis... (Corresp.)

SUCCÉDANT À ERNARD SAINT-GIRONS, ancien président de l'université Toulouse-III, André Legrand, président de l'université Paris-K (Nanterre), professeur de droit public et ancien directeur des lycées, puis des écoles au ministère de l'éducation nationale de 1983 à 1993, a été élu, jeudi 17 décembre, premier vice-président de la Conférence des présidents d'université (CPU). A ses côtés, Jean Brihault, président de l'université Rennes-II, et Gérard Binder, président de l'université de Bordeaux, ont été élus vice-présidents. Ils ont également été élus au fondement, renouvelé la commission permanente et les présidences de commission. M. Legrand a estimé « nécessaire de clarifier le débat sur les projets de Claude Allègre dans l'enseignement supérieur ».

■ Le texte du projet de réforme des parcours de formations universitaires, autrement dénommé système « 3,5 ou 6 » (bac +3, bac +5, bac +8), sera soumis, début janvier, au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (Cneser). Recevant l'intersyndicale des enseignants et des étudiants, jeudi 17 décembre, le cabinet de Claude Allègre a tenté d'apaiser les craintes formulées par le mouvement des étudiants en grève sur le schéma U3M et le plan social.

■ **MONACO** : les magistrats de la cour d'appel et du tribunal de première instance de la Principauté ont souligné « leur indépendance et impartialité » dans une motion signée le 14 décembre par douze de leurs treize membres. Evoquant des « attaques » véhiculées dans la presse, les signataires affirment « n'avoir jamais subi la moindre pression » des autorités monégasques. Plusieurs affaires de délinquance financière et de blanchiment d'argent survenues ces dernières années avaient attiré l'attention sur la Principauté. (Le Monde du 17 novembre).

■ **JUSTICE** : la cour d'appel de Paris a jugé, dans le dossier de recherche en paternité concernant la famille d'Yves Montand, qu'« *si l'on n'a pas le père d'Aurore Drossart* ». Informant un premier jugement rendu en 1994 déclarant qu'Yves Montand était le père d'Aurore, la cour a déboulé, jeudi 17 décembre, la jeune femme « *de toutes ses demandes* ». Le 6 novembre 1997, la cour avait décidé de faire procéder à l'exhumation de Montand pour obtenir la confirmation d'une précédente expertise. La mère d'Aurore, Anne Drossart, a annoncé un pourvoi en cassation.

■ Une perquisition au siège de la Banque de France a été conduite, jeudi 17 décembre, par le juge Jean-Pierre Zanotto, qui instruit le dossier du Crédit lyonnais. Révélée par *La Tribune* du 18 décembre et confirmée par un porte-parole de la Banque de France, cette perquisition a permis la saisie de documents concernant les comptes du Lyonnais entre 1990 et 1994.

A la suite de notre article rendant compte de la mise en liquidation judiciaire de l'étude du commissaire-priseur Guy Loudmer et de la société civile professionnelle (SCP) dont il était le gérant (Le Monde daté 13-14 décembre), nous avons reçu de M. Loudmer la mise au point suivante :

commissaires-priseurs au titre des garanties légales, d'une part, et d'instances en cours, d'autre part. Les décisions judiciaires que vous évoquez font d'ailleurs apparaître que ce passif n'est reconnu qu'à hauteur de 10 millions de francs par la SCP et 15 millions de francs par moi-même.

fraude fiscale et, d'autre part, qu'après une expertise comptable il n'existait aucun « trou » dans la comptabilité de l'étude, laquelle ne laisse apparaître aucune « disparition » de quelque montant que ce soit.

Enfin, vous avez cru nécessaire de rappeler les circonstances de ma mise en examen pour abus de confiance et avez à cœur de préciser que j'aurais fraudé le fisc pour un montant de 20 millions de francs et fait disparaître environ 100 millions de francs issus de la vente des tableaux appartenant aux époux Bourdon. Je vous prie d'informer vos lecteurs, d'une part, que je n'ai jamais été mis en examen pour

condamner-prisent de la SCP Loudmer, nous demande, de son côté, de préciser que les créances déclarées étant, « dans leur immense majorité, contestées, il convient d'attendre leur validation par voie judiciaire pour pouvoir apprécier le montant réel du passif ». M. Boscher rappelle que le tribunal a autorisé la poursuite d'activités de la SCP Loudmer jusqu'au 31 janvier 1999 et affirme que « tous les clients vendeurs seront bien évidemment payés ».

22 Le Monde ● Télévision ■ Radio ▼ Multimédia Dimanche 20 - Lundi 21 décembre 1990

Dans les collèges et les lycées, 6 % des heures de cours ne sont pas assurées

M. Allègre avait estimé que le taux d'absentéisme des enseignants dépassait 12 %

Deux rapports des inspections générales de l'éducation apportent un éclairage nouveau dans la controverse ouverte par le ministre

Claude Allègre sur les absences des enseignants. Selon ces documents, 6,13 % des heures dues aux élèves ne sont pas assurées. A la rentrée de

1997, le ministre avait dénoncé « 12 % d'absentéisme ». Les inspections préconisent une gestion des absences au niveau des établissements.

« JE PEUX dire que les chiffres que j'avais donnés étaient bien en-deçà de la réalité. Je ne donnerai pas les chiffres réels », Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, s'exprimait ainsi dans un entretien publié par *Le Monde* le 2 septembre, à propos des absences des enseignants. Dans une note adressée au conseil national du PS, le 10 novembre, le ministre précisait que si le mot « absentéisme », employé en 1997, avait « blessé (...), le rapport de l'inspection générale qui n'a pas été rendu public était au-delà même des propos de Claude Allègre ». Le ministre avait déclaré : « 12 % d'absentéisme c'est beaucoup trop ».

Deux rapports inédits, concernant « les absences des professeurs » et « les moyens du remplacement des enseignants du second degré » ont été remis au ministre par les deux inspections générales (IGAEN et IGEN), en février et en avril. Ils s'ajoutent à celui établi par le recteur Bloch, président de la table ronde « Pas de classe sans enseignant », révélé par *Le Monde*

(*Le Monde* du 30 janvier). Ce document montrait que 10 % des heures de cours n'étaient pas assurées dans le second degré. Au total, aucun des rapports ne fait état de chiffres égaux ou supérieurs à 12 %.

Les travaux des inspections concernant les absences des professeurs s'appuient sur une enquête menée dans 341 collèges, 230 lycées et 342 lycées professionnels, pendant la semaine du 12 au 17 janvier : une période où les convocations aux examens sont rares, loin des jours fériés « occasionnant des absences plus nombreuses » et hors conseils de classe, soit une estimation des absences sans aucun doute minorée. Les rapporteurs font observer que l'enquête n'allait pas de soi, les chefs d'établissement ayant exprimé « leur vive opposition à l'accès direct des corps d'inspection » à certains documents, notamment les carnets de correspondance.

Le constat sur les chiffres reste en-deçà des conclusions du rapport Bloch : 6 % des heures dues aux élèves ne sont pas assurées

par le professeur de la classe ou son remplaçant. Parmi elles, 1 % sont assurées immédiatement, ou reportées, 5 % sont des heures ni remplacées, ni reportées et considérées comme « perdues ». Mais au-delà de ce constat chiffré, c'est surtout les conditions dans lesquelles les absences sont relevées et les remplacements effectués qui ont retenu l'attention des inspecteurs.

REPORT DE COURS

Les données relatives aux absences sont « souvent disséminées dans plusieurs services ». De plus, la « faible qualification et la rotation rapide des personnels responsables du relevé des absences ne constituent pas les conditions de fiabilité attendues ». Les conditions dans lesquelles les familles sont informées des absences des professeurs laissent également à désirer : « l'usage du carnet de correspondance tend à disparaître dans les lycées ». L'annonce d'un report de cours est exceptionnelle : moins de 4 % des heures d'absences sont reportées. Quant au motif des ab-

sences, il est défini ainsi : 8 % sont des absences courtes, 45 % sont des congés-maladie, soit la cause principale. « Sur le terrain, les écarts entre les établissements peuvent être énormes. En cas d'abus, les contre-visites restent une ressource dont on n'use pas assez fermement », soulignent les inspections. Un tiers des absences est dû à la formation des enseignants, 3 % tiennent à des congés pour garde d'enfant malade, 8 % viennent des convocations de l'administration, 1 % des activités syndicales.

Les deux rapports soulignent que depuis le réemploi des maîtres-auxiliaires, l'administration est totalement démunie en matière de remplacements. Ils suggèrent de « faire admettre que le remplacement est l'affaire de tous et que tous les enseignants doivent y participer » et concluent que les absences de moins de quinze jours ou un mois « doivent pouvoir être gérées au niveau de l'établissement ».

Béatrice Gurrey

Un rapport dresse un bilan accablant des nuisances sonores

Un plan de résorption sur sept ans est préconisé

DEPUIS le vote de la loi du 31 décembre 1992 sur le bruit, rapports et bilans se succèdent et se ressemblent... sans résultats. Claude Lamure, ingénieur des Ponts, chargé le 24 mars par le ministre de l'environnement de faire l'inventaire des « points noirs » du bruit et de proposer une méthode de financement pour leur résorption, a remis jeudi 17 décembre à Dominique Voynet son rapport intitulé « La résorption des points noirs du bruit routier et ferroviaire ». Il dresse un état des lieux accablant. Quatre ans après le rapport de Bernard Serron, député (RPR) de l'Hérault, le bilan s'est alourdi. Alors que M. Serron estimait à 2 600 le nombre de sites où les habitants sont soumis à plus de 60 décibels plus de huit heures par jour — les fameux « points noirs » —, M. Lamure en a recensés 3 000, et évalue à 300 000 le nombre de Français qui souffrent de troubles du sommeil dus au bruit nocturne.

Le bilan des actions des pouvoirs publics n'est guère plus encourageant. Alors que le rapport Serron estimait à 9 milliards de francs les sommes nécessaires à la résorption des points d'abcs, en dix ans à peine 2 milliards ont été investis. Seuls 10 % des points noirs ont été traités. « Ce bilan reste bien faible à côté de l'immensité des besoins », constate M. Lamure. Dans la même période, les trafics routier et ferroviaire ont connu une progression importante, concernant en particulier les marchandises transportées de nuit. Pour dresser un tableau complet des nuisances, l'ingénieur a recensé toutes les situations critiques au voisinage des routes départementales, non inventoriées jusqu'à présent : cette fraction représente 25 % du nombre total des points noirs.

Quant au ferroviaire, il a été « presque oublié », la SNCF n'ayant pas les moyens d'investir dans ce domaine et l'Etat laissant faire.

Le rapport préconise un plan sur sept ans, prévoyant un investissement annuel de 1,5 milliard de francs à intégrer dans le XII^e Plan Etat-régions. Deux programmes prioritaires, l'un routier, l'autre ferroviaire, sont proposés. Le premier devrait traiter « en priorité absolue » 520 sites, appelés « super points noirs » — pour lesquels les ni-

veaux de bruit nocturne sont graves. Les autres devraient trouver une solution avant la fin du contrat de Plan, soit 2006.

Les traitements contre le bruit envisagés ne se limitent pas aux écrans acoustiques, isolations de façades et nouveaux revêtements de chaussée silencieux, jugés utiles mais insuffisants. Le rapport préconise des travaux plus ambitieux, comme les déviations routières, les couvertures de voie, la limitation de vitesse à 70 kilomètres à l'heure sur les grands axes proches des habitations, voire l'instauration d'un couvre-feu nocturne pour les poids lourds ou la destruction d'immeubles inutiles. Le deuxième programme, concernant 300 « super points noirs » touchant des voies ferrées — soit 55 000 logements — est estimé à 3 milliards de francs. Ils pourraient se résorber avec l'équipement des wagons en sabots de freinage en plastique aggloméré, estime M. Lamure.

LE LOT DES PAUVRES

Les investissements totaux s'élevant à plus de 10 milliards de francs, les collectivités locales sont appelées, chacune à son niveau d'intervention, à engager des crédits. Au cours du XI^e Plan, seules trois régions avaient créé une ligne budgétaire de lutte contre le bruit. Le rapport préconise aussi la création d'une nouvelle taxe sur le « bruit et la pollution des transports terrestres », comme il en existe déjà sur les bruits engendrés par les aéroports.

« Le bruit finit par être le lot des pauvres, qui n'ont pas les moyens d'habiter dans une zone calme. Si le gouvernement n'arrive pas à dégager des ressources, on en sera encore là dans dix ans. Il est urgent d'agir, c'est une question de justice sociale », plaide Claude Lamure. Dominique Voynet en est consciente : la ministre a déclaré, jeudi 17 décembre, lors de la clôture des Assises de l'environnement sonore à Paris, qu'elle allait « prochainement » présenter des « orientations visant à financer une politique ambitieuse de rattrapage ». Une taxe bruit pourrait être proposée dans le prochain projet loi de finances, en application du « principe du pollueur payeur ».

Sylvia Zappi

L'EXPRESS

Le magazine

La lumière

SPECIAL

L'autre Amérique

Une nouvelle ère politique

"GRAND JURY"

RTL-Le Monde- 30

LOUIS VIANNET

ANIMÉ PAR JEAN-PIERRE DEFRAIN

AVEC PATRICK JARREAU (LE MONDE) ET PIERRE-LUC SÉGUILLON (LCI)

DIMANCHE 18 H 30

RTL

Ration

De nombreux é
sont en danger

Le Lot-et-Garonne est en danger. Les habitants de ce département sont confrontés à une situation de crise. Les services publics sont en panne, les écoles sont fermées, les hôpitaux sont saturés. Les habitants sont obligés de se débrouiller seuls. C'est une situation intolérable.

M. Kouchi les logiques

M. Kouchi, ministre de l'Intérieur, a déclaré que les logiques de la sécurité doivent primer sur toutes les autres. Il a souligné que la sécurité est une condition sine qua non pour le développement d'un pays. Il a également souligné que la sécurité est une responsabilité de tous.

Le ministre de l'Intérieur a également souligné que la sécurité est une condition sine qua non pour le développement d'un pays. Il a souligné que la sécurité est une responsabilité de tous.

Le Lot-et-Garonne se disputent l'im

Le Lot-et-Garonne se disputent l'im. Les habitants de ce département sont confrontés à une situation de crise. Les services publics sont en panne, les écoles sont fermées, les hôpitaux sont saturés. Les habitants sont obligés de se débrouiller seuls. C'est une situation intolérable.

RÉGIONS

LE MONDE / SAMEDI 19 DÉCEMBRE 1998

Rationalisation de la carte hospitalière : 330 opérations en cours

De nombreux établissements sont touchés par des projets de fusion, de transfert d'activités ou de reconversion. Ces évolutions suscitent des craintes, principalement dans les petites villes, où l'hôpital est souvent le premier employeur. Dans le Morbihan, Auray refuse de sacrifier sa maternité

AURAY (Morbihan)
de notre correspondante régionale
« Allez donc voir la dame du 22 ! Elle avait une grossesse à risque, elle a accouché à Auray, et elle est toujours vivante. » L'infirmier, rageur, s'éclipse. A son tour, la surveillante de la maternité, tout en parcourant son domaine, énumère d'une voix lasse les arguments en faveur du maintien du service d'obstétrique de l'hôpital du Pratel à Auray (Morbihan). « Nous avons tout ce qu'il faut ici : deux salles d'accouchement, dont une très récente, un chariot de réanimation et une couveuse tout neufs. Nous avons les médecins, l'anesthésiste, le personnel soignant

et les patientes... » Plus de 500 femmes ont accouché ici en 1997, largement plus que le chiffre de 300 fixé par le ministère de la Santé, au-dessous duquel une maternité doit fermer ses portes. « Nous ne menons pas un combat d'arrière-garde. Nous défendons notre maternité parce qu'elle est viable », tranche Jean-Baptiste Hary, surveillant en radiologie et responsable syndical FO. Pourtant, un projet de structure intercommunale entre l'hôpital Chubert de Vannes et le Pratel d'Auray prévoit bien le regroupement de la maternité et des urgences de nuit à Vannes.

« En termes de performance, le

Pratel est quinzisième et bon dernier en Bretagne », se désole le maire (PC) d'Auray, Michel Le Scourac. L'hôpital, construit au début des années 70, traîne depuis dix ans un déficit de près de 30 millions. « Cette situation ne pouvait pas durer », explique Yvette Berger, directrice de l'Agence régionale d'hospitalisation (ARH), qui rappelle que des rumeurs sur « le fonctionnement médical peu performant de l'hôpital » ont toujours circulé. La faible distance (20 kilomètres) qui sépare Auray (10 000 habitants) de Vannes (50 000 habitants) rendait possible le regroupement. Les modalités de ce projet, lancé il y a plus de trois ans, sont discutées au sein d'un comité de pilotage qui réunit directions, représentants des équipes médicales et des syndicats des deux établissements. « Nous sommes favorables à la complémentarité entre les deux hôpitaux », précise Christiane Le Bozec, infirmière et responsable CGT à Auray. « Les services doivent absolument être réorganisés, mais pas dans n'importe quelles conditions. » Pas question, pour lui, pas plus que pour les autres membres de l'intersyndicale (CGT,

CFDT, FO) des hôpitaux de Vannes et d'Auray, de suivre les propositions du comité de pilotage et de sacrifier la maternité.

« USINES À BÉBÉS »

« Il faut conserver des maternités à taille humaine », plaide Jacqueline Vidal-Buyer, sage-femme au Pratel : « Lors d'un accouchement, la présence humaine est aussi importante que la technique ». La surveillante du service condamne également ce qu'elle appelle les « usines à bébés ». « Dans les grandes maternités, on déclenche les femmes le matin, et il faut qu'elles accouchent avant 6 heures du soir. Nous ne fonctionnons pas comme ça. Un accouchement, ce n'est pas seulement sortir un bébé. C'est un événement pour lequel il faut prendre du temps. » « J'ai exercé dans d'autres maternités, et je peux vous dire qu'ici les femmes sont vraiment contentes », affirme Jacqueline Vidal-Buyer. Les membres de l'intersyndicale attirent aussi l'attention sur la distance qui sépare les deux hôpitaux. Vingt kilomètres seulement entre Auray et Vannes, mais les patientes peuvent aussi venir de

Carnac, ou de Quiberon. « Il y a déjà eu des accouchements dans les ambulances qui emmenaient les parturientes à l'hôpital », raconte Christian Le Bozec.

Certains choisissent déjà de se faire hospitaliser à Vannes, alors qu'ils habitent plus près d'Auray », répond Yvette Berger, pour qui « les meilleures conditions de sécurité ne sont pas réunies au Pratel ». Elle ajoute que seuls les accouchements seront transférés sur Vannes, où plus de 1 500 actes sont pratiqués chaque année. Le suivi de la grossesse et les services de périnatalité resteront au Pratel. « Les femmes, leur mari et leur famille peuvent très bien se déplacer quelques jours pour un accouchement. »

Pour l'intersyndicale et le comité de défense de l'hôpital, monté en catastrophe sous l'égide de l'union locale CGT d'Auray, il n'est pas question de céder au « chantage au déficit exercé par l'Agence régionale d'hospitalisation ». « On nous propose de faire venir le service de chirurgie orthopédique à Auray, en échange de la perte de la maternité et des urgences de nuit, mais nous ne vou-

lons pas faire de troc », tempête Christian Le Bozec. Le comité de soutien du Pratel a réuni en quelques jours 6 000 signatures d'habitants favorables au maintien de la maternité et des urgences à Auray. « Nous voulons mettre les responsables du désastre financier du Pratel face à leurs responsabilités », continue Christian Le Bozec, pour qui « l'administration a laissé le déficit se creuser afin de pouvoir le rayer de la carte, ou le transformer en annexe de Vannes. » En 1997, un audit commandé par l'Agence régionale d'hospitalisation avait conclu à une « lourde responsabilité » de la direction de l'époque dans la situation financière de l'établissement. « Nous voulons simplement que les recherches aillent plus loin, et qu'on ne nous fasse pas payer les erreurs passées. » Le comité de soutien du Pratel tente de retarder les échéances. Les conseils d'administration des deux hôpitaux doivent se prononcer en janvier 1999 sur les modalités de la fusion pour une mise en œuvre prévue le 1^{er} janvier.

Gaëlle Dupont

M. Kouchner contre les « logiques de citadelles »

DEPUIS plusieurs années, les gouvernements successifs s'emploient, avec plus ou moins de volontarisme politique, à rationaliser la carte hospitalière française : quelque 330 opérations de rapprochement ou de transfert d'activités sont en cours aujourd'hui sur l'ensemble du territoire (qui compte 3 378 établissements, 1 071 publics, 2 717 privés).

Ce mouvement d'ampleur vise, selon le gouvernement de M. Jospin, à prendre en considération les évolutions des techniques médicales, à intégrer les courbes de la démographie, à contribuer à la maîtrise des dépenses de santé, tout en assurant l'égalité d'accès aux soins. Dans « un souci de transparence », le secrétariat d'Etat à la Santé de Bernard Kouchner a rendu publics, jeudi 17 décembre, les cartes régionales de ces actions.

DE UN À CINQ ANS.

Cette vaste recomposition se traduira par différentes formules : fusions juridiques ou création d'établissements intercommunaux, mise en place de communautés d'établissements, ou transferts d'activités. L'échéancier de ces opérations varie, selon leur importance, de un à cinq ans. Le document publié par le secrétariat à la Santé n'intègre pas les futures reconfigurations qui pourraient être retenues dans le cadre des nouveaux schémas régionaux d'organisation sanitaire (SROS) actuellement en discussion. « Faire en sorte que la carte hospitalière réponde aux besoins est un processus continu », explique-t-on chez M. Kouchner, où l'on rappelle que le gouvernement entend aussi réduire les inégalités hospitalières, parfois flagrantes, entre les régions. En 1999, pour la deuxième année consécutive, la hausse des crédits consacrés aux hôpitaux (265,3 mil-

liards de francs) sera répartie de façon à compenser le retard accumulé dans certaines régions, comme le Nord-Pas-de-Calais (Le Monde date 29-30 novembre).

Sur le terrain, et principalement dans les petites villes, ces perspectives suscitent inquiétudes et polémiques. Ni les élus, ni les salariés, ni les usagers n'acceptent de voir le principal employeur de la commune visé par la fermeture d'un service ou par un rapprochement avec un établissement voisin. Les exemples de forte mobilisation contre la fermeture de maternités à Bitche (Moselle), à La Mure (Isère), à Pithiviers (Loiret), ou plus récemment à Decazeville (Aveyron), voire à Auray (Morbihan) montrent combien le sujet est sensible. M. Kouchner devait s'employer, vendredi, à expliquer le sens de la démarche gouvernementale, devant l'Association des petites villes de France (APVF) qui réunit un colloque à Châteaubriant (Loire-Atlantique) sur le thème des « hôpitaux de proximité ».

Le secrétaire d'Etat devait insister sur la volonté du gouvernement de « ne pas étrangler les petits établissements » tout en « déplorant que, trop souvent, ceux-ci s'engagent dans des logiques de citadelles ». A ces élus, M. Kouchner veut expliquer que « l'hôpital n'est pas un instrument de la politique d'aménagement du territoire, mais que l'aménagement du territoire doit contribuer à développer l'ensemble des moyens nécessaires pour assurer l'égal accès à des soins de qualité », via les réseaux des soins, les communautés d'établissements ou les groupements de coopération sanitaires. « Ce n'est ni un discours de la facilité, convient M. Kouchner, ni un discours de la fatalité. »

Bruno Caussé

Le Lot-et-Garonne et les Landes se disputent l'imagerie médicale

AGEN
de notre correspondant
Le onzième appareil d'imagerie par résonance magnétique (IRM) dévot à l'Aquitaine ira-t-il aux Lot-et-Garonnais ou aux Landais ? Le choix ministériel de permettre à certaines zones sanitaires non équipées de faire des demandes d'implantation d'IRM place les communautés médicales de ces départements face à face. Ce sont les derniers d'Aquitaine encore dépourvus de cette technologie très performante pour l'exploration de nombreuses affections du cerveau comme des cancers de la colonne vertébrale ou des membres.

Lot-et-Garonne et Landes ont mesuré tout l'intérêt en termes de santé, d'image et d'aménagement du territoire d'un tel outil. Tous deux postulent auprès de l'Agence régionale d'hospitalisation pour l'obtenir. Mais chacun avec ses spécificités. A Mont-de-Marsan, le secteur public hospitalier domine. Avec pour partenaire une série d'établissements privés que les médecins continuent de gérer. Rapidement, l'idée d'un dossier commun a forgé le consensus et le projet est né d'ins-

taller une IRM mobile entre Dax et Mont-de-Marsan.

Originaux, les Lot-et-Garonnais le sont aussi à leur façon. Ce n'est en effet pas un mais deux dossiers qui ont été déposés auprès de l'Agence. L'un par l'hôpital d'Agen, l'autre par le puissant groupe privé Harpin, propriétaire des cliniques agennaises. C'est l'illustration d'une rivalité vive entre secteurs public et privé. Mais le département n'a aucune chance d'obtenir l'IRM sans un projet médical défendu en commun.

Reste le site d'implantation. Les libéraux plaident pour le choix d'une clinique agennaise du groupe Harpin, ou d'un « site neutre ». Les médecins de l'hôpital, fortement représentés au sein du Collectif pour l'IRM à l'hôpital d'Agen, avancent la légitimité du service public. En Aquitaine, seuls les Landes et le Lot-et-Garonne sont tenus éloignés de l'imagerie par résonance magnétique, les patients étant contraints d'aller passer à Pau, Bayonne ou Bordeaux les examens prescrits. C'est fin janvier que le gouvernement tranchera sur le lieu d'implantation.

Alain Babaud

Dior

DOLCE VITA
l'esprit du bonheur

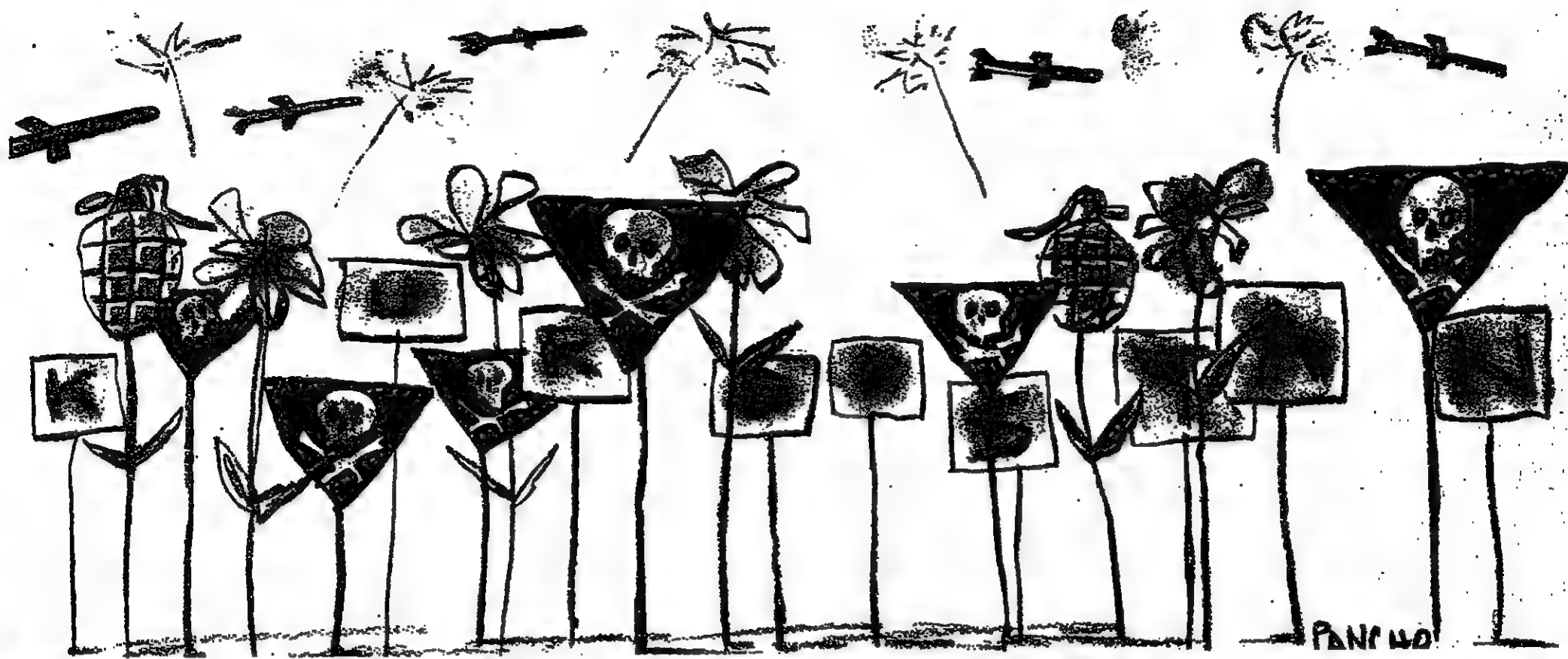
rapport dresse
bilan accablant
puissances sonores

GRAND JURY
Le Monde-ECI

LOUIS
ANNE

RTL

Le sanctuaire du Kurdistan irakien



DEPUIS le début de l'opération « Renard du désert », mercredi 16 décembre, les frappes militaires épargnent le Kurdistan irakien, qui continue de vivre au rythme de sa reconstruction. A Bagdad, on détruit, ici on relève.

Devant les galettes de pain, le riz blanc, le ragout de légumes et les petits verres de thé sucré, Hussein Salman reçoit, assis en tailleur sur un sol fraîchement cimenté. Autour de sa nouvelle demeure, le village de Perdaoud, « Vieux David » en kurde, renaît des souvenirs. Une trentaine de cubes ocres s'élèvent déjà. Il y a encore huit mois, il n'y avait rien d'autre ici que les blessures profondes laissées à la terre par les engins de terrassement qui avaient tout rasé.

C'était en 1987, Bagdad faisait payer au Kurdistan irakien la trahison de l'alliance avec l'ennemi iranien, au plus fort de la première guerre du Golfe. Après le martyre du village de Halhabia, gazé, des centaines de villages avaient été rasés et leurs habitants déportés dans des lotissements collectifs. Lorsqu'ils n'avaient pas disparu... Quatre ans plus tard, en 1991, les blindés revenaient semer la mort au lendemain d'une insurrection ratée. Bagdad venait d'être défait par la coalition dirigée par les États-Unis. Les Kurdes avaient cru pouvoir profiter de l'occasion, mais les vainqueurs de Saddam Hussein au Koweït allaient assister, l'arme au pied, à la répression et à l'exode tragique de centaines de milliers de personnes.

Placés bien tardivement sous la protection des Nations unies, les Kurdes irakiens n'étaient pas au bout de leurs souffrances. Manipulés par les voisins turcs, iraniens et irakiens, leurs deux principaux partis, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), allaient ensuite longuement s'entre-déchirer pour de sordides questions de pouvoir, et surtout d'argent. Jusqu'à l'accord de paix conclu en septembre à Washington.

Le peuple martyr devenu peuple désespérant en a-t-il terminé avec cette interminable décennie de gazages, de morts et de populations déplacées ? A la faveur d'une heureuse conjoncture, le Kurdistan irakien a reçu son printemps cet automne, au moment où Bagdad redécouvrait les crises avec les Nations unies et, finalement, les bombardements. Le voici un peu moins dépeuplé et surtout provisoirement en paix avec lui-même.

Depuis longtemps déjà, dans la capitale irakienne, la rumeur était

Placés sous la protection des Nations unies – omniprésentes sur le terrain –, les Kurdes irakiens ont moins souffert de l'embargo imposé au régime de Saddam Hussein. Mais l'accord intervenu en septembre entre les deux principaux partis kurdes irakiens pour mettre fin à leur guerre civile n'a pas stoppé l'exode de populations exténuées par des années de terreur

Insistante : là-haut, « au nord », on vivait désormais mieux, ou moins mal, qu'au centre et au sud, dans les territoires effectivement contrôlés par les autorités centrales. Les frappes de missiles de croisière apportent aujourd'hui une preuve définitive et tragique.

Les études de l'Unicef parlent aussi d'elles-mêmes : les taux de malnutrition enregistrés auprès des enfants de moins de cinq ans sont bien moins élevés dans les trois gouvernorats « autonomes » du Kurdistan irakien, Dohouk, Erbil et Souleymanieh, que partout ailleurs en Irak. Les courbes sont d'ailleurs inverses : depuis 1991, la situation n'a fait que se dégrader au centre et au sud. Au nord, au contraire, depuis 1994, date des premières mesures, les résul-

saute aux yeux dans le Nord. « Il y a au Kurdistan une nouvelle pollution, plaisante Mohammed, qui vit à Erbil. Regardez tous ces panneaux bleus, au bord des routes ! » Unesco, Unicef, Habitat, PAM (Programme alimentaire mondial), HCR, les agences onusiennes sont omniprésentes. Ou bâti, on restaure, on développe, on approvisionne, on éduque... et on le fait savoir.

La reconstruction des villages rasés est sans doute l'œuvre la plus symbolique. A Faizawa, comme à Perdaoud, il ne restait plus rien d'autre que le cimetière, perché sur un petit tertre à l'écart des maisons. Les cubes de torchis recouvert de terre battue émergent au milieu des gravats laissés par les bulldozers. La résurrection est d'autant plus signi-

mines de la guerre avec l'Irak, des mines installées par les peshmergas kurdes pour se protéger des troupes irakiennes, et des mines posées par des peshmergas rivaux de l'UPK ou du PDK... » Près de 2 500 personnes ont déjà été tuées par ces engins, le plus souvent d'origine italienne, depuis 1991.

Une centaine d'hommes patientent aux portes du vieux fort construit en leur temps par les Britanniques au milieu des montagnes. En embauche, et le tarif en vigueur : 150 dollars par mois, est sacrément attractif. « Nous essayons au maximum de "nationaliser" le déminage, parce que, si on s'en tient aux seuls secteurs connus, il faudrait sans doute des centaines d'années pour débarrasser entièrement le Nord de ces engins », poursuit David Bax en montrant du doigt une vaste carte piquetée d'innombrables points rouges.

A une heure de voiture du fort, les chiens chargés du repérage des mines prennent un peu de repos, dans une zone délimitée au cordeau. Il y a là six bergers allemands, des « anciens » de l'Angola, du Mozambique et de Bosnie. Mais les chiens kurdes, testés, montrent également de bonnes dispositions. Au loin, une explosion retentit. « Ce n'est rien, ce ne sont que des pêcheurs à la grenade », précise un instructeur australien. Diyana rend philosophe ce spécialiste qui ne compte plus les incursions inopinées de paysans dans les zones à risques. « Ils courent à travers les champs de mines pour aller plus vite ! Heureusement, nous n'avons pas eu un seul problème pour le moment », poursuit-il.

Depuis peu, le Kurdistan politique est à l'unisson de cette restauration. Après quatre années de brouilles, le PDK et l'UPK ont renoué les liens. L'accord de septembre obtenu sous la pression américaine devrait permettre de reprendre un processus interrompu en 1994. De grandes promesses ont été faites : les institutions politiques créées en 1992 sous le couvert de la protection internationale devraient enfin voir le jour. La question sur la répartition des recettes douanières de la frontière avec la Turquie, dans une zone tenue historique-

ment par le PDK, alors que le bastion de l'UPK se trouve à l'est, du côté de la frontière iranienne, devrait également être réglée.

A Salaheddine, chef haut perché du PDK, au nord d'Erbil, Sami Abdel Rahman, chef du bureau politique du parti de Massoud Barzani, veut faire la preuve de la bonne foi de son parti et de celle de l'UPK. « Les signes positifs ne manquent pas, assure-t-il. Nous collaborons déjà dans de nombreux comités de suivi. » Cette occasion est historique, compte tenu du parrainage américain, poursuit-il. Il était temps, car nous avions un problème d'image à l'extérieur.

A Souleymanieh, capitale de l'UPK de Jalal Talabani, Sadi Fiera, « ministre » des affaires humanitaires, fait lui aussi amende honorable : « En matière d'erreurs, on a tout fait en quatre ans, on a perdu beaucoup d'âmes. Maintenant, tout le monde a compris qu'on ne s'en sortira que si nous sommes unis. » La question kurde est sortie de la lampe d'Aladin, et personne ne pourra la fuir rentrer », ajoute-t-il. Malgré les crises et les drames, les liens n'ont jamais été totalement coupés avec Bagdad, et les Kurdes se gardent bien de réagir trop ouvertement aux discours américains prônant désormais le renversement du régime. Les Kurdes ne sont pas disposés non plus à accueillir comme par le passé les groupes d'opposants entraînés par les services américains. La débâcle pitoyable qui avait accompagné l'offensive du PDK, soutenue par Bagdad en septembre 1996, est encore dans toutes les mémoires.

Loins des grandes manœuvres rêvées par la Maison Blanche, les Kurdes veulent simplement croire aux proclamations de bonne volonté du PDK et de l'UPK. « La grande leçon de la dernière guerre civile, c'est d'avoir démontré aux deux partis qu'ils ne pouvaient espérer l'emporter l'un sur l'autre et qu'ils devaient obligatoirement coopérer », assure l'un d'entre eux. Ce printemps durera-t-il plus qu'une saison ? La paix kurde reste fragile. Les gouvernorats du Nord profitent de la résolution « Pétrole contre nourriture », mais qu'advient-il si la formule est

remise en cause par les bombardements ? Faudra-t-il également pérenniser la zone de sécurité en vigueur dans le Nord, ce qui revient à remettre en question la souveraineté de Bagdad à l'intérieur de ses frontières ? L'accord conclu en septembre entre l'UPK et le PDK réaffirme des aspirations fédéralistes que le gouvernement central n'a toujours pas acceptées. Au demeurant, la politique de Bagdad à l'égard des Kurdes ne change guère. Au sud de Souleymanieh, des familles chassées de Kirkouk continuent de s'entasser dans le camp de toile de Kanishyhan, sans eau ni électricité. Un exemple parmi d'autres de l'arabisation des zones sous contrôle du gouvernement central irakien, dont la presse kurde dresse quotidiennement la chronique.

La frontière avec la Turquie reste par ailleurs toujours aussi chaude. Sanctuaire des troupes du Parti turc des travailleurs du Kurdistan (PKK) en lutte contre Ankara, le Nord du Kurdistan irakien est l'objet d'incursions répétées de l'armée régulière turque. L'accord conclu entre la Turquie et la Syrie, accusée elle aussi d'héberger des rebelles, a encore réduit les capacités de replis du PKK.

L'histoire édifiante de l'école de Sharistan, près d'Erbil, rasée et reconstruite quatre fois en dix ans, force également à la circonspection. Les panneaux bleus des agences des Nations unies, pas plus que les discours et les accords kurdes, ne modifieront d'un coup une société militarisée et un pays encore quadrillé par les multiples check-points tenus par les armées belligères du PDK et de l'UPK. Les fanions de couleur qui marquent les territoires, jaunes pour les troupes de Jalal Talabani, verts pour celles de Massoud Barzani, évoquent plus les biefs de seigneurs de guerre que les partis de gouvernement qu'ils prétendent devenir. A en croire certains observateurs des Nations unies, l'économie de la reconstruction et l'aide alimentaire se trouvent elles aussi souvent placées sous la coupe des deux clans, qui en tirent grand profit.

Un seul point commun rapproche aujourd'hui le sanctuaire du Nord des gouvernorats bombardés du centre et du sud de l'Irak. La même obsession a, en effet, saisi des populations exténuées par tant d'années de souffrances, de guerres et de morts : fuir. Les centaines d'immigrés clandestins arrêtés continuellement aux portes de l'Europe en témoignent : entre les blessures d'hier et les promesses pour demain, les Kurdes irakiens votent déjà depuis longtemps avec leurs pieds.

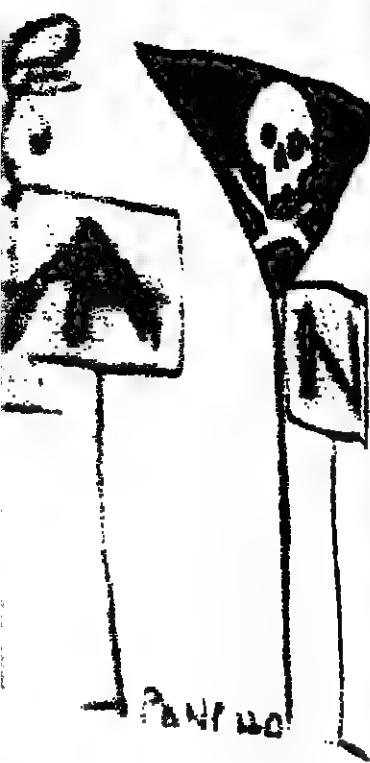
Gilles Paris
Dessin : Pancho.

UN
PASS
POUR
N

La SNCF
nombreuse
Nous avons
lorsque c'é
Nous voul
des fêtes d
Du 19 au 2
un passap
pourez vo
Vous pourr
ces 8 jours
Au nom de
moi-même

A NOUS

irakien



ont
de
mbre
pour
de de
UT

UN PASSEPORT TER POUR NOËL

La SNCF vient de traverser un conflit social qui a gêné la clientèle TER dans de nombreuses régions.

Nous avons prolongé la validité des abonnements de travail, scolaires et étudiants lorsque c'était nécessaire.

Nous voulons maintenant faciliter les déplacements locaux de chacun, à l'occasion des fêtes de Noël.

Du 19 au 26 décembre inclus, dans chaque région, la SNCF met à votre disposition un passeport TER. Pour seulement 20F par jour et 10F pour vos enfants, vous pourrez voyager librement toute une journée sur le réseau TER de votre région. Vous pourrez renouveler cet achat autant de fois que vous le souhaitez pendant ces 8 jours.

Au nom de la SNCF, les directeurs régionaux TER, l'ensemble des personnels et moi-même vous souhaitons un joyeux Noël et de bonnes fêtes de fin d'année.

Louis Gallois.
Président de la SNCF

À NOUS DE VOUS FAIRE PRÉFÉRER LE TRAIN.

SNCF

الجزيرة

Rwanda : après la France, l'ONU ? par Alain Destexhe

Si la Belgique et la France ont accepté, non sans réticences, de procéder à un examen de conscience dans la tragédie du Rwanda, l'ONU et les États-Unis refusent toujours toute analyse critique de leur rôle dans le troisième génocide incontestable du XX^e siècle.

Un an après la commission d'enquête du Sénat belge, la mission d'information des députés français vient de remettre son rapport. Les sénateurs avaient établi la responsabilité du gouvernement belge à la fois dans le traitement déficient de l'information avant le génocide et dans le retrait unilatéral des troupes belges après le début des massacres. Les députés ont produit un texte fort que nul n'osait espérer il y a un an à peine. Il y a cependant au cœur du rapport une contradiction fondamentale : on ne peut souligner « la sous-estimation (par la France) du caractère autoritaire, ethnique et raciste » du régime rwandais responsable du génocide et s'interroger sur « une présence militaire à la limite de l'engagement direct » tout en exonérant la France de toute responsabilité dans le génocide. Après 1990, le régime de Habyarimana aurait-il pu survivre sans l'aide de la France ?

Mais, même si l'échec à décrire les circuits de décisions et les responsabilités au sein du pouvoir en France, le rapport de la mission

d'information va cependant plus loin que l'enquête belge en ce qui concerne les États-Unis et l'ONU, accusée de « carences, d'erreurs et de fautes ». Une complicité tacite unit désormais ces deux acteurs-clés de la tragédie rwandaise dans le refus de toute enquête sur leur rôle. Madeleine Albright, la secrétaire d'État, était à l'époque l'ambassadrice aux Nations unies d'une administration américaine qui interdisait à ses représentants l'emploi du terme génocide pour qualifier les tueries du Rwanda. Et en qualité de directeur du département des opérations de maintien de la paix, Kofi Annan avait la responsabilité directe de la Minuar, la Mission d'interposition des Nations unies au Rwanda.

L'attitude de ce dernier n'est pas sans rappeler les réticences des gouvernements belge et français lorsqu'ils ont été confrontés à des accusations précises. Pendant près d'un an, après la fin du génocide, le secrétariat a soigneusement dissimulé les informations dont il disposait sur la préparation des massacres, notamment la note du 11 janvier 1994 qui mentionne la possibilité de tuer mille Tutsis toutes les vingt minutes. Par la suite, face à l'évidence, Kofi Annan a choisi soit de minimiser l'importance de ces avertissements, soit d'évacuer la responsabilité vers le Conseil de sécurité.

Le secrétariat de l'ONU n'aurait-il d'autre attitude et volonté que celle

que lui confèrent les États qui la composent, au premier rang desquels les cinq membres du Conseil de sécurité ? Cette interprétation est erronée, en général comme dans le cas du Rwanda. En général, parce que le secrétaire général de l'ONU n'est pas un simple exécutant du Conseil de sécurité.

Il est aussi une autorité politique et morale, dépositaire notamment de l'ensemble des textes internationaux en matière de droits de l'homme, y compris la trop méconnue Convention sur la prévention et la répression du génocide, qui vient, elle aussi, de fêter discrètement ses cinquante ans. Dans la tragédie rwandaise, outre l'interdiction d'agir qui a été signifiée en janvier 1994 au général Dallaire, le commandant de la Minuar à Kigali, par Kofi Annan, ce dernier et son supérieur Boutros-Ghali avaient au moins deux autres options.

La première consistait à informer officiellement le Conseil de sécurité, ce qui n'a pas été fait, la seconde à rendre publiques ces informations alarmantes : cette dernière démarche aurait pu changer le cours de l'histoire. Et comment, à la lumière de ce qu'ils savaient depuis le mois de janvier, expliquer leur attitude lorsque le génocide a commencé le 7 avril ?

Au plus haut niveau politique, la responsabilité signifiée fait des choix, prendre des décisions et en assumer les conséquences. Assu-

mer, c'est rendre des comptes. Il peut y avoir des responsabilités sans qu'il y ait nécessairement une faute : c'est ce qu'il appartient de déterminer au sein de l'ONU. Dans la catastrophe du Rwanda, on assiste en permanence à un glissement de la responsabilité individuelle vers la responsabilité collective. Ce ne serait ni l'Elysée, ni Matignon, ni le Quai d'Orsay qui serait responsable, mais la France. Ce ne serait ni le gouvernement français ni le belge, mais l'ONU. Ce

surtout l'état d'esprit qui, à New York, ont permis d'ignorer ou de minimiser des informations crédibles qui prédisaient l'extermination de tous les Tutsis ? Ensuite, pour rétablir la légitimité morale du secrétaire général, Est-il crédible de proclamer récemment dans la presse du monde entier, dont *Le Monde* (nos éditions du 9 décembre), que les droits de l'homme sont la « trame de notre existence », alors que l'on était le responsable d'une force de 2 500 « casques

bleus » ?

En mai, au Rwanda, le secrétaire général affirmait que « le monde avait manqué à ses devoirs », mais que « l'ONU avait fait de son mieux ». Après les conclusions des députés français et une récente enquête de la BBC qui va dans le même sens, cette langue de bois n'est plus tenable. S'il revient au Congrès américain de mener une investigation sur l'attitude de l'administration Clinton, en l'absence de tout contrôle démocratique de l'ONU, Kofi Annan devrait prendre, de lui-même, l'initiative de nommer une commission de personnalités reconnues pour leur indépendance qui pourrait notamment avoir accès à toute la correspondance de l'ONU en 1994.

Dans *Le Monde* du 9 décembre, Kofi Annan écrivait : « Les peuples du monde ont un sens de plus en plus aigu des responsabilités qu'ils ont les uns envers les autres ». Relèver les écarts entre le discours et la réalité n'est pas un exercice gratuit. En démocratie, c'est une nécessité absolue. Si Kofi Annan refuse cette enquête, il terminera, certes, sans encombre son mandat. Mais il risque d'entrer dans l'Histoire, non seulement comme un de ceux qui avaient la possibilité de s'opposer à ce génocide et qui n'ont même pas essayé, mais aussi comme celui qui n'aura pas permis à l'ONU de faire l'examen de conscience indispensable pour restaurer sa crédibilité.

Après les conclusions des députés français et une récente enquête de la BBC qui va dans le même sens, la langue de bois du secrétaire général des Nations unies n'est plus tenable

ne serait ni Kofi Annan ni Boutros-Ghali, mais le Conseil de sécurité. Or la responsabilité collective n'existe pas : même lors des décisions collectives, les responsabilités restent individuelles et identifiables.

Une enquête au sein de l'ONU s'impose non seulement afin d'établir les faits, mais aussi pour l'avenir de l'ONU. Tout d'abord, afin de rétablir le crédit politique de l'ONU, notamment en Afrique centrale. Comment continuer à donner des leçons en matière de droits de l'homme aux États de la région tout en refusant de reconnaître sa propre défaillance ? Quelle initiative l'ONU peut-elle prendre aujourd'hui dans la crise du Congo sans susciter une profonde suspicion ?

Au début de l'année, le secrétariat réagissait à l'enquête belge en affirmant qu'« il n'y avait pas eu de dysfonctionnement au sein de la mission » qui est restée l'arme au pied lorsque le premier génocide depuis que l'ONU existe a commencé ? Le premier droit de l'homme n'est-il pas le droit à la vie ? Enfin, afin de rétablir le crédit politique de l'ONU, notamment en Afrique centrale. Comment continuer à donner des leçons en matière de droits de l'homme aux États de la région tout en refusant de reconnaître sa propre défaillance ? Quelle initiative l'ONU peut-elle prendre aujourd'hui dans la crise du Congo sans susciter une profonde suspicion ?

Au début de l'année, le secrétariat réagissait à l'enquête belge en affirmant qu'« il n'y avait pas eu de dysfonctionnement au sein de la mission ».

Alain Destexhe est sénateur belge. Il est l'initiateur de la commission d'enquête du Sénat belge sur le génocide du Rwanda.

AU COURRIER DU « MONDE »

LE MANDARIN

Vous l'avez vu le Mandarin dans les « sectes dangereuses » (*Le Monde* du 17 septembre). Sur quelles bases peut-on dans un État de droit qualifier une association de « dangereuse » si ce n'est sur la base de l'illégalité de ses actes ? Or, précisément, le Mandarin n'a jamais été condamné pour un délit quelconque. En revanche, il subit une discrimination insidieuse et hypocrite de la part des administrations (refus du statut officiel, interdiction d'inscrire son fondateur selon ses dernières volontés...). La raison de cette discrimination est évidente : cette nouvelle religion, qui propose une vision intégrée des anciennes traditions dans une perspective universelle et moderne, dérange justement les religions traditionnelles (ou étatiques) qui y voient une concurrence insupportable. Vous préférez l'évolution vers plus de tolérance, en évitant tout amalgame avec des groupements criminels. On s'en félicite, mais il conviendrait que tous ceux qui parlent du Mandarin appliquent ce principe consistant à étudier au cas par cas les mouvements religieux et viennent vérifier leurs informations sur place.

Association
Vajra triomphant
La Baume de Castellane

DU DÉTAIL
ET DE L'IMMENSITÉ

Le désinvolte « détail » décrié et répété par M. Le Pen quand celui-ci se pose en historien de la seconde guerre mondiale, où, dit-il, « les camps de concentration occupaient deux pages et les chambres à gaz quinze lignes », continue à provoquer la justice, et c'est une bonne chose. Mais aucun jugement ne saurait mettre fin à une péripétie qui demeurerait politico-judiciaire. Les vocables poursuivis – le « détail » et tout son contexte – permettent en effet d'autoriser les doutes et de masquer les certitudes, sans compter les astuces et les délires, soit pour laisser traîner une procédure qui ne serait pas jugée comme incontestable, soit pour que celle-ci ne paraisse contestée qu'au prix d'un surcroît de publicité. Deux pages et quelques lignes ? Pourquoi pas le silence ou, comme le prétendent les négationnistes inventés, un mythe ? Il est bon de rappeler qu'à l'époque de la collaboration nazie, le déchaînement antijuif ne connaissait aucune retenue. Législation, publications et affiches, cela faisait beaucoup de lignes et de pages qui salissaient et humiliaient tout être humain réputé juif – avant de le dénoncer, puis de l'arrêter afin de le faire disparaître. Les assassins et leurs adeptes aiment insulter au préalable leurs victimes sans défense.

Or, pour des raisons qu'il reste à élucider, un demi-siècle de fausse honte ou d'aveuglement plus, ou moins conscient, avait fait occulter dès la libération la spécificité entre résistants et juifs. Quelconque avait pû dans un camp de concentration fut considéré comme « mort pour la France », ce qui était davantage confondre qu'identifier. On s'employa donc longtemps à éviter toute forme d'identité juive, puisque, insistait-on, non sans une généreuse homéotétrie, c'était Vichy qui avait imposé une identité qu'il y avait lieu désormais d'effacer. Alors qu'il convenait en fait de souligner une notable différence. (...)

Il n'y a là en réalité d'autre sens que de tenter d'amorcer un génocide de masse – jusqu'à en nier la portée, voire l'existence. L'indiscernable ne se mesure pas en termes de lignes ou de pages. L'arithmétique de la mort confine, hélas ! au néant. Il reste – pour moi comme pour beaucoup – un poids qui ne cesse de peser et l'immensité de la douleur.

Jacques Givé
Genève


UN IMMENSE FICHIER DE POLICE

Je suis consterné par le projet du ministre de l'Intérieur, autorisant la construction et la mise en place d'un immense fichier de police (...). Le paradoxe veut qu'en ces jours de commémoration de la Déclaration universelle des droits de l'homme la France donne l'exemple du pire des voires de l'exécration, par l'engrenage totalitaire que représente la constitution d'un fichier dans lequel seraient, présumés coupables, suspects, témoins, fantômes de contraventions diverses, victimes, etc., seront, pour de longues périodes, fichés, suspectés, inquiétés, voire, si les temps changent, appréhendés ! Et pourquoi ne figurerait-il pas dans ce fichier, l'auteur de cette lettre, dangereux déviant, ennemi de l'ordre et de la sécurité ? Rien ne s'y opposerait, en fait !

Je suis abasourdi que ce soient les socialistes (la droite avait hésité !), par une démarche confidentielle, voire hypocrite, sans discussion au Parlement, dans un contexte de non-information des citoyens et de minimisation des conséquences, que ce soient les socialistes et ce gouvernement qui mettent en œuvre une telle machine foulant aux pieds tout ce que les droits de l'homme devraient protéger : liberté individuelle, présomption d'innocence, légitime pitié, suspensions dues aux rumeurs ou à la couleur de la peau, ou au pays d'origine, ou à une liberté de mouvoir, de comportement, voire de langage. (...)

Jacques Robert
Pan (Pyrénées-Atlantiques)

**RÉSISTE À TOUS LES TEMPS
MÊME À CELUI QUI PASSE**



LES BOUTIQUES

Odéon, 18, rue de l'Ancienne Comédie, 75006 Paris.
Place des Victoires, 52, rue Croix des Petits Champs, 75001 Paris.

Timberland

Le prix du téléphone doit s'adapter à l'originalité d'Internet

LES COMMUNICATIONS locales, dernier bastion du monopole de France Télécom, font l'objet d'une contestation de plus en plus virulente de la part des internautes français. Certains des trois millions d'internautes français s'élèvent désormais contre des factures téléphoniques pouvant atteindre plusieurs milliers de francs par mois. Ce coût, engendré par la communication locale entre l'internaute et son fournisseur d'accès, se révèle disproportionnée par rapport à celui de l'abonnement Internet qui est tombé au-dessous de 100 francs par mois. C'est ce qui avait provoqué la « grève » organisée le 13 décembre sous l'impulsion de l'Association des internautes mécontents (Adim).

Cette grève, dont l'impact sur le trafic est resté limité, constitue la première manifestation communautaire d'envergure des internautes français. La preuve d'une certaine maturité de cette catégorie sociale encore peu structurée et représentée. Les hommes politiques ne s'y sont d'ailleurs pas trompés. Dès le 14 décembre, le ministre de l'économie, Dominique Strauss-Kahn, et son secrétaire d'Etat à l'Industrie, Christian Pignatelli, ont déclaré qu'ils allaient demander à l'Autorité de régulation des télécommunications (ART) d'élaborer une solution « à la fois respectueuse de la concurrence et plus favorable aux internautes ».

Ils ont ainsi rejoint Laurent Fabius, qui s'était prononcé dès le 4 décembre pour une « nette baisse des tarifs de connexion téléphonique à Internet » afin d'éviter que l'accès à la Toile « ne soit réservé aux ménages les plus aisés ». La grève des internautes aura atteint son objectif en alertant la classe politique sur l'un des freins au développement de l'utilisation du réseau mondial en France et en engageant une réflexion inédite sur la nature même d'Internet.

La connexion à un fournisseur d'accès est aujourd'hui soumise aux tarifs des communications téléphoniques locales classiques. Par le jeu des différentes plages horaires et des options offertes par France Télécom, le coût des crédits pour les abonnés relève du véritable casse-tête. L'heure de connexion revient entre 4,56 francs et 16,8 francs, suivant qu'elle est consommée dans la journée, entre 19 heures et 8 heures du matin en semaine, du samedi à 12 heures et le lundi à

8 heures, ou qu'elle fait l'objet d'un abonnement Primaliste (15 francs par mois), Primaliste Internet (10 francs par mois), ou de la combinaison des deux (25 francs par mois).

En réalité, l'offre de France Télécom manque moins d'intérêt que de clarté. Pour preuve, le tarif le plus avantageux, l'option Primaliste Internet, lancée en octobre 1997 et améliorée en mars, n'est utilisée que par cent mille internautes, soit moins de 8 % des abonnés à domicile. L'implémentation des plages horaires et des options n'est sans doute pas la meilleure garantie de simplicité pour les consommateurs. D'autant qu'il ne remet pas en cause un principe de base : la tarification « à la durée » des communications locales avec les fournisseurs d'accès à Internet.

Héritage du téléphone classique prolongé par le système kiosque du Minitel, ce principe de facturation atteint les limites de l'absurde avec Internet.

PRÉSERVER LA CONCURRENCE

En effet, la connexion au réseau télématique mondial n'a rien de commun avec une conversation téléphonique. Les fournisseurs d'accès l'ont bien compris. Après avoir offert des forfaits de quelques heures par mois, ils ont tous rallié la formule de l'abonnement mensuel pour une durée de connexion illimitée. Henri de Maubant, président de l'Association française de la télématique multimédia (Aftel), explique ce phénomène par la nature même de la Toile, qu'il faut considérer comme un nouveau média comparable à la radio où à

la télévision. « A ce titre, le coût ne devrait pas dépasser celui d'un abonnement à un bouquet de programmes télévisés sur le câble ou le satellite », estime-t-il. D'où l'idée d'un forfait mensuel qui ne devrait pas dépasser les 250 francs. Si l'on retire environ 70 francs d'abonnement au fournisseur d'accès, il reste 180 francs pour les communications locales. Aujourd'hui, une telle somme représente entre onze heures diurnes et quarante heures nocturnes de connexion par mois (Primaliste Internet). On imagine mal une chaîne de télévision numérique qui ferait payer ses abonnés à la durée. Même le système pay per view, le plus onéreux, échappe à ce principe.

L'élaboration de nouvelles offres tarifaires que le gouvernement vient confier à l'ART est confrontée à une équation délicate. D'un côté, il faut améliorer rapidement la situation des internautes ; de l'autre, l'ART doit veiller à préserver des conditions favorables à l'apparition d'une véritable concurrence sur les communications locales. Paradoxalement, l'Autorité sera donc conduite à émettre un avis négatif sur des propositions de France Télécom trop avantageuses pour les consommateurs et qui risqueraient de décourager l'entrée en lice d'un autre opérateur.

La solution se trouve peut-être du côté des fournisseurs d'accès. On peut imaginer que ces derniers étendent leur offre à la communication locale. Il suffirait, pour cela, qu'ils puissent exploiter le principe de l'interconnexion, c'est-à-dire le paiement d'une redevance à France Télécom pour l'utilisation de son réseau de téléphone local. Très inférieure au coût que doit payer l'abonné, cette redevance ménagerait une marge de manœuvre pour les fournisseurs d'accès qui stimuleraient la concurrence entre eux.

Concrètement, cela reviendrait à proposer une option d'abonnement Internet illimitée comprenant à la fois le service actuel d'accès à la Toile et la communication locale. La facture des internautes les plus passionnés ne dépasserait plus, par exemple, la somme de 250 francs par mois. Pour les autres, la tarification actuelle, à la durée, resterait sans doute moins coûteuse. Une telle mesure aurait le mérite de concilier la garantie de la concurrence avec la reconnaissance de l'originalité d'Internet.

Michel Alberganti

Démocratie par Calligaro



Lionel Jospin, la gauche au singulier

Suite de la première page

Daniel Cohn-Bendit a en effet dénoncé tout à l'heure le manque d'enthousiasme du gouvernement sur l'Europe, sa « rigidité » sur les sans-papiers, son passivisme au sujet de la libéralisation du cannabis, ses choix énergétiques du XIX^e siècle. Mais il sait aussi que les Verts n'ont d'autre choix que de participer au gouvernement de M. Jospin.

Lorsque Dominique Voynet annonce la création de deux laboratoires d'enfouissement des déchets nucléaires, son parti ne proteste pas, ou à peine : même la « gauche des Verts » trouve aujourd'hui qu'elle est « plus utile au gouvernement que dehors ».

Du coup, quand « Dany » demande la régularisation de tous les sans-papiers qui en ont fait la demande, Robert Hue, lui, se contente de réclamer un examen au cas par cas, pour ne pas « bouculer » M. Jospin. Le premier ministre annonce-t-il une augmentation de 3 % des minima sociaux, provoquant la déception des associations de chômeurs, de la CGT et de l'extrême gauche ? La direction du PCF se refuse à commenter le geste : « C'est aux intéressés eux-mêmes d'en apprécier la portée », indique-t-elle prudemment.

A l'Assemblée nationale, l'année 1997 avait été celle de réajustements, parfois difficiles, au sein de la majorité : en 1998, les ratés ont été évités. Le groupe communiste a compris, grosso modo, que s'opposer, c'était s'abstenir. Marie-George Buffet ne s'exprime plus désormais qu'en qualité de ministre « plurielle », et non plus

communiste, et ne s'indigne plus, cette année, des évacuations des Assedic. Quant à l'alle gauche du Parti socialiste - le courant de Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon -, elle a renoncé à un référendum sur Amsterdam, pour lequel elle avait pourtant recueilli les cinq mille signatures nécessaires.

Même la gauche radicale, celle des pétitionnaires et des intellectuels, s'abrite sous la bannière jospiniste. Quand Pierre Bourdieu intervient dans le débat public pour réclamer « une gauche de gauche », c'est au « père » qu'il s'adresse, même s'il juge le rôle « un peu trop grand pour lui ». Quand Daniel Bensaid, dirigeant de la gauche « plurielle », c'est encore pour interpellier « familièrement » le chef du gouvernement : « Lionel, qu'as-tu fait de notre victoire ? », écrit-il pour fêter le premier anniversaire du gouvernement (éditions Albin Michel).

FÉDÉRATION VIRTUELLE

En « passant », comme il le dit, avec Arlette Laguiller, Alain Krivine a dû persuader la porte-parole de Lutte ouvrière que M. Jospin vaut mieux que Jacques Chirac. Du coup, celle qui, en octobre, ironisait sur les 35 heures, « mesure de gauche » qui permet aux patrons de faire « sauter même le temps des repas » et de « réintroduire le travail de nuit », plaide désormais, dans sa plate-forme pour les élections européennes de juin 1999, pour les « 30 heures ».

Pas à pas, la gauche tout entière se range derrière M. Jospin. Mais chut ! Il ne faudrait surtout pas que cela se sache. Inutile d'évoquer un congrès de Tours à l'envers, qui affolerait les militants communistes. Abandonnée l'idée d'une « synthèse » gouvernementale, avancée par le premier ministre fin août, car elle ferait trop bien comprendre aux partenaires

de la coalition que les réunions de ministres, un jeudi sur deux, ressemblent à s'y méprendre à un bureau politique. Tandis que la CFDT et la CGT scellent leur alliance sur la bataille des 35 heures, M. Jospin dirige déjà une virtuelle fédération des gauches.

Toute la diplomatie de la gauche « plurielle » en témoigne. M. Jospin rencontre régulièrement M^e Voynet en tête à tête, parce qu'elle reste la vraie chef des Verts. Côté communiste, le rôle est tenu par le ministre des transports, Jean-Claude Gissel. Quand François Mitterrand rencontrait Georges Marchais, entre 1981 et 1984, l'événement était soigneusement orchestré ; quant aux discussions entre le premier secrétaire du PS, qui était alors... M. Jospin, et le secrétaire général du PCF, elles donnaient lieu à une mise en scène pompeuse au siège de l'un ou l'autre parti. Aujourd'hui, M. Hue se rend rue de Varenne si régulièrement que l'événement passe inaperçu.

La gauche est en ordre de marche, mais point trop n'en faut. La majorité ne serait en effet pas « plurielle » si elle n'était pas un peu désordonnée. A condition que celui-ci soit maîtrisé. Il ne faut surtout pas, par exemple, donner l'impression que M^e Voynet ne peut plus s'exprimer ; mais sa parole est en liberté surveillée. Lorsqu'elle explique, en annonçant les

RECTIFICATIFS

LE SJTI ET HERVÉ BOURGES

Le Service juridique et technique de l'information et de la communication (SJTI) « dément avoir été saisi d'une demande d'enquête ou d'avoir diligencé une enquête portant sur la nomination d'Hervé Bourges, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), à l'École supérieure de journalisme de Lille (ESJ) », contraire-

ment à ce que nous avons écrit dans nos éditions du 17 décembre.

choix du gouvernement sur les déchets nucléaires, qu'elle s'est « sentie en porte-à-faux tout le temps », elle accredit l'existence d'un gouvernement pluriel - ce qui est bon pour M. Jospin -, tout en désamorçant par avance les protestations des écologistes. Le premier ministre apparaît-il, du coup, un peu trop « nucléocrate » ? Une intervention, six jours plus tard, sur RTL lui permet de corriger cette impression en dénonçant, sans frais, le « lobby nucléaire ».

Le PS connaît, en outre, l'implacable logique électorale. Depuis qu'aux rendez-vous législatifs et régionaux communistes, Verts, radicaux de gauche et Citoyens ont goûté au pain « pluriel », qui permet, en s'alliant dès le premier tour, de gagner des élus sans forcément se compromettre, le sévère est difficile. Après chaque écart de langage, François Hollande, premier secrétaire du PS, rappelle gentiment à leurs collègues « rouges », ils ne peuvent être élus sans leurs alliés « roses ». Rue de Solferino, il accueille déjà en souriant ses amis pour discuter de listes uniques... aux élections municipales de 2001. Avec, bien sûr, la bénédiction de M. Jospin, chef officiel de la gauche « plurielle », roi officieux d'une gauche qui se conjugue au singulier.

Ariane Chemin

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

M. Butler doit partir

RICHARD BUTLER est un diplomate australien âgé de cinquante-six ans, en principe expérimenté, auquel la communauté internationale a confié une mission de première importance : obtenir, puis surveiller et garantir, le désarmement de l'Irak. Il dirige, à cet effet, depuis juin 1997, la Commission des Nations unies dite Unscoc, l'un des Instruments mis en place par l'ONU en 1991 pour appliquer le régime de souveraineté limitée imposé à l'Irak au lendemain de la deuxième guerre du Golfe (la première, trop vite oubliée, opposa, huit ans durant, l'Irak à l'Iran). C'est sur la base du dernier rapport de M. Butler, remis mardi, que Washington et Londres ont entrepris de bombarder l'Irak.

A la demande de Bagdad, M. Butler avait succédé à la tête de l'Unscoc au Suédois Rolf Ekeus, gentleman nordique qui obtint, sans fracas, d'admirables résultats en matière de désarmement. En six ans, M. Ekeus a forcé le régime de Saddam Hussein à détruire 40 000 obus ou autres munitions chimiques, 700 tonnes d'agents chimiques, 48 missiles à longue portée, une usine de production de bacille du charbon (anthrax), un programme de centrifugeuse nucléaire et 30 têtes de missiles armées... Pour ce faire, M. Ekeus a déployé la détermination nécessaire face à l'obstruction systématique de Bagdad, mais aussi le doigté qu'exigeait une non moins surprenante nécessité : ne pas faire perdre la face à des hommes - les Irakiens - qui étaient les

vaincus. Les Européens, qui se souviennent du régime de souveraineté limitée si mal appliqué à l'Allemagne dans l'entre-deux-guerres, ont appris à leurs dépens l'importance de ne pas humilier.

M. Butler n'a fait preuve d'aucune de ces qualités, bien au contraire. On ne lui reprochera pas ici d'avoir été l'un des orchestrateurs de la campagne menée contre la reprise des essais nucléaires français dans le Pacifique. C'était une cause défendable. On observera plus simplement une vérité factuelle : à la tête de l'Unscoc, M. Butler a lamentablement échoué. Il a inspiré un comportement de cowboy à ses inspecteurs, il n'a cessé de faire preuve d'une manière d'arrogance de vainqueur. Il n'a rien compris, ou voulu comprendre, à la mentalité du pays dans lequel opérait l'Unscoc. Exemple : quand, tout récemment, les Irakiens disent à l'Unscoc que ses inspecteurs peuvent venir visiter le QG du parti Baas à Bagdad, mais à dix, pas à trente, M. Butler fait répondre : ce sera à quatre ou rien.

Son dernier rapport est de cette eau-là. Chaque incident, attendu, avec Bagdad est présenté comme une opposition radicale des Irakiens. Systématiquement, l'angle le plus noir est retenu. Aucun de ses collaborateurs n'a été consulté sur la rédaction du rapport, dont tout laisse supposer que certains éléments ont été transmis à l'avance aux États-Unis. Ce faisant, M. Butler a perdu la confiance de nombre de ses mandataires du Conseil de sécurité. Sa charge exige un autre comportement. Il doit partir.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE

Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani / Directeur adjoint : Jean-Marie Colombani
Directeur de la rédaction : Jean-Marie Colombani

Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Pirelli, Pierre Georges, Jean-Yves Lhonnau
Directeur technique : Dominique Royette
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fournet
Rédacteurs en chef :

Alain Fournet, Erik Lestrade (Éditoriaux et analyses) ;
Laurent Chellaz (Société et culture générale) ; Michel Kieffer (Culture) ;
Éric Le Boucher (International) ; Patrick Lemaire (France) ; Patrick Millaud (Sport) ; Claire Blaud (Entreprises) ;
Jacques Dubé (Littérature) ; Jean-Marie Colombani (Culture) ; Christian Malsou (Secrétariat de rédaction) ;
Rédacteur en chef technique : Eric Auzan

Maîtriser : Robert Solé

Directeur adjoint : Éric Paillet ; Directeur délégué : Anne Chausson
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; Directeur des relations internationales : Daniel Veruet ;
Partenaires audiovisuels : Bernard Le Gendre

Conseil de surveillance : Alain Millaud, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Bonville-Méry (1944-1964) ; Jacques Raveix (1964-1982) ;
André Laveaux (1982-1985) ; André Fontaine (1985-1991) ; Jacques Lacombe (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA LE MONDE

Dette de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 100 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde,
Fonds commun de placement des personnels du Monde,
Association Hubert-Bonville-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Les Presses, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Un prêt soviétique à la Tchécoslovaquie

L'ACCORD commercial signé entre l'Union soviétique et la Tchécoslovaquie porte sur un crédit en or et en devises grâce auquel le gouvernement Zapotocky espère pouvoir renflouer l'économie tchécoslovaque par l'achat à l'étranger de machines-outils et de matières premières. Le plan quinquennal, héritier de l'infrastructure plan de deux ans, devra faire le reste.

Il est vrai que la situation tragique de l'économie tchécoslovaque n'est un mystère pour personne. Mais ce pays, connu avant guerre pour l'essor extraordinaire de son industrie, avait au moment de la Libération toutes les chances de reprendre en Europe une place de choix. La guerre avait passé sur son territoire sans ruiner ses possibilités industrielles, et les occupants allemands, dans leur souci de faire de la Bohême une partie

intégrante du Grand Reich, avaient mis tous leurs soins non seulement à protéger les usines tchèques, mais aussi à les moderniser.

A la suite de la politique suivie depuis 1945 par les gouvernements de la nouvelle Tchécoslovaquie, l'industrie néanmoins n'arriva pas à reprendre l'importance qui lui était due. Le manque de devises et l'expulsion des Allemands des Sudètes en sont les principales raisons, qui empêchèrent le gouvernement d'acheter à l'étranger les matières premières nécessaires, et le laissèrent à la tête d'un capital-machines intact, mais sans main-d'œuvre spécialisée.

Ce sont ces raisons qui après six mois de démocratie populaire obligèrent les nouveaux dirigeants à reconnaître la nécessité de se tourner vers l'étranger.

(19-20 décembre 1948.)

Le Monde sur tous les supports

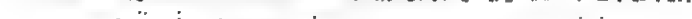
Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

talentit



« Si la *Pacte* centrale européenne échoue à établir sa crédibilité, si la coordination en matière de politique budgétaire ne marche pas, s'il y a absence de réformes structurelles et notamment sur le marché de l'emploi, alors on pourra parler d'un échec de *Feuro* » : ainsi s'exprime, lorsqu'on l'interroge sur les dangers qui pèsent sur la monnaie unique, Michael Feiner, directeur des études au département économique de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). A quelques jours du lancement de la monnaie unique, l'OCDE a consacré une étude - publiée jeudi 17 décembre à Paris - aux enjeux de la politique monétaire et budgétaire dans la zone euro.

« *Quasi-équilibre* » contenu dans le Pacte de stabilité. Même si l'*équilibre* était atteint, jusqu'en 2010 les hausses d'impôt substantielles seraient encore nécessaires dans la plupart des pays afin d'adhérer à la règle de *l'équilibre* », souligne l'OCDE, qui parle à propos du vieillissement démographique d'un « *fardeau considérable* ».

INCERTITUDES

D'autre part, pour compléter les règles de discipline européenne définies par le Pacte, l'OCDE présente l'asson, « *capacité de stabilité interne* », une approche actuellement à l'examen en Allemagne et en Italie.

Les « *incertitudes* » qui continuent à peser sur *l'euro* concernent

« Il y a déjà inévitablement une part d'incertitude », souligne ce texte qui fait la liste des zones d'ombre de l'euro. Le problème majeur concerne la décentralisation budgétaire (en vertu du principe de subsidiarité) alors que la politique monétaire se fait désormais à Francfort. Pour mieux amortir les chocs en l'absence de l'arme du taux de change et d'une faible mobilité des salariés à l'intérieur de la zone, l'OCDE souligne l'urgence d'une plus grande souplesse de la politique budgétaire au niveau des pays membres. Des réformes structurelles « réduisant la nombre des bénéficiaires des transferts en général » s'imposent à tous les pays membres de la zone euro.

A plus long terme, l'OCDE favorise l'adoption d'une plus grande fédéralisme budgétaire. L'Europe devrait connaître une réduction de la concurrence déloyale dommageable ». Cette prise de position devrait encourager les efforts franco-allemands en la matière, qui n'ont pour l'instant rencontré aucun succès au niveau des Quinze (comme on a pu le constater lors du sommet de Vienne il y a quelques jours).

L'OCDE considère par ailleurs que les évolutions démographiques venant en Europe devraient imposer des pays de la zone euro à adopter « des objectifs budgétaires à moyen terme plus ambitieux » que celui du

aussi la politique monétaire. « Le Banque centrale européenne n'est pas chargée d'aucune responsabilité générale en ce qui concerne la surveillance prudentielle des établissements de crédit et la stabilité du système financier, qui sont du ressort des autorités nationales... ».

« Sont-elles, la BCE est susceptible de jouer le rôle de prêteur en dernier ressort en ce qui concerne l'octroi de liquidités à court terme », souligne le rapport. Autrement dit, on ne sait pas encore très bien si la BCE est capable d'anticiper ou de gérer correctement les risques liés à des crises bancaires du type Crédit lyonnais.

Autre incertitude : les décisions de la BCE prendront-elles en compte naturellement la dimension européenne de leur action ou seront-elles purement nationales ?

« Les autorités nationales de leur nationalité d'origine ? L'OCDE souligne le « risque d'une prise en compte excessive des conditions régionales » par les membres du conseil de la BCE. Enfin « il faudrait faire des efforts pour élaborer une base batterie de statistiques de la zone euro », écrit l'OCDE en ajoutant que « ces décisions n'ont pas été prises » et que les effectifs de chercheurs et d'analystes continuent à être bien plus importants dans les banques centrales nationales qu'à la Banque centrale européenne.

Lucas Delattre

« quasi-équilibre » contenu dans le Pacte de stabilité. Même si cet équilibre était atteint, « après 2010, des hausses d'impôt substantielles seraient encore nécessaires dans la plupart des pays afin d'adhérer à la règle de quasi-équilibre », souligne l'OCDE, qui parle à propos du vieillissement démographique d'un « fardeau considérable ».

INCERTITUDES
D'autre part, pour compléter les règles de discipline européenne fixées par le Pacte, l'OCDE préconise l'adoption de « pactes de stabilité internes », une approche actuellement à l'examen en Allemagne et en Italie.

Les « incertitudes » qui continuent à peser sur l'Euro concernent aussi la politique monétaire. « La Banque centrale européenne n'est pas chargée d'aucune responsabilité générale en ce qui concerne la surveillance prudentielle des établissements de crédit et la stabilité du système financier, qui sont du ressort des autorités nationales... A cet effet, la BCE est susceptible de jouer le rôle de prêteur en dernier ressort en ce qui concerne l'octroi de liquidités à court terme », souligne le rapport. Autrement dit, on ne sait pas encore très bien si la BCE est capable d'anticiper ou de gérer correctement les risques liés à des crises bancaires du type Crédit lyonnais.

Autre incertitude: les décideurs de la BCE prendront-ils en compte naturellement la dimension européenne de leur action ou seront-ils guidés par des préoccupations liées à leur nationalité d'origine ? L'OCDE souligne le « risque d'une prise en compte excessive des conditions régionales » par les membres du conseil de la BCE. Enfin « il faudra faire des efforts pour élaborer une large batterie de statistiques de la zone euro », écrit l'OCDE en ajoutant que « ces décisions n'ont pas été prises » et que les effectifs de chercheurs et d'analystes continuent à être bien plus importants dans les banques centrales nationales qu'à la Banque centrale européenne.

Lucas Delattre

BOURG-EN-BRESSE
de notre correspondant.

Fusion au sein du groupe CICA : la Lyonnaise de banque va absorber la Banque régionale de l'Ain (BRA). La marque BRA sera maintenue sur l'ensemble de l'Ain et du sud du Jura, son territoire opérationnel. La fusion, effective au 1^{er} juillet 1999, entraine dans le cadre de la réorganisation du CICA, impulsée par le Crédit mutuel, actionnaire majoritaire du groupe depuis sa privatisation. Paul Deguerry et Louis Samuel-Lajeunesse, présidents de la BRA et de la Lyonnaise, devaient annoncer, mercredi 18 décembre à Bourg-en-Bresse (Ain), que l'opération d'entrelacement n'était pas social ni licencieux, mais des redéploiements de personnels. Un comité de pilotage sera mis en place pour préparer la fusion.

Objectif de l'actionnaire majoritaire : constituer un établissement d'une taille suffisante pour afficher une excellente rentabilité et réaliser d'importantes économies d'échelle. Celles-ci toucheraient principalement les services centraux, les services d'exploitation et d'informatique. Le potentiel commercial devrait être renforcé :

la Lyonnaise projette d'ouvrir une cinquantaine d'agences dans les cinq ans à venir sur la grande zone sud-est. Selon M. Samuel-Lajeunesse, un développement important est prévu dans les plateformes téléphoniques. Le centre Bourg-en-Bresse garderait des capacités de décision importantes pour le nord de Rhône-Alpes. La BRA devrait créer environ 40 % de sa filiale de capital-développement, la Société régionale de participation (SRP), à Florid, l'organisme de capital-investissement du groupe CICA. Cette cession devrait permettre à la BRA d'afficher un résultat net de 5 millions de francs.

La prochaine fusion marquera la fin d'une histoire pour la BRA, qui fêtera son 150^e anniversaire en 1999. Ses dirigeants et, en dernier lieu, M. Deguerry, qui ira jusqu'au terme de son mandat, en juin 1999, avaient toujours farouchement défendu le principe d'indépendance de la banque très proche des entreprises de l'Ain. La BRA, avec 497 personnes et un part de marché de 22 % dans les crédits, est environ six fois plus petite que la Lyonnaise de banque.

Laurent Guignon

La Lyonnaise projette d'ouvrir une cinquantaine d'agences dans les cinq ans à venir sur la grande zone sud-est. Selon M. Samuel-Lajeunesse, un développement important est prévu dans les plateformes téléphoniques. Le centre de Bourg-en-Bresse gèrerait des capacités de décallage importantes pour le nord de Rhône-Alpes. La BREA est capital-e environ 40 % de sa filiale de crédit-développement, la Société régionale de participation (SRP), à Floré, l'organisme de capital-investissement du groupe CIC. Cette cession devrait permettre à la BREA d'afficher un résultat net de 5 millions de francs.

La prochaine fusion marquera la fin d'une histoire pour la BREA, qui fêtera son 150^e anniversaire en 1999. Ses dirigeants et, en dernier lieu, M. Deguery, qui ira jusqu'au terme de son mandat, en juin 1999, avaient toujours farouchement défendu le principe d'indépendance de la banque très proche des entreprises de l'Ain. La BREA, avec 497 personnes et une part de marché de 22 % dans les crédits, est environ six fois plus petite que la Lyonnaise de banque.

Laurent Guigon

Le gouverneur de la Banque de France a rappelé que « l'introduction de l'euro n'est pas une question tactique mais une question stratégique pour les entreprises »

LE GOUVERNEUR de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, a dressé, jeudi 17 décembre, le bilan annuel de la politique monétaire française. Cet exposé était le dernier de ce type : dès le 1^{er} janvier 1999, le niveau des taux directeurs français sera défini non plus de Paris, par le Conseil de la politique monétaire (CPM) de l'Institut d'émission, mais de Francfort, par le conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE). M. Trichet en a donc profité pour élargir son propos et pour défendre les résultats de cinq années d'indépendance de la Banque de France.

du 31 décembre 1993 – et qu'elle l'a tranchée positivement sur la base d'un accord multipartisan. »

COMPLAINT

Ce point d'histoire rappelé, le gouverneur de la Banque de France a estimé que, dans les économies modernes, la confiance est l'une des composantes majeures de l'efficacité, et « le fait que la monnaie soit gérée par une institution indépendante est un élément de confiance supplémentaire considérable ».

Il s'est à cet égard félicité de l'appréciation portée par l'opinion publique sur l'action menée par le CPM en s'appuyant sur les sondages indiquant qu'« il y a trois fois plus de Français et de Françaises qui approuvent que de concitoyens qui désapprouvent la politique mo-

M. Trichet s'est réjoui de la stabilité du franc observée depuis douze ans dans le mécanisme de change européen et du fait que la France possède aujourd'hui les taux d'intérêt à court terme les plus bas de l'Union.

Il a noté, enfin, que les taux d'intérêt à long terme français ont baissé de 1,8 % entre janvier 1994 et décembre 1998 et qu'ils se situent en dessous de leurs homologues américains. « ce qui ne

s'était plus vu depuis soixante-dix
huit ans ».

Mais ces bons résultats monétaires ne signifient en aucune manière, selon le gouverneur de la Banque de France, « que tout va pour le mieux dans notre économie. Les banques centrales ne commandent ni la croissance ni la création d'emplois », a-t-il affirmé. La lutte contre le chômage dépend très largement des « stratégies et des réformes structurelles qui devraient permettre de réduire les frais généraux de l'économie, de libérer les initiatives, d'assouplir le fonctionnement du marché du travail ». M. Trichet a rappelé à ce propos que les taux de chômage par OCDE du FMI arrivent à la conclusion que « 75 % à 80 % du chômage en France et dans les grands pays voisins est structurel, c'est-à-dire qu'il est persistant et permanent par nos propres règles ».

RÉFORMES STRUCTURELLES

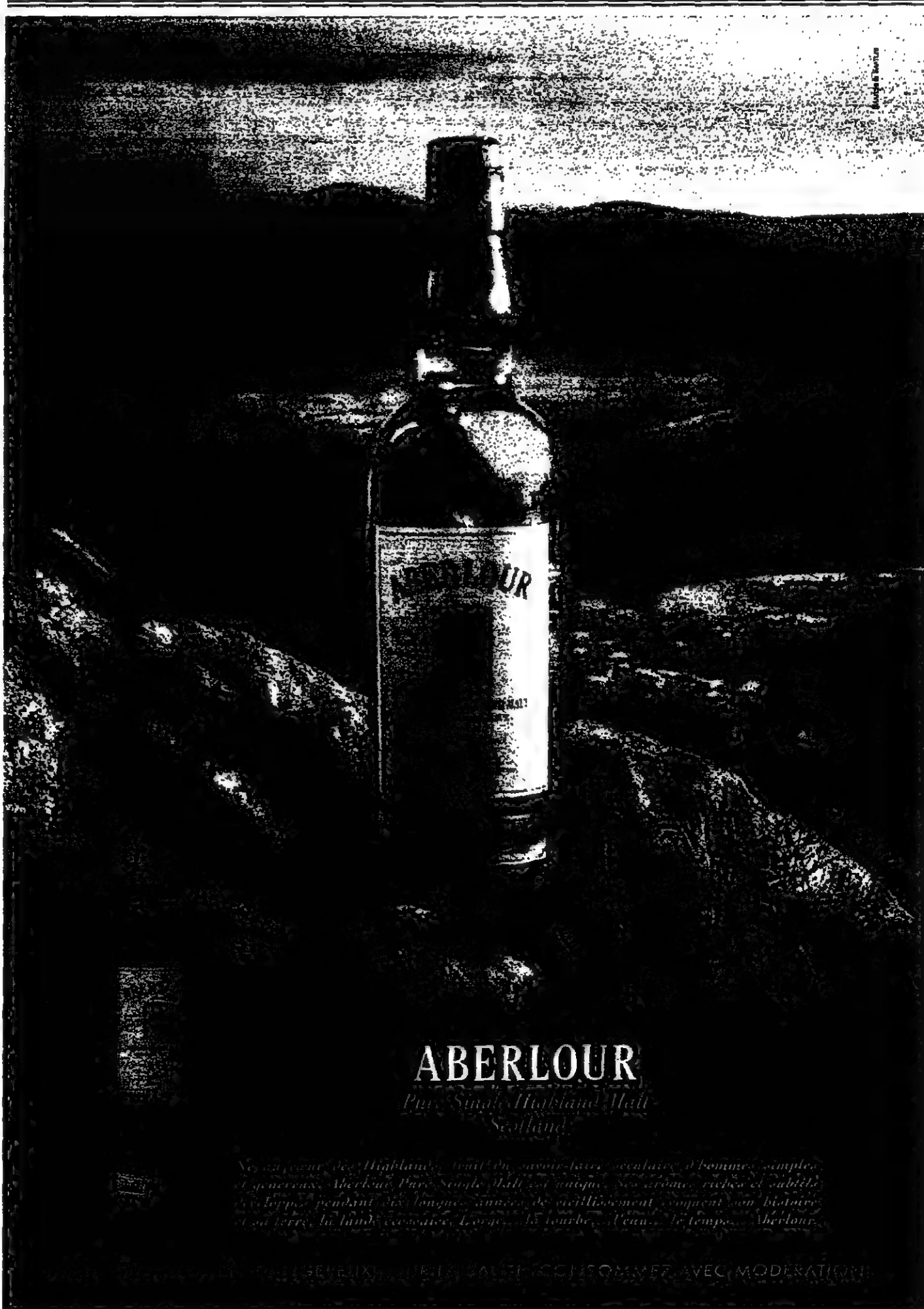
Avec la même politique monétaire, a-t-il observé, les taux de chômage sont de 11,6 % en France et de 3,9 % aux Pays-Bas. « Certains observateurs extérieurs reprochaient encore tout récemment aux Européens de faire l'euro alors qu'il eût été plus important, selon eux, de mener à bien d'abord les réformes structurelles indispensables. Ces cri-

tiques avaient tort sur l'inopportunité de l'euro mais ils avaient raison s'agissant du diagnostic sur les défauts de l'économie européenne », a reconnu M. Trichet.

En conclusion, le président et porte-parole du CPM a dressé la liste des conditions à remplir pour une pleine réussite de l'Euro. En dehors de la mise en œuvre de réformes structurelles, il a insisté sur le respect des prescriptions du traité et des orientations du pacte de stabilité et de croissance en matière budgétaire. « Contrairement à ce que suggèrent certaines analyses, la construction monétaire européenne n'est pas inspirée par une ultra orthodoxie budgétaire, a estimé M. Trichet. Des deux côtés de l'Atlantique, il y a désormais consensus pour recommander un budget équilibré, ou proche de l'équilibre, en période normale. »

Le respect de cet objectif est selon lui indispensable si l'on veut pouvoir faire face collectivement aux périodes économiques de « vaches maigres ». Enfin, M. Trichet a mis en garde les entreprises contre une approche purement technique de l'euro. « L'introduction de l'euro n'est pas une question tactique mais une question stratégique », a-t-il lancé.

Pierre-Antoine Delhommeais



22 Le Monde ● Télévision ■ Radio ▼ Multimédia Dimanche 20 - Lundi 21 décembre 1998
23 Le Monde ● Télévision ■ Radio ▼ Multimédia Dimanche 27 - Lundi 28 décembre 1998

سنة ١٤١٩

COMMUNICATION

LE MONDE / SAMEDI 19 DÉCEMBRE 1998

« L'Humanité » prévoit pour mars 1999 sa formule de « la dernière chance »

Le PCF a entériné le couplage de « L'Humanité-Hebdo » avec le quotidien. Le projet de Claude Maggiori séduit mais le maintien de la direction du journal suscite des interrogations sur la possibilité d'imposer une nouvelle ligne éditoriale

L'HUMANITÉ peut-elle vivre à côté du Parti communiste, sans être tout contre ? Peut-elle abandonner ses « outils » – le marteau et la faucille – qui ont disparu de la plupart des banderoles du PCF mais continuent à orner la « une » du *Journal du Parti communiste français* ? Lors d'un comité national, jeudi 17 décembre, le parti communiste a entériné le lancement d'une nouvelle formule de *L'Humanité*, prévue en mars 1999, dont le PCF ne sera que l'éditeur, le journal se constituant en société à directoire et conseil de surveillance et entrouvrant son capital à des souscripteurs. Le parti s'est refusé à une ouverture du capital à des actionnaires extérieurs, comme souhaitait le faire le quotidien limousin communiste *L'Écho du Centre*.

« Le projet est lancé », annonce à sa « une » *L'Humanité* du 13 décembre.

Face à « l'imposante financière », Michel Laurent, chargé de coordonner le projet par le bureau national, a évoqué « l'ultime sursaut du quotidien de jour : il peut en sortir grand ou ne pas en sortir ». Seuls Martine Bulard, ex-rédactrice en chef de *L'Humanité Hebdo*, les fondateurs Guy Hermier et Roger Martelli, l'ultra-orthodoxe Roland Pertican, Christian Audouin, directeur de *L'Écho du Centre*, et Alain Pieri, patron de la fédération de la Corse-du-Sud, ont manifesté leur désaccord. Avant, 20 000 militants d'après la direction (soit 10 % des adhérents officiels) ont été « consultés » : 80 % se seraient prononcés pour le couplage, mais la direction a aussi évoqué « un nombre relativement important d'abstentions et de refus de vote », vraisemblablement largement supérieur lui aussi à 20 %.

« Ce vote d'une ampleur inédite, a commenté Guy Hermier. Il faut savoir l'entendre ».

Promu directeur de la rédaction, Claude Cabanes (auparavant rédacteur en chef) a présenté devant les dirigeants du parti la nouvelle formule élaborée par Claude Maggiori, concepteur graphique qui a réalisé notamment la formule du *Liberation* des années 80. Ce projet veut permettre à *L'Humanité* de redevenir « doublement actif : journalistiquement et politiquement ».

PORTES INQUIÉTUDES

Avec trente-deux pages, et non plus vingt-quatre, et une « une » en couleurs, le journal s'ouvrira sur une double page d'informations du jour très hiérarchisées. Au moment où *L'Humanité Hebdo* rend hommage à Tintin aux pays des Soviets, ce traitement sélectif s'inspire de la double colonne à la « une » du *Wall Street Journal*, « What's news ».

Une dizaine de pages déclineront les faits du jour (deux pages au moins) avec « décryptage, mise en débats, coulisses, enquête, interviews ». La partie centrale (cinq pages) veut décrypter les évolutions de la société : « Moi-je » (témoignage), villes, travail, images, modes. Le journal se conclut par les sports, la culture, des jeux, la consommation et par quatre pages consacrées aux médias et à la télévision – « partie inclusive et insolente » du journal. Un « Bloc-notes » de Claude Cabanes ferme le journal, en dernière page. *L'Humanité Hebdo* du samedi comportera cinquante-six pages et

l'essentiel des rubriques du magazine.

« Il faut faire un journal porteur des valeurs fondatrices de la vision communiste et que d'autres que les communistes ressentent, soutiennent font leur », explique Michel Laurent, conscient de la nécessité d'élargir le lectorat sans déstabiliser les fidèles. Claude Maggiori relève dans sa note : « Nous assistons à un fort développement du pôle de radicalité, la gauche rouge » progresse, l'extrême gauche a atteint 5 % aux régionales. Les chômeurs ont commencé à bouger. Nous constatons partout un fort développement des associations et des initiatives citoyennes ».

Pour définir le travail de *L'Humanité*, il proposait, non sans ironie, une phrase emblématique : « La vérité est un combat. Contre les puissants, les indifférents et les

meurtres. Et souvent contre nous-mêmes ».

Le projet de Claude Maggiori a été bien accueilli par la rédaction, lors de sa présentation. Il a été chaleureusement approuvé par le comité national y compris par ceux – comme les fondateurs – qui ont voté contre le couplage. C'est sur sa mise en œuvre que les inquiétudes sont les plus fortes. « Comment peut-on faire un nouveau journal avec les mêmes hommes ? », soupire Roger Martelli à l'issue du comité national, en évoquant Pierre Zarka, Claude Cabanes et l'administrateur Richard Béninger, qui conservent leurs postes. « Une nouvelle formule qui se met en place au moment des élections européennes et d'un an avant le Congrès, bonjour l'impertinence de ton ! », ajoutait-il.

En annonçant son départ, Martine Bulard a regretté le « repli

journalistique » sur lequel se fonde la nouvelle formule. Souhaiter des sans-papiers et chargé de l'immigration place du Colonel-Fabien, Serge Guichard s'est élevé contre le projet d'encadrer chaque semaine un journal interne du PCF de quatre pages dans la nouvelle *Humanité* : « Il faut faire la différence entre la communication et l'information ».

L'HOMME DE LA SITUATION

L'Humanité peut-elle réaliser un tel projet, après des années de langue de bois, s'interroge en somme les sceptiques. Les partisans de la nouvelle formule rétorquent que les deux jeunes rédacteurs en chef exécutifs, Pierre Laurent – adjoint de Martine Bulard à l'hebdomadaire – et Jean-Emmanuel Ducoin – qui s'occupe du « journal des 35 heures » – sont des journalistes avant d'être des politiques.

Il n'a pas été question d'organigramme. Toutefois, Michel Laurent, patron de la puissante fédération de Seine-Saint-Denis, membre du bureau national depuis le dernier Congrès de décembre 1996, faisait figure, sans titre officiel, d'homme de la situation. Fils de Paul Laurent, responsable de « l'organisation » sous Georges Marchais, il a déjà été confronté à diverses opérations de restructurations. Certains lui prédisent un avenir dans la nouvelle presse communiste. Le 30^e Congrès, en janvier 2000, verra-t-il le renouvellement du directeur de *L'Humanité*, Pierre Zarka ?

Ariane Chemin et Alain Salles

TSF, du communisme à Paris Jazz

Michel Laurent ne s'occupe pas seulement de *L'Humanité* : il est aussi, officiellement, chargé de trouver un « partenaire privé » pour TSF, en butte à de graves difficultés financières. Installée avenue Karl-Marx, à Bobigny, TSF, radio francilienne née, en 1992, de la fusion de trois radios départementales des années 80, mêle chanson francophone, infos, magazines et émissions politiques (89,9). « Radio du mouvement social », elle donne la parole aux sans-papiers ou boulevarse sa grille lors des grèves de décembre 1995.

« On n'a jamais été la voix du PCF », tient à préciser Amar Abdelkrim, responsable de l'information. Même si Lucien Atencia, ancien bras droit de Jean-Claude Gayssot, préside l'association des auditeurs, place du Colonel-Fabien, et que le conseil général de la Seine-Saint-Denis finance la radio. Las ! La manne s'est réduite. Les 3 millions de publicités récoltés naguère ont fondu. Parmi les candidats qui convoitent l'émetteur de 40 kilowatts, Paris Jazz est la mieux placée. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) pourrait trancher avant fin 1998.

Un rapport souligne les différences entre les télévisions publiques européennes

ELLES ONT des missions comparables mais leurs moyens financiers et leurs systèmes d'organisation diffèrent : telles sont les conclusions du rapport sur « la télévision publique en Europe » mené par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), présenté jeudi 17 décembre.

Après avoir noté que l'audience des chaînes publiques est proche de celle du secteur privé, le rapport évoque leur « crise d'identité » et pointe « ce dilemme : les chaînes privées assurent des missions de service public et les

chaînes publiques diffusent des programmes analogues à ceux que propose le secteur privé ».

En ce qui concerne le financement, le CSA souligne « que la question est posée, dans tous les pays, du bon équilibre entre ressources publiques et commerciales des chaînes publiques et commerciales, compte tenu des effets que la nature du financement peut avoir sur leur programmation ».

Il souligne deux « modèles d'évolution ». Le modèle anglo-saxon (Grande-Bretagne et Allemagne), disposant de fortes res-

sources publiques et le modèle latin (France, Italie, Espagne), déstabilisé par l'arrivée brutale des chaînes privées et la compétition pour l'accès au marché publicitaire.

HANDICAP AU DÉVELOPPEMENT

« Dans les cinq pays étudiés, l'évolution a été dans le sens d'un allègement des contraintes réglementaires et d'un assouplissement des modes de fonctionnement qui rapprochent les organismes publics des sociétés privées ». Pourtant, le CSA constate d'impor-

tautes différences dans les systèmes d'organisation entre les télévisions regroupées en holdings et « menant une stratégie de développement cohérente au niveau du groupe » comme la RAI, la BBC et la télévision allemande. En revanche, la télévision française est éclatée en une dizaine de sociétés nationales de radio et de télévision, de production ou de distribution composant le secteur public. Ce système est considéré comme un handicap au développement. Pour l'avenir, le rapport constate que « la multiplication des chaînes thématiques, le développement de la diffusion transfrontalière, et surtout les perspectives ouvertes par le numérique instituent de nouveaux enjeux pour le secteur public ». Dans ce domaine, tous les pays n'avancent pas à la même vitesse, notamment en ce qui concerne le numérique hertzien terrestre sur lequel la France continue de réfléchir, alors que les Britanniques, les Allemands et les Espagnols s'y sont engagés.

Françoise Chivot

Le CSA veut pouvoir jouer les arbitres entre chaînes et câblo-opérateurs

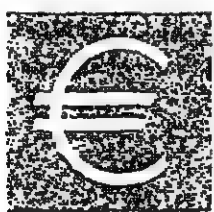
UNE POSITION « mi-chèvre mi-chou » : le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), saisi par Canal J et Planète, deux chaînes thématiques évincées respectivement des réseaux câblés de Biarritz et Metz par France Télécom Câble (FTC), a choisi de ne pas prendre parti. « Dans une telle situation et en l'état actuel des textes, le CSA ne peut qu'entériner les demandes de vérification des plans de service des câblo-opérateurs qui lui sont proposées par les communes », pour Philippe Besnier, PDG de FTC, « le CSA est très gêné dans cette affaire, car il n'a pas à prendre position entre les câblo-opérateurs et les communes ». Selon lui, une prise de position du CSA instaurerait « un système de must-carry » qui obligerait les câblo-opérateurs à transporter obligatoirement certaines chaînes dans leurs services de base. « Quelles chaînes seraient alors diffusées ? », s'interroge Philippe Besnier.

Arbitre sans pouvoir, le CSA a toutefois souhaité « le maintien,

dans les services de base des réseaux câblés, des chaînes qui ont su acquérir une forte notoriété et contribuer à la production de programmes frais ». C'est le cas de Canal J, retirée du câble à Metz au profit de Teletoon, vendue moins cher. Selon Claude-Yves Robin, directeur général de Canal J : « Si Canal J était vendue à 1,5 franc par mois et par abonné – le prix de Teletoon –, elle devrait cesser toute production propre (magazines, journaux quotidiens et séries) pour devenir une chaîne de rediffusions, ce qui nuirait à la qualité des programmes proposés à nos 2,5 millions d'abonnés ».

Pour faire contrepoids à la seule logique économique invoquée, notamment par FTC, le CSA veut obtenir la capacité « d'arbitrer, en cas de conflit, la composition des services de base, afin de favoriser le pluralisme de l'offre, la qualité des programmes et la prise en compte des investissements dans la production ».

Guy Dutheil



Ce qu'il faut savoir sur le passage de vos OPCVM à l'euro

Le 1er janvier 1999, l'euro deviendra la monnaie officielle de tous les pays participant à l'Union Economique et Monétaire. La parité officielle de l'euro contre franc sera arrêtée le 31 décembre 1998. A cette date, il n'y aura pas de cotation à Paris ni sur un certain nombre d'autres places européennes.

D'une manière générale, vos OPCVM BNP ne seront donc pas valorisés le 31 décembre 1998. Ainsi, le mercredi 30 décembre 1998 sera le dernier jour de valorisation en francs pour vos OPCVM français. Les ordres reçus au-delà des limites (10h00 pour FCP et 12h00 pour SICAV) seront exécutés sur la base de la valeur liquidative du 4 janvier 1999.

A partir du 4 janvier 1999, la valeur liquidative de vos OPCVM sera donc exprimée en euros. Toutefois, afin de vous faciliter le passage à cette nouvelle monnaie, la BNP continuera d'afficher à titre d'information leur valeur liquidative en francs. Cette transformation ne modifie en rien la valeur intrinsèque de votre SICAV ou FCP. La conversion sera effectuée par la BNP sans frais. Vos ordres pourront être reçus, à votre convenance, en francs ou en euros.

Pour plus de détail et les cas particuliers, n'hésitez pas à contacter votre conseiller BNP habituel.

Pour plus d'informations, contactez-nous sur : www.bnp.fr

BNP PARLONS D'AVENIR

Le Grand Débat France Culture - Le Monde

animé par Alain Rollat

« La Science et le Sacré » avec Marc Leclerc, Jean-Michel Maldamé, Hubert Reeves, Denis Vialou et Jean-Didier Vincent.

les lundis 21 et 28 décembre 1998, 21h-22h

France Culture

Le Monde

DISPARITIONS

Paul Rivière

Grand résistant et ancien député

COMPAGNON de la Libération, ancien député UDR (gaulliste) de la Loire entre 1962 et 1978, Paul Rivière est mort, mercredi 16 décembre à Montagny (Loire). Né le 22 novembre 1912 à Montagny, Paul Rivière est professeur de lettres au collège jésuite des Châreaux, à Lyon, quand il est mobilisé, à vingt-sept ans, comme instructeur des cadets de Saumur. Il participera, dès juin 1940, à la résistance de ces mêmes cadets qui défendent le passage de la Loire face à l'envahisseur allemand. A la fin 1941, il abandonne l'enseignement et entre au mouvement Combat, fondé et dirigé par Henri Frénaud, dont il diffuse la presse clandestine. Il rencontre Jean Moulin le 12 janvier 1942, peu après le parachutage en Provence de celui qui, sur la demande du général de Gaulle, allait devenir l'unicatateur, en France occupée, de la Résistance. Il travaillera un temps à ses côtés. Alors qu'il participe à sa première réception de parachutage, il est arrêté par la police de Vichy et emprisonné pour quatre mois. Dès sa sortie de prison, Paul Rivière retourne à la clandestinité, où il prendra plusieurs noms de code, dont les plus connus sont « Marquis », « Charles-Henri », « François » ou « Galvani ». Il est chargé en 1943 d'organiser, en zone Sud, des atterrissages, des départs et des parachutages pour

le compte de la Résistance. Lui-même se rend par deux fois en Angleterre. En 1943-1944, il sert à l'état-major du général de Gaulle, à Londres. Il est fait compagnon de la Libération, le 24 mars 1945, comme lieutenant-colonel à la direction générale des études et recherches (DGER), les services de renseignement gaullistes, qui seront l'ancêtre de l'actuelle DGSE. Après la guerre, Paul Rivière entre dans l'armée avec son grade de lieutenant-colonel, qu'il conservera toute sa carrière, jusqu'en 1962, date à laquelle il quitte l'armée. Il sert en Indochine, en Allemagne et en Algérie. Il est nommé attaché militaire à Tokyo (Japon) en 1956, avant de recevoir, fin 1959, la responsabilité de la sécurité militaire (SM) en Algérie, qu'il exerce jusqu'aux accords d'Évian, signés en mars 1962 et reconnaissant l'indépendance du pays après l'organisation, en juillet de la même année, d'un référendum dit d'autodétermination. En novembre 1962, Paul Rivière est élu député UDR (gaulliste) de la Loire, il le restera jusqu'en 1978, ainsi que maire de son village natal, Montagny, jusqu'en 1983. A l'Assemblée nationale, il est notamment l'un des rapporteurs du projet de budget militaire au nom de la commission de la défense.

Jacques Isnard

Jacques Monfrin

Un spécialiste de la linguistique romane

MEMBRE de l'Institut et chef de file incontesté de l'école française de linguistique romane, Jacques Monfrin est mort à Paris, vendredi 11 décembre, à l'âge de soixante-quatre ans. Né à Decazeville (Aveyron) le 26 avril 1924, Jacques Monfrin fait ses études au lycée de Rodez avant de préparer à Paris un diplôme d'archiviste-paléographe à l'Ecole des chartes, tout en fréquentant la IV^e section de l'Ecole pratique des hautes études (1943-1947). C'est là, puis à l'Ecole française de Rome (1947-1949) et 1951-1952), qu'il se forme à la recherche. Il assure bientôt la charge de bibliothécaire au département des manuscrits de la Bibliothèque nationale, avant de poursuivre sa carrière à l'Ecole nationale des chartes où il est secrétaire général (1953-1958), professeur de philologie romane (1958-1992), directeur enfin de 1976 à 1988. De ses nombreux travaux - il a notamment lancé l'édition des plus anciennes chartes en langue française et édité les textes d'Abélard -, on retiendra son supplément au *Manuel bibliographique de la littérature française du Moyen Âge*, de Robert Bousquet (éd. CNRS, 1986-1991) - réalisé en collaboration avec celle qui fut son élève avant de lui succéder à la chaire qu'il occupa plus de trente ans à l'Ecole des chartes, Françoise Vieillard - ou, mieux fait pour as-

surer une notoriété publique, sa magistrale édition de la *Vie de Saint Louis* de Jean de Joinville (Dunod, 1995). A signaler, plus inattendu sous la plume de l'archiviste-paléographe, un *Honorable Champion et sa librairie 1874-1978* (naturellement publié chez Champion). Jacques Monfrin, qui a formé des générations d'étudiants, tant à l'Ecole des chartes qu'à l'Ecole pratique des hautes études et à la Sorbonne, était d'un abord réservé. Prisant peu les mondanités et les honneurs - il refusa qu'on lui offre des « mélanges » lors de son départ en retraite -, il savait être chaleureux en privé et d'une telle générosité intellectuelle qu'il tissait un réseau d'amitiés et d'attachements indéfectibles, qui trahit mieux que les reconnaissances officielles la place d'un maître d'une exigence intellectuelle rare. Les distinctions internationales ne lui manquèrent pas cependant. Membre notamment de l'Académie royale de langue et de littérature françaises de Belgique dès 1982, il est élu à l'Académie des inscriptions et belles-lettres en 1983. Il est enfin accueilli, en 1987, par la romaine Accademia nazionale dei Lincei, la plus prestigieuse distinction étrangère à ses yeux. Peut-être en souvenir de ses années de formation en Italie.

Philippe-Jean Cattnchi

Vittorio Cottafavi

Un maître du péplum

LE RÉALISATEUR italien Vittorio Cottafavi est mort à Anzio, près de Rome, lundi 14 décembre, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. Né à Modène en 1914, Vittorio Cottafavi, après avoir étudié le droit, la philosophie et la littérature, entre en 1935 au Centro sperimentale de Rome, où il est formé aux différentes techniques cinématographiques. Il devient, trois ans plus tard, l'assistant d'Alessandro Blasetti et de Vittorio de Sica. Cottafavi débute dans la mise en scène en 1943 en adaptant une comédie de Hugo Bontà, *I nostri sogni* (Nos rêves). C'est seulement vers 1949, après l'échec de son premier film personnel, *La fiamma che non si spegne* (La Flamme qui ne s'éteint pas), un drame historique situé durant la deuxième guerre mondiale, qu'il trouve malgré lui sa voie : le traitement de genres considérés comme indignes (mélodrame, péplum). *La fiamma che non si spegne* fait scandale au Festival de Venise en 1949, au moment où apparaît le courant néo-réaliste. Avec un tel drame historique, il arrive en retard. Cottafavi fit toujours du cinéma populaire contre son gré. Dès qu'il le put il entra à la RAI et se livra à un travail, plus noble à ses yeux, d'adaptation de pièces ou de romans classiques. Vittorio Cottafavi ne s'est jamais mis au service d'un système, il s'est efforcé de le contourner à sa manière et de magnifier un cinéma

considéré comme mineur. *Le Prince au masque rouge* (1948), sur un groupe de royalistes fidèles qui essaient de faire évader Marie-Antoinette de sa cellule, doit beaucoup à Sophocle et se comprend d'abord comme une tragédie sur le déterminisme. *Hercule à la conquête de l'Atlantide* (1961), l'un des meilleurs péplums jamais réalisés, puise son inspiration chez Brecht et chez Chico pour ses décors. Méprisé en Italie, Vittorio Cottafavi trouva une reconnaissance inattendue en France dans les années 50 auprès des Cahiers du cinéma. *La Révolte des gladiateurs* (1958), *Les Légions de Cléopâtre* (1960), *Les Fils du Cid* (1965), *Les Cent Cavaliers* (1965) seront les autres sommets d'une carrière qui s'étendra à la fin des années 60 au moment où le cinéma de genre commence à s'essouffier en Europe. Samuel Blumenfeld

JOURNAL OFFICIEL

Au journal officiel du mercredi 16 décembre sont publiés : ● **Bruit** : un décret et un arrêté relatif aux prescriptions applicables aux établissements ou locaux recevant du public et diffusant à titre habituel de la musique amplifiée, à l'exclusion des salles dont l'activité est réservée à l'enseignement de la musique et de la danse.

Communications diverses

● **Couple**, Neuilly-sur-Seine, recherche pour sa fille de six ans, très bonne élève, une **PRÉCEPTICE-RÉPÉTITRICE** pour l'aider après l'école. Nous recherchons une jeune fille ayant l'expérience de l'enseignement primaire et, si possible, la connaissance de méthodes telles que Hattier, Montessori ou Ecole alsacienne. Permis de conduire nécessaire. Logement indépendant, bonne rémunération. Ecrire : M. Manjany, 68 bis, boulevard Maurice-Barrès, 92300 Neuilly-sur-Seine.

Soutenances de thèse

● **M^{me} Anne Giroulet** a soutenu sa thèse d'histoire du droit : « Victor Schoelcher, abolitionniste et républicain : approche juridique de l'œuvre d'un fondateur de la République », pour l'obtention du doctorat de droit, le 15 décembre 1998. Le jury, composé de MM. L.-A. Barthe (professeur, Lyon-III), J. Bar (professeur émérite, Bourgogne), J.-J. Clère (professeur, directeur de thèse, Bourgogne), J.-L. Halpén (professeur, Bourgogne), G. Nériel (directeur d'études, EHESS) et N. Ouzak (professeur, doyen de la faculté de droit, Strasbourg-III), lui a décerné la mention Très Honorable avec félicitations du jury et bon pour le concours du prix de thèse. ● A l'université Paris-DC-Dauphine, Agnès Thibault a soutenu une thèse de doctorat de sciences économiques sur « L'analyse d'un élément déterminant de la gestion du patrimoine physique : l'entretien rénovation. Application économétrique au logement ». Le jury, composé de MM. les professeurs Pigantol, Babeau, Chevalier, Grandjean et Moullart, lui a décerné la mention Très Honorable avec félicitations.

Cette thèse a été réalisée dans le cadre d'une Convention industrielle pour la formation et la recherche en entreprise (CIFRE) à la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (Capeb).

● Le 14 décembre 1998, à l'université Paul-Valéry (Montpellier-III), Jean François Courroux a soutenu une thèse de doctorat en études occitanes : « Edition critique de *La Margalide gascoue* et *Mylanges* (1664) de Bertrand Lardé ». Le jury, composé de Marie-Madeleine Fragonard (Paris-III), Philippe Gardy (CNRS, Montpellier-III), Jean Salles-Loustau (inspecteur général, Paul) et Patrick Sauzet (Paris-VIII), lui a décerné la mention Très Honorable, avec félicitations, à l'unanimité.

● **M^{me} Maria Patrino** a soutenu publiquement, mercredi 16 décembre 1998, une thèse de doctorat en anthropologie sociale à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, 105, boulevard Raspail, Paris-6^e, intitulée : « Le Conteur contemporain : une étude de la transmission et de la réception orales du conte en France ». Le jury, composé de M^{me} Belmont, directrice d'études à l'EHESS (directrice de thèse), de M^{me} Veronique Ogrzy-Kandy, chargée de recherche au CNRS, et Gloria Fondé, directrice d'études à l'UFF de Rio de Janeiro (Brésil), et de M. Claude Bremond, directeur d'études à l'EHESS, lui a décerné la mention Très Honorable, avec ses félicitations. gomesaugusto@hotmail.com

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Caroline LACHOWSKY et Alain GOLOMB ont la joie d'annoncer la naissance de Flora, le 4 décembre 1998, à Paris. 38, rue George-V, 95600 Eaubonne, 12, rue Bleue, 75019 Paris.

Il est important que la Monde sache que Nathan, le Tigre, a décidé de venir jouer avec son frère, Lucas, à Strasbourg, le mardi 15 décembre 1998, pour le bonheur de ses parents, Marie-Hélène et Jérôme SZWARCBERG et la joie de tous ceux qui les aiment.

Anniversaires

Mami, Après douze mois de lute et de courage, nos souhaits pour une vie recomposée riche de grandes satisfactions et de petits bonheurs, jusqu'à cent vingt ans... S.B.D.C.

Décès

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jacques HURFIN, premier directeur général de la SA SN REJAC, rappelé à Dieu, le 15 décembre 1998, dans sa soixante-dix-septième année.

De la part de M^{me} Bernadette Harlin, son épouse, Pierre-Yves et Jean-Philippe, ses fils et leurs épouses, Kevin, Gernard, Jeanne, Alexandre, Armand, ses petits-enfants, M. Yves Hurfin, son frère et sa famille, Ses oncles et tantes, Ses nombreux amis.

Les obsèques auront lieu le samedi 19 décembre.

La messe sera célébrée à 11 heures, en l'église Notre-Dame-des-Champs, 91, boulevard du Montparnasse, Paris-6^e.

L'inhumation aura lieu ensuite au cimetière du Montparnasse, à Paris.

CARNET DU MONDE

TARIFS 98 - TARIF à la ligne

DÉCÈS, REMERCEMENTS, AVIS DE MARIAGE, ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS 108 F HT TARIF ABONNÉS 95 F HT

NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, MARIAGES, FIANÇAILLES 500 F TTC FORFAIT 10 LIGNES

Tout le reste suppl. : 60 F TTC

THÈSES - ÉTUDIANTS : 67 F HT

COLLOQUES - CONFÉRENCES : Nous consulter

☎ 01.42.17.29.80

Fax : 01.42.17.21.26

— Jean-Loup BENECH, son époux, Antoine BENECH et Nathalie Rigal, Pierre et Marie-Laure BENECH, Anne et Pierre-Henri Bois, Séverine et Frank Bessière, ses enfants, Camille, Julia, Jean, Théo, Emile, Martin et Mathilde, ses petits-enfants, ont la tristesse d'annoncer le décès de M^{me} Marie-Antoinette BENECH, née CAVAILLE, survenue le 16 décembre 1998, à l'âge de soixante-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 19 décembre, à 10 heures, en l'église Saint-François-Xavier, 4, rue César-Franck, 75015 Paris.

— M. Serge CUDENNEC, son épouse, Françoise et Bernard Pistré, Catherine et Jean-Pierre Chastier, Yves Cudennec et Laurence Laporte, ses enfants et beaux-enfants, Clément, Charlotte, Anne, Mathilde, Maxime, Yann, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de Elisabeth CUDENNEC, née FERNAGUT, survenue à son domicile, le 8 décembre 1998, à l'âge de soixante-quinze ans.

L'inhumation a eu lieu le 11 décembre, à Eyragues. Mas Besuregard, 13630 Eyragues.

— Vincennes, Paris. M^{me} Yvonne LIEPPO, son épouse, Daniel, Serge et Patricia, ses enfants, ses petits-enfants, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de M. LIEPPO HUANG CHOU MING, survenue à Vincennes, le 16 décembre 1998, dans sa quatre-vingt-quatrième année, muni des sacrements de l'Eglise.

La bénédiction sera célébrée par le RP Claude Larre, dans la plus stricte intimité, au cimetière du Père-Lachaise, 144, avenue de Paris, 94300 Vincennes.

— L'Amicale des réseaux Action de la France combattante a la grande douleur de faire part du décès, survenue le 16 décembre 1998, dans sa quatre-vingt-septième année, de son fondateur, le colonel (e.r.) Paul RIVIERE, commandeur de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération, croix de guerre 1939-1945, médaille de la Résistance avec rosette et titulaire de nombreuses décorations étrangères.

Les obsèques religieuses se dérouleront le samedi 19 décembre, à 15 heures, en l'église de Montagny (Loire). (Lire ci-dessus.)

— Lyon, Saint-Rambert. Guy et Claudie Sedallian, Alain et Anne-Marie Sedallian et leurs filles, Jean-Pierre Sedallian, ses enfants et petite-fille, M^{me} Péquerette Minjat, M^{me} André Arnaud, et leurs familles, Le personnel de l'Association d'aide aux personnes âgées du quartier de Saint-Rambert, font part du décès, survenue à l'âge de quatre-vingt-dix-sept ans, de M^{me} Paul SEDALLIAN, née Edith VALAYER.

Selon la volonté de la défunte, les funérailles religieuses ont eu lieu dans l'intimité familiale.

— Yves et France TERRAIS, Hugues et Tu Terrais, ses enfants, Gabriel, Thomas-Vincent, Frédéric, ses petits-fils, Les familles Terrais, Croux, Vincent, Barou, ont la tristesse de faire part du décès de M^{me} Louis TERRAIS, née Marthe VINCENT, survenue dans sa quatre-vingt-sixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 19 décembre, à 10 heures, en l'église Saint-Martin de Vertou (Loire-Atlantique).

23, rue du Père-Corranin, 75014 Paris, 110, rue des Grands-Champs, 75020 Paris.

— La délégation aux Arts plastiques, Et l'Ecole nationale des beaux-arts de Bourges font part du décès de Michel PARRÉ, survenu le soir du 15 décembre, et émouvant de l'eslime et de l'amitié que tous, artistes, collègues et étudiants lui portaient.

Nous partageons l'émotion d'Anne, d'Elise et de Jean-Baptiste, à qui nous adressons tous notre sympathie.

Anniversaires de décès

— Ses proches, Ses amis, Et tous ceux qui l'ont aimé se souviennent de André RONDEPIERRE, qui les quittait brutalement, il y a dix ans, le 18 décembre 1988.

— Pour le dixième anniversaire du décès de Jean-Georges VONDRUS-REISSNER, une pensée est adressée à ceux qui l'ont connu et aimé.

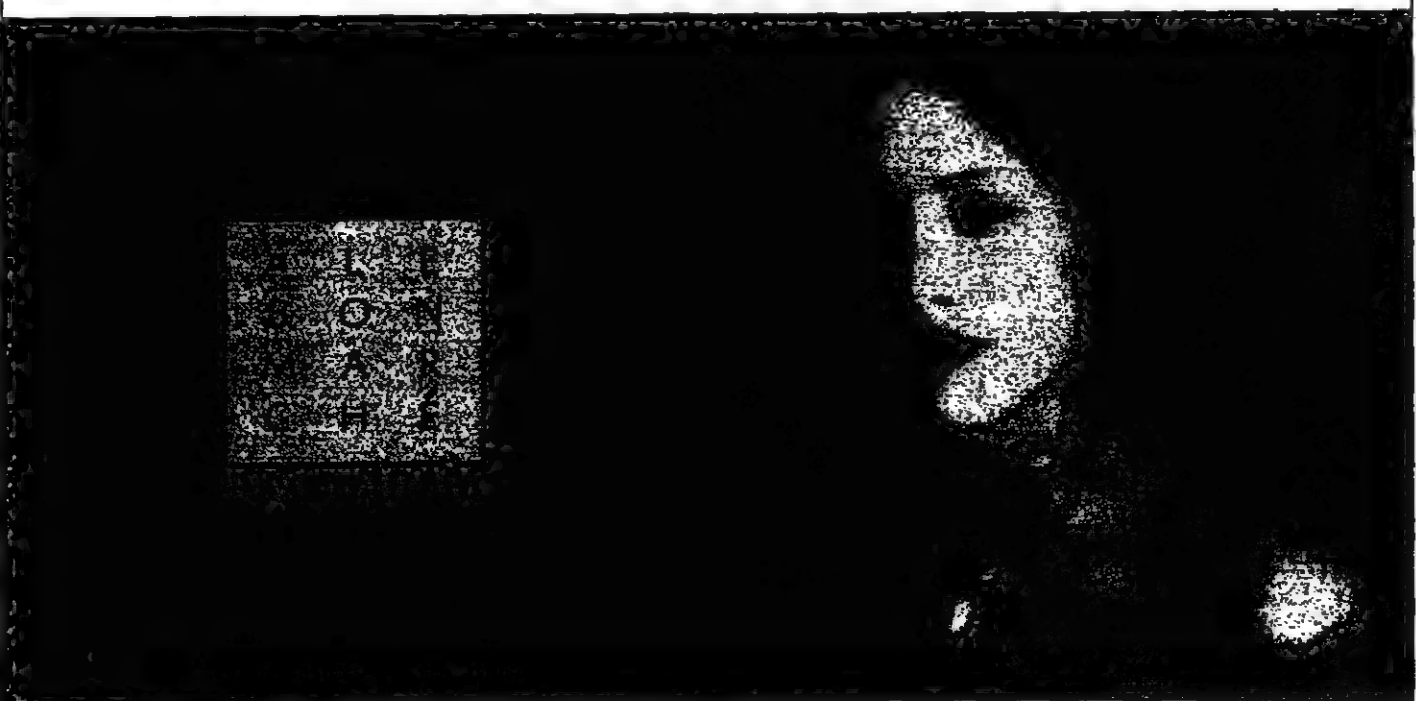
— Il y a vingt ans, le 18 décembre, nous quitte.

Il fut rapporteur de la Déclaration des droits de l'homme, en 1946, à l'Assemblée nationale constituante.

Que ceux qui l'ont connu et aimé tiennent une pensée pour lui.

Gilbert ZARSAS

OUVERTURES EXCEPTIONNELLES
DIMANCHE 20 DE 10H À 19H.
NOCTURNE MERCREDI 23 JUSQU'À 22H.



AFFAIRES

INDUSTRIE

● **RENAULT** : le constructeur français a signé, jeudi 17 décembre, un mémorandum pour la reprise de 51 % du capital du constructeur roumain Dacia, dont il était le seul candidat au rachat. Le prix d'acquisition est évalué à 750 millions de francs par l'Etat roumain, propriétaire de Dacia.

● **AT&T** : l'opérateur de téléphone américain s'apprête à relancer son plan de développement de réseaux utilisant des liaisons radio afin d'attaquer le marché du téléphone local, selon le magazine *Business Week* du 18 décembre. Ce projet, jugé trop coûteux, a été stoppé l'an passé.

● **DAEWOO** : le secrétaire d'Etat à l'Industrie, Christian Plerret, a écrit au PDG de Samsung, Jun Jong-Young, pour le rencontrer à propos de l'avenir des trois usines de Daewoo Electronics en Lorraine. Dans le cadre d'un échange d'actifs entre Industriels sud-coréens, Samsung s'apprête à reprendre les activités électroniques de Daewoo.

● **GENERAL MOTORS** : le numéro un américain de l'automobile va porter de 37,5 % à 49 % sa participation dans le constructeur japonais de poids lourds Isuzu Motors.

● **PHILIPS** : le groupe néerlandais a annoncé, le 17 décembre, qu'il versera à ses actionnaires 10 milliards de francs, via un rachat d'actions mi-1999. Il a signé, le 17 décembre, un accord de vente de son activité terminaux de radiomobilité à la société belge Advantra.

SERVICES

● **SEMA GROUP** : le groupe franco-britannique d'informatique, qui veut attirer davantage d'actionnaires français, est coté depuis le 17 décembre à Paris au marché à règlement mensuel.

● **STAFOR FACOM** : le groupe français a annoncé le rachat de Wermid, numéro deux allemand du mobilier de bureau.

● **HOCHTIEF** : le numéro deux allemand du BTP a annoncé, vendredi 18 décembre, son retrait du capital du numéro un du secteur, Philipp Holzmann. Après avoir échoué à en devenir l'actionnaire de référence, Hochtief a cédé sa participation de 15 % à la société Gebema N.V., filiale du groupe belge Gevaert.

FINANCE

● **La Lyonnaise de banque** absorbe la Banque régionale de l'Ain. (Lire p. 19.)

● **LABOBANK-ACHMEA** : la banque coopérative et l'assureur néerlandais ont abandonné leur projet de fusion, annoncé en juin. La Rabobank va reprendre les discussions avec la banque belge Kredietbank-Cera (KBC).

● **CCF** : l'assureur suisse Swiss Life veut rester au capital du Crédit commercial de France (CCF), dont il est le premier actionnaire, avec 9,9 %. L'assureur japonais Taiyo Mutual Life a porté sa participation dans le CCF à 5 % des droits de vote et 3,65 % du capital. Par ailleurs, le CCF va entrer à hauteur de 25 % dans le capital de Financo, filiale de crédit à la consommation du Crédit mutuel de Bretagne.

● **GAN** : le groupe d'assurances a vendu Château Clinet, un des grands crus de Pomerol, pour environ 80 millions de francs.

RÉSULTATS

● **MOULINEX** : le fabricant français d'électroménager, a annoncé des pertes semestrielles de 69 millions de francs, contre un bénéfice de 21 millions un an plus tôt. Le chiffre d'affaires recule de 45 millions pour s'établir à 3,41 milliards sur la même période.

* Cotation, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde » : www.lemonde.fr/bourse

PARIS CAC 40



Principaux écarts au règlement mensuel

Hausse	Cours	Var. %	Var. %
BERTRAND PAUL	107,2	+7,70	+8,86
SODEHO ALIA	107,2	+7,80	+8,19
SIDEL	107,2	+6,78	+12,53
ATOS CA	107,2	+6,81	+67,13
PIRELLA GÖTTSCHE	107,2	+1,27	+36,56
MONTPEUT SA	107,2	+0,8	+214,07
SFRM	107,2	+5,74	-34
SATA	107,2	+4,41	+26,26
CAV GEMIN	107,2	+4,82	+77,15
CRÉDIT FON. FRAN.	107,2	+4,65	-4,25

LES PLACES BORSIÈRES

PARIS

L'INDICE CAC 40 de la Bourse de Paris a rapidement accentué son repli en perdant 1,37 %, à 3 699,72 points, à la mi-journée, vendredi 18 décembre, dans un volume d'activité réduit à 3,7 milliards de francs. La reprise des débats liés à la procédure de destitution du président Clinton a pesé sur le cours du dollar, dont l'affaiblissement à 5,56 francs s'est à son tour répercuté sur les places européennes. La nouvelle baisse des cours du pétrole, le baril de Brent cédant 1,3 dollar, à 10,09 dollars le baril, a affecté le cours des valeurs pétrolières, notamment Elf Aquitaine (-4,3 %). Total (-1,9 %) et Esso (-0,9 %). L'action du groupe Renault, qui s'apprête à reprendre le constructeur roumain Dacia, a abandonné 2 %. En revanche, le titre NRJ a brusquement grimpé de 14,6 % après l'annonce de ses résultats pour l'exercice 1997-1998, en hausse de 12 %.

FRANCFORT

MALGRÉ LA FERMETÉ des places asiatiques et américaine, la Bourse allemande a ouvert en baisse vendredi 18 décembre. Quelques minutes après le début des cotations, l'indice DAX de la Bourse de Francfort reculait de 0,65 %, à 4 701,59 points. L'action Philipp Holzmann gagnait 4,7 % après que Hochtief et Deutsche Bank eurent annoncé le transfert de parts de la société au groupe belge Gevaert.

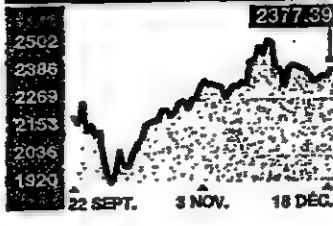
LONDRES

L'ANNONCE INATTENDUE d'une progression de l'indice des ventes de détail en Grande-Bretagne pour le mois de novembre a permis à la place londonienne de terminer en hausse jeudi 17 décembre. L'indice Footsie a clôturé sur un gain de 0,97 %, à 5 685,2 points. Les valeurs pétrolières étaient à la hausse après l'attaque anglo-américaine contre l'Irak.

Indices boursiers

Europe 12h30	Cours	Var. %	Var. %
PARIS CAC 40	3699,72	-1,37	-0,81
SBF 250	2377,59	-0,18	-22,24
SECONDE MAR.	1931,55	-0,42	5,06
MIDCO	1565,60	-0,27	-2,70
LONDRES FTSE 100	5685,2	+0,97	12,12
AMSTERDAM AEX	1119,51	+0,88	25,48
BRUXELLES BEL	2501,55	+0,11	40,84
FRANCFORT DAX	4701,59	-0,65	10,80
MADRID IBEX 35	3593,10	-0,14	28,31
MILAN MIBEX	2231,1	-0,14	29,82
SUISSE SMX	2882	-0,27	12,07
STOCKHOLM	585,99	-0,23	-
EURO STOXX 20	1280,83	-0,44	-
STOCKHOLM	3164,19	-0,28	-
EURO STOXX 50	915,23	-0,48	-

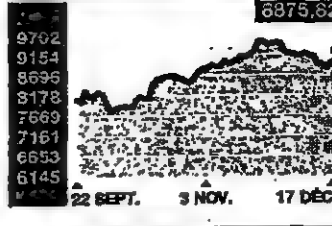
PARIS SBF 250



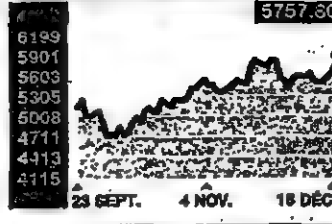
Monde

MONDAY	1712	var%	1712	var%
NEW YORK DJ	8755,84	+0,87	12,23	
SP 500	1173,55	+1,85	21,58	
NASDAQ	2043,88	+1,72	30,15	
BUENOS AIRES M.	418,58	+0,18	-30,18	
JOHANNESBURG	3274,20	-0,30	-20,88	
MEXICO BOLSA	1221,32	+1,34	-32,88	
SANTO DOMINGO	70,33	+0,30	-32,54	
SÃO PAULO BOVL	893	-0,40	-84,85	
TORONTO TSX	6291,45	+0,12	-6,08	
ASIE 10h15	6792	-17,52	51,02	
BANGKOK SET	2471	1,06	-4,88	
NONKONG NK	12225,23	1,42	-4,88	
SEOUL	39,09	4,08	40,90	
SEMIPOUR ST	1805,98	2,91	4,87	
TOKYO ALL G.	1412,26	0,93	0,93	
SIDNEY AU	1412,26	0,93	0,93	

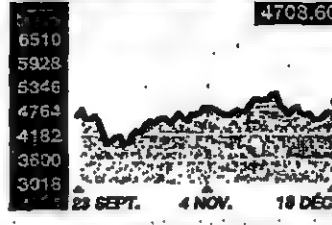
NEW YORK DOW JONES



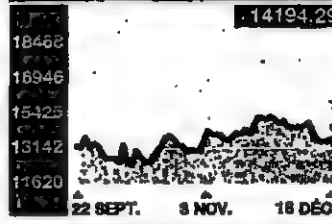
LONDRES FTSE 100



FRANCFORT DAX



TOKYO NIKKEI



Matières premières

Endollars	Cours	Var. %	Var. %
MÉTALUX (LONDRES)	1457,3	-0,03	-
CUVRE 3 MOIS	1457,3	-0,03	-
ALUMINUM 3 MOIS	1457,3	-0,03	-
PLOMB 3 MOIS	1457,3	-0,03	-
ETAIN 3 MOIS	1457,3	-0,03	-
ZINC 3 MOIS	1457,3	-0,03	-
NICKEL 3 MOIS	1457,3	-0,03	-
MÉTALUX (NEW YORK)	1457,3	-0,03	-
ARGENT A TERME	1457,3	-0,03	-
PLATINE A TERME	1457,3	-0,03	-
OR A TERME	1457,3	-0,03	-
SOUS-SOLDES	1457,3	-0,03	-
MAIS (CHICAGO)	1457,3	-0,03	-
SOJA (CHICAGO)	1457,3	-0,03	-
SOJA TOURTEAU (CHIC)	1457,3	-0,03	-
SOFTS	1457,3	-0,03	-
CACAO (NEW YORK)	1457,3	-0,03	-
CAPI (LONDRES)	1457,3	-0,03	-
SUCRE BLANC (PARIS)	1457,3	-0,03	-

Pétrole

En dollars	Cours	Var. %	Var. %
BRENT (LONDRES)	1457,3	-0,03	-
WTI (NEW YORK)	1457,3	-0,03	-
LIGHT SWEET CRUDE	1457,3	-0,03	-

Or

En francs	Cours	Var. %	Var. %
OR FINE KILLO BARRE	52250	-0,19	-
OR FINE KILLO	52250	-0,19	-
ONCE D'OR LONDRES	110	+1,81	-
PIÈCE FRANCE 20 F.	110	+1,81	-
PIÈCE SUISSE 20 F.	110	+1,81	-
PIÈCE UNION LAT. 20 F.	110	+1,81	-
PIÈCE 20 DOLLARS US	110	+1,81	-
PIÈCE 10 DOLLARS US	110	+1,81	-
PIÈCE 50 PESOS MEX.	110	+1,81	-

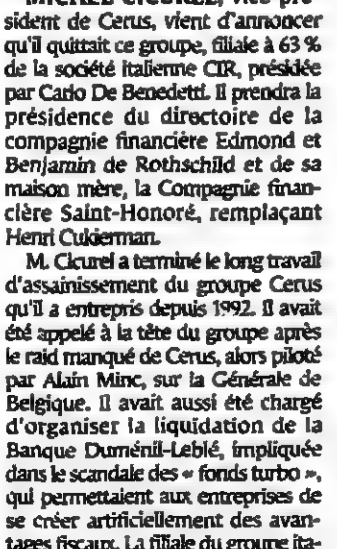
TAUX

● **Europe** : les marchés obligataires européens étaient stables en début de matinée, vendredi 18 décembre. Le cours du contrat notional, qui traduit l'évolution des obligations d'Etat françaises, gagnait 2 centimes, à 111,57 points. Soit, équivalent allemand, le contrat Bund, cédait, quant à lui, un centime à 115,88 points. La veille, Jean-Claude Trichet, gouverneur de la Banque de France, avait affirmé que la Banque centrale européenne ne devrait « pas changer rapidement » son taux d'intervention.

Toutefois, les opérateurs n'ont pas perdu tout espoir d'un assouplissement de la politique monétaire. La note de conjoncture publiée par l'Insee, vendredi, confirme la perspective d'un ralentissement de la croissance française en 1999, même si la dérive du chômage soutiendrait la consommation. Ces statistiques confirment les prévisions pessimistes publiées par l'Institut IFO.

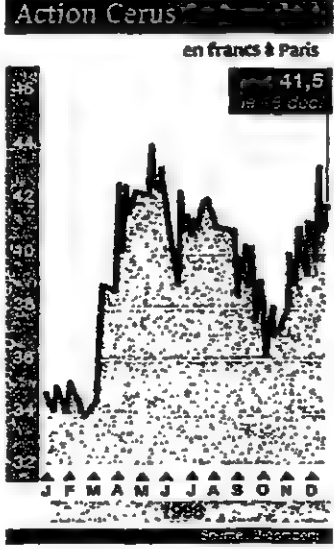
Valeur du jour : Cerus, la fin d'une errance

Action Cerus



45 francs par titre, le groupe CIR ferait une bonne affaire. L'action s'échangeait, jeudi 17 décembre, à 41,50 francs, mais la valeur d'actif net de Cerus, même en tenant compte de l'incertitude sur la qualité de certains avoirs du groupe, serait plus proche de 60 francs. Selon Marc Mozzi, analyste chez BNP Equities, avec le report définitif dont bénéficie Cerus, l'actif net vaudrait même 65 francs par action.

Action Cerus



couverture, hérité de la Banque Duménil-Leblé. Le groupe CIR a aujourd'hui davantage de perspectives de placement en Italie : il est, par exemple, candidat à la privatisation des aéroports de Rome.

Le conseil d'administration, qui s'est réuni, jeudi 17 décembre, sous la présidence de M. De Benedetti, a décidé de tourner une page dans l'histoire de Cerus en lançant une offre publique de rachat d'actions au prix de 45 francs par titre. CIR s'apprête à passer ses titres à cette offre et à voter à rester le dernier actionnaire. « Les minoritaires pourront être servis à 100 % s'ils apportent leurs titres à l'offre », constate un dirigeant du groupe. L'opération, si elle était totalement suivie, coûterait environ 535 millions de francs à Cerus. Parmi ses actionnaires minoritaires, Cerus compte l'investisseur américain Guy Wyser-Pratte.

Cours de change

1972 12h30	Cours	Var. %	Var. %
FRANCE	5,58	0,59	0,26
DM	1,86	1,99	2,79
LIRE (100)	154,10	154,61	229,16
YEN (100)	154,10	154,61	229,16
FLORIN	1,87	2,21	3,15
PR. S.	1,25	1,69	2,28
LIVRE	0,59	0,70	0,64
SCU	0,54	0,70	0,64
DOLLAR	1,18	1,58	0,74

Taux d'intérêt (%)

Taux 12h30	Taux	Taux	Taux
FRANCE	5,58	3,00	3,88
ALLEMAGNE	5,58	3,00	4,72
COE-BRETAG.	5,58	3,00	4,72
ITALIE	5,58	3,00	4,72
JAPON	5,58	3,00	4,72
ETATS-UNIS	5,58	3,00	4,72
SUISSE	5,58	3,00	4,72
PAYS-BAS	5,58	3,00	4,72

Marché des changes

Devises 12h30	Cours	Actuel	Vente
ALLEMAGNE (100)	115,88	115,88	115,88
AUTRICHE (100)	115,88	115,88	115,88
BELGIQUE (100)	115,88	115,88	115,88
CANADA	115,88	115,88	115,88
DANEMARK (100)	115,88	115,88	115,88
ESPAGNE (100)	115,88	115,88	115,88
ETATS-UNIS	115,88	115,88	115,88
FINLANDE (100)	115,88	115,88	115,88
GRÈCE (100)	115,88	115,88	115,88
IRLANDE (100)	115,88	115,88	115,88
ITALIE (100)	115,88	115,88	115,88
JAPON (100)	115,88	115,88	115,88
NORVÈGE (100)	115,88	115,88	115,88
PAYS-BAS (100)	115,88	115,88	115,88
PORTUGAL (100)	115,88	115,88	115,88
SUÈDE (100)	115,88	115,88	115,88
SUISSE (100)	115,88	115,88	115,88

Matif

Cours 12h30	Volume	dernier	premier
18 décembre 98	12,7	41,5	41,5
19 décembre 98	12,7	41,5	41,5

ÉCONOMIE

L'Insee prévoit une croissance plus faible que prévu en 1999

SECONS les prévisions de l'Insee, rendues publiques jeudi 17 décembre, la croissance en France n'atteindrait que 0,3 % au premier trimestre 1999 et 0,6 % au second. Si ces prévisions se confirment, l'objectif du gouvernement de parvenir à une croissance annuelle de 2,7 % paraît difficilement réalisable. Mais le ministre des Finances, Dominique Strauss-Kahn, a déclaré au Sénat que les dernières prévisions de croissance du FMI pour la France en 1999, publiées prochainement, seraient proches des 2,7 %. Selon l'Insee, le ralentissement de la croissance économique ne devrait pas affecter la poursuite de la baisse du chômage qui s'établirait à 11,4 % en juin 1999, grâce à une progression moins soutenue mais suffisante de l'emploi (lire p. 7).

■ **ALLEMAGNE** : l'Institut de conjoncture IFO a indiqué qu'il s'attendait à ce que la croissance allemande n'atteigne que 1,7 % en 1999. En octobre, l'Institut d'autres instituts, IFO prévoyait encore une croissance de 2,3 % en 1999.

■ **UNION EUROPÉENNE** : le conseil des ministres de l'UE a donné, jeudi 17 décembre, son accord final au programme d'aide alimentaire d'urgence à la Russie. Cette assistance s'élève à 400 millions d'euros (5,2 milliards de francs). Elle permettra la livraison d'un million de tonnes de blé, 500 000 tonnes de seigle, 150 000 tonnes de viande de bœuf, 100 000 tonnes de porc, 50 000 tonnes de foin et autant de lait en poudre.

■ **CORÉE DU SUD** : la Corée du Sud a annoncé vendredi 18 décembre qu'elle avait commencé à rembourser en temps et en heure la première tranche de 2,5 milliards de dollars d'un prêt qui lui a été accordé par le Fonds monétaire international, en effectuant un premier versement de 1,1 milliard de dollars.

■ **INDONÉSIE** : la Banque mondiale a décidé de ne pas consentir à l'Indonésie le prêt de 1 milliard de dollars qu'elle lui a promis qu'après les élections prévues en juin 1999, à déclarer son représentant local, Dennis de Tray, dans une interview publiée vendredi par le Jakarta Post.

■ **FMI** : le comité intérimaire du FMI doit devenir « l'embryon de gouvernement » que nécessite l'économie mondiale, a affirmé jeudi 17 décembre à Rome le ministre du Trésor, Carlo Azeglio Ciampi. M. Ciampi est depuis le mois d'octobre président du Comité intérimaire du FMI.

■ **FRANCE** : le président de l'Union des industries textiles et président de la commission sociale du Medef a demandé jeudi 17 décembre « une réduction massive et immédiate des charges sociales patronales sur le travail peu qualifié pour éviter une dégradation rapide du marché de l'emploi en 1999 ».

■ **EUROPE** : le Parlement européen a adopté jeudi 17 décembre le budget de l'Union européenne pour 1999, qui s'élève à 85,5 milliards d'euros en crédits de paiements, soit une progression de 2,4 % par rapport à 1998.

Mais le Parlement européen a infligé un camouflet à la Commission européenne en refusant de lui accorder la décharge budgétaire pour 1998, afin de la sanctionner pour sa mauvaise gestion dans des affaires de fraude et d'irregularités.

■ **ETATS-UNIS/UE** : les Etats-Unis pourraient engager dès février des mesures de restrictions commerciales contre l'Union européenne si un accord n'est pas trouvé dans le conflit sur la banane, a indiqué Charles Barshesky, la Représentante américaine pour le commerce, dans une entrevue jeudi à USA Today.

RÈGLEMENT MENSUEL

19 DÉCEMBRE 1998

Code	Titre	Cours	Var. %
100	ALCANTARA	100	-
101	ALCANTARA	100	-
102	ALCANTARA	100	-
103	ALCANTARA	100	-
104	ALCANTARA	100	-
105	ALCANTARA	100	-
106	ALCANTARA	100	-
107	ALCANTARA	100	-
108	ALCANTARA	100	-
109	ALCANTARA	100	-
110	ALCANTARA	100	-

COMPTANT

19 DÉCEMBRE 1998

Code	Titre	Cours	Var. %
100	ALCANTARA	100	-
101	ALCANTARA	100	-
102	ALCANTARA	100	-
103	ALCANTARA	100	-
104	ALCANTARA	100	-
105	ALCANTARA	100	-
106	ALCANTARA	100	-
107	ALCANTARA	100	-
108	ALCANTARA	100	-
109	ALCANTARA	100	-
110	ALCANTARA	100	-

SECOND MARCHÉ

19 DÉCEMBRE 1998

RÈGLEMENT MENSUEL

VENDREDI 18 DÉCEMBRE
Liquidation : 23 décembre
Taux de report : 3,63
Cours relevés à 12h30

CAC 40

-1,10%
CAC 40 :
3709,73

[illegible][illegible]

panier (Finu)	499	499	—	50	General atcctgr	1.95	1.95	—	—
Parsons-Alber	1-3	141	-1.39	5	Central bank	520	521	-0.19	1
ophia	236	237	-0.42	75	General Motors	397	396.10	1.04	1
pr Commun	275	298	+1.09	20	Harmony Gold	24.90	25.05	-0.15	—
riter Focam	338	340	+0.59	25	Hochst	23.96	35.50	-2.84	50
us des Eaux	1115	1113	-0.57	60	Hindalco	238	233.10	-2.05	—
ynthesol	1365	1228	-0.77	60	Mc Dorn	941	918	-2.44	—
erchip	425	424.5	+0.57	20	LCI	50.40	52	+3.17	1
ommon CSF	239.80	257	+1.16	20	to Volado	356.90	366.10	+2.57	50
IF	566	556	-1.76	50	Kingsfisher plc	58.30	57.70	-1.02	—
IF	562	547	-2.51	100	Machinista	94.05	94.95	+0.95	50
gnal	707	707	+2.31	100	Mc Dorn	998	996.60	-0.60	—
ntier Assur. Diff	700	700	—	—	Merck and Co	537	517	-1.20	—
nsior	60.50	59.95	-1.90	20	Metals Bank Corp.	32.65	33	+1.07	50
nsor	399.30	399.50	-2.35	20	Metall Corpora	505	491	-1.77	1
ndes	185.23	186	-0.25	100	Morgan J.P.	560	566	+7.97	2
ndes	178	178	-1.65	100	Neon	112.40	112.80	+0.88	10
nter. exch. et div	1100	1065	-0.54	10	Nippon Meat Packer	82	85.40	-4.74	2
nter	1369	1395	+1.75	100	Noka	640	635	-0.78	50
nter. ex. (Some)	84.50	82.10	-2.64	10	Norsk Hydro	178.10	174.10	-2.72	20
nter. ex.	685	661	-3.50	17	Petrofina	2025	2048	-5.98	—
					Philly Motors	27.20	27.3	+0.15	—
					Philips NV	336	351	+4.46	10
					Placer Dome Inc	67.05	67	-0.07	—
					Prater Gamble	495	490	-1.01	—
					Quilvest	315.50	313	-0.75	—
					Randfontein	13.45	12.75	-5.20	—
					Rio Tinto Plc	63	62.80	-0.31	—
					Royal Dutch	267.10	264.90	-0.82	1
					Saga Electronics	125.50	126.20	-0.20	50
					Sarnco Group PLC	50.00	50	—	—
					Schlumberger	247.00	246.50	-0.24	—
					Shell Transport	33.25	32.60	-1.95	—
					Siemens	364.20	361	-0.38	5
					Sonoco	402	400.60	-0.64	—
					Stmcoelectronics	439	436	-2.95	15
					Sumitomo Bank	60	60.90	+1.50	50
					T.O.U.A.	466.50	469.50	+0.55	50
					Toshiba	246.90	243.10	-3.80	—
					Tyrol	33.30	33.40	+0.10	50
					Unilever	427.80	432.70	-5.63	—
					United Technol.	547	543	-0.75	5
					Volvo Group G	427.10	425	-0.64	—
					Yamato Corp	175.50	—	—	50
					Zanussi Copper	7.80	7.68	-2.56	—

VALEURS ETRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	%	Nominal (1)
Anc. Act.	1869	1865	-0.32	5
Ant. Anso Holi	112.20	112.49	+0.17	1
Decro SA	2400	2422	+0.81	10
Edel-Sabonm AG	598	606	+2.19	5
Es. Res. Can. Express	504	504	—	5
Imvaco Act. Ind.	40.35	38.10	-5.57	—
Imvaco American	159.60	159	-0.37	—
Imvaco Gold Ltd	257	238.30	-8.62	—
Imvaco Gold	212	212	—	—
Imvaco T.T.T.	398	396.16	-0.47	1
Imvaco Wiggins Act.	8.20			
Anso Sander	101	101.16	+0.09	715
Ant. Anso Holi	112.20	112.49	+0.17	1
Decro SA	2400	2422	+0.81	10
Edel-Sabonm AG	598	606	+2.19	5
Es. Res. Can. Express	504	504	—	5
Imvaco Act. Ind.	40.35	38.10	-5.57	—
Imvaco American	159.60	159	-0.37	—
Imvaco Gold Ltd	257	238.30	-8.62	—
Imvaco Gold	212	212	—	—
Imvaco T.T.T.	398	396.16	-0.47	1
Imvaco Wiggins Act.	8.20			
Anso Sander	101	101.16	+0.09	715
Ant. Anso Holi	112.20	112.49	+0.17	1
Decro SA	2400	2422	+0.81	10
Edel-Sabonm AG	598	606	+2.19	5
Es. Res. Can. Express	504	504	—	5
Imvaco Act. Ind.	40.35	38.10	-5.57	—
Imvaco American	159.60	159	-0.37	—
Imvaco Gold Ltd	257	238.30	-8.62	—
Imvaco Gold	212	212	—	—
Imvaco T.T.T.	398	396.16	-0.47	1
Imvaco Wiggins Act.	8.20			
Anso Sander	101	101.16	+0.09	715
Ant. Anso Holi	112.20	112.49	+0.17	1
Decro SA	2400	2422	+0.81	10
Edel-Sabonm AG	598	606	+2.19	5
Es. Res. Can. Express	504	504	—	5
Imvaco Act. Ind.	40.35	38.10	-5.57	—
Imvaco American	159.60	159	-0.37	—
Imvaco Gold Ltd	257	238.30	-8.62	—
Imvaco Gold	212	212	—	—
Imvaco T.T.T.	398	396.16	-0.47	1
Imvaco Wiggins Act.	8.20			
Anso Sander	101	101.16	+0.09	715
Ant. Anso Holi	112.20	112.49	+0.17	1
Decro SA	2400	2422	+0.81	10
Edel-Sabonm AG	598	606	+2.19	5
Es. Res. Can. Express	504	504	—	5
Imvaco Act. Ind.	40.35	38.10	-5.57	—
Imvaco American	159.60	159	-0.37	—
Imvaco Gold Ltd	257	238.30	-8.62	—
Imvaco Gold	212	212	—	—
Imvaco T.T.T.	398	396.16	-0.47	1
Imvaco Wiggins Act.	8.20			
Anso Sander	101	101.16	+0.09	715
Ant. Anso Holi	112.20	112.49	+0.17	1
Decro SA	2400	2422	+0.81	10
Edel-Sabonm AG	598	606	+2.19	5
Es. Res. Can. Express	504	504	—	5
Imvaco Act. Ind.	40.35	38.10	-5.57	—
Imvaco American	159.60	159	-0.37	—
Imvaco Gold Ltd	257	238.30	-8.62	—
Imvaco Gold	212	212	—	—
Imvaco T.T.T.	398	396.16	-0.47	1
Imvaco Wiggins Act.	8.20			
Anso Sander	101	101.16	+0.09	715
Ant. Anso Holi	112.20	112.49	+0.17	1
Decro SA	2400	2422	+0.81	10
Edel-Sabonm AG	598	606	+2.19	5
Es. Res. Can. Express	504	504	—	5
Imvaco Act. Ind.	40.35	38.10	-5.57	—
Imvaco American	159.60	159	-0.37	—
Imvaco Gold Ltd	257	238.30	-8.62	—
Imvaco Gold	212	212	—	—
Imvaco T.T.T.	398	396.16	-0.47	1
Imvaco Wiggins Act.	8.20			
Anso Sander	101	101.16	+0.09	715
Ant. Anso Holi	112.20	112.49	+0.17	1
Decro SA	2400	2422	+0.81	10
Edel-Sabonm AG	598	606	+2.19	5
Es. Res. Can. Express	504	504	—	5
Imvaco Act. Ind.	40.35	38.10	-5.57	—
Imvaco American	159.60	159	-0.37	—
Imvaco Gold Ltd	257	238.30	-8.62	—
Imvaco Gold	212	212	—	—
Imvaco T.T.T.	398	396.16	-0.47	1
Imvaco Wiggins Act.	8.20			
Anso Sander	101	101.16	+0.09	715
Ant. Anso Holi	112.20	112.49	+0.17	1
Decro SA	2400	2422	+0.81	10
Edel-Sabonm AG	598	606	+2.19	5
Es. Res. Can. Express	504	504	—	5
Imvaco Act. Ind.	40.35	38.10	-5.57	—
Imvaco American	159.60	159	-0.37	—
Imvaco Gold Ltd	257	238.30	-8.62	—
Imvaco Gold	212	212	—	—
Imvaco T.T.T.	398	396.16	-0.47	1
Imvaco Wiggins Act.	8.20			
Anso Sander	101	101.16	+0.09	715
Ant. Anso Holi	112.20	112.49	+0.17	1
Decro SA	2400	2422	+0.81	10
Edel-Sabonm AG	598	606	+2.19	5
Es. Res. Can. Express	504	504	—	5
Imvaco Act. Ind.	40.35	38.10	-5.57	—
Imvaco American	159.60	159	-0.37	—
Imvaco Gold Ltd	257	238.30	-8.62	—
Imvaco Gold	212	212	—	—
Imvaco T.T.T.	398	396.16	-0.47	1
Imvaco Wiggins Act.	8.20			
Anso Sander	101	101.16	+0.09	715
Ant. Anso Holi	112.20	112.49	+0.17	1
Decro SA	2400	2422	+0.81	10
Edel-Sabonm AG	598	606	+2.19	5
Es. Res. Can. Express	504	504	—	5
Imvaco Act. Ind.	40.35	38.10	-5.57	—
Imvaco American	159.60	159	-0.37	—
Imvaco Gold Ltd	257	238.30	-8.62	—
Imvaco Gold	212	212	—	—
Imvaco T.T.T.	398	396.16	-0.47	1
Imvaco Wiggins Act.	8.20			
Anso Sander	101	101.16	+0.09	715
Ant. Anso Holi	112.20	112.49	+0.17	1
Decro SA	2400	2422	+0.81	10
Edel-Sabonm AG	598	606	+2.19	5
Es. Res. Can. Express	504	504	—	5
Imvaco Act. Ind.	40.35	38.10	-5.57	—
Imvaco American	159.60	159	-0.37	—
Imvaco Gold Ltd	257	238.30	-8.62	—
Imvaco Gold	212	212	—	—
Imvaco T.T.T.	398	396.16	-0.47	1
Imvaco Wiggins Act.	8.20			
Anso Sander	101	101.16	+0.09	715
Ant. Anso Holi	112.20	112.49	+0.17	1
Decro SA	2400	2422	+0.81	10
Edel-Sabonm AG	598	606	+2.19	5
Es. Res. Can. Express	504	504	—	5
Imvaco Act. Ind.	40.35	38.10	-5.57	—
Imvaco American	159.60	159	-0.37	—
Imvaco Gold Ltd	257	238.30	-8.62	—
Imvaco Gold	212	212	—	—
Imvaco T.T.T.	398	396.16	-0.47	1
Imvaco Wiggins Act.	8.20			
Anso Sander	101	101.16	+0.09	715
Ant. Anso Holi	112.20	112.49	+0.17	1
Decro SA	2400	2422	+0.81	10
Edel-Sabonm AG	598	606	+2.19	5
Es. Res. Can. Express	504	504	—	5
Imvaco Act. Ind.	40.35	38.10	-5.57	—
Imvaco American	159.60	159	-0.37	—
Imvaco Gold Ltd	257	238.30	-8.62	—
Imvaco Gold	212	212	—	—
Imvaco T.T.T.	398	396.16	-0.47	1
Imvaco Wiggins Act.	8.20			
Anso Sander	101	101.16	+0.09	715
Ant. Anso Holi	112.20	112.49	+0.17	1
Decro SA	2400	2422	+0.81	10
Edel-Sabonm AG	598	606	+2.19	5
Es. Res. Can. Express	504	504	—	5
Imvaco Act. Ind.	40.35	38.10	-5.57	—
Imvaco American	159.60	159	-0.37	—
Imvaco Gold Ltd	257	238.30	-8.62	—
Imvaco Gold	212	212	—	—
Imvaco T.T.T.	398	396.16	-0.47	1
Imvaco Wiggins Act.	8.20			
Anso Sander	101	101.16	+0.09	715
Ant. Anso Holi	112.20	112.49	+0.17	1
Decro SA	2400	2422	+0.81	10
Edel-Sabonm AG	598	606	+2.19	5
Es. Res. Can. Express	504	504	—	5
Imvaco Act. Ind.	40.35	38.10	-5.57	—
Imvaco American	159.60	159	-0.37	—
Imvaco Gold Ltd	257	238.30	-8.62	—
Imvaco Gold	212	212	—	—
Imvaco T.T.T.	398	396.16	-0.47	1
Imvaco Wiggins Act.	8.20			
Anso Sander	101	101.16	+0.09	715
Ant. Anso Holi	112.20	112.49	+0.17	1
Decro SA	2400	2422	+0.81	10
Edel-Sabonm AG	598	606	+2.19	5
Es. Res. Can. Express	504	504	—	5
Imvaco Act. Ind.	40.35	38.10	-5.57	—
Imvaco American	159.60	159	-0.37	—
Imvaco Gold Ltd	257	238.30	-8.62	—
Imvaco Gold	212	212	—	—
Imvaco T.T.T.	398	396.16	-0.47	1
Imvaco Wiggins Act.	8.20			
Anso Sander	101	101.16	+0.09	715
Ant. Anso Holi	112.20	112.49	+0.17	1
Decro SA	2400	2422	+0.81	10
Edel-Sabonm AG	598	606	+2.19	5
Es. Res. Can. Express	504	504	—	5
Imvaco Act. Ind.	40.35	38.10	-	

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12h30
VENDREDI 18 DÉCEMBRE

OBLIGATIONS	% du total	
	du titre	du coupon
NatLib, 9% 91-02	12,05	
CEPMF 9% 89-99 Caa	10,62	
CEPMF 9% 92-06 TSR		12,50
CFO 9% 90-04 Caa		12,50
CFO 9% 92-03 Caa		12,50
CCF 10,25/80-01 Caa	11,60	
CLF 8,5% 88-00 Caa	10,72	
CNA 9% 92-02 C	13,26	
CRH 8,6% 1992-94	11,8	
CRH 8,5% 1087-88	10,62	
CRH 8,5% 1087-88	10,62	
EDF 6% 92-04 C	12,35	
Fluorind 9,95/91-Dea	13,55	
Fluorind 10,8/92-Dea	14,62	
Imort 9,75% 90-94	13,66	
DAT TMS 8,75/91 Caa	10,62	
DAT 8,25/91 Caa	10,62	
DAT 8,25/90 Caa	10,62	

[illegible]

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12h30
VENDREDI 18 DÉCEMBRE

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Accia (N°) #	85,95	86,00
AFE #	676	680
Agile #	512	505 1/2
Albert S.A./Des.	60,60	61
Antipharma #	405	408 1/2
Asystem #	123,10	122,50
Atique Picante (L.)	98	98 1/2
Compt Tenues&Bij.	390,10	390
Cot Vertes	115,10	114
Crédit CM	829	830
IM P.	150	150
Corion (Lyon)	424,90	425
Coolest (Ly) #	345	349
Aut S.A.	267	269

[illegible]

GE Industries Inc.	200	197	Peak Body
Grafco (Ly.)	10,40	106	Peach-Lyonic
GLM SA	116,10	1,320	Pichet
Gys Gullin (Ly.)	14,10	145	Ponpout Est (Ns)
Kindy	93,50	7	Radiati
Guertel S.A.	104	78	Roberts
Jermes Ind.	40	45	Roussac-Guthard
John Dapelo	620	830	Saccharin
LCST Groups	101	180	Sofa (Ly.)
L.C.C.	169,90	12,150	Smoly (Ly.)
ICOM Information	150	130	Sofinex
Idunova Partici	85	10	Sopex
Int. Computer	45,95	44,70	Specia
IPMA	45	45	Syco
Int-Metropole TV	915	915	Traide-France
Manitou	15	15	Tyco
Manitron	370	370	Thermacel Cps.
Mark Bromel	351	340,10	Transal
Mark-Lyonic	40	40	Union Fin.
Motex	71,40	69,90	Tronay Carlin
MGI Coulee	200,10	200,50	Tronay Cavin
Monnaret Jouet	75,30	71,50	Viad et al.
Nal-Nav	75,50	75,50	Vinay Close Clot
NSC Cps (Ns)	640	640	Vinay
Onet	723	723	
Paul Proust	123	123	

NOUVEAU MARCHÉ			MARCHÉ LIBRE		
Une sélection. Cours relevés à 12 h 30			Une sélection. Cours relevés à 12 h 30		
VENDREDI 18 DÉCEMBRE			VENDREDI 18 DÉCEMBRE		
VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours	VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Agiplast 920	20,20	22	Eurathex	22	24,30
Appliquée Oncor	120	125	Euro Finance Ind.	702	702
Bolédor	350	365	Cibor-ICI	175	175
BVRP	275	260	CTT-SCETI	460	460
Chemun	6,50	4,30	Six leaders de la	185	185
Duran Dubois	43,30	3,70	Tree of Life	111	111
Eurofin Interfin	363	370			
FOM Pharma II	18	11,35			
Gensec	470	430			
Gyngon Action B	2,80	2,80			
Intelon	158	154,80			
Jelex	54	53,20			
La Cit Group	99	97,85			
Orluc	665	675			
Oreacim	320	320			
Piclogia	111,20	110			
RJI Sarcel	229	200			

SICAV et FCP

Une sélection
Cours de clôture le 17 décembre

VALEURS	Emission Frais Incl.	Rachat net
GIFI		
Ratio Ambiano (Ava.)	186,22	209,09
Ratio Actions (Ava.)	145,09	156,09
DNP	\$815 BNP	
Ratio Banque Paribas	520,74	527,74
Ratio Court Terme	14830	14830
Ratio Euro Termes 2...	4007,35	4009,37
Ratio Epargne	728,66	727,19
Ratio Ep. Croissance	387,25	372,89
Ratio Ep. Patrimoine	161,37	15821
Ratio Epargne Rareté	147,89	150,41
Ratio Epargne Tellest	1207,44	1206,58
Ratio Euro Valeurs	1273,94	1245,96
Ratio Euro Oblig.	1145,33	1139,19
Ratio Euro Portef.	1201,84	1176,22
Ratio Euro Perspect.	2697,52	2697,35
Ratio Euro Rendement	1207,44	1206,58
Ratio Euro	1171,61	1170,64
Ratio Monétaire C.	5654,75	5494,75
Ratio Monétaire D.	5206	5205
Ratio Oblig. IT	348,22	348,22
Ratio Oblig. MTC	247,04	257,68
Ratio Oblig. MIT D	217,35	196,22
Ratio Opportunités	217,35	217,35
Ratio Placement C.	8152,61	8152,61
Ratio Placement D.	70772,92	70772,92
Ratio Rendement	1154,57	1143,10
Ratio Sécurité	13505,94	13505,94
Ratio Valeurs	1647,29	1647,29
BANQUE POPULAIRE ASSET MANAGEMENT		
	96909,26	96909,26
	305,56	301,81

Management	
Boorse Irwin D PEA	1.035,48
Sul SudDev. C...	2.662,02
Sul SactDev. C...	2.282,49
LTI-PROMOTEURS CCBP-CDC	
Immo Intraite C...	332,96
Immo Natrate C...	315,24
TRESOR	
3616 CDC TRESOR	2.056,81
slavay C...	2.664,85
slavay C...	2.664,85
CAISSE D'EPARGNE	
Act. Petrar D	357,67
Capitalisation C...	277,07
Epargne C...	871,50
Epargne C...	41.851,47
Epargne C...	283,19
fonc. CH 3610178	1.351,41
fonc. CH 3610178	12.917,17
Treasure C...	33,57
Treasure C...	310,99
Thimessier D...	2.818,26
Tour-Slav D...	1.980,87
Treasure C...	160,41
Treasure C...	19.319,89
Treasure C...	2.771,36
Union Ecuc. D...	108,48
CREDIT AG	
12640491	216,64
Amériq...	79,29
France Europe...	105,676
France Monde...	261,21
Puter C...	103,86
Puter C...	935,81
Puter C...	2.571,78
Puter C...	261,64

[illegible][illegible]

www.compaq.fr

AUJOURD'HUI

LE MONDE / SAMEDI 19 DÉCEMBRE 1998

SCIENCES Une équipe de chercheurs de l'université de Hawaï vient de présenter un nouveau procédé de prévision des éruptions volcaniques. ● FONDÉ sur l'utilisation

de satellites dotés de capteurs infrarouges qui détectent les anomalies thermiques, ce système est relayé quasiment en temps réel sur Internet, permettant l'alerte automa-

tique des autorités. ● L'USAGE de satellites géostationnaires rend possible la surveillance en continu d'une zone donnée. Douze volcans sont ainsi sous l'œil des engins amé-

ricains du réseau mis au point à Hawaï. ● L'OBSERVATION spatiale - en mode visible, radar ou infrarouge - est un mode d'étude des volcans de plus en plus prisé des géologues, en

complément des stations au sol. Des satellites météorologiques sont déjà utilisés à cet effet, et l'Europe envisage le lancement d'une flotte de six engins spécialement dédiés.

L'activité des volcans est surveillée depuis l'espace

Des chercheurs américains ont mis au point un système d'observation en infrarouge par satellites des éruptions.

Relayé quasiment en temps réel sur Internet, il peut aussi détecter les incendies de forêt. Un projet européen plus performant est à l'étude

PRÈS DE 10 % de la population mondiale danse au-dessous des volcans. Sur 1 500 de ces bouches à feu potentiellement actives, 500 sont entrées en éruption au cours de ce siècle, et 70 sont actuellement en activité. La surveillance de ces monstres telluriques présente donc un intérêt certain. Les stations au sol se sont multipliées pour tenter de mesurer les premières manifestations précédant leur réveil ou leurs sursauts, mais, depuis une vingtaine d'années, les satellites sont arrivés en renfort.

Une nouvelle génération d'instruments, faisant appel à des mesures infrarouges, pourrait être d'un précieux secours dans la prévision des éruptions de ces géants. Lors de la réunion d'automne de l'Union géophysique américaine, qui a eu lieu du 7 au 10 décembre à San Francisco (Californie), une équipe de volcanologues de l'université d'Hawaï a présenté un système d'alerte s'appuyant sur deux satellites géostationnaires d'étude de l'environnement (GOES) de l'agence américaine d'observation océanique et atmosphérique (NOAA), dont les observations peuvent être diffusées aux autorités civiles sur Internet en une dizaine de minutes seulement.

Baptisé « Point chaud » (« Hot Spot »), car il consiste à repérer des anomalies thermiques grâce à des capteurs infrarouges embarqués, ce programme a déjà quelques réussites à son actif. Le 15 septembre, « nous avons détecté une éruption trois heures avant les scientifiques qui étaient présents sur le terrain », indique Peter Mouginis-Mark, qui dirige le projet. Le 20 mai, le Pacaya, un volcan guatémaltèque, se réveillait une semaine après que le système automatique de l'université d'Hawaï eut détecté un « point

chaud » sur un cliché pris par un satellite GOES. Mais la marge de « prévision » est parfois plus juste : le 24 novembre, un événement éruptif d'intensité modérée affectant le Popocatepetl, près de Mexico, a été signalé à 8 h 2 par les scientifiques sur place, et à 8 h 3 par le système satellitaire.

SIGNATURES THERMIQUES

Cet auxiliaire spatial n'en est pas moins précieux. Il surveille en permanence douze sites volcaniques, dans les îles Hawaï, l'île de Montserrat, le nord du Chili, le Guatemala, le Mexique et les Galapagos. Il peut aussi détecter des feux de forêt, aussi bien en Californie qu'en Floride ou dans le bassin amazonien. Les satellites américains fournissent des images constituées de pixels (points élémentaires) correspondant à des carrés de 500 mètres de côté. Sa sensibilité est satisfaisante, mais il arrive aussi qu'il délivre des fausses alertes, certains nuages ou des portions du sol chauffées par le Soleil pouvant renvoyer des « signatures thermiques » identiques à celles d'une éruption ou d'un incendie. « Mais nous laissons l'interprétation finale aux scientifiques expérimentés qui sont dans les observatoires au sol », se défend Luke Flynn, de l'université d'Hawaï.

Cette utilisation de caméras infrarouges va sans doute faire des émules dans la communauté des volcanologues. « Nous venons de répondre à un appel d'offres de l'Agence spatiale européenne en ce sens », indique Pierre Briole, de l'Institut de physique du globe (IPG) à Paris. Bien qu'il soit en retard sur la première américaine, « notre projet est d'offrir une résolution bien meilleure ». Il s'appuierait sur des satellites plus spécialisés, capables de prendre des images



Vus du satellite Spot, quatre volcans sur les îles Isabela (à droite) et Fernandina, dans l'archipel des Galapagos.

dans le visible et en infrarouge en haute résolution (les pixels auraient 1,5 m de côté). Mais cette haute définition bien meilleure que celle des GOES impose, en contrepartie, une

durée de traitement informatique de l'ordre de douze heures. De plus, une flotte de six satellites serait nécessaire pour observer un même point tous les trois jours en-

viron. Une assiduité inférieure à celle des satellites américains géostationnaires, qui ont une position fixe par rapport au globe terrestre et peuvent donc fournir des don-

nées quasiment en continu sur leur zone de couverture.

Si le projet est retenu, ce Space Volcano Observatory (SVO) serait capable, vers 2003-2004, d'effectuer des visées légèrement décalées afin d'obtenir des modèles numériques de terrain, sorte de cartes en trois dimensions de la zone surveillée. Au fil des passages, il serait possible de comparer des évolutions du relief d'ordre décimétrique.

Les systèmes qui utilisent l'écho d'ondes-radar, employées notamment sur les satellites européens ERS, permettent déjà d'observer des évolutions de terrain plus fines encore (Le Monde du 24 juin 1995), mais ils ne survolent un même point que tous les trente-cinq jours. Ils sont mieux adaptés « pour l'observation de déplacements de terrain affectant de grandes zones », assure Pierre Briole, pour qui tous ces moyens d'observation sont complémentaires - au même titre que les pointeurs lasers déployés sur les pentes des volcans, les montgolfières ou les drones (avions sans pilote) utilisés pour explorer cratères et fumerolles.

Un mode d'observation plus « rustique » concerne le suivi grâce à des satellites météorologiques des panaches de fumée exhalés par les volcans. En 1982, un Boeing 747 avait failli s'écraser après avoir traversé un nuage de poussière volcanique au-dessus de Java. Un réseau coordonné par l'Organisation internationale de l'aviation civile et l'Organisation mondiale de la météorologie a donc été mis sur pied, qui s'appuie sur neuf centres régionaux - dont un à Toulouse - et offre, selon Pierre Briole, « un excellent exemple d'utilisation globale des satellites » pour lutter contre les désastres volcaniques.

Hervé Morin

Les malades du sida sous trithérapie restent contagieux par voie sexuelle

UN GROUPE de chercheurs et de médecins américains dirigé par le docteur Roger J. Pomerantz (université Thomas-Jefferson, Philadelphie) publie dans le numéro du 17 décembre de l'hebdomadaire New England Journal of Medicine les résultats d'une étude concluant au caractère potentiellement contagieux des personnes infectées par le VIH et traitées, apparemment avec succès, par trithérapie. Cette publication vient s'ajouter à une série de travaux qui relativise, depuis quelques mois, la portée biologique de ces nouvelles thérapeutiques, dont on sait pourtant qu'elles peuvent souvent se traduire par de spectaculaires résultats cliniques.

Les auteurs de cette étude rappellent que les trithérapies hautement actives peuvent, de manière efficace, diminuer les taux de VIH dans le sang et dans le sperme

des hommes infectés. Mais ils soulignent aussi que l'on ne sait toujours pas si le système génital de ces hommes recèle des virus capables de se répliquer. Ils expliquent avoir recueilli des échantillons de sang et de sperme chez sept hommes infectés par le VIH qui recevaient depuis plusieurs mois (entre 5 et 41 mois) une association de médicaments antirétroviraux ayant rendu indétectable la présence du virus dans le plasma sanguin. Ils ont ensuite cherché, grâce à une technique de grande sensibilité (l'amplification en chaîne par polymérase ou PCR), la présence d'ADN proviral, et étudié par des méthodes de coculture cellulaire l'aptitude à se développer de ce précurseur viral lorsqu'il était identifié. Ces travaux ont été complétés par l'analyse génétique de ce matériel viral.

En dépit de l'absence du VIH dans le

plasma sanguin, les auteurs de ces recherches expliquent avoir trouvé de l'ADN proviral dans les cellules séminales de quatre patients et, chez trois d'entre eux, des virus capables de se répliquer dans des cellules du sang périphérique ou des cellules séminales.

AFFINITÉ PARTICULIÈRE

Les analyses génétiques ont permis d'établir que ces virus n'étaient pas, comme on aurait pu l'imaginer, des souches devenues résistantes aux médicaments antirétroviraux administrés à ces patients. Il s'agissait, en revanche, de virus ayant une affinité particulière pour certaines cellules du système immunitaire (les macrophages). Une propriété caractéristique des souches de VIH susceptibles d'être transmises par voie sexuelle.

« Nous pouvons conclure que, chez des hommes infectés par le VIH qui reçoivent un traitement antirétroviral hautement actif et qui ne présentent pas de taux plasmatiques détectables d'ARN viral, le virus peut être présent dans les cellules séminales, explique le docteur Pomerantz. Ces personnes doivent donc se considérer comme potentiellement contagieuses par voie sexuelle et avoir recours au safer sex. » Ces résultats viennent confirmer le fait que les associations antirétrovirales ne permettent pas d'obtenir une éradication de l'agent pathogène dans l'ensemble de l'organisme. Il y a un an, deux publications de l'hebdomadaire scientifique Science avaient conclu à la présence persistante du VIH dans d'autres cellules du système immunitaire (des lymphocytes) où il restait comme tapé, et ainsi protégé contre les molécules vi-

sant à le détruire (Le Monde du 15 novembre 1997).

Ces nouvelles observations confirment, d'autre part, l'hypothèse selon laquelle les virus - ou les précurseurs viraux - retrouvés sont présents depuis la phase initiale de l'infection. Elles démontrent, en d'autres termes, que les associations antirétrovirales sont inefficaces sur les cellules où le matériel génétique est intégré à celui de la cellule où il demeure latent. Elles expliquent enfin les récentes observations (Le Monde du 30 octobre) concernant le caractère indispensable du maintien au long cours - sinon à vie - des contraignantes associations médicamenteuses, tout assouplissement de la thérapie conduisant à une reprise de la répllication du VIH.

Jean-Yves Nau

**OUVERTURE EXCEPTIONNELLE
À HAUSSMANN**

des Galeries Lafayette, du Printemps
et de Monoprix de 10h à 19h
de Prisunic de 9h à 20h
de C & A de 10h à 19h30
de Lafayette Gourmet de 9h30 à 19h
de Marks & Spencer de 10h à 20h

LE DIMANCHE 20 DÉCEMBRE

Voile : le sort s'acharne sur Isabelle Autissier

APRÈS AVOIR DÛ FAIRE FACE, la semaine dernière, à un problème de vérin au niveau de la quille de son bateau, Isabelle Autissier est confrontée à une nouvelle avarie lors de la deuxième étape de l'Around Alone, le tour du monde à la voile en solitaire avec escales, entre Le Cap et Auckland. Le rail de grand-voile de son monocoque, PRB, s'est arraché, dans la nuit du mercredi 16 au jeudi 17 décembre, alors que la navigatrice menait la course. Privée également de moyens de communication à la suite de la perte de son antenne de Standard C, et donc d'informations météorologiques, Isabelle Autissier a décidé de s'éloigner du pôle afin de trouver des conditions de course plus clémentes. L'italien Giovanni Soldini (Filo) et le Français Marc Thiercelin (Somewhere) sont passés devant la Rochelaise.

DÉPÊCHES

■ **AUTOMOBILISME** : l'ingénieur britannique John Barnard, cinquante-deux ans, vient d'intégrer l'écurie de formule 1 d'Alain Prost, Prost-Grand Prix, dans laquelle il occupera un rôle de consultant technique. Il s'agit de retrouvailles pour les deux hommes, qui, entre 1984 et 1986, avaient obtenu deux titres mondiaux avec McLaren.

■ **FOOTBALL** : l'Union nationale des footballeurs professionnels s'est déclarée « surprise et choquée » par les propos de Louis Nicollin, le président de Montpellier-Hérault, qui avait notamment traité ses joueurs de « petits cons » après leur défaite (0-1) face à l'Olympique de Marseille, mercredi 16 décembre (Le Monde du 18 décembre).

■ **DOPAGE** : Bernd Pansold, médecin du champion olympique autrichien de ski Herman Maier, sera congédié à la fin de l'année du centre d'entraînement d'Obertauern (Autriche) en raison de ses antécédents en matière de dopage. Le praticien allemand a été reconnu coupable, le 7 décembre, d'avoir administré des hormones masculines à neuf nageuses mineures de l'ex-RDA entre 1975 et 1984.

■ **Le médecin espagnol de l'équipe cycliste ONCE**, Nicolas Terrados, délaï mis en examen dans l'affaire Festina pour infraction à la loi antidopage de 1989, a été mis en examen, jeudi 17 décembre, à Lille pour importation illégale de substances vénéneuses.

■ **OMNISPORTS** : Xavier de La Courbe, contraint à démissionner de la présidence du Racing Club de France, en juillet, à la suite d'un vote de défiance du comité directeur sur son budget, a repris la majorité au comité directeur du Racing Club de France en élevant les dix sièges du tiers sortant soumis à réélection lors de l'assemblée générale du club, qui s'est tenue jeudi 17 décembre à Paris. Il devrait retrouver le fauteuil présidentiel qu'il occupait depuis 1992.

La fédération juge que la relève du tennis français masculin est assurée

Julien Jeanpierre, même éliminé de l'Orange Bowl, pourrait être sacré champion du monde juniors

Si le jeune Julien Jeanpierre emporte le titre mondial juniors, il offrira au tennis français masculin sa troisième couronne en trois ans, la ré-

compense d'un travail lancé en 1995 par la Fédération française de tennis (FFT) à l'initiative de Patrice Dominguez, alors entraîneur national.

« Nous avons la chance de voir arriver une génération de garçons plus forts », se félicite Patrice Hagelauer, chargé du haut niveau masculin.

JULIEN JEANPIERRE attend. Dimanche 20 décembre, le joueur français âgé de dix-huit ans saura s'il est champion du monde junior 1998. Il aurait pu s'éviter cette agaçante attente, mais, lundi 14 décembre, il a été éliminé dès le premier tour de l'Orange Bowl, le plus grand tournoi de jeunes du monde, organisé à Miami (Etats-Unis). Le Français est talonné par trois adversaires, un Chilien (Fernando Gonzales), un Argentin (David Nalbandian) et un Suisse (Roger Federer), qui peuvent encore lui damer le pion.

« Si Julien ne termine pas premier, ce n'est pas colossal, explique Patrice Hagelauer, chargé du haut niveau masculin à la Fédération française de tennis (FFT). Il y a autant d'exemples de jeunes Français qui ont réussi en terminant ou en ne terminant pas au sommet. Bien sûr, ce serait une déception pour lui et pour nous car, s'il reste numéro un, il suc-

céderait au palmarès à son compatriote Arnaud Di Pasquale qui avait été précédé, en 1996, par son compatriote Sébastien Grogan. » Champion cadet de l'Orange Bowl en 1996, Julien Jeanpierre s'était fait connaître en janvier 1998 en s'imposant aux Internationaux d'Australie juniors. Ce droitier longiligne avait gagné en simple et en double avec Jérôme Haehnel. Aussi habile en coup droit qu'en revers – mais il lui reste des progrès à faire au service –, le jeune homme avait été quart de finaliste à Roland-Garros et à Wimbledon avant de s'incliner en demi-finale aux Internationaux des Etats-Unis. Vainqueur de quelques tournois en double, notamment le très coté Banana Bowl, aux Etats-Unis, il avait confirmé ses excellentes dispositions pour cette discipline.

Numéro un mondial ou pas, Julien Jeanpierre confirme l'émergence d'une nouvelle force française dans le tennis. On craignait une piètre relève chez les messieurs : elle est bel et bien assurée avec, en tête, Arnaud Di Pasquale

et Nicolas Escudé, demi-finaliste des Internationaux d'Australie juniors en janvier. Après des années de tergiversations, la FFT a enfin su se doter d'un groupe élite performant.

SUPPORT PSYCHOLOGIQUE

L'idée d'un groupe espoirs avait été lancée en 1995 par Patrice Dominguez. L'ancien entraîneur national avait lancé la politique des voyages au long court : « Il faut que les jeunes apprennent à vivre dans leurs valises pour savoir s'ils veulent vraiment faire ce métier », disait-il alors. Aujourd'hui sous la houlette de Thierry Tulasne, le groupe des garçons s'est étoffé et ses performances se sont embellies. « Il n'y a rien de plus que ce que nous avons fait ces dernières années », note Patrice Hagelauer. Il y a des cycles et nous avons la chance de voir arriver une génération de garçons plus forts. Dans le groupe espoirs, Thierry a cinq ou six jeunes qui promettent. Avec les autres structures fédérales, nous arrivons à une dizaine de joueurs, ce qui est très important. »

Si le tennis français déplore un « saut » de génération important entre Cédric Pioline et Nicolas Escudé, Patrice Hagelauer ne désespère pas : « Derrière les résultats des juniors, ceux qui sont passés professionnels progressent sur le circuit et sont aux portes de l'équipe de France de Coupe Davis. Arnaud Di Pasquale en est l'exemple le plus convaincant. » Ce dernier a manifestement profité des progrès fédéraux en matière de formation psychologique. De trop nombreux juniors, garçons ou filles, avaient

récentement été « lâchés » dans le monde des pros sans grande préparation et certains ont craqué. Julien Jeanpierre passera pro en janvier 1999.

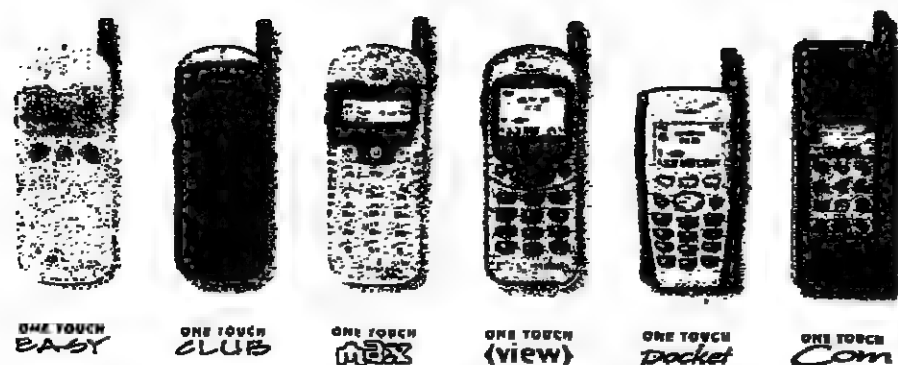
« Il faut que les juniors comprennent qu'ils rentrent dans un monde différent, poursuit Patrice Hagelauer. Tout est plus dur ; en juniors, ils jouent sur une année d'âge, chez les pros ils doivent jouer dix années d'âge. Alors il ne faut pas avoir d'états d'âme. Nous pouvons les aider à appréhender cela. Eur, il faut qu'ils acceptent de travailler dur. C'est la clé pour survivre dans ce monde-là. Il faut qu'ils comprennent bien que tout dépend d'eux. »

Les dames, elles, connaissent une période difficile. Comme annoncée, la génération qui suit la prometteuse promotion 79 (Amélie Mauresmo, Nathalie Dechy, Anne-Gaëlle Sidot, Amélie Cocheteux) est bien loin des performances de ses grandes sœurs. La FFT ne désespère pas, qui vient d'ouvrir une cellule dirigée par Gail Lovera et qui rassemblera des joueuses âgées de dix à douze ans. L'expérience avait été tentée une fois, avec la génération 79.

Bénédicte Mathieu

■ Le cadet français Nicolas Mahut s'est qualifié, jeudi 17 décembre, pour les demi-finales de l'Orange Bowl en battant l'Américain Eric Nunez (4-6, 6-3, 6-3) alors que, chez les juniors, sa compatriote Letitia Sanchez s'est inclinée au troisième tour face à l'Argentine Clarisa Fernandez (7-6 (7/3), 3-6, 7-5).

Alcatel remercie tous ceux qui lui ont permis de devenir n°1 des téléphones mobiles en France.



ALCATEL A REÇU AU SIRCOM LE PRIX SPÉCIAL DU JURY POUR LA MEILLEURE PERFORMANCE INDUSTRIELLE DE L'ANNÉE. PLUS DE 2 MILLIONS DE ONE TOUCH™ VENDUS ET UNE PLACE DE N°1 EN FRANCE.

www.alcatel.com

ALCATEL

Source GFK

L'Atletico Madrid, fief néonazi du hooliganisme à l'espagnole

Un ultra madrilène a tué un supporter basque

AITOR ZABALETA avait vingt-huit ans. Ce jeune Basque est mort, le 8 décembre, sauvagement poignardé près du stade Vicente Calderón, fief de l'Atletico Madrid. Supporteur de longue date de la Real Sociedad, l'équipe de Saint-Sébastien, Aitor Zabaleta s'était rendu dans la capitale espagnole en compagnie de sa fiancée afin d'encourager son équipe fêchée à l'occasion d'un match de la Coupe de l'UEFA opposant Madrilènes et Basques (4-1, après prolongation).

Arrivé aux abords du stade quelques heures avant le coup d'envoi, le jeune couple cherche un endroit où manger un morceau. Aitor Zabaleta et sa compagne décident finalement de pénétrer dans le bar Alegre, situé face à l'une des entrées de l'enceinte sportive, sans se douter qu'il s'agit là d'un des lieux de rendez-vous habituels de hooligans néonazis. Avec leurs écharpes bleues de la Real Sociedad autour du cou, les deux Basques constituent une cible parfaite pour les fous furieux du Bastion, un groupuscule paramilitaire qui constitue la frange extrême du Frente Atletico, rassemblant quelques milliers de supporters parmi les plus turbulents de l'Atletico Madrid. Les insultes fusent et c'est en sortant du bar qu'Aitor Zabaleta est poignardé à mort.

Ce drame, qui a bouleversé le pays, met de nouveau en exergue le danger représenté à Madrid par des bandes de hooligans se réclamant ouvertement du nazisme. Pendant longtemps, c'est l'autre club de la capitale, le mythique Real, qui a fait les gros titres de la rubrique des faits divers avec les agissements des tristement célèbres Ultrasur. Saluts fascistes, croix celtiques bien en évidence, crânes rasés et violences organisées sont au programme de ces supporters extrémistes qui ont acquis, sur la scène européenne, une sinistre réputation.

L'assassinat du jeune Basque a permis aux fous furieux de l'Atletico, l'autre grand club madrilène,

de voler pour une fois la vedette à leurs voisins Ultrasur. La police, bien aidée dans sa tâche par la direction du club madrilène, a finalement arrêté après enquête quatre jeunes appartenant au Bastion, groupuscule composé d'une quarantaine de néonazis habitués aux entraînements paramilitaires.

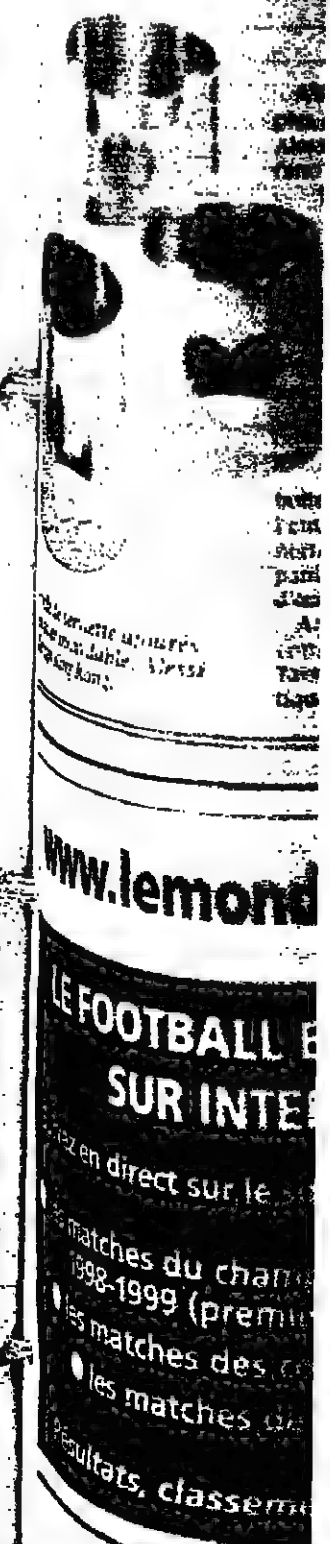
« Le Bastion est un groupe très violent dont plusieurs membres sont actuellement incarcérés. Des images, tournées il y a quelques temps à Saint-Sébastien, lors d'un match, montrent clairement certains de ces individus arborant des croix gammées et effectuant le salut fasciste », rappelle Esteban Barra, président du Mouvement contre l'intolérance.

DÉJÀ CONDAMNÉ

Les quatre individus en question sont des skinheads affichant leurs opinions néonazies et ayant des antécédents judiciaires. L'un d'entre eux, Ricardo Guerra, vingt-trois ans, a reconnu les faits avant d'être placé en détention provisoire, jeudi 17 décembre, sur décision du juge d'instruction madrilène Maria del Rosario Esteban Melian, de même qu'un de ses acolytes. Le meurtrier présumé avait déjà été condamné à deux ans de prison, au mois de mai, pour avoir blessé d'un coup de couteau, en 1996, le client d'une boîte de nuit. Il bénéficiait depuis quelques semaines d'un régime de semi-liberté.

Sur décision du juge, les deux autres membres du Bastion interpellés à l'occasion de l'enquête sur la mort d'Aitor Zabaleta ont été remis en liberté. Les responsables de l'Atletico Madrid ont annoncé qu'une fouille minutieuse aura lieu aux entrées du stade Vicente Calderón lors du prochain match, en championnat, il devrait opposer l'Atletico à Estremadure, le supporter – afin de confisquer tous les symboles douteux (croix celtiques et gammées, notamment) qui flottent habituellement dans le vestiaire occupé par le Frente Atletico.

Alain Constant (avec AFP)



la relève
est assurée



Coffret de six tasses à café multicolores, Christian Lacroix.

L'ART DE RECEVOIR, qui passe beaucoup par l'agencement de la table, dit un plaisir. Celui que l'on se fait à soi-même et que l'on offre aux autres. Signe de générosité, amour de dialogue, miroir d'une personnalité - voire d'une humeur -, la table envoie des messages, dévoile des attentions, fait don d'une atmosphère.

Elle témoigne aussi des codes esthétiques de son époque. Celle d'aujourd'hui tend à les mélanger, osant le mariage des styles et des matières, du classique et du contemporain. La table n'échappe pas à cette tendance du métissage, qui touche l'habitat en général, et la mode en particulier.

La fin de ce siècle marque aussi le déclin du dîner d'exception, des vastes réceptions familiales ou sociales. Les années de crise ont encouragé les consommateurs à boudier les restaurants au profit des « dîners chez soi » entre amis et petits comités. Les créateurs ont saisi cette opportunité. Aujourd'hui, l'offre couvre un large éventail de formes et de couleurs pour une table qui peut s'habiller, à l'envi, de baroque revisitée, de classique détournée, de lignes zen, de profils futuristes. Résultat : le consommateur peut préférer à la ménagère de cinquante pièces deux ou trois petits services différents, pour des humeurs et un

quotidien changeants. Le salon Recevoir, qui s'est tenu du 10 au 14 décembre au Carrousel du Louvre à Paris, avait choisi cette année de mettre en avant la modernité de l'art de vivre français.



Gobelets de table, Bernardaud.

Cette manifestation ne donnait que très furtivement un aperçu de cette diversité. L'univers du luxe qu'elle propose en vitrine n'est d'ailleurs pas le meilleur représentant de la ferveur créatrice.

Certes, les lignes que signe Christian Lacroix chez Christofle apportent une touche différente aux collections de l'enseigne. Sur sa série d'assiettes et de tasses à thé en porcelaine « cartes postales », le couturier livre sa vision

Les fantaisies changeantes de la table

Recevoir, ce n'est plus sortir le grand service au complet. La vaisselle et le linge de maison offrent une diversité de formes et de couleurs qui répondent à toutes les humeurs

« onirique et fantaisiste » de six grandes villes qu'il aime. Un enchevêtrement de monuments et d'immeubles interprètent, en motif central, Paris, Arles, New York, Londres, Séville, Rome. Pour encadrer ses croquis bleus et habiller les assiettes, trois décors : les rayures bayadères, la dentelle fine de la haute couture et l'oeillet. Pour son autre ligne, nommée « joyement », Christian Lacroix colore la vaisselle de couleurs douces et gaies - rose buvard, vert anis, jaune soleil... - rehaussées de volutes d'or fin.

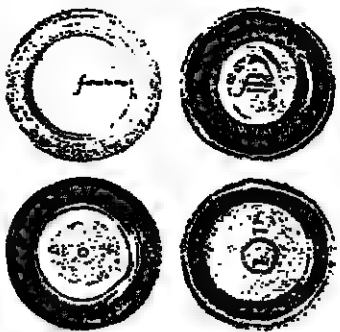
Le gobelet inspire Olivier Gagnère qui porte un nouveau regard sur cet objet ancestral, tant pour les Cristalleries Saint-Louis (ligne Cosmos en cristal clair doublé de cristal couleur taillé en hublot) que pour Bernardaud (gobelets en porcelaine Eolie), une enseigne où deux autres créateurs bousculent les conventions. Olivier Gagnère, avec son gobelet de table en porcelaine Eolie, porte un nouveau regard sur cet objet ancestral dont il a conservé la forme large.

FORMES PRÉCIEUSES

Le service aux formes élancées et précieuses de Hervé van der Straeten révèle le goût du créateur pour les références néo-baroques. Flamme prune et arabesque vert anis soulignent la délicatesse de la porcelaine. Une impression que tempèrent les boutons et anses généreusement dorées dont se dotent les différentes pièces.

Robert, le héros, a choisi l'humour, la légèreté et la gaieté avec un service, faussement désassorti, qui se décline au quotidien. Toutes les pièces sont différentes et se décomposent en deux grandes familles : « les tachistes » et « les fruits et légumes ». Tout peut se mélanger, les couleurs pouvant s'assembler les unes aux autres. Petites phrases de tous les jours, mille et une fois entendues - « Maman, j'ai faim ! », « A quoi songes-tu ? », « De deux choses

l'une » : « Aujourd'hui, c'est dimanche... » - dispersent leur clin d'oeil sur cette vaisselle qui conçoit la table comme un jeu. C'est parce que Sandrine Ganem



Assiettes de la collection « Bonjour, bonsoir », Bernardaud.

ne trouvait pas de service à son goût dans le commerce - « trop classique » - qu'elle a commencé à dessiner de la vaisselle pour elle. Ses premiers pas la conduisent vers des couleurs fortes. Aujourd'hui, elles sont devenues plus subtiles, permettant à Sandrine Ganem de réaliser de belles nuances - gris, taupe, lilas - qu'elle associe à des matières précieuses comme le platine, l'or ou



Verres, Cristalleries de Saint-Louis.

le brillant. Son attirance pour les formes carrées et rectangulaires, les décalages discrets des teintes, inscrit cette créatrice dans la mouvance d'une esthétique sobre et raffinée. Sandrine Ganem crée un univers à la fois indémodable et parfaitement ancré dans son

temps, pour un quotidien minutieusement élaboré.

Les assiettes « masques africains » que présentait Sophie Guilhemans au salon Recevoir livraient une tout autre sensibilité. Cette jeune créatrice, qui s'inspire de la nature, de thèmes divers (la chasse, la corrida...), des saisons, préfère les formes géométriques, ne cherche pas à coller aux tendances et considère la table comme un élément de la maison avec lequel il est possible de jouer pour créer un décor au sens large.

« CASSER LA ROUTINE »

Créatrice mais aussi décoratrice, Agnès Comar élabora ses tables comme une fête. « On peut casser la routine par un objet, une couleur », dit-elle. A travers le mélange des coloris et des matières, elle fait passer des histoires qui n'appartiennent qu'à elle mais qui parlent à tous. Les tables d'Agnès Comar, comme les intérieurs qu'elle réalise, bannissent le statisme. Elles créent, au contraire, une dynamique, un mouvement ; capte l'oeil pour mieux le balader, le conduire vers des détails qui font toute la richesse du voyage.

Verres en pâte de verre et bois, assiettes « abeilles » et assiettes en émail, bougeoirs à branches de bois doré, déjeuners en faïence italienne vernissée aux contours festonnés, vases plissés, ronds de serviette à plumes, couverts « bambous noirs », composent un ensemble doux et espiègle, aux tons d'orange. Agnès Comar invente, bouscule sans jamais provoquer. Probablement parce qu'elle a su intégrer les valeurs classiques, les marier aux influences contemporaines venues de tous horizons (notamment de la mode) et les adapter à sa propre sensibilité. « Il faut être ludique », avoue-t-elle. Assurément, cette créatrice l'est. Avec beaucoup de raffinement.

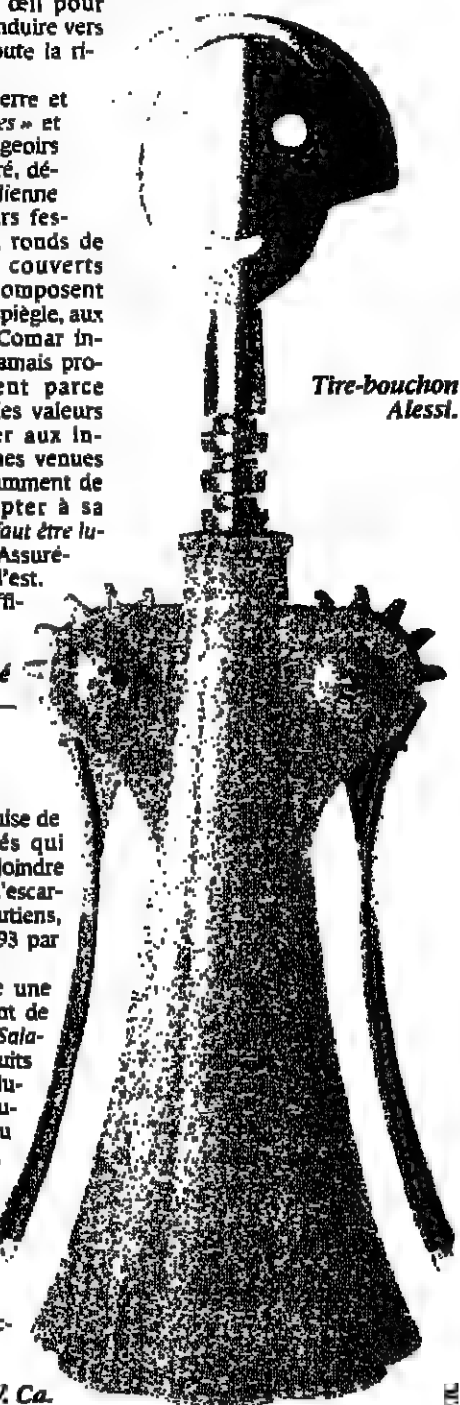
Véronique Cauhapé



Ronds de serviette à plumes, Agnès Comar.

Adresses

- Cristalleries de Saint-Louis : 33, rue Royale, 75008 Paris. Tél. : 01-40-17-01-74.
- Christofle : 9, rue Royale, 75008 Paris. Tél. : 01-49-33-43-66.
- Bernardaud : 11, rue Royale, 75008 Paris. Tél. : 01-47-42-82-66.
- Sandrine Ganem : 16, rue de l'Odéon, 75006 Paris. Tél. : 01-44-41-00-03.
- Sophie Guilhemans : 25, rue de la Tour, 75016 Paris. Tél. : 01-45-27-65-61.
- Agnès Comar : 7, avenue George-V, 75008 Paris. Tél. : 01-49-52-01-89.
- Alessi : téléphoner au 01-42-66-14-61 pour connaître les différents points de vente sur Paris.



Tire-bouchon Alessi.

V. Ca.

Le monde enchanté d'Alessi



Ronds de serviette ajourés en acier inoxydable, Alessi, design King Kong.

AVEC L'ARRIVÉE dans son catalogue de plus de cinquante nouveaux produits, l'italien Alessi triomphe en cette fin d'année 1998. Stefano Giovannoni, Jasper Morrison, Andrea Branzi et Ettore Sottsass sont au rendez-vous pour des collections qui viennent enrichir une offre toujours vive, drôle et pleine d'astuces.

Stefano Giovannoni signe une gamme de huit nouveaux produits marqués par l'univers de la bande dessinée : « Alibab », un pichet hermétique, bien ventru, pour boissons chaudes ou froides ; « Coccodrilli », un panier à cuisson pour quatre œufs monté d'un joyeux pommier en cocotte ; « Ship shape », une boîte alimentaire en forme de bateau ; « Pino », l'entonnoir à l'effigie de la célèbre marionnette ; « Rimini », un égouttoir-couvert, avec panier intérieur amovible, qui se veut un clin d'oeil aux seaux de plage.

Andrea Branzi propose un programme complet sur le thème « conte génétique ». Tasses, assiettes, vases aux croquis énigmatiques racontent une étrange histoire de fa-

mille, aux résonances autobiographiques. Tandis qu'Ettore Sottsass revient dans les collections Alessi avec une série d'accessoires de table, tout en couleurs et transparence.

Avec son plateau rond en acier inoxydable - existe en version colorée - dont la découpe ajourée n'est rien d'autre qu'une tête de mort stylisée, Guido Venturini transforme un thème d'horreur en motif gracieux et fort élégant. Alessandro Mendini, lui, étoffe sa série « Anna G », un ballet de figurines de jeunes filles, avec des bouchons pour bouteilles d'eau minérale, de vin ou de champagne.

ENRICHISSEMENT DE L'OFFRE

Chez Alessi, chacun s'amuse. A sa façon. Pour la collection « family follows fiction », Stefano Pirovano a choisi de créer « So & 20 », un bachelier pourvu d'une lame en acier inoxydable qui fait office de balançoire et de poignées en plastique qui représentent deux petits personnages assis face à face. Mattia Di Rosa a décidé de retomber en enfance en peuplant l'univers de la table de sujets ronds et rigolards, aux allures de pâte à modeler : ronds de serviette sur

patte ou fantômes rassurants en guise de bouchons. Autant de nouveautés qui viennent agrandir cette famille et rejoindre le plateau de coquetiers en forme d'escargots, la salière et le poivrier Illiputiens, respectivement créés en 1994 et 1993 par Stefano Giovannoni.

Jasper Morrison, enfin, apporte une large contribution à l'enrichissement de l'offre d'Alessi avec, entre autres, « Saladim », un double saladier-coupe à fruits et pain, proposé en versions translucide et bleue ; « Pepe le Moko », moulin à poivre et à sel, avec pommier de réglage en acier inoxydable ; « Tin family », une série de cinq boîtes de cuisine en acier, finition satinée ou brillante... Une approche moins ludique des objets de la table que les autres créateurs, mais empreinte d'une grande justesse, tant d'un point de vue fonctionnel qu'esthétique.

V. Ca.

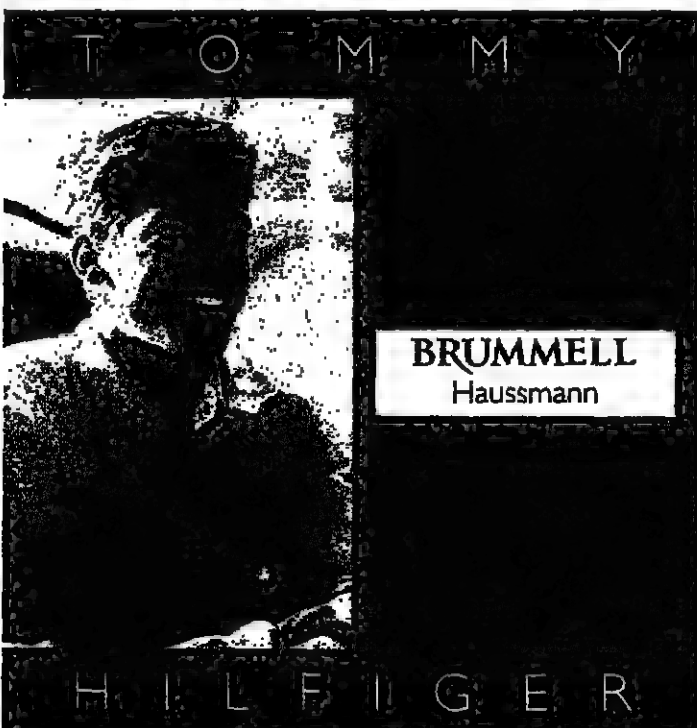
www.lemonde.fr/foot/

LE FOOTBALL EN DIRECT SUR INTERNET

Suivez en direct sur le site Web du Monde

- les matches du championnat de France 1998-1999 (première division)
- les matches des coupes d'Europe
- les matches de l'Euro 2000

Résultats, classements, analyses



BRUMMELL
Haussmann

STOCK B

L'ENTREPOT DES GRIFFES AU MASCULIN

Marques de Prestige

Costumes - Vestes
Pantalons - Manteaux
Chemises - Accessoires

Le plus grand Magasin d'Usine de Paris pour l'homme

114, rue de Turenne 75003 Paris - Tél. 01.53.01.56.35
M° République ou Filles du Calvaire
ouvert du mardi au samedi de 9h à 18h le lundi de 10h à 18h

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

Temps perturbé

SAMEDI, les pressions baissent progressivement sur la France. La première perturbation qui a traversé la France vendredi est suivie par un front secondaire qui sera marqué par un temps instable au nord et un net renforcement des vents de sud-ouest. Une nouvelle onde apportera l'après-midi des pluies sur les régions atlantiques.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Le ciel sera souvent nuageux avec des averses sur les côtes nord. De nouvelles pluies arriveront dans l'après-midi. Le vent de secteur ouest restera modéré en Manche. Il fera de 7 à 10 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Après la pluie et le vent fort de sud-ouest, jusqu'à 80-90 km/heure dans la nuit et la matinée, le ciel reste agité avec des averses. Le vent faiblit, mais des rafales sont encore possibles. Le thermomètre indiquera entre 7 et 9 degrés.

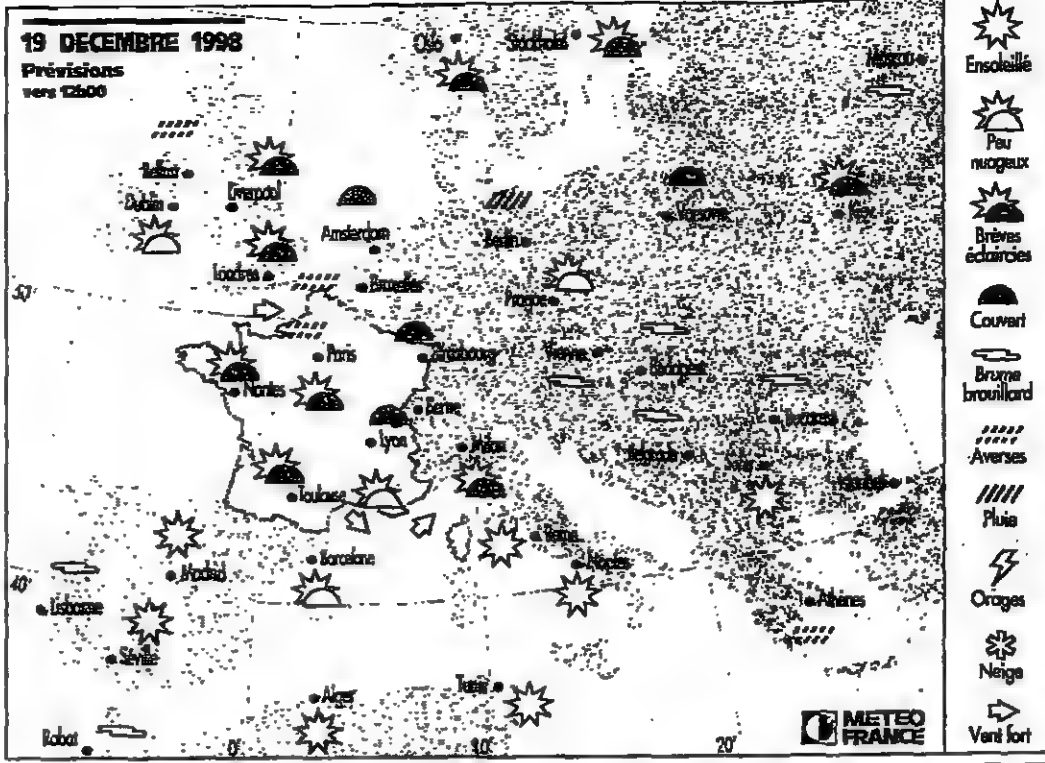
Champagne, Lorraine, Alsace,

Bourgogne, Franche-Comté. - Après une matinée pluvieuse et venteuse, le ciel reste nuageux avec quelques averses près des frontières belges. Il fera doux, entre 6 et 9 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Après quelques pluies faibles près des Pyrénées, le ciel reste assez nuageux. De nouvelles pluies arriveront sur les côtes en fin de journée. Il fera de 9 à 13 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Le ciel est plutôt nuageux avec quelques précipitations faibles le matin sur l'Auvergne et Rhône-Alpes. Après quelques gelées matinales, le thermomètre montera en général entre 5 et 8 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Le ciel est bien dégagé avec juste quelques nuages élevés sur le Languedoc-Roussillon. La tramontane et le vent de nord-ouest à ouest sont soutenus, entre 60 et 80 km/h. Il fera de 13 à 15 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

FRANCE. Au 15 décembre, les chiffres publiés par les cent stations de sports d'hiver de l'Association Ski France révèlent qu'il reste de la place, sur tous les massifs, durant la première semaine des vacances scolaires. Du 19 au 26 décembre, dans les Alpes, dans les Pyrénées, les Vosges ou le Massif central, le taux de réservation oscille autour de 50 %. Les clubs étant globalement plus remplis que les hôtels et les locations d'appartements ou gîtes ruraux. A l'inverse, du 27 décembre au 3 janvier, les stations affichent quasiment complet. Renseignements, tél. : 01-47-42-23-32, Minitel 3615 En montagne ou Internet (<http://www.ski-france.fr>).

PAYS-BAS. La compagnie Regionale Airlines proposera une troisième liaison quotidienne Marseille-Amsterdam, à partir du 2 janvier, en partage de code avec KLM pour les vols en continuation vers l'Europe et l'international.

PRÉVISIONS POUR LE 19 DECEMBRE 1998

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel : S : ensoleillé ; N : nuageux ; C : couvert ; P : pluie ; N : neige.

FRANCE métropolitaine	NANCY	3/8 C	
ALACCO	3/14 S	NANTES	4/8 C
BIARRITZ	7/11 C	NICE	4/13 S
BORDEAUX	5/10 C	PARIS	5/11 C
BOURGES	3/7 N	PAU	5/11 C
BREST	5/8 C	PERPIGNAN	4/14 C
CAEN	6/7 P	RENNES	4/7 N
CHERBOURG	5/7 P	ST-ETIENNE	3/7 C
CLERMONT-F.	3/8 C	TOURNAI	3/8 C
DION	3/8 C	TOULOUSE	5/9 C
GRENOBLE	1/8 C	TOURS	3/6 C
LILLE	1/8 C	FRANCE outre-mer	
LYONS	3/7 C	CLAYE-NE	24/30 P
MARSEILLE	1/13 S	FORT-DE-FR.	24/28 N
		NOUMEA	24/28 N

PAPEETE	23/29 P	KIEV	-4/2 N
POINTS-A-PIT.	23/29 S	LISSBONNE	8/13 C
ST-DENIS-RE.	23/28 N	LIVERPOOL	3/8 S
EUROPE		LONDRES	2/7 S
AMSTERDAM	4/8 C	LYONS	1/8 S
ATHENES	7/11 P	MADRID	1/11 S
BARCELONE	6/13 N	MILAN	-2/5 N
BELFAST	0/5 P	MOSCOW	-3/1 C
BELGRADE	-2/7 C	MUNICH	-3/5 C
BERLIN	3/7 P	NAPLES	8/15 S
BERNE	-3/4 C	OSLO	-6/1 N
BRUXELLES	4/8 C	PALMA DE M.	3/15 N
BUCAREST	-7/1 C	PARIS	1/8 S
BUDAPEST	-3/3 C	ROME	5/13 S
COPENHAGUE	2/3 P	SEVILLE	5/17 S
DUBLIN	1/7 N	SOFIA	-5/3 S
FRANCFORT	1/6 P	ST-PETERSBURG	0/1 N
GENEVE	-3/5 C	STOCKHOLM	1/10 S
HELSINKI	-2/3 N	TENERIFE	12/16 C
ISTANBUL	7/10 P	VARSOVIE	1/5 C

VENISE	-1/7	LE CAIRE	11/19 N
VIENNE	-1/7	MARRAKECH	8/21 S
ALGERES		HARRIBI	15/26 S
ALASALA	19/28	PRETORIA	17/25 S
ALBANYES JUR.	14/30 N	KARAT	7/17 S
CARACAS	24/28	TUNIS	9/17 S
CHICAGO	-4/5	ASIE-OCCIDENTALE	
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	19/22	CHICAGO	23/32 C
CHICAGO	1		

AFRIQUE	ALGER	5/16 S
ALGER	5/16 S	
ALGER	5/16 S	
ALGER	5/16 S	
ALGER	5/16 S	
ALGER	5/16 S	
ALGER	5/16 S	
ALGER	5/16 S	
ALGER	5/16 S	
ALGER	5/16 S	

MÉTÉO FRANCE

Prévisions pour le 20 décembre à 0 heure TU

ASTRONOMIE

Ciel de janvier

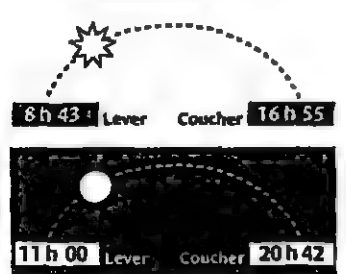
HORMIS les exceptionnelles supernovae, qui s'allument un soir tel un nouveau phare sur l'océan, le petit ciel d'étoiles parsemé sur la tenture céleste offre, à l'échelle d'une vie humaine, un spectacle immuable. Et pourtant le ciel scintille encore de constellations mortes, que l'homme a inventées avant de les rayer de ses tablettes. Passé à la postérité pour son catalogue regroupant 50 000 étoiles, l'astronome français Joseph Jérôme Le François de Lalande (1732-1807) s'était aussi fait baptiseur de figures. Il avait ainsi trouvé un chat astral, une montgolfière - ce qui, dans le ciel, est un peu plus normal - et un quadrilatère mural, en

homage à l'instrument qu'il utilisait pour mesurer la position de ses chères étoiles.

Ces trois inventions ainsi que quelques dizaines d'autres dues à l'imagination d'autres astronomes tombèrent dans les oubliettes lors de la première réunion de l'Union astronomique internationale (UAI), qui, en 1922, réunit officiellement quatre-vingt-huit constellations. Huit ans plus tard, l'UAI fixait définitivement les « frontières » invisibles de ces astérismes. Est, donc, le *Quadrans muralis* de Lalande, qui se situait quelque part entre le Bouvier, Hercule et le Dragon. Ses possessions stellaires furent réparties entre les constellations survivantes.

SOLEIL ET LUNE DE LA SEMAINE

mardi 22 décembre 1998 (à Paris)



Mais cette antiquité astronomique revêt un peu tous les ans, dans la nuit du 3 au 4 janvier, à l'occasion de la pluie d'étoiles filantes des... Quadrantides, baptisée ainsi car elle fut découverte en 1825, à une époque où les origines figures de la nuit avaient encore cours dans les atlas célestes. Observé pour la première fois par l'italien Antonio Brucalassi, cet essaim météorique, un des plus importants de l'année - entre 60 et 200 étoiles filantes par heure au moment du

maximum -, risque, en 1999, de ne pas être très spectaculaire. La faute en incombe à la Lune, quasiment pleine, dont l'éclat atténue fortement la brillance des Quadrantides.

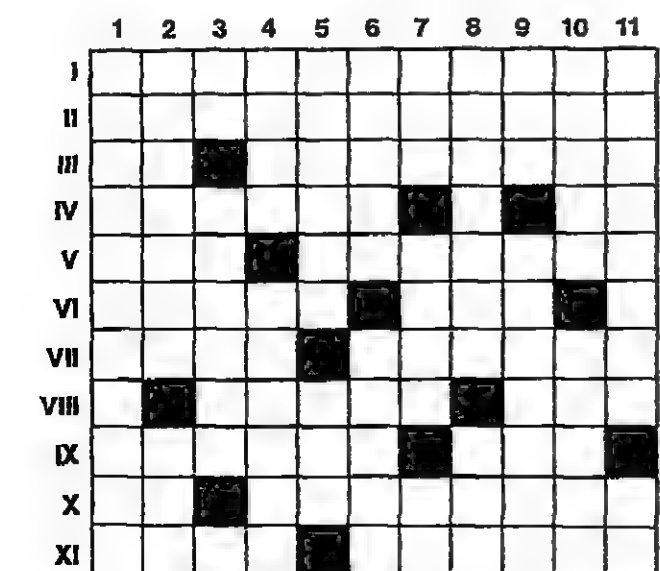
Alors que Mercure restera « absente » en janvier, la Lune donnera rendez-vous à toutes les autres planètes visibles. Mars ouvrira le bal dans la nuit du 9 au 10 janvier. Dans la soirée du 19, ce sera au tour de Vénus de saluer notre astre des nuits, avant que Jupiter, le 21, et Saturne, dans la nuit du 23 au 24, ne viennent présenter leurs hommages à notre satellite. Comme elle l'avait fait le 4 décembre, la Lune, toujours elle, se couchera, pleine à 99 %, entre les pattes de l'Arc de triomphe parisien. Un spectacle observable uniquement si on se trouve dans l'axe des Champs-Élysées, direction Fouest.

Pierre Barthélémy

* Cette chronique hebdomadaire s'interrompt pendant les fêtes de fin d'année. En 1999, elle sera publiée chaque semaine dans le *Monde* du lundi daté du mardi. Le prochain rendez-vous avec l'astronomie est donc fixé au *Monde* daté du 12 janvier.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98302 3615 LE MONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

1. Libres en chambre. - II. Bidon quand il devient marron. - III. Bonne note. Impossibles à retenir. - IV. Problème d'insuffisance. Un par jour. - V. Debutant à la barre. Bien préparée. - VI. Qui ont déjà bien vécu. Transmis sur les ondes. - VII. Possessif. Habitant du désert. - VIII. Dentelle au fuseau. Son père lui a imposé un mari. - IX. Permet de récupérer l'après-midi. Expression forte. - X. Préposition. Maintiennent les têtes en

place. - XI. Très souvent organisée clandestinement. Dans les Alpes autrichiennes.

VERTICALEMENT

1. Jouer les hommes de paille. - 2. Évite les coups de chaleur, mais sa prise est inquiétante. Collectionne les bandes. - 3. Marque de défi. A évité la fauche. - 4. Terme comptable. Fit l'éloge de la folie. - 5. Chants autour du feu. Dans une citation. - 6. Un petit peu d'algèbre. S'appuient. - 7. Pas net en répétition.

tion. Qui ont trop servi. Lettres de Jeanne. - 8. Se dansait en deux temps et plusieurs mouvements. Donne du caractère aux appellations. - 9. Sur les côtes nippones. Pourvu de commandes. - 10. Coupe le mot mais pas la parole. Bassin ménager. - 11. Deux as et demi. Un peu snob.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 98301

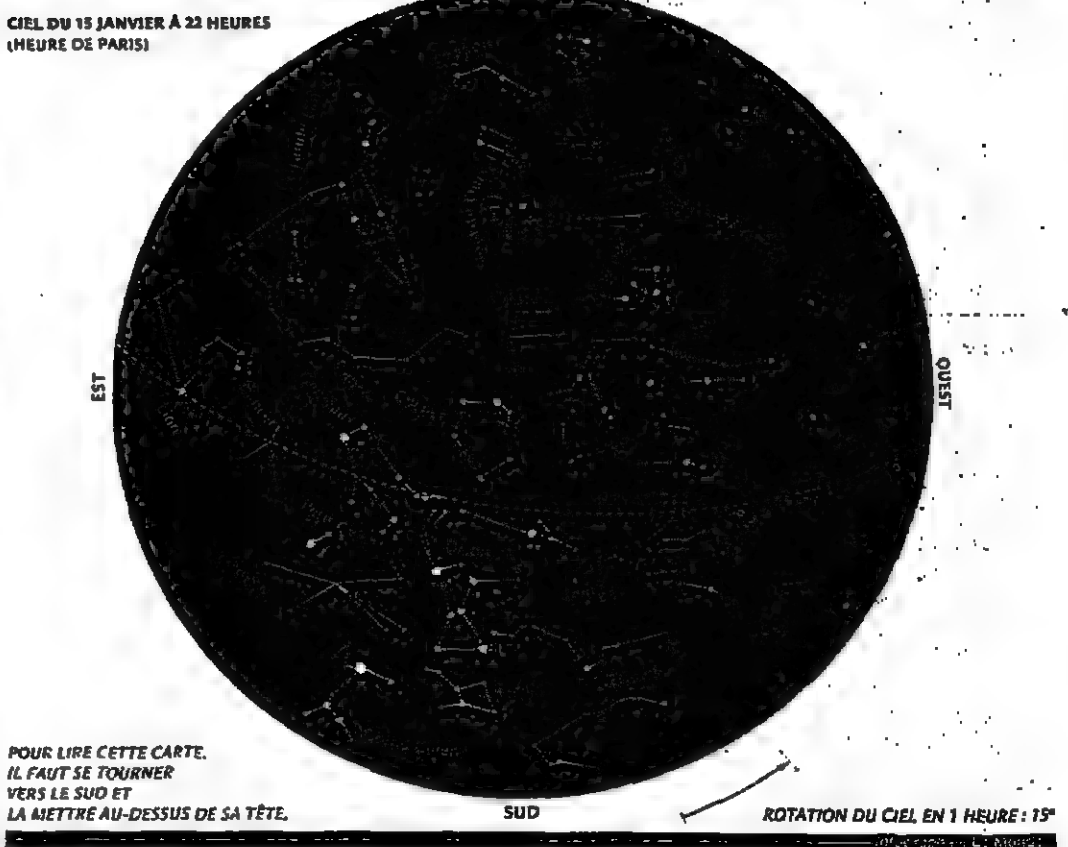
HORIZONTALEMENT
I. Eventualité. - II. Variante. II. - III. Eponte. S.A.R.L. - IV. Netais. Sual. - V. Tris. Cris. - VI. Ris. Couvert. - VII. Asana. Se. II. - VIII. Tétards. Coq. - IX. Iris. Ceil. - X. OESN. Rime. - XI. Non. Espèces.

VERTICALEMENT
1. Eventualité. - 2. Vaporiser. - 3. Erotisation. - 4. Ninas. Nase. - 5. Tati. Car. SE. - 6. Unesco. Dons. - 7. At. Russe. - 8. Lessive. Ire. - 9. Aune. Clic. - 10. Tira. Rio. Me. - 11. Elliptiques.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
ISSN 0255-2227
Imprimé au Monde
12, rue St. Gervais
94052 Ivry cedex
FACILE À LIRE
50 pages
12, rue St. Gervais
94052 Ivry cedex
FACILE À LIRE
50 pages

Le retour du grand Lion

CIEL DU 15 JANVIER À 23 HEURES (HEURE DE PARIS)



POUR LIRE CETTE CARTE, IL FAUT SE TOURNER VERS LE SUD ET LA METTRE AU-DESSUS DE SA TÊTE.

PHILATÉLIE

Les timbres français ont 150 ans

LE 24 AOÛT 1848, les députés français adoptent « le principe de la taxe uniforme (...) pour toute lettre circulant de bureau à bureau dans toute l'étendue de la France, de la Corse et de l'Algérie et quelle que soit la distance à parcourir ». Cette réforme postale, que l'on doit à Étienne Arago (1802-1892), directeur de l'administration des postes, met fin dans le calcul du port de la lettre au crière de la distance. Elle entre en application le 1^{er} janvier 1849. A cette date - il y a donc cent cinquante ans - paraît le premier timbre-poste français, le 20 c noir au type Cérès, neuf ans après l'émission du premier timbre-poste du monde, le « Black Penny » britannique à l'effigie de la reine Victoria.

Jacques-Jean Barre (1793-1855), graveur général à l'hôtel des Monnaies de Paris, dessine et grave cette Cérès imprimée à 41 millions d'exemplaires, dont une dizaine de millions seront détruits après son retrait.



A l'occasion de cet anniversaire, La Poste mettra en vente générale, samedi 2 janvier, un carnet de cinq timbres à 3 F représentant quatre Cérès rouge et une Cérès noir (sans leur valeur d'origine) attachés à une vignette sans valeur annonçant l'exposition Philéxfrance 99. Le Service philatélique de La Poste commercialisera également un prêt-à-poster reprenant le visuel du 20 c noir.

Les timbres, conçus et mis en page par Charles Brédoux d'après l'œuvre de Barre, sont imprimés en héliogravure.

EN FILIGRANE

■ « Opération 5 000 ». La Fédération française des associations philatéliques (FFAP) lance une souscription auprès de ses membres pour le maintien, en 1999, de son mensuel *La Philatélie française*, assuré si la barre des cinq mille abonnements est franchie (100 F pour dix numéros de 24 ou 32 pages, 150 F pour l'étranger). La survie d'un titre vieux de quarante-six ans est suspendue aux capacités de mobilisation des philatélistes. (FFAP, 47, rue de Mauberge, 75009 Paris).

■ Ventes. Un ballon monté est en couverture du catalogue de la vente sur offres Danièle Dutierne (Paris, tél. : 01-42-96-09-29) démarrée le 5 janvier : lettre-formule « aut drapeaux » (papier, azuré) avec deux n° 36, étiquette « 2 » plus caducée à date. « Paris/R. St-Bazare 19 janv. 71 3^e levée », plus mention manuscrite « Armée de Paris », pour Bédarieux (Hérault), arrivée à Nîmes le 31 janvier 1871 (prix de départ 14 000 F). Noter aussi une sélection de marques départementales et une centaine de lettres avec valeurs déclarées.

La 30^e vente sur offres Patrice Robin (Paris, tél. : 01-42-46-56-22) dispense plus de 4 000 lots dont d'importantes variétés d'impression, des non-dentelés, des essais de couleurs, des carnets, des roulettes.

New York

CULTURE

LE MONDE / SAMEDI 19 DÉCEMBRE 1998

ART Le Musée d'art moderne de New York (MoMA) propose, jusqu'au 2 février 1999, une vaste rétrospective de Jackson Pollock. Cent vingt peintures et quelque quatre-vingts

dessins ou gravures sont rassemblés, dont l'ensemble des « peintures coulées » des années 1947-1950, autour desquelles le mythe du Pollock dansant autour de ses toiles posées par

terre s'est construit. Avant d'y accéder, le visiteur est invité à suivre, à travers sept salles, le parcours de Pollock depuis les années 30. ● L'EXPOSITION, dans une version restreinte

(quatre-vingts œuvres), sera présentée à la Tate Gallery de Londres, du 11 mars au 6 juin 1999. ● DES PHOTOGRAPHIES du peintre au travail dans son atelier de Long Island, prises au

cours de l'été 1950 par Hans Namuth, sont exposées dans une salle du MoMA où a été reconstitué l'intérieur de la grange en bois dans laquelle Pollock réalisait ses *drippings*.

New York met en scène la peinture savante et sauvage de Pollock

Cent vingt peintures et de nombreuses œuvres sur papier retracent au Musée d'art moderne, jusqu'au 2 février 1999, le parcours houleux du héros de l'art américain de l'après-guerre. C'est la première grande rétrospective du peintre depuis trente ans aux États-Unis

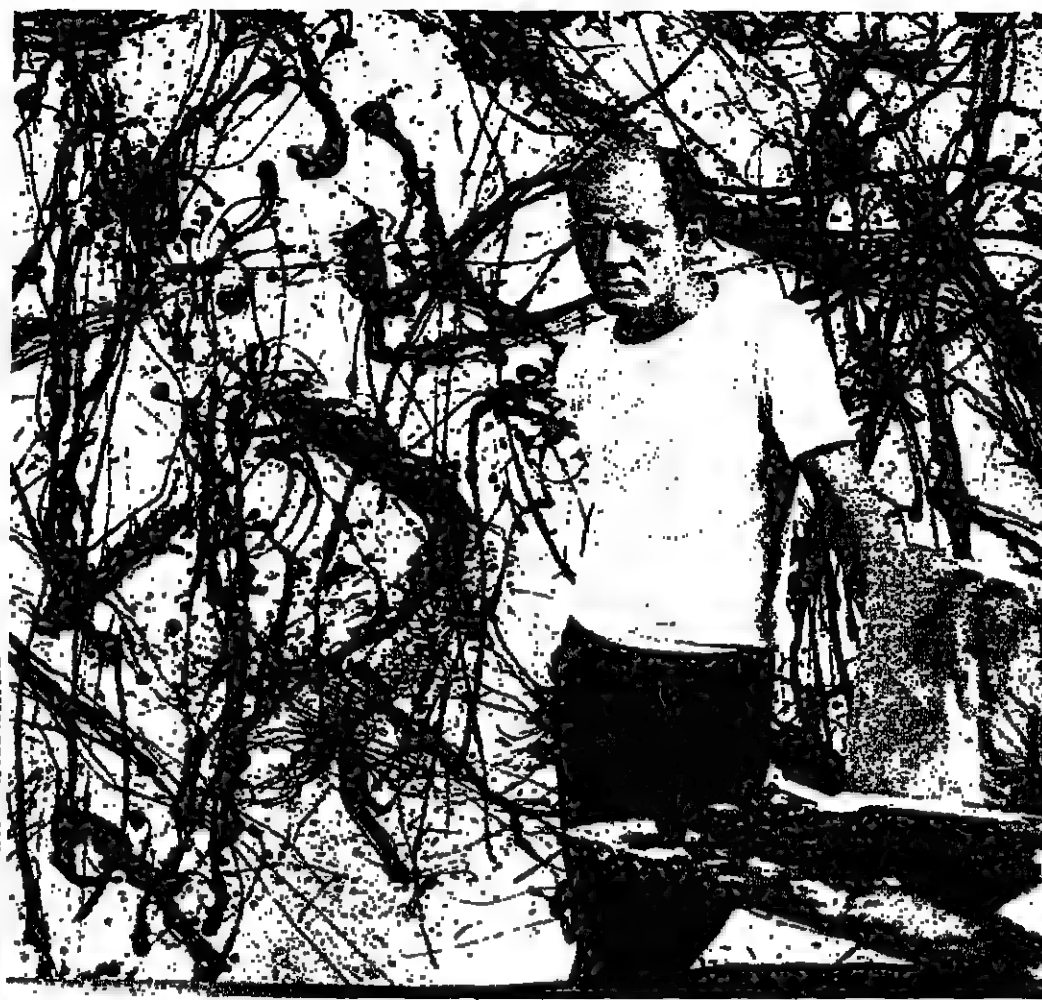
JACKSON POLLOCK. Museum of Modern Art, 11, West 53^e Street, New York. Tél. : 00-1-212-708-9400. Catalogue par Kirk Varnedoe et Pepe Karmel (35 dollars). Jusqu'au 2 février 1999. L'exposition sera présentée dans une version restreinte (80 œuvres) à la Tate Gallery de Londres, du 11 mars au 6 juin 1999.

NEW YORK de notre envoyée spéciale. Cela faisait trente ans que les Américains n'avaient pas proposé une grande exposition Pollock, trente ans au cours desquels ni l'image héroïque du peintre américain par excellence ni la place de sa peinture à l'origine du triomphe de l'école de New York n'ont souffert de l'abondante littérature qui a entouré l'homme et l'œuvre. C'est l'œuvre qui en a pris un coup, sous le poids d'analyses aussi enrichissantes qu'appauvrissantes.

D'où le bien-fondé d'une vaste rétrospective permettant aux Américains de revisiter l'œuvre pour de bon, sans le partage qui en a été fait. Kirk Varnedoe, directeur du département des peintures et sculptures du Museum of Modern Art (MoMA) de New York, Ta orchestrée et a fait tout ce qu'il fallait pour cela. Cent vingt peintures et quelque quatre-vingts dessins ou gravures ont été rassemblés (en 1982, l'exposition du Centre Georges-Pompidou comptait une soixantaine de numéros ; celle de Londres, au printemps prochain, en aura quatre-vingts). L'ensemble des « peintures coulées » des années 1947-1950, autour desquelles le mythe du Pollock fulgurant, improvisant, dansant autour de ses toiles au sol s'est construit et renforcé dans l'oubli de son passé, est admirable. Les plus grandes toiles, les plus sauvages comme les plus sophistiquées, les plus terre à terre comme les plus cosmiques de cette période curieusement dite « classique » sont là, présentes, envahissantes, et comme peintes de la veille. Mais, avant d'y arriver, le visiteur est invité à suivre, à travers sept salles, le parcours houleux du combattant Pollock depuis les années 30.

Pollock, c'est d'abord beaucoup de violence et d'angoisse mêlées, et ça le restera, même lorsque l'artiste aura trouvé son *modus vivendi* dans l'exercice physique de la peinture. Cette violence, cette angoisse traversent les premières peintures : un autoportrait goyescque, des paysages de tonnerre, des flamboyants nocturnes, des visions traversées de lignes de force : restes de bannières, de croix, de lances inscrites dans l'épaisseur d'un champ de bataille embourbé, lourd de corps perdus dans les lambeaux de couleur. Le catalogue situe la plupart de ces tableaux entre 1934 et 1938, sans plus de précision. Les débuts de Pollock ont, décidément, été négligés. Pollock, l'enfant de Cody — le pays de Buffalo Bill — qui a déjà pas mal boudiné dans l'Ouest, beaucoup bu et inquiete toute sa famille, est à New York depuis 1930. Il y fréquente le cabinet d'un analyste jungien et l'Art's Student League, bastion des artistes de gauche, où il suit les cours de Thomas Hart Benton, un peintre régionaliste qui veut magnifier la scène américaine par un style digne de la Renaissance et du maniérisme italiens.

Une suite de dessins montrent les travaux de l'élève : études d'anatomies musclées et de drapés, mais pris entre un follement spontané de lignes et des formes soignées, entre la tentation de laisser aller le trait et le besoin de le discipliner. D'autres études font naître d'un tissu fibreux des monstres aux traits exagérés, à la façon des surréalistes. Ailleurs, des figures totémiques entourent un cheval qui tombe couverts de pictogrammes à l'encre noire qui tiennent de Picasso et de l'art des Indes. Picasso — en



Jackson Pollock dans son atelier de Long Island en 1950, devant « Number 32 », photographié par Hans Namuth.

particulier celui du Minotaure, arts américains : les références pleuvent, amalgamées, toutes révélatrices d'une force créatrice qui se cherche en amont de l'histoire de l'art classique, dans la gestualité, entre l'informel et la formulation symbolique d'une pensée des origines.

CALLIGRAPHES

Les peintures de la fin des années 30 et du début des années 40 sont lourdes d'images mystérieuses, pleines de lunes, de masques, d'yeux, de figures monstrueuses lovées parmi les feux serpents de quelque tête mexicaine, ou solidaires d'un corps de guerrier auquel elles tiennent lieu de bouclier ou de toiles. Nous d'angoisse démasqué, un tourbillon informe occupe la tête d'un homme nu

planté comme un kourou. Un autre homme nu brandit un couteau : là, la violence expressive rejoint celle d'Orozco et de Siqueiros, les muralistes mexicains que Pollock connaissait bien. Vers 1943, les tableaux prennent de plus en plus tournure de rituels de passage dans le monde des morts et des esprits, des rêves et des forces de la nuit, en compagnie de la Femme-lune, de la Femme-louve et de figures totémiques mâles et féminines. Un chien veille au pied d'un li-cercueil basculé de telle sorte qu'il fait figure de tableau dans le tableau, œuvre habitée de signes indéchiffrables. Pour le bonheur des critiques psy qui ont entrepris de déchiffrer la mythologie personnelle de l'artiste. Celui-ci tend de plus en plus à recouvrir ses images de calligraphies, comme pour les stigmatiser, et na-

vigue toujours entre écriture spontanée, matière informelle et images mythiques, entre expression directe et culture de sa sauvagerie, entre petits gribouillis qui pourraient illustrer avec autant de justesse, sinon plus de profondeur, que Picasso ne l'a fait. Le Chef d'œuvre inconnu de Balzac, et grandes constructions. Ainsi du « Mural » de 1943 pour l'appartement de Peggy Guggenheim, immense toile de près de deux mètres cinquante sur six, où les figures totémiques sont prises dans l'épaisseur voluptueuse des tracés. Pollock réussit, pour la première fois vraiment, la fusion des éléments jusqu'à dissocier de sa peinture. Pour le bonheur de la critique formaliste qui pourra y reconnaître une étape décisive vers l'invention d'un nouvel espace pictural ab-

trait qui ne doit plus rien à l'Europe.

Les diktats bien ou mal compris de Clement Greenberg pèsent encore lourd sur l'approche de l'œuvre de Pollock. Le critique a été le premier à porter l'artiste au pinacle, à voir en lui, dès 1945, le meilleur peintre américain de sa génération, et en 1949, « un des peintres majeurs de notre temps », puis le premier à le lâcher, au début des années 50, les nouvelles œuvres du peintre ne collant plus avec sa vision puritaine et transcendante de l'art. Pollock commettait le sacrilège de faire remonter à la surface de ses peintures alors cantonnées au noir et au blanc les corps dont il nourrissait sa peinture au début des années 40. Pendant quatre ans, il les avait évacués ou noyés dans ses épais tapis de coulures et de taches.

BERNARD GESTUELLE

Après 1950, Greenberg ne connaît plus que le Pollock des années 47-50, celui des *drippings* annonçant la peinture du *all over* : des champs de couleurs sans hiérarchie, sans limites, sans profondeur. Beaucoup l'ont suivi, oubliant l'avant, oubliant l'après, pour ne plus mettre l'accent que sur les textures et la frontalité enveloppante des toiles, où l'œil ne parvient plus à se fixer. Oubliant aussi que Pollock, tout « expressionniste abstrait » qu'il ait pu être pendant quelque temps, ne s'est pas privé de réserver une place aux figures, ombres chinoises ou danseurs.

L'exposition permet de s'en assurer, comme elle permet de reconnaître dans les immenses « peintures coulées » le fruit d'une discipline et d'une construction assez classique parfois pour faire penser à d'antiques scènes de bataille, en frise ou pas. Pollock improvisait, mais avec des acquis, les leçons de Benton, des muralistes mexicains, du Picasso de Guernica, ses propres expériences au sein du Federal Art Project : le programme de commandes artistiques qui permettait aux artistes américains de traverser la crise économique lui a appris à canaliser son errance gestuelle. Dans le feu de l'action, Pollock ne l'oubliait pas. D'ailleurs, il n'aurait pas pu le faire. Mais il perdait le contrôle de sa volute, et la vie : il avait quarante-quatre ans.

Geneviève Breerette

Tracés

● 1912. Naissance de Paul Jackson Pollock, au ranch Watkins à Cody, dans le Wyoming. Il est le cinquième et dernier fils d'un couple d'origine islando-écossaise, qui déménage au gré des emplois du père, « un travailleur de la terre ». A dix ans, le jeune Pollock aura habité dans six villes différentes, en Arizona et en Californie.

● 1927. Durant l'été, Pollock travaille comme garde forestier sur la rive nord du Grand Canyon. La rentrée scolaire sera particulièrement difficile, et en mars 1928, il quitte le collège.

● 1928. A la Manual Arts School de Los Angeles, il fait la connaissance de Philip Guston avec qui il participe au *Journal of Liberty*. Sa critique de l'école provoque son renvoi.

● 1930. Jackson accompagne à New York ses frères Charles et Frank, qui y sont étudiants, et s'inscrit à l'Art's Student League, où il suit les cours de Benton, avec qui il lie de solides liens d'amitié.

● 1935. Pollock entre dans le circuit des muralistes qui travaillent au sein du Federal Arts Project.

● 1939. Le peintre découvre *Guernica* de Picasso, exposé à New York.

● 1943. Pollock commence à exposer à Art of this Century, la galerie de Peggy Guggenheim, qui lui commande une peinture murale pour l'entrée de son appartement.

● 1945. Pollock se marie avec le peintre Lee Krasner qu'il a rencontrée en 1941. Le couple s'installe dans une ferme à Long Island.

● 1947. Premières peintures au sol.

● 1949. Pollock signe un contrat avec la galerie Betty Parson. Il y expose ses toiles récentes. Le magazine *Life* se demande si Pollock est le plus grand peintre vivant des États-Unis.

Au bout du pinceau, le corps dansant de l'artiste

EN 1950, Jackson Pollock est un peintre célèbre et controversé. Depuis deux ans, la grande presse parle de lui. *Vogue* a publié des photos de mode sur fond de *drippings*, et *Life*, qui a déjà parlé deux fois de lui, l'a mis, pendant l'été 1949, en bonne place dans son magazine en titrant « Jackson Pollock : est-il le plus grand peintre vivant des États-Unis ? ». En 1950, Pollock, porté par la critique et les musées, est à la mode. Trois de ses peintures sont présentées au pavillon américain de la Biennale de Venise. Le Musée d'art moderne de New York achète *Number 1A*, de 1948. Il expose chez Betty Parson. Il est interviewé pour la radio, ou pour le *New Yorker*. Et le *Harper's Bazaar* demande à un photographe d'aller faire une visite d'atelier.

C'est Hans Namuth qui s'en chargera. Au cours de l'été, celui-ci passe plusieurs semaines à photographier le peintre au travail dans son atelier de Long Island. Il en sortira quelque deux cents photos prises pendant la réalisation de deux tableaux : *One : Number 31* et *Autumn Rhythm : Number 30* et plusieurs dizaines de clichés montrant Pollock devant ses toiles, dans son jardin, avec Lee Krasner. Puis, à l'automne, il enchaine avec un film pour lequel il demande à Pollock de réaliser une peinture sur un écran de verre : ce sera *Num-*

ber 29, ou le « mystère » Pollock. Les photos de Namuth sont précieuses et fascinantes témoignages sur le geste du peintre, sa spontanéité, son urgence, sa nécessité existentielle. Mais elles ne disent pas tout, pas grand-chose, en fait, du résultat, de la richesse de la peinture, de la densité de ses textures, de sa matérialité. Elles sont en noir et blanc. Et de modestes formats. Or le Pollock de ces années-là s'avère un prodigieux coloriste, capable de nous faire sentir l'air des grands espaces et respirer toutes les odeurs des saisons, celle de la terre et des feuilles pourries de l'automne ou celle d'un champ

CONTEXTE OUBLIÉ

Les photos de Namuth sont de précieux et fascinants témoignages sur le geste du peintre, sa spontanéité, son urgence, sa nécessité existentielle. Mais elles ne disent pas tout, pas grand-chose, en fait, du résultat, de la richesse de la peinture, de la densité de ses textures, de sa matérialité. Elles sont en noir et blanc. Et de modestes formats. Or le Pollock de ces années-là s'avère un prodigieux coloriste, capable de nous faire sentir l'air des grands espaces et respirer toutes les odeurs des saisons, celle de la terre et des feuilles pourries de l'automne ou celle d'un champ

de lavande, quand il ne nous plonge pas, encore, dans les méandres de ses nuits noires ou glacées.

En pistant l'homme et sa danse avec la peinture, Namuth, obligé de recourir à des cadrages mouvementés du sol et des coins par où le peintre aborde la toile, ne donne que des vues partielles et déformées de l'œuvre en cours. Ses clichés en rajoutent sur l'embrouille des tracés et ne montrent pas les petits miracles d'équilibre interne qui se produisent à tout bout de champ.

On peut trouver un peu bête l'idée d'avoir reconstitué dans une salle du MoMA l'intérieur de la grange en bois dans laquelle Pollock réalisait ses *drippings*. Mais, après tout, c'est une façon de rappeler un contexte oublié : la proximité de la nature comme l'étroitesse de l'atelier, qui pourrait expliquer les toiles étalées au sol. Et puis on trouvera judicieux qu'y soit montré un choix des photographies de Namuth. On y est bien pour mesurer l'écart entre la réalité de l'œuvre de Pollock et l'image convenue du peintre gestuel, coupé de tout, de son histoire et de l'histoire de l'art, qui s'est développée avec l'appui des photos du peintre au travail.

G. B.

Grand Lancer présente

Carmen Campagne

Une nouvelle voix pour les enfants !

A L'OLYMPIA

du 23 au 27 DÉCEMBRE 98

Lot : 01 47 42 25 49

Grupos et collectives : 01 47 42 10 20

Membre d'Opéra

22 Le Monde • Télévision • Radio • Multimédia • Dimanche 20 - Lundi 21 • semaine 1998

22 Le Monde • Télévision • Radio • Multimédia • Dimanche 27 - Lundi 28 décembre 1998

صدا من الأصل

Les autochromes trompeurs de 14-18

La propagande dévoilée au Musée de Blérancourt

COULEURS DU FRONT, LA VIE QUOTIDIENNE, Musée national de la coopération franco-américaine, château de Blérancourt, 02300 Blérancourt. Tél. : 03-23-39-60-16. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 17 h 30. Fermé le mardi. Jusqu'au 4 janvier 1999.

BLÉRANCOURT (Aisne)
de notre envoyé spécial
C'est une exposition étrange et émouvante que présente le Musée national de la coopération franco-américaine, à Blérancourt. Parce qu'il s'agit d'autochromes de la guerre 14-18. Et donc de couleurs apaisantes qui enveloppent les images d'une douceur de vivre trompeuse pour un conflit qui a fait plus d'un million de morts en France.

Où est la guerre, où sont les atrocités ? C'est l'intérêt de l'exposition de décrire ce que l'on voit, d'apprécier la part de propagande dans des clichés aseptisés qui sont souvent des reconstitutions, voire des constructions. L'armée française a en effet contrôlé la majeure partie des photographies prises par des professionnels mobilisés. Avec deux objectifs constants : dire que les Allemands sont des barbares et des vandales ; montrer que la France est héroïque et que les Français ne vivent pas si mal que ça.

Les 116 images exposées, prises en 1917, viennent des archives photographiques de la Médiathèque du patrimoine à Paris (ministère de la culture). Six sont des originaux, des plaques de verre 9x12, dont on peut apprécier les nuances chromatiques. Les autres sont des tirages laser agrandis : « La fragilité des plaques originales a entraîné cette solution, explique Anne Dopfner, conservateur du musée. Le travail exceptionnel des photographes de la Médiathèque du patrimoine a permis de restituer la qualité des couleurs. »

Deux photographes sont mis en valeur : Fernand Cuvillie et Paul Castelnaud. Ils nous mènent sur la ligne de front, de la Suisse à la Belgique en passant par la Picardie. Anne Dopfner a mis l'accent sur la vie quotidienne aux abords du front : civils et militaires - par le biais de thèmes : bâtiments bombardés, vitrines de magasins, métiers, portraits de poilus, cantonnement, etc.

La propagande souligne d'abord les destructions allemandes. Une église envahie par la neige après l'effondrement du toit. Un arbre fruitier coupé à sa

base par l'ennemi pour empêcher un ravitaillement. Des enfants assis dans un trou béant causé par un bombardement. Des obus allemands, qui n'ont pas éclaté, exhibés comme des trophées. « Ces obus montrent que la technologie allemande ne fonctionne pas », explique Anne Dopfner.

Ensuite, elle montre ce qui semble fonctionner, les services publics, l'activité marchande, la vie sociale. Des pompiers passent d'un incendie à l'autre, un facteur relève une boîte aux lettres, des vendeurs de journaux crient dans la rue. Certains magasins bombardés restent ouverts, comme « A la providence », dévasté au point de ressembler à un musée d'art brut.

Ailleurs, une série de portraits - un porteur de pains, un artisan au travail, un sculpteur devant la cathédrale de Reims, un laboureur à la Millet, etc. - décrivent un « front des civils ». Avec parfois la compassion pour mortuor. Une petite fille joue à la poupée sur le barda du soldat. Un poilu en permission, assis, seul, découpe son pain, le regard perdu, au cœur d'une ville déserte.

STÉRÉOTYPES SORTIS DU TEMPS

Ce ne sont plus des photographies mais des stéréotypes qui semblent sortis du temps. Même les photos de cantonnement servent une forme de propagande. Prises après les mutineries de 1917 pour montrer que les conditions de vie sont améliorées, que les abris sont bien camouflés, elles alignent des scènes familiales : repas de chevronnés, lessive, repas, corvées de carottes, théâtre aux armées, tourisme à Soissons

ou écriture de lettres à la femme aimée... La technique de l'autochrome vient renforcer la propagande. Le matériel était pratique et les clichés pouvaient être tirés sur place. Mais si la couleur restitue des informations précieuses (décor, costumes, paysage, objets), le procédé même - temps de pose jusqu'à dix secondes qui interdit l'instantané, couleurs avantagées - est en totale contradiction avec la réalité de la guerre. C'est encore plus spectaculaire

ANVERS
de notre envoyé spécial
Un guerrier jeune, à demi-nu, s'avance lentement sur la scène



« Poilu faisant sa correspondance », Soissons, 1917. Photo de Fernand Cuvillie.

quand le front est dans l'image. Dans ce superbe paysage de barbelés et de no man's land sur fond de ciel bleu-émeraude. Ou quand le front est reconstruit : un « mitrailleur en action », avec personnages mimant leur rôle. L'horreur de la guerre surgit rarement. Sauf avec violence dans ce portrait de trois poilus, comme éblouis par le soleil, qui sont aveuglés depuis une intoxication au gaz.

Michel Guerrin

Marc Minkowski, héraut de l'Idoménée de Mozart

MOZART : Idoménée, rd di Créta (nouvelle production), solistes vocaux, David McVicar (mise en scène et costumes), Michael Keegan Dolan (chorégraphie), chœur et orchestre de l'Opéra des Flandres, Marc Minkowski (direction). **OPÉRA DES FLANDRES**, Anvers, les 18 et 23 décembre, à 19 h 30 ; le 20, à 15 heures ; à Rotterdam, le 5 janvier en version de concert ; à Gand, les 7, 12, 14 et 16 janvier à 19 h 30, le 10 à 15 heures.

ANVERS
de notre envoyé spécial
Un guerrier jeune, à demi-nu, s'avance lentement sur la scène

obscur. Dans ses bras, le masque sombre de la tragédie. Le *faunus* est en marche : retour du père, colère des dieux, sacrifice du fils, amours impossibles, tandis que sonnent les accords fatidiques de l'ouverture. Opéra de la jeunesse démythique et de l'affirmation de soi, jaillissement d'une musique qui semble vouloir se dépasser à chaque note, tel est *Idoménée* dont Minkowski s'est fait le héraut.

Son orchestre est oraculaire : direction incisive, violence de la batte, articulation presque épre, individualisation maximale des timbres, puissance, virtuosité ; en Nicolas Testé une voix qui sait alier profondeur et magnanimité. Les chœurs (sans doute parmi les plus beaux jamais écrits par Mozart) sont tout simplement magnifiques, relayés par des ballets qui s'intègrent à l'action sans redondance. Ainsi la danse d'accueil d'Idoménée, non pas liesse populaire mais gestuelle guerrière. Ainsi la longue péroraison du ballet final (en cinq actes), qui achève de dénouer la trop brève résolution vocale, rendant ainsi au public reconnaissant la juste résonance de la catharsis.

Marie-Aude Roux

les plus belles perles du monde

MIKIMOTO
8, place Vendôme, Paris
Tél. : 01 42 60 33 55

SORTIR

RÉGION PARISIENNE

Granmoun Lele, Tao Ravao et Vincent Bucher
Le Réunionnais Granmoun Lele est le détenteur des secrets du maloya, expression musicale la plus authentique de l'île, de ses mélanges, sorcelleries et esprit festif. Le vieil homme ne s'est pas privé du concours des jeunes, il a intégré dans son groupe des as des tambours au look de rappeurs. Vincent Bucher (harmonica) et Tao Ravao (guitare) forment un duo franco-malgache fort original. Tous sont des fidèles au festival Africolor, qui les accueille avant la traditionnelle nuit de Noël mandingue du 24 décembre. **Théâtre Gérard-Philipe**, 59, boulevard Jules-Guesde, 93 Saint-Denis. **M. Saint-Denis-Bastille**. Le 18, à 20 heures. Tél. : 01-48-13-70-00, 50 F.

PARIS

Des mondes et des anges
Dans le cadre des Soirées Jeune public, l'Opéra de Paris présente du hip-hop. Houla ! Des mondes et des anges est signé par la compagnie Camargue que dirige Dominique Rebaud. Que la danse des rues et des cités soit à l'Opéra n'étonnera que ceux qui n'ont pas suivi (ou pas cru) l'incroyable ascension d'une danse qui a su ne rien abandonner de sa verve, de sa vitalité. Penser qu'en venant à

l'Opéra le hip-hop devient respectable est en revanche une bêtise : tout art, à partir du moment où il devient respectable, existe-t-il encore ? **Opéra-Bastille, place de la Bastille, 17. M. Bastille. Le 18 à 20 heures. Tél. : 01-36-69-78-66, 100 F.**
Nguyen Lê Maghreb and Friends
Après le jazz-rock caribbe d'Ultramarine, son hommage à Jimi Hendrix, le retour vers ses racines et l'enfance avec son projet « Vietnam », le guitariste Nguyen Lê explore les musiques du Maghreb. Ce n'est pas du world-jazz à l'exotisme toc mais bien une écoute attentive et une utilisation intelligente d'un ailleurs musical. **Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, 1. M. Châtelet. Les 18, 19 et 21, à 22 heures. Tél. : 01-42-33-22-88, 80 F.**
François Théberge Ensemble Stan Lefrère Tentet
Deux solistes avec leurs formations pour un concert de jazz qui puise ses origines dans les grands maîtres du genre (années 50 et 60 pour François Théberge, le swing des moyennes formations des années 30 et 40 pour Stan Lefrère) sans nostalgie passiste. Du jazz d'aujourd'hui donc. **Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, 16. M. Passy. Le 19, à 17 h 30. Tél. : 01-42-30-15-16, 30 F.**

La Pels présente au **THEATRE DE L'ATELIER** à partir du 20 janvier

JACQUES WEBER
LAMBERT WILSON
BERNARD VERLEY
Nicolas Bonnefoy, Jean-Philippe Jorjmar

LA CONTROVERSE DE VALLADOLID

DE JEAN-CLAUDE CARRIÈRE. MISE EN SCÈNE : JACQUES LASSALLE

LOCATION OUVERTE 01 46 06 49 24

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

L'Astre de John Cromwell (Etats-Unis, 1 h 34). **Brute** de Madej Dejcar (France-Pologne-Allemagne, 1 h 30). **Come une léda** de Patrick Schulmann (France, 2 h 10). **Couvre-feu** d'Edward Zwick (Etats-Unis, 1 h 35). **L'Ennui (*)** de Cécile Kahn (France, 2 h). **Hellas** de Sotiris Haralambopoulos (Grèce, 1 h 30). **Karakite** de Mike Van Diem (Hollande, 2 h). **Le Prince d'Égypte** dessin animé de Brenda Chapman, Steve Hickner et Simon Wells (Etats-Unis, 1 h 30). **Le Prince de Sicile** de Jim Abrahams (Etats-Unis, 1 h 30). **La Route du sel** d'Ulrike Koch (Suisse-Allemagne, 1 h 50). **Un soir après la guerre** de René Baril (France-Cambodge, 1 h 48). **Victor pendant qu'il est trop tard** de Sandrine Veysset (France, 1 h 28). **West Broadway** de Ziad Doueiri (France-Liban, 1 h 45). **Un film interdit** aux moins de 12 ans. (*) Film interdit aux moins de 12 ans.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minut, 3615-LEMONDE ou tél. : 03-36-68-03-78 (23 Fmn).

VERNISSAGE

Heurtat
Galerie Denise René, 196, boulevard Saint-Germain, 7. M. Rue-du-Bac. Tél. : 01-42-22-77-57. Fermé dimanche et lundi. Du 18 décembre au 20 février. Entrée libre.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (à 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Accablées parangines de Xavier Daugreilh, mise en scène d'Alain Sachs. **La Pépinière Opéra**, 7, rue Louis-le-Grand, 2. M. Opéra. Le 18, à 21 heures. Tél. : 01-42-61-44-16. De 70 F à 200 F.

Sinkai Juku
Ushio Amagatsu : Création. **Théâtre de la Ville**, 2, place du Châtelet, 4. M. Châtelet. Le 18, à 20 h 30. Tél. : 01-42-74-22-77. De 100 F à 160 F.

Orchestre philharmonique de Radio-France
Ahmed Essaid : *Omblone ou le Volcan à Fenvers* (oratorio). Corine Serillange (so-

prano), Sylvie Sullé (mezzo), Michael Bennett (ténor), Arnaut Marcorati (baryton). **Ensemble Musikreize** (chœur mixte), Daniel Mesguich (récitant), Dominique My (direction). Création mondiale à l'occasion du 150^e anniversaire de l'abolition de l'esclavage. **Maison de Radio-France**, 116, avenue du Président-Kennedy, 16. M. Passy. Le 18, à 20 heures. Tél. : 01-42-30-15-16. Entrée libre.

Gilles Appa (violon)
Œuvres de Tartini-Kreisler, Dvorak, Sarasate, Kreisler, Enesco. Orchestre national d'Île-de-France. François Xavier Bilger (direction). **Théâtre de la Pizze**, 254, avenue de la Division-Ledier, 92 Châtigny-Malabry. Le 18, à 20 h 45. Tél. : 01-46-61-36-37. 100 F et 120 F.

Anne Marguerite Werster (mezzo)
Jung Mitsuchi (piano)
Dans le cadre du centenaire de l'Opéra-Comique et du centenaire Francis Poulenc. Récital autour de Poulenc et du groupe des 60.
Opéra-Comique, salle Bizet, place Boieldieu, 2. M. Richelieu-Drouot. Le 18, à 19 h 30. Tél. : 01-42-44-45-46. 100 F.

LES DÉSAVOIS
Auditorium Saint-Germain, 4, rue Félibien, 8. M. Odéon. Le 18, à 20 h 30. Tél. : 01-44-09-37-43. De 50 F à 130 F.

L'Orchestre du dancing
La Coupole, 102, boulevard du Montparnasse, 14. M. Vavin. Le 18, à 21 h 30. Tél. : 01-42-20-14-20. 100 F.

Francisco Soler
Limonaire, 18, cité Bergère, 9. M. Rue-Montmartré. Le 18, à 22 heures. Tél. : 01-45-23-33-33. Entrée libre.

Le Groupe Riche et Pauvre
avec la chanteuse Maya.
La Vieille Grille, 1, rue du Puits-de-l'Ermitte, 5. M. Monge. Le 18, à 20 h 30. Tél. : 01-42-72-29-61. 70 F.

ANNULATION

Hommage à Sviatoslav Richter
Victor Tretyak (violon), Natalia Gutman (violoncelle) et Eliso Virsaladze (piano) annulent le concert qu'ils devaient donner en hommage à Richter le 9 janvier 1999 au Théâtre des Champs-Élysées.

DERNIERS JOURS

22 décembre
Pisany Pavillon
de Tang Xianzu, mise en scène de Peter Sellars.
Maison de la culture, 1, boulevard Lénine, 93 Bobigny. Tél. : 01-41-60-72-72. De 70 F à 170 F. En chinois et en anglais surtitrés en français.

Le Corps et la ville, de Johan Van der Keuken : Bolivie. **Maison de l'Amérique latine**, 217, boulevard Saint-Germain, 7. Tél. : 01-49-54-75-00. Entrée libre.

LES PLUS GRANDS ÉCRIVAINS RACONTENT L'ENFANCE

Patrice Bricaut
Michel del Castillo
Paulo Coelho
Dan Franck
Max Gallo
Nancy Huston
Christian Jacq
Alexandre Jannin
Marc Lamblin
J.M.G. Le Clezio
Claude Michelet
Jean-Pierre Milot
Jean d'Ormesson
de l'Académie française
Daniel Proulx
Yann Queffelec
Jean Rouaud
Pascal Ruzé

Les droits d'auteur et les bénéfices de ce livre sont intégralement versés à l'association **Sol En Si** Solidarité Enfants Sida.

Robert Laffont

DE LAILLANT
100, rue de la Harpe
75004 Paris
Tél. : 01 42 34 71 91

Le sociologue, invité du numéro double spécial de fin d'année du magazine, a voulu donner la parole à ceux qui sont d'ordinaire exclus des médias

jour, sans exclusion, tous les rejets de notre arbre généalogique, reste à découvrir.

La clé de notre destin se cache sans doute dans les deux sexes caractéristiques qui semblent différer, jusqu'à présent, le propre du chimpanzé du propre de l'homme. La première est l'aptitude du chimpanzé au silence. Son cerveau disposant d'un centre de la parole, comme celui de *Homo sapiens*, ce silence nous apprendra des choses importantes sur la vanité de nos bavardages. La seconde est encore plus troublante, parce qu'elle n'appartient qu'à une seule famille de chimpanzés, celle des Bonobos, dont les membres résolvent tous leurs conflits d'une façon originale : en cas de dispute, ils font l'amour non stop. *Peace and love!* L'histoire des primates s'étonne donc aussi que, vis-à-vis de Saddam Hussein, Bill Clinton se soit montré aussi *Homo sapiens* et si gentil.

50 من الأمل

RADIO-TÉLÉVISION

LE MONDE / SAMEDI 19 DÉCEMBRE 1998 / 33

VENDREDI 18 DÉCEMBRE

FILMS DE LA SOIRÉE

20.30 Le Suspect ■■
Robert Siodmak (Etats-Unis, 1944, N, v.o., 85 min.)
Ciné Classics

20.55 Le Rouge et le Noir ■■
Claude Autant-Lara (France, 1954, 145 min.)
Cinétoile

21.50 Gazon maudit ■■
Josiane Balasko (France, 1995, 105 min.)
RTBF 1

21.55 Plumes de cheval ■■
Norman MacLeod (Etats-Unis, 1932, N, v.o., 70 min.)
Ciné Classics

0.25 Sexe, mensonges et vidéo ■■
Steven Soderbergh (Etats-Unis, 1989, 110 min.)
Cinéstar 2

0.30 La Femme aux deux visages ■■
George Cukor (Etats-Unis, 1941, N, v.o., 85 min.)
Arte

0.40 Maurice ■■
James Ivory (Grande-Bretagne, 1987, v.o., 130 min.)
France 2

3.00 Bronco Apache ■■
Robert Aldrich (Etats-Unis, 1954, 95 min.)
Cinétoile

3.50 La Séparation ■■
Christian Vincent (France, 1994, 85 min.)
Cinéstar 2

NOTRE CHOIX

● 22.40 France 2
Bouillon de culture
« Mais, mon petit, tu n'es pas fait pour ce métier, je ne peux rien faire pour toi... », prédisait René Simon à Jean-Paul Belmondo, alors auditeur au Conservatoire. Aujourd'hui sur le plateau de Bernard Pivot pour retracer sa carrière, Belmondo, serein, toujours prêt « à déconner », encourage les apprentis comédiens de la prestigieuse école parisienne à ne pas baisser les bras. S'il avait écouté les « hommes de la profession », il n'aurait pas, du jour au lendemain, tenu dans ses bras la pulpeuse Sophia Loren, à qui, sur ordre du metteur en scène Vittorio de Sica, il « roulait un pain de première, dès le premier jour, à 6 heures du matin, à Rome ».

Belmondo raconte les débuts d'avant *A bout de souffle* (1959), de Godard, le film qui l'a propulsé. Un an plus tôt, le cinéaste lui offrait 500 francs pour tourner « dans sa chambre », à la grande inquiétude du débutant, son premier court métrage, *Charlotte et son Jules*. L'acteur se souvient de son premier rôle au cinéma, en 1956 – un ouvrier – dans *Les Copains du dimanche*, d'Henri-Georges Clouzot, film produit par la CGT, jamais sorti mais projeté dans les comités d'entreprise. De bouts d'essais sans suite en prestations écourtées – le Conservatoire, puis la Comédie-Française –, Jean-Paul Belmondo a fini par réaliser son rêve d'acteur après avoir songé devenir clown. Il était heureusement soutenu par son père, le sculpteur Paul Belmondo, à qui Jacques Copeau, bien des années avant, avait lancé, dans les coulisses d'un théâtre d'Alger : « Belmondo, voilà un nom qui serait splendide pour un comédien ! » – C. M.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF1

18.25 Excluzif.
19.05 Le Bled.
20.00 Journal, Météo.
20.55 Les Émissaires de la télé. Spécial beussier.
23.15 Sans aucun doute.
Les amoureaux à la voyance.
1.05 TF 1 nuit, Météo.
1.15 Le Dernier Contrat.
Téléfilm, Roméo Guerrier (3/2).

FRANCE 2

19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.20 Qui est qui ?
19.50 L'Euro.
19.55 et 0.05 Au nom du sport.
19.56 Météo, Journal, Météo.
20.45 Point route.
20.55 Un taxi dans la nuit.
Téléfilm, Alain-Michel Blanc.
22.40 Bouillon de culture.
Tête-à-tête avec Jean-Paul Belmondo.
0.10 Journal, Météo.
0.35 Ciné-club.
0.40 Maurice ■■
Film, James Ivory (v.o.).

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
18.52 L'Euro, mode d'emploi.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Le Konig de 20 heures.
20.35 Tout le sport.
20.55 Thalassa. Escalade aux Açores.
22.20 Faut pas rêver.
23.20 Météo, Soir 3.
23.40 Les Dossiers de l'Histoire.
L'Angle et le Sphinx.
0.35 Livre ouvert.
0.55 La Case de l'Oncle Doc.
Les Secrets de la guerre secrète.

CANAL +

► En clair jusqu'à 21.00
18.30 Nulle part ailleurs.
20.30 Allons au cinéma ce week-end.
21.00 City of Crime ■■
Film, John Irvin.
22.35 Jerry Maguire ■■
Film, Cameron Crowe.
0.45 Scrooge ■■
Film, Brian Desmond Hurst (v.o.).

ARTÉ

19.00 Tracks.
19.45 Météo, Arte info.
20.15 Palettes, Edouard Vuillard (1868-1940). Les allées du souvenir : Les jardins publics, 1894.
20.45 Tamas et Jull.
Téléfilm, Niko Enyedi.
21.45 Le Mur. Téléfilm, Alain Berliner.
22.55 Contre l'oubli.
François Jacob (France).
23.00 Grand format. Et je vois les étoiles... La vie de la chanteuse Renate Kern.
0.30 La Femme aux deux visages ■■
Film, George Cukor (v.o.).

M 6

19.00 FX, effets spéciaux, la série.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Notre belle famille.
20.35 La Famille Touvabien.
20.40 Politiquement rock.
20.50 David Lansky. L'Enfant américain.
22.25 Au-delà du réel.
L'aventure continue. L'aveil
23.20 Buffy contre les vampires.
Innocence (1 et 2).

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Agora, Hélène Wédrine.
Régis son quatuor ne se sépare pas.
21.00 Black and Blue.
22.10 Fiction, Leprêtre, de Stefan Zweig.
23.00 Nuits magnétiques.
L'écume est un pays.
0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.05 Concert franco-allemand.
Œuvres de Penderecki, Dvorak.
22.30 Musique pluriel. Œuvres de Fauré, Debussy, Ravel, Schumann, Liszt, Wagner.
23.00 L'Enlèvement au sérail.
Opéra de Mozart par le Beecham Choir Society et le Royal Philharmonic Orchestra, dir. Thomas Beecham.

RADIO-CLASSIQUE

20.15 Les Soirées. Tête à tête de Haydn.
20.40 Berlioz et l'Allemagne.
Œuvres de Berlioz, Beethoven, Weber, Schubert, Mendelssohn, P. Schumann, Liszt, Wagner.
23.00 L'Enlèvement au sérail.
Opéra de Mozart par le Beecham Choir Society et le Royal Philharmonic Orchestra, dir. Thomas Beecham.

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

18.30 De l'actualité à l'Histoire.
L'avenir des retraites.
18.30 Nulle part ailleurs.
Invités : Gérard Majas, Sidney Chama, Miossec.
19.00 Tracks.
19.10 Le Rendez-Vous.
Invité : Bruno Magret.
19.30 Envoyé spécial, les années 90.
Paroles de Nobel.
Une voie pour les réfugiés.
20.00 20 h Paris Première.
Invité : Dany Boon.
20.05 C'est la vie. Les accros de télé.
20.55 Thalassa. Escalade aux Açores.
22.20 Faut pas rêver.
Espagne : La capitale du bouillon.
France : Le mariage de Noël.
Vietnam : Chasseurs de borsalis.
22.40 Bouillon de culture.
Tête-à-tête avec Jean-Paul Belmondo.
23.15 Sans aucun doute.
Les amoureaux à la voyance.
Invité : Dae Dae Bridgewater.
23.25 Top bab, Rhythm Kings.
23.40 Les Dossiers de l'Histoire.
L'Angle et le Sphinx.

DOCUMENTAIRES

18.15 L'Hôtel en folie (3/3).
18.30 Le Monde des animaux.
Le Course dans la vie.
18.35 La Jungle de verre.
Les nerts à vil.
19.00 Danseuses cistes.
Le pays khmer.
19.15 La Quête du futur (1/22).
L'écologie planétaire.
19.30 Le Monde merveilleux des jouets.

SPORTS EN DIRECT

19.40 Jazz Collection.
[3/12] Louis Armstrong.
20.15 Plans de vol.
Les mortuaires de l'aviation.
20.35 L'homme qui fabriquait le super-canon.
20.40 Arctique.
Villages du Grand Nord.
20.45 Méditerranée (11/12). Venise.
L'empire des marchands.
21.30 Pour l'amour des crocodiles.
[3/10].
21.45 Conférences de presse.
31 janvier 1964 (3/5).
21.45 Mémoires d'ex. Du passé, faisons table rase : 1956 - 1989.
22.15 Hôpitaux psychiatriques.
La fin d'une institution.
22.55 Le paradis est ailleurs.
23.00 Grand format. Et je vois les étoiles.
La vie de la chanteuse Renate Kern.
0.30 Alfonso Cabeza de Vaca.
marquais de Portugal. Un docteur magnifique (1/2).
0.55 La Case de l'Oncle Doc.
Les Secrets de la guerre secrète.
Mission Guérilla.

DANSE

22.00 Equitation. Show jumping international de Londres (2 épisodes) : Christmas Puissance.

MUSIQUE

20.30 L'Arpeggione de Schubert.
Avec Marc Neikrug, piano ;
Pinchas Zukerman, alto.

TELEFILMS

20.30 Le Frère Irlandais.
Robin Davis (1 et 2/2).
20.45 Tamas et Jull.
20.50 Le Fleau.
20.50 20 000 lieues sous les mers.
20.55 Un taxi dans la nuit.
21.45 Le Mur.
0.00 Les Complices.
Serge Moati.

COURTS MÉTRAGES

0.35 Livre ouvert.
Régis, Nathalie Serrault.

SÉRIES

20.55 Soirée Sitcom.
22.30 Dream On. Derrière les barreaux (v.o.).
23.00 Seinfeld. L'agenda électronique (v.o.).
0.40 Star Trek. Deep Space Nine.
Le passage (1/2).
1.25 Star Trek. La nouvelle génération.
Le vrai visage de l'ennemi (v.o.).
2.45 New York Police Blues. Meurtre en sous-sol.

SAMEDI 19 DÉCEMBRE

FILMS DU JOUR

13.35 Bronco Apache ■■
Robert Aldrich (Etats-Unis, 1954, 85 min.)
Cinétoile

15.00 La Vie de château ■■
Jean-Paul Rappeneau (France, 1965, N, 90 min.)
Cinétoile

16.45 Plumes de cheval ■■
Norman MacLeod (Etats-Unis, 1932, N, v.o., 70 min.)
Ciné Classics

23.00 Berlin Express ■■
Jacques Tourneur (Etats-Unis, 1948, N, v.o., 90 min.)
Ciné Classics

0.55 Tout ce que le ciel permet ■■
Douglas Sirk (Etats-Unis, 1955, 85 min.)
Arte

1.05 Germinal ■■
Yves Allégret (France, 1936, N, 105 min.)
Cinétoile

2.10 Erasion
sur commande ■■
Jack Smight (Etats-Unis, 1968, v.o., 110 min.)
Ciné Classics

2.25 Mission : Impossible ■■
Brian De Palma (Etats-Unis, 1996, v.o., 110 min.)
Cinéstar 2

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

12.10 et 17.10 Le Monde des idées. LC

MAGAZINES

13.45 Savoir plus santé.
Pascal Lègèr.
14.10 et 16.40, 21.10 Grand Angle.
L'excursion du Burkina Faso.
14.30 Le Magazine de l'Histoire.
Invités : Yves Le Maner, André Salier, Frédéric Monier, Dominique Villon.
15.53 La Rétro des sports.
Invités : Jean-Luc Crétier, Laurent Blanc, Christine Arnon, Jean-Marie Lohr, Marc Polak.
16.30 De l'actualité à l'Histoire.
L'avenir des retraites.
17.05 Courts particuliers.
Spécial café-débat.
Invités : Jean-Marie Rouart, Philippe Solliers, Laure Adler.
17.30 Envoyé spécial, les années 90.
Paroles de Nobel. Avec Stéphane Des-Georges. Une voie pour les réfugiés. Avec Philippe Chabasse.
19.00 Histoire parallèle.
Semaine du 19 décembre 1948 : Vers la Chine de Mao.
Invité : Jean-Luc Domenach.
19.05 Paris Modes.
Yves Saint-Laurent.
19.30 Le Bazar de Ciné Cinémas.
Invité : Sébastien Mienier pour son documentaire Les Yeux dans les films.
20.00 Thalassa. Jeux de mer.
20.35 Le Club.
Avec Cécile Kahn.
20.45 Le Magazine de l'Histoire.
Portraits et destins.
Invités : Jean-Marie Rouart, Philippe Solliers, Laure Adler.
21.00 Faut pas rêver.
Niger : Les salines du désert.
France : Le grain des pénétrés.
Invité : Stéphane Fréjus.
21.40 Métropolis. I.N.R.L. le retour.
Weimar, capitale culturelle 1999.
22.30 Strip-tease. J'adhère, j'adhère, j'adhère. D'après la pièce de la belge.
22.55 T'es pas une idée ?
Invité : L'abbé Pierre.
23.25 Union libre.

DOCUMENTAIRES

18.05 Killmeat (1/3). Le grand voyage de la pierre.
18.30 Arctique. L'univers mouvant des glaces.
18.35 Les Cent Premières Années du cinéma (3/5).

SPORTS EN DIRECT

19.00 Le Temps des cathédrales.
Dieu est lumière.
19.40 Les Grandes Batailles du passé.
[7/8] Asincur.
19.55 Mémoires d'ex. Du passé, faisons table rase : 1956 - 1989.
20.05 Le Temps des vendanges. [7/8].
La dernière ligne droite.
20.35 L'Hôtel en folie (3/3).
20.35 Planète animal.
Les royaumes de l'ours russe : La façade de l'Arctique.
20.45 L'Aventure humaine.
Les Vikings sous la mer.
21.05 Johann aux cheveux blancs.
21.30 Planète Terre.
L'Ouest américain (7/8) : Le temps des déshérences (1/2).
21.35 La Quête du futur (1/22).
L'écologie planétaire.
21.50 Marx Brothers. [2/2]. Côté cour, côté jardin.
22.05 Jazz Collection.
[3/12] Louis Armstrong.
22.20 Les singes-lions.
22.55 L'homme qui fabriquait le super-canon.
23.00 Les Empereurs romains.
[3/6]. Néron : le pouvoir et la folie.
23.45 Music Planet. Atman's Jazz 34.
0.00 Corpus Christi.
[7/12] Judas.
0.35 Hôpitaux psychiatriques.
La fin d'une institution.

MUSIQUE

17.30 Symphonie n° 8 en do mineur.
de Bruckner. Par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Pierre Boulez.
20.00 Fedosseiev dirige Roméo et Juliette, de Tchaïkovski.
Par l'Orchestre symphonique de la Radio de Moscou.

TELEFILMS

17.05 Bouvard et Pécuchet.
J.-D. Vernaghe (3/2).
17.45 La Princesse de l'espace.
Robert Marzocchi.
18.25 Le Réveil du volcan.
Graham Campbell.
19.00 Catherine Courage.
Jacques Erault (3/3).
20.20 Une passion ardente.
Larry Green.
20.30 Des enfants dans les arbres.
Pierre Boutevin.
20.35 Merlin. Steve Barron.
20.50 La Femme du boulanger.
Kansu City.
20.55 Le Feu sous la glace.
J. Decaux-Thomélet.
22.25 La Dernière Fête.
Pierre Granier-Deferre.
22.40 Tamas et Jull.
23.30 Doctor Jekyll and Mister Hyde.
David Wickes.

SÉRIES

17.20 Equalizer.
Fureur silencieuse.
18.40 Homicide.
Content d'être là.
19.45 Happy Days. Le visiteur.
19.45 La Vie à cinq. Défaillances.
20.10 3^e planète après le Soleil.
Jolly Old St. Dick (v.o.).
20.30 Tout le monde aime Raymond.
Le plus beau des deux.
20.40 New York Undercover.
Double jeu. Eché et mat.
20.50 Le Caméléon.
La preuve par balles.
20.55 Shogun. [5 et 6].
21.00 Maximum Bob. L'ex-femme du juge (v.o.).
21.45 The Sentinel.
Une question de confiance.
22.13 High Incident.
Après-midi (v.o.).
22.30 Orages d'été, avis de tempête. [9/9].
22.30 Blanche. [7 et 8/11].
22.40 Profil. Point de rupture.
23.55 Star Trek. Deep Space Nine.
Le passager.

NOTRE CHOIX

DU VRAI CINÉMA

● 23.45 Arte
Music Planet

ALORS qu'il s'apprêtait à tourner *Kansas City* (1996), film de gangster et de jazz situé au début des années 30, le cinéaste américain Robert Altman eut l'idée de recréer, dans un deuxième film, *Jazz 34*, les nuits de swing, les poursuites musicales improvisées (*chases*) des solistes, durant une répétition ou face au public. Dans le décor du Hey Hey Club, il installe la vingtaine de musiciens qui avaient participé à la fiction *Kansas City*. Quelques phrases situent l'époque, la ville, la nuit, la pègre. Cinéaste du détail, Altman ne loupe pas un bouton de manchette, une goutte de sueur, une chaise isolée ou une belle fille à l'œil aguicheur. De ce point de vue, son club est parfait, ses musiciens sont parfaits. On se sait au cinéma, donc on y croit.

Altman est aussi un cinéaste du mouvement, des scènes de groupe (*IMASH, Nashville, Marjorie...*). Sa caméra suit le développement des thèmes, s'attache à un riff, met en valeur un solo. En arrière-plan, dans la brume opaque de la fumée des cigarettes, on voit des joueurs de cartes, un musicien qui examine son saxophone, une fille passe dans le champ ; certains plans sont construits sur des événements en cascade.

On est toujours au cinéma et dans du grand cinéma. Il y a même un scénario. L'après-midi, des musiciens arrivent au club, improvisent ensemble. D'autres les rejoignent. Petit à petit on arrive à un grand orchestre, le public est là, on danse, on boit. A la pause, il y a toujours un gars pour reprendre son biniou. Au matin, il ne reste qu'un quartet, pour une dernière mélodie.

Comme *Jazz 34* est la mise en scène d'un concert – ce qu'était la dizaine de minutes de *Jammin' the Blues*, de Gjon Mili (1944), auquel on pense immédiatement –, la musique l'est aussi. Joshua Redman, Craig Handy, Geri Allen, Cyrus Chestnut, James Carter, Ron Carter, Ottu Dara, David Murray... jouent à être qui Lester Young, qui Coleman Hawkins, qui Mary Lou Williams... Le son, la technique de jeu, la manière de tenir les instruments restent ceux d'aujourd'hui. Une musique trop parfaite pour être vraie. On est toujours au cinéma.

Sylvain Siclier

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF1

13.15 Reportages.
13.45 MacGyver.
14.50 Alerte à Malibu.
15.40 Flipper.
16.40 Dingo de toi.
17.10 Hercule.
18.00 Sous le soleil.
19.00 Meteo Place.
19.50 Bloc notes.
20.00 Journal, Météo.
20.50 Drôle de jeu.
23.05 Les Trophées de la mode et de la beauté 1998.
1.20 Formule foot.
1.55 TF 1 nuit.

FRANCE 2

13.40 Consom'ag.
13.45 Savoir plus santé.
14.30 L'Euro.
14.40 Tercé.
15.00 Sur la trace du renne.
15.55 La Rétro des sports.
18.20 1 000 enfants vers l'an 2000.
18.25 Le Réveil du volcan.
Téléfilm, Graeme Campbell.
19.50 et 20.45 Tirage du Loto.
19.55 Au nom du sport.
20.00 Journal, Météo.
20.55 Tapis rouge.
23.25 Union libre.
1.00 Journal, Météo.
1.25 Trafic à Singapour.
Téléfilm, Rob Marchand.

FRANCE 3

13.57 Keno.
14.05 Le Magazine du cheval.
14.35 Les Pieds sur l'herbe.
15.05 Destination pêche.
15.40 Coureur pays.
18.10 Expression directe. ps.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Le Temps des vendanges. [7/8].
20.35 Tout le sport.
20.55 Le Feu sous la glace.
Téléfilm, Françoise Decaux-Thomélet.
22.30 Strip-tease.
23.35 Météo.
23.57 L'Euro, mode d'emploi.
24.00 Soir 3.
0.00 Saturnales. Journal des spectacles.
0.15 Saturnales. Porgy and Bess.
Opéra de Gershwin.

CANAL +

► En clair jusqu'à 14.00
13.30 C'est ouvert le samedi.
14.00 Rugby, étre ! : Paul Gaudin.
16.00 Football NFL.
17.05 Magnum, filic ou voyou.
► En clair jusqu'à 20.00
17.55 Décade pas Benny.
18.50 Flash infos.
18.59 Jean-Luc et Falpasse.
19.00 Les Simpson.
19.30 Football. Multifoot. Championnat de D 1.
20.00 Coup d'envoi.
22.15 Jour de foot.
23.00 Les Feetles ■■
Film, Peter Jackson.
0.35 Raisonnable.
Film, Ron Howard (v.o.).
3.55 Grace of My Heart ■■
Film, Allison Anders (v.o.).

LA CINQUIÈME ARTE

13.35 Le Cinéma des effets spéciaux.
14.00 Fête des bébés.
14.30 Le Journal de la santé.
14.55 Sur les chemins du monde.
15.00 Les Authentiques.
15.30 Les Grands Hôtels.
16.00 L'enfance dans ses déserts.
16.30 Lonely Planet.
17.30 Terres de légendes.
18.05 Killmeat (1/3).
19.00 Histoire parallèle.
Semaine du 19 décembre 1948 : Vers la Chine de Mao.
19.45 Météo, Arte info.
20.05 Le Dessous des cartes.
La Cour pénale internationale.
20.15 Cruellement votre. [5/6].
20.45 L'Aventure humaine.
Les Vikings sous la mer.
21.40 Métropolis. I.N.R.L. le retour.
Weimar, capitale culturelle 1999.
22.40 Tamas et Jull.
Téléfilm, Niko Enyedi (v.o.).
23.45 Music Planet. Atman's Jazz 34.
0.40 Le Rock de la soucoupe volante.
Court métrage, Edda Hugues (v.o.).
0.55 Tout ce que le ciel permet ■■
Film, Douglas Sirk.
2.20 Court-circuit. *Quoi le cinématographe en carton*.
Court métrage, Issiaka Konté.

M 6

13.20 Code Quantum.
14.20 La Belle et la Bête.
15.20 Fame L.A.
16.15 Amicalement votre.
17.15 Turbo.
19.15 Turbo.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Plus vite que la musique.
20.40 Ciné 6.
20.45 La Trilogie du samedi.
20.50 Le Cameleon.
La preuve par balles.
21.45 The Sentinel.
Une question de confiance.
22.40 Profil. Point de rupture.
23.35 Doctor Jekyll and Mister Hyde.
Téléfilm, David Wickes.
1.25 Boulevard des clips.

RADIO

FRANCE-CULTURE

18.35 Profession spectateur.
20.00 Fiction. Quand on descend du ciel, de Howard Butler.
22.35 Opus. La pierre qui chante ou les instruments de la cathédrale de Chartres en concert.
0.05 Le Gal Savor.
Michel Perrin, ethnologue.

FRANCE-MUSIQUE

19.07 A l'Opéra.
19.30 La Traviata. Opéra de Verdi. Donne en direct du Metropolitan Opera de New York, par le Chœur et l'Orchestre du Metropolitan Opera de New York, dir. Carlo Rizzi, Patricia Racette (Violetta), Marcelo Alvarez (Alfredo), Vladimir Chernov (Germanio).
23.07 Présenter la facture. Invités : Pierre-Henri Auer, alto, Bernard Salin, luth. Autour de l'alto.

RADIO-CLASSIQUE

19.00 Intermezzo.
Œuvres de Haydn, de Brahms.
20.00 Picasso et la musique.
Concert. Œuvres de De Falla, Satie, Stravinsky, œuvres traditionnelles, Poulenc, Milhaud.
22.00 Da Capo. Œuvres de Beethoven, Schubert, Mozart, W.A.

22 Le Monde • Télévision • Radio • Multimédia • Dimanche 20 - Lundi 21 décembre 1998
22 Le Monde • Télévision • Radio • Multimédia • Dimanche 27 - Lundi 28 décembre 1998

ET
GRA
DE
PL

Le Monde

du 21 au 23
Feuilleton
**Paroles
de médecins**

23 daté 24
48 pages d'inédits de
Plantu :
les dessins
auxquels vous
avez échappé

30 daté 31
Supplément
spécial
**"Bonjour
l'Euro"**

31 daté 1
**Dessins
d'enfants
sur
l'actualité**

Tous les jours
**chez votre
marchand de journaux**

A B O N N É E
FAITES SUIVRE
VOTRE ABONNEMENT
PENDANT LES VACANCES

Le Monde

La CNIL
consommation

Informaire de

**TEST D
SUR E**

mez tou
le Pèr
l'au

et g
DES TÉL
MAGNÈTE
CHAIN
LECTEU
CAME
NUMÉ
RADIO-CA
BALA
APPARE
NUMÉ

Téléphonez au

Euro
La radio getta

La CNIL critique un questionnaire sur la consommation s'enquérant du sexe des conjoints

Le formulaire devrait être distribué, à partir de janvier, dans les boîtes aux lettres

VINGT MILLIONS de ménages français vont recevoir un questionnaire sur leurs habitudes de consommation qui risque, selon la Commission nationale informatique et libertés (CNIL), de « permettre l'identification des couples homosexuels ». Outre plusieurs centaines de cases à cocher sur ses comportements d'achats, la personne sondée devra indiquer son sexe, ainsi que celui de son « conjoint ». Masculin, féminin ? Féminin, féminin ? Par déduction, redoute la CNIL, la vie en couple de deux personnes d'un même sexe sera révélée. Or, la loi sur l'informatique et les libertés interdit de collecter et d'enregistrer des informations « faisant apparaître, directement ou indirectement, les moeurs des personnes ».

Glissé dans les boîtes aux lettres à partir de janvier, le formulaire émane d'une société, Claritas, spécialisée dans la constitution de bases de données personnelles et dans leur commercialisation auprès d'entreprises de vente par correspondance. Chaque année, depuis 1994, Claritas diffuse ce

type de document auprès de vingt millions de foyers en France. Mais c'est la première fois que le formulaire mentionne le sexe du conjoint.

Le directeur général de Claritas, Hervé Pointillart, proteste de sa « bonne foi ». Il invoque une erreur liée à la nouvelle mise en page de son questionnaire. « Nous n'entendons pas procéder au traitement des données relatives aux couples homosexuels, qui ne sont pas un marché pour nous », assure-t-il. Pour preuve de sa déontologie, il ajoute que sa société a, dans le passé, « refusé de louer les noms de gens se déclarant célibataires aux agences matrimoniales ».

CODE DE DÉONTOLOGIE

Regrettant que le questionnaire ne lui ait pas été préalablement soumis, la CNIL veut moraliser le secteur des bases de données dites « comportementales ». Un marché en plein développement. Grâce aux progrès des méthodes d'exploitation, les fichiers traditionnels du marketing direct, qui recensaient un petit nombre de données

par personne, ont été remplacés par des « mégabases » : celles-ci engrangent des milliers d'informations sur les habitudes de consommation (équipement de la maison, centres d'intérêts, loisirs, alimentation, soins de beauté, etc.) et le comportement général (profession, environnement familial, revenus, assurances, etc.) d'un ménage donné. Quelques sociétés distribuent de la sorte, en France et en Europe, sous pli anonyme, leurs questionnaires à des millions d'exemplaires. Afin d'inciter les ménages à répondre, elles proposent généralement des cadeaux ou autres offres spéciales.

Pour lever toute ambiguïté, Claritas a proposé à la CNIL de ne pas enregistrer les informations sur le sexe du conjoint dans sa base de données. Insuffisant, estime la

commission, qui demande l'adjonction d'un rectificatif avisant les intéressés qu'ils n'ont pas à répondre à la question incriminée. La juridiction déplore, en outre, que le formulaire enfreigne le code de déontologie sur les bases de données comportementales, adopté par le Syndicat des entreprises de vente par correspondance et à distance. Ce code interdit précisément d'« effectuer des traitements de nature à reconstituer de manière indirecte des données sensibles, notamment celles relatives (...) aux moeurs des personnes ». A Claritas, où plus de dix millions de questionnaires litigieux ont déjà été mis sous enveloppe, on espère trouver une solution avant le mois de janvier.

Erich Inciyan

M. Bolloré se renforce chez Pathé

VINCENT BOLLORÉ devait publier, vendredi 18 décembre, sa déclaration d'intention, pour expliquer les motifs de sa entrée surprise dans Pathé. L'homme d'affaires breton, qui présente son arrivée dans le groupe de cinéma et de communication comme un investissement financier, a pds 19,6 % du capital en deux semaines.

Lors d'une rencontre avec Jérôme Seydoux, PDG de Pathé, mercredi 16 décembre, M. Bolloré se serait engagé à demeurer « à un niveau inférieur à 20 % », selon un communiqué de Pathé publié jeudi. Le groupe Bolloré affirme qu'il y a un malentendu : M. Bolloré veut toujours dépasser la barre des 20 %, ce qui lui permettrait de consolider sa participation dans les comptes de son groupe. Il pourrait

atteindre ce niveau dès vendredi. M. Bolloré n'aurait pas l'intention d'aller au-delà « en l'état actuel de l'actionnariat ». En clair, si de nouveaux intervenants faisaient leur entrée dans le capital de Pathé pour venir épauler Jérôme Seydoux ou, si celui-ci, qui détient 44,5 % des droits de vote, se renforce, M. Bolloré n'exclut pas d'augmenter à nouveau sa part.

Bien que deuxième actionnaire de Pathé, M. Bolloré ne sollicite aucun mandat d'administrateur au conseil du groupe. Mais il ne verrait pas d'un mauvais œil que le PDG de Pathé lui propose de siéger au conseil : « Il s'en remet à la décision de Pathé », affirme son entourage.

Martine Orange

La méthode Pinson

par Pierre Georges

LES OISEAUX rêvent en chantant. Cela ferait un joli titre de roman ou de thèse. Surtout s'agissant de pinsons, dont la galeté n'est plus à vanter. Car voici que dans la revue *Science*, des chercheurs de l'université de Chicago viennent de publier les résultats d'une étonnante étude sur le sommeil des diamants mandarins, variété de passe-reux au plumage qu'on suppose éclatant.

Il faut être très fou ou très savant pour aller explorer la zone *Robustus archistralis* (RA) d'un cerveau de pinson en plein sommeil. Cette zone RA est réputée, entre autres, comme le QG, le Pentagone du chant chez l'oiseau. Le professeur Daniel Margoliash et ses collègues biologistes ont donc réalisé une triple expérience. Ils ont pris des pinsons éveillés, des pinsons sous anesthésie générale, et des pinsons endormis du sommeil du juste pinson. Et aux trois échellons d'oiseaux dans tous leurs états, ils ont diffusé les enregistrements de leur propre chant.

Chez les diamants mandarins éveillés, la RA n'a pas bronché. Chez les diamants mandarins anesthésiés, calme plat. Mais chez les diamants mandarins endormis, ce fut tout le contraire, un séisme de RA, une activité Richter. Ce pinson-là visiblement ne dort que d'un œil ou d'un chant. Et tout se passe, selon les chercheurs, comme si l'oiseau pendant la nuit fixait, dans son disque dur RA, le chant entendu.

Le pinson étant un homme comme les autres, on voit bien les perspectives radieuses et les explications cohérentes qu'une telle découverte autorise. On s'est longtemps demandé pour-

quoi Jean-Pierre Chevènement parla le latin au sortir d'un long sommeil. Ne cherchons plus, c'était sa *Robustus archistralis* qui fit de l'auto-allumage. Ou alors un médecin du Val-de-Grâce facétieux qui lut au chevet du ministre une sentence de Molière.

Prenons la Belle au bois dormant. Que son Prince lui inflige un numéro complet de *Science* et elle s'éveille, la belle, plutôt Nobel de biologie que Miss France ! Imaginons, cela peut fort bien s'imaginer, un téléspectateur assoupi devant l'écran bleuté de CNN et des nuits de Bagdad. On lui passe de la musique militaire. Il se lève en tenue de combat, missile au poing !

Apprendre en rêvant, quel bonheur ! La méthode Pinson de l'assimilation sans peine et sans souci. Écrire en dormant, quel luxe sur l'écran noir de nos RA blanches. Méthode Pinson ! Voici venu le temps du Ra de RA, du Rap de RA, du tube en rêve, de la cure inventive de sommeil.

Jean-Jacques Rousseau, ce doux rêveur, avait bien eu une formule comme cela, du genre : le recueil de mes longs rêves est à peine ébauché ! Simple propos d'un surdoué de la RA puisqu'il rêvait même éveillé. Car telle est bien l'injustice distributive que certains ont une RA d'enfer et d'autres l'ont toute mitée, comme tableau noir effacé chaque matin. Relevant plutôt de cette seconde catégorie, des pinsons sans mémoire, des mandarins cailloux, on ne sait plus trop bien pourquoi on écrit tout cela. Peut-être pour dire que cette chronique s'interrompt jusqu'au 4 janvier. Et qu'il n'était que temps !

Tirage du Monde daté vendredi 18 décembre : 558 351 exemplaires

C'EST DÉJÀ NOËL SUR EUROPE 1

Jouez toute la journée avec le Père Noël Europe 1 jusqu'au 25 décembre



et gagnez

DES TÉLÉVISEURS, MAGNÉTOSCOPES, CHAINES HIFI, LECTEURS DVD, CAMÉSCOPES NUMÉRIQUES, RADIO-CASSETTES, BALADEURS, APPAREILS PHOTO NUMÉRIQUES

Téléphonez au 01 42 32 20 20

Europe 1
La radio active. www.Europe1.fr

A nos lecteurs

PENDANT la période des fêtes, *Le Monde* vous propose plusieurs rendez-vous originaux. Du lundi 21 (daté 22) au mercredi 23 décembre (daté 24), « Paroles de médecins » : à l'occasion des mouvements de protestation dans le corps médical, un voyage de Dominique Le Gulliedoux dans un univers professionnel en proie au doute. Le mercredi 23 décembre (daté 24), « L'enfer de Plantu » : un cahier spécial rassemblant près d'une centaine d'Inédits de notre dessinateur. Le mercredi 30 décembre (daté 31), « Bonjour l'Euro » : un cahier spécial à l'occasion de l'entrée en vigueur de la monnaie européenne. Enfin, le jeudi 31 décembre (daté 1^{er} janvier 1999), des regards d'enfants sur l'actualité à travers leurs dessins.

Durant cette période, notre pagination sera légèrement modifiée. Les pages « Régions » et « Communication » s'interrompent à partir du vendredi 25 décembre (daté 26) et reprennent le lundi 4 janvier (daté 5). La page « Kiosque » et la chronique de Pierre Georges s'arrêtent pendant les deux semaines de vacances scolaires, et notre rendez-vous hebdomadaire « Placements » est ramené à une page. La page « Histoire » ne paraîtra pas les samedis 26 décembre (daté 27) et 2 janvier (daté 3-4).

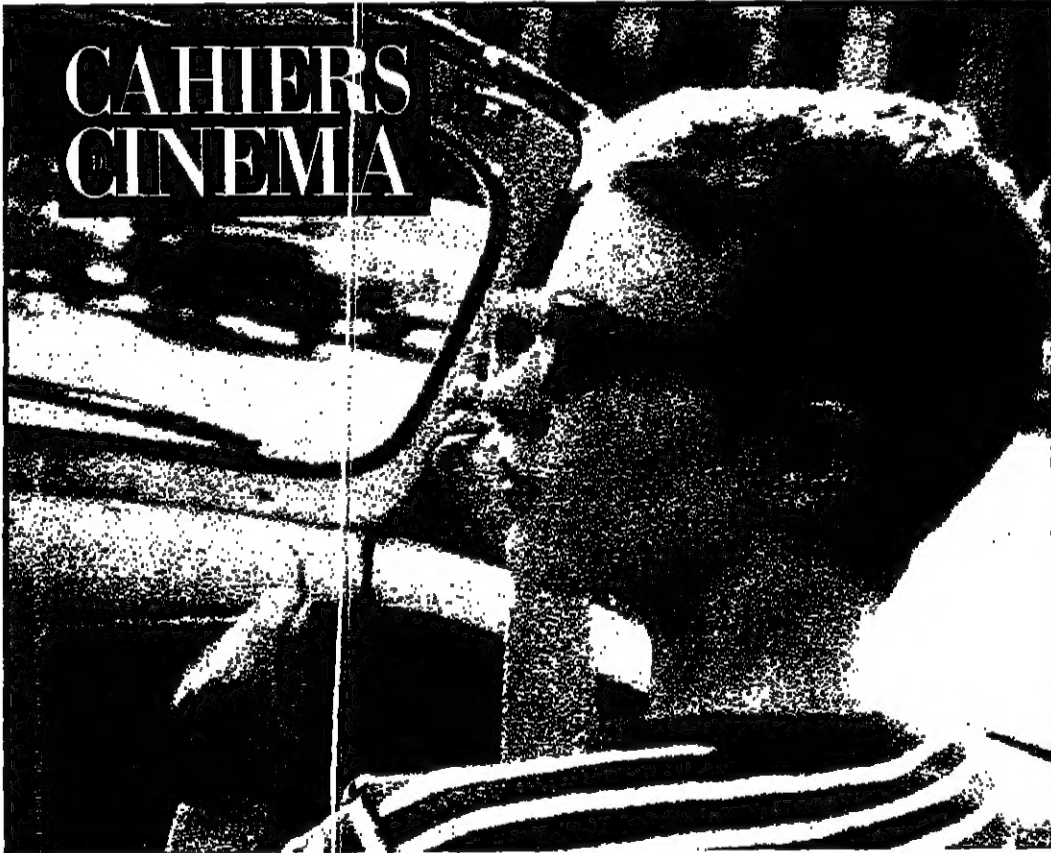
Pour la rentrée de janvier, *Le Monde* vous proposera à partir du lundi 4 (daté 5) plusieurs nouveautés.

A NOS ABONNÉS

UN SEUL NUMÉRO
0/803/022/021*
exclusivement réservé pour

FAIRE SUIVRE
OU SUSPENDRE
VOTRE ABONNEMENT

CAHIERS CINÉMA



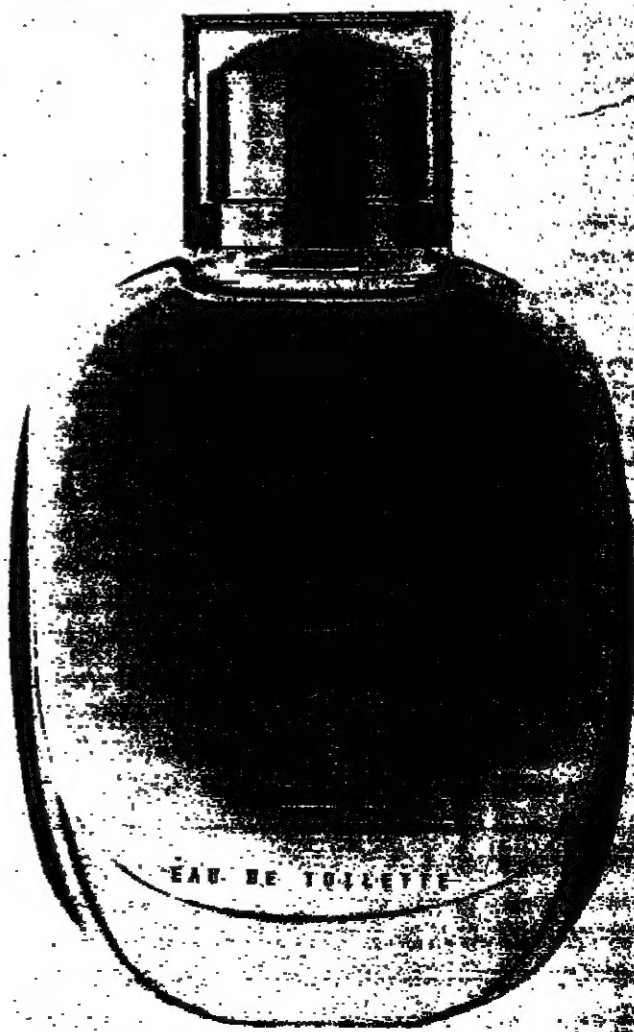
NOUVELLE VAGUE
une légende en question

NUMÉRO HORS-SÉRIE

NUMÉRO HORS-SÉRIE
CAHIERS DU CINÉMA

40F - Chez votre marchand de journaux

LANVIN
L' H O M M E



EAU DE TOILETTE POUR HOMME

هذه امان الامل

**Notre sélection
disques 1998**

Il s'explique

Lanson prévoit financements

Un policier à l'enseigne

à la voiturette
de Renault

de Lamort
de William Gaddis

à l'avis
du médiateur

Grand Jury

1046-122-750 F